

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Direction de l'Administration Pénitentiaire

RAPPORT général sur l'exercice

1968

RAPPORT

présenté à

MONSIEUR LE GARDE DES SCAUX
MINISTRE DE LA JUSTICE

par

Henri LE CORNO
Directeur de l'Administration Pénitentiaire



1968

Conseil Supérieur de l'Administration Pénitentiaire

MONSIEUR LE GARDE DES SCEAUX,

MESDAMES,

MESSIEURS,

L'année 1969 sera marquante dans les annales du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire, puisque pour la première fois vont être présentés à cette haute instance, en plus du compte rendu traditionnel, les rapports des divers groupes d'études de la commission créée en son sein par l'arrêté du 31 mars 1969.

Grâce à cette innovation, le conseil supérieur pourra pleinement assumer auprès de vous, monsieur le Garde des sceaux, son rôle de conception et de consultation, tel qu'il a été défini par le Code de procédure pénale.

L'administration ne manquera pas de tirer le plus grand profit des observations et suggestions qui lui seront présentées par des personnalités intéressées ou participant à des titres divers, au traitement des délinquants et à la protection de la société. Toutes sauront puiser dans leur science et dans leur expérience des éléments de solution aux problèmes actuels en demeurant fidèles, dans la recherche d'une adaptation nécessaire, aux principes de la réforme pénitentiaire.

Aujourd'hui des raisons particulières paraissent commander un effort de réflexion et d'imagination.

Tout d'abord la préparation du VI^e Plan impose l'élaboration d'une doctrine soigneusement définie sur la destination précise à donner aux divers établissements pénitentiaires ainsi que sur les aménagements à apporter à leurs locaux, en vue d'une meilleure harmonisation entre les structures et les méthodes. Cette obligation concerne notamment les catégories justiciables d'un traitement plus individualisé que la population pénale ordinaire, à savoir, les jeunes délinquants, les psychopathes, les multirécidivistes, les éléments agressifs.

En second lieu, l'examen des réformes à apporter à notre législation pénale rend nécessaire l'étude parallèle de leurs incidences.

sur le plan pénitentiaire, en tenant compte du résultat des expériences réalisées jusqu'à ce jour, des exigences imposées aux services d'exécution des peines et des moyens dont dispose l'administration. Ceux-ci ont évidemment leurs limites dans l'équipement matériel et les effectifs de personnel ; à cet égard une réforme serait illusoire, une amélioration impossible si l'augmentation ou la diversification de la capacité d'accueil ne s'accompagnait pas corrélativement de mesures de recrutement.

Une telle information ne saurait bien entendu avoir pour résultat d'entraver le progrès doctrinal ; son objectif est seulement d'éviter une distorsion fâcheuse entre le droit et le fait, et de rappeler la distance qui sépare quelquefois le souhaitable du possible.

En effet, toute décision relative à l'exécution des peines a des répercussions directes sur le fonctionnement des établissements et elle implique une association étroite de l'élément judiciaire à l'action pénitentiaire. Le droit et l'opportunité pour des magistrats de suivre le sort des détenus au-delà de la condamnation pénale ont été affirmés dès 1945 et c'est à l'initiative de l'Administration pénitentiaire elle-même que le principe a été généralisé et a reçu une consécration législative par la promulgation du Code de procédure pénale.

Les heureux résultats auxquels a abouti l'institution du juge de l'application des peines sont dus incontestablement à la volonté de collaboration réciproque qui anime les rapports entre ces magistrats et les chefs d'établissement. Ainsi se trouvent conciliées les nécessités de l'individualisation de l'exécution de la sentence judiciaire et celles de la gestion et de la sécurité dont la responsabilité est sans partage.

Il est indispensable de ne pas rompre cet équilibre.

La coopération qui s'est instaurée est particulièrement significative dans les commissions de classement des établissements ainsi que dans les commissions locales de libération conditionnelle présidées par le juge de l'application des peines ; elle est d'autant plus efficace que ce magistrat a une connaissance approfondie de la personnalité des condamnés, non seulement en examinant les dossiers d'observation établis par l'équipe socio-éducative, mais aussi en s'entretenant directement avec les détenus.

Ainsi peut-il suivre lui-même leur évolution, s'assurer de leurs gages d'amendement et éventuellement déceler leurs tendances anti-sociales, tout en donnant à la justice pénale une dimension vraiment humaine.

Si son autonomie a été parfois critiquée, ses décisions cependant ne sont pas sans contrôle ni recours en matière de sursis avec mise à l'épreuve ou de libération conditionnelle, et la latitude d'appréciation qui lui est conférée pour la semi-liberté est nécessaire dans un domaine où les conditions du placement comme celles du retrait imposent de prendre sans retard les dispositions appropriées.

Il statue dans chaque cas d'une manière parfaitement éclairée avec les garanties d'impartialité s'attachant à sa qualité de juge au siège, tandis que son action conserve toute la souplesse que requiert la mise en œuvre d'un traitement pénitentiaire.

De son côté le personnel considère que la rééducation et le reclassement des condamnés font partie de ses obligations professionnelles. Tout l'effort entrepris à l'École d'administration pénitentiaire pour la formation et le perfectionnement des agents a eu précisément pour objectif, conformément aux principes de la réforme de 1945, de les mettre à même d'être associés à l'élaboration des décisions ou des propositions concernant l'exécution de la peine.

Une modification d'organisation ou de procédure ne devrait pas compromettre cette indispensable participation.

Vous savez, monsieur le Garde des sceaux, que vous pouvez compter sur le dévouement déférent de l'ensemble des fonctionnaires pénitentiaires qui doivent continuer à puiser leur résolution dans le sentiment d'accomplir une véritable mission.

H. L.

1^{er} juillet 1969

S O M M A I R E

PREMIERE PARTIE

GESTION ET ORGANISATION

| | PAGES |
|---|-------|
| Contrôle et sécurité des établissements | 5 |
| Personnel | 13 |
| Formation et perfectionnement | 29 |
| Equipement | 35 |
| Gestion financière | 44 |
| Gestion économique et technique | 51 |
| Relations publiques | 61 |

DEUXIEME PARTIE

METHODES DE TRAITEMENT

| | |
|---|-----|
| Régimes pénitentiaires | 67 |
| Enseignement scolaire, professionnel, et action éducative | 101 |
| Travail pénal | 115 |
| Situation sanitaire | 125 |
| Probation | 135 |
| Libération conditionnelle et assistance aux libérés | 141 |

TROISIEME PARTIE

ETUDES ET STATISTIQUES

| | |
|---|-----|
| Etudes et recherches | 149 |
| Statistiques | 153 |
| — Situation de la population pénale | 155 |
| — Classification des détenus | 187 |
| — Relégation | 201 |
| — Enseignement scolaire | 207 |
| — Travail pénal | 213 |
| — Libération conditionnelle | 227 |
| — Sursis avec mise à l'épreuve | 231 |
| — Coût de fonctionnement des établissements | 247 |

ANNEXE

| | |
|--|-----|
| Procès-verbal de la réunion du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire du 19 novembre 1968 | 259 |
|--|-----|

PREMIÈRE PARTIE

**GESTION
ET ORGANISATION**

1

**CONTROLE ET SÉCURITÉ
DES ÉTABLISSEMENTS**

CONTROLE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

En 1968, cinquante-deux missions d'inspection ont été effectuées dans les maisons d'arrêt, maisons centrales ou centres pénitentiaires.

Ces visites, généralement motivées par les incidents les plus divers, ont également permis d'apporter aux services extérieurs une information plus directe, notamment sur les objectifs de l'administration centrale et sur les initiatives les plus intéressantes de certains chefs d'établissements. A cet égard, des études d'organisation, des recherches de méthodes destinées à développer les communications entre les différents services et en définitive à faciliter le travail administratif dans les prisons, ont été entreprises.

Une meilleure coordination des études concernant l'équipement a été assurée, notamment, afin de déceler parmi les innombrables demandes de crédits justifiées par l'état de nos bâtiments, celles qui concernent les besoins les plus urgents. Une liste d'opérations prioritaires a été établie à la fois pour l'entretien des bâtiments et pour les projets d'investissements qui pourraient être retenus au cours des prochaines années, notamment dans le cadre du VI^e Plan.

La sécurité des prisons reste préoccupante, et il semble utile de s'attacher plus particulièrement à l'étude des conditions dans lesquelles ont pu se perpétrer les évasions au cours de l'année 1968.

Le nombre d'évasions réalisées depuis un établissement fermé varie très peu. En effet, au cours des dernières années, on relève :

| | | | |
|-----------|------------------------|-----------|------|
| En 1966 : | 19 évasions concernant | 35 hommes | |
| En 1967 : | 13 | — | 32 — |
| En 1968 : | 19 | — | 31 — |

En revanche, le nombre des tentatives mises en échec par le personnel s'est accru sensiblement au cours de l'année dernière. On dénombre :

| | | | |
|-----------|--------------------------|-------------|-------|
| En 1966 : | 56 tentatives concernant | 116 détenus | |
| En 1967 : | 52 | — | 109 — |
| En 1968 : | 65 | — | 146 — |

Le rapprochement de ces deux observations souligne, certes, la conscience professionnelle, le courage et l'efficacité des agents, mais aussi les dangers d'une fonction qui ne peut s'accommoder d'un esprit de routine.

On ne peut en effet manquer de regretter la répétition des conditions du déroulement de la plupart des évasions, qui permet de penser que les échecs du passé ne servent pas suffisamment de leçon pour l'avenir. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler les

situations qui ont été à l'origine de ces faits, en analysant successivement les évasions qui se sont produites le jour et celles qui ont été commises la nuit.

*

**

Pendant le service de jour, 13 évasions concernant 15 détenus ont été réalisées dans les circonstances suivantes :

- 10 à l'occasion du travail ;
- 2 par effraction ;
- 1 par substitution d'identité au moment de la libération.

a) Les mouvements résultant des nécessités du travail constituent le facteur majeur d'insécurité de jour.

Dans les cas visés ci-dessus, 10 évadés bénéficiaient d'une affectation au service général, 4 d'un emploi à l'extérieur de la détention.

L'absence de préméditation caractérise l'évasion à l'occasion du travail. Fort de la confiance qu'il inspire, le détenu profite de l'absence de l'agent ou de son inattention pour s'enfuir. Dans ces conditions, on comprend pourquoi ces évasions restent solitaires dans la majeure partie des cas (8 cas sur 10).

Une application normale des règlements devrait permettre d'éviter ces incidents ; cependant, l'expérience démontre que les idées les plus simples sont le plus souvent oubliées. Aussi convient-il de rappeler fréquemment aux surveillants qu'on ne peut exiger d'un homme détenu, aussi estimable soit-il pour le personnel et quelle que soit sa situation pénale, le refus systématique de la liberté dont il est privé. Nul ne peut douter qu'elle soit pour lui une véritable obsession, mais elle est presque toujours impossible à déceler. Ni la raison ni la volonté ne peuvent constituer un obstacle à la tentation qui saisit l'homme à l'instant où il croit que la liberté s'offre à lui.

b) Les deux évasions par effraction qui se sont produites au cours de la journée sont du même type que celles réalisées dans les mêmes conditions au cours de la nuit. Elles ne s'expliquent que par la défaillance du service de surveillance ou par la vétusté des murs des établissements pénitentiaires.

c) On relève peu d'évasions par substitution d'identité au moment de la libération. L'isolement préalable des détenus dont la sortie est prévue pour le lendemain, les appels nominatifs relativement nombreux permettent de faire obstacle à ces entreprises. Cependant, dans les grands établissements, et notamment pour des étrangers mal identifiés par des agents souvent remplacés, la substi-

tution est à redouter. Aussi le personnel du greffe judiciaire doit-il se convaincre du fondement de l'obligation qui s'impose à lui de ne procéder à la levée d'écrou qu'après la confrontation sérieuse des empreintes digitales prises à l'entrée et à la sortie de l'établissement.

La photographie systématique des individus au moment de l'écrou constituerait un moyen de contrôle efficace.

*

**

Pendant le service de nuit, 8 évasions concernant 18 détenus ont été réalisées en 1968, dans les circonstances suivantes :

- 3 par section des barreaux par lames de scie ;
- 4 par percement des murs ou des plafonds ;
- 1 par ouverture de la porte par ruse et violences.

Contrairement aux évasions de jour, celles-ci se caractérisent par une préméditation et intéressent souvent plusieurs détenus à la fois :

- 4 ont été réalisées par un seul homme ;
- 1 par 2 hommes ;
- 2 par 3 hommes ;
- 1 par 6 hommes.

Il faut noter que dans les 4 évasions solitaires, 2 ont été réalisées grâce à une aide extérieure, par introduction à l'intérieur des murs d'une corde à nœuds et même d'une échelle en bois. Elles visaient toutes deux des hommes dangereux appartenant au « milieu ».

a) Section des barreaux. — L'introduction des lames de scie en détention reste le souci dominant des chefs d'établissement. Les services de fouille systématique, malgré leurs efforts, ne parviennent pas toujours à déjouer les ruses des détenus, et dans la majeure partie des cas ce n'est qu'à l'occasion de la tentative ou de l'évasion qu'on retrouve le matériel dissimulé.

Au cours de l'année écoulée, des lames de scie ont été découvertes :

- 3 fois à l'occasion d'une évasion ;
- 11 fois à l'occasion d'une tentative ;
- 1 fois seulement à l'occasion d'une fouille.

L'évidente inefficacité des fouilles dans ce domaine résulte d'abord des facilités de dissimulation de ces lames dans le mobilier

des cellules (pieds tube des tables et tabourets, cuvettes de W.C. particulièrement). Elle peut aussi être imputée à la pénurie du personnel affecté à cette tâche.

Pour souligner la difficulté de ce contrôle, il convient de noter l'utilisation d'un fil d'acier au tungstène de 12 centimètres de longueur et de 1 millimètre de section pour la coupe d'un barreau épais au cours d'une évasion. Il est bien difficile de découvrir un objet si facile à dissimuler. Mais l'utilisation de nouveaux matériaux (acier ou béton) permettra peut-être de résister à ces effractions.

b) Percement des murs et plafonds. — La vétusté de la majeure partie des bâtiments pénitentiaires est bien connue. Elle accroît l'insécurité dans de notables proportions. Un important effort a été accompli pour protéger les murs constitués de pierres liées à la chaux et les plafonds de lattis qui n'offraient aucune résistance aux tentatives de percement. Ces entreprises ont été nombreuses en 1968. On compte en effet :

- 4 percements réalisés au cours d'une évasion ;
- 31 percements réalisés au cours d'une tentative.

Malgré les améliorations apportées, la tâche reste importante et sa réalisation souvent difficile et toujours onéreuse. Mais il importe de généraliser l'installation au niveau de l'étage supérieur de chapes bétonnées, ou de métal déployé dans les établissements où les murs de soutènement ne permettent pas d'adopter le premier système.

c) Organisation du service. — L'évasion de nuit implique une mise en défaut du service de surveillance, ce qui ne signifie pas nécessairement la négligence des agents qui en sont chargés.

Les conditions dans lesquelles ont été découvertes les évasions situent ces déficiences :

- 3 évasions ont été constatées par les rondes extérieures ;
- 3 évasions ont été signalées de l'extérieur de l'établissement ;
- 1 évasion a été signalée avec retard par un détenu ;
- 1 évasion a été découverte au lever.

Les agents chargés d'effectuer les contrôles systématiques des cellules ou des dortoirs sont trop souvent surpris par l'événement. Les défaillances relevées ont de multiples causes :

La principale tient à la disposition des locaux de nuit qui souvent échappent à la surveillance exercée par les judas des portes, en raison de l'importance des angles morts, de la surpopulation de nombreux dortoirs, de l'utilisation de mannequins, de l'impossibilité de discerner la rupture d'un barreau habilement choisi parce qu'il est dissimulé par le montant de la fenêtre, ou enfin de l'installation de lits à trois places superposées dont la partie supérieure est cachée.

Il faut aussi rappeler les dangers de l'esprit de routine dans les services de sécurité. Une étude judicieuse des circuits doit permettre aux agents d'apporter toute l'attention nécessaire au contrôle de la population pénale, sans négliger les pointages auxquels une vigilance particulière est habituellement réservée. L'intérêt des contre-rondes et des contrôles inopinés est évident.

Enfin, des tâches imprévues ou ressortissant normalement du service de jour viennent détourner le personnel chargé du service de nuit de la surveillance générale de la détention. C'est le cas pour les sorties matinales ou les rentrées tardives de détenus extraits ou de condamnés bénéficiant du régime de la semi-liberté.

En revanche, la surveillance et les rondes extérieures ont prouvé leur efficacité en maintes circonstances. La configuration de certains établissements et les dispositions du service y apportent malheureusement des entraves. La principale tient le plus souvent à la régularité de ces contrôles extérieurs, notamment dans les petits établissements ne disposant que de deux agents de nuit.

*

**

Ces observations soulignent l'opportunité d'une information permanente du personnel, à la fois par le développement des communications entre les différents responsables des services extérieurs, déjà entrepris dans le cadre des directions régionales, et par la diffusion sur le plan national de la relation des incidents les plus caractéristiques.

2

PERSONNEL

En 1968 a été poursuivie, dans la limite des effectifs budgétaires autorisés, la mise en place des structures créées par le nouveau statut du personnel des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire.

Ce personnel a bénéficié de la remise en ordre générale des rémunérations dans le secteur public, intervenue dans le courant de l'été ; des avantages complémentaires non négligeables lui ont également été consentis.

I. — Politique du personnel

La politique appliquée par l'Administration pénitentiaire s'articule sur les principes suivants :

- Conférer aux fonctionnaires de chaque grade, grâce à une définition fonctionnelle des tâches, des responsabilités correspondant à leur place dans la hiérarchie et à leur rôle, les effectifs nécessaires par grade étant fixés en application de ce principe ;
- Améliorer, en conséquence, les conditions de recrutement et de formation du personnel ;
- Instaurer un régime indemnitaire qui tienne compte des sujétions et des risques réellement imposés à chaque catégorie ;
- Etablir une concertation avec les représentants qualifiés du personnel sur les problèmes d'intérêt commun.

Au total, c'est donc 351 emplois qui ont été créés au cours de l'année 1968.

On trouvera en annexe le tableau des effectifs, par catégorie, figurant au budget de 1968.

1. — *Création d'emplois en vue de structurer les services existants* (personnel autre que de surveillance).

L'Administration pénitentiaire s'est efforcée de continuer en 1968 la mise en place, qui avait débuté l'année précédente, du personnel indispensable pour assurer une meilleure structuration des différents corps conformément aux dispositions du nouveau statut.

Toutefois, les emplois budgétaires qu'elle a obtenus, à cet égard, étant nettement insuffisants pour répondre aux besoins, cet effort devra se prolonger au cours des années à venir si l'on veut :

- Assurer un meilleur fonctionnement des services administratifs, économiques et comptables ;
- Donner, dans les établissements pénitentiaires, aux activités éducatives, à la formation professionnelle et au travail pénal la place qu'ils méritent ;

A. — EFFECTIFS

Les créations et suppressions d'emplois intervenues au budget de 1968 ont été les suivantes :

| CATEGORIE D'EMPLOI | MESURES PRISES EN APPLICATION DU STATUT et pour renforcer les services existants | | MESURES DESTINEES à assurer le début en service de la maison d'arrêt des adultes de Fleury-Mérogis | | MESURES TENDANT à renforcer les effectifs du personnel de l'école d'administration pénitentiaire | | MESURES TENDANT à renforcer le Centre national d'études et de recherche pénitentiaires | | TOTAL général |
|----------------------------------|--|-----------------|--|-----------------|--|-----------------|--|-----------------|---------------|
| | créations | transformations | créations | transformations | créations | transformations | créations | transformations | |
| | | | | | | | | | |
| Chefs de service | 20 | | | | | | | | 21 |
| Educateurs | 30 | | 10 | | 1 | | | | 43 |
| Adjoint de probation | 50 | | | | 3 | | | | 50 |
| Instructeurs techniques | 10 | | 2 | | 2 | | | | 12 |
| Secrétaires administratifs | | | | | | | | | 2 |
| Commis | 60 | | | | 1 | | | | 61 |
| Surveillants-chefs | | | 6 | | | | | | 6 |
| Premiers surveillants | | 100 | 22 | | | | | | 22 |
| Surveillants | (1) | 100 | 110 | | | | | | 110 |
| Surveillants auxiliaires | | | | | | | | | 100 |
| Elèves surveillants | | | | | | | | | 100 |
| Agents techniques | | | | | 65 | | | | 65 |
| Agents de service | | | 5 | | 1 | | | | 6 |
| Spécialiste contractuel | | | | | 2 | | | | 2 |
| TOTAL | 170 | 100 | 155 | 75 | 75 | 1 | 1 | 301 | 301 |
| | | 100 | | 200 | | | | 100 | 200 |
| | | | | | | | | | + |
| | | | | | | | | | 301 |

(1) 50 emplois de surveillants ont, de plus, été créés au collectif budgétaire de 1968 pour faire face, au moins partiellement, au nouveau régime de travail résultant des accords de Grenelle (diminution d'une heure de la durée hebdomadaire du travail, octroi d'un jour de congé supplémentaire par an).

— Développer les moyens de traitement des condamnés en semi-liberté et dans le milieu ouvert.

2. — *Création d'emplois destinés à assurer la mise en service de certains établissements.*

Les créations d'emplois accordées au budget de 1968 ont permis d'assurer, en cours d'année, le fonctionnement partiel du nouveau centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (maison d'arrêt pour adultes).

Des emplois supplémentaires devront être prévus au budget des exercices à venir pour la mise en service de la totalité de cet établissement.

3. — *Suppression du système de résorption des surnombres qui s'appliquait au personnel de surveillance. Nécessité d'un renforcement des effectifs de ce personnel.*

L'Administration pénitentiaire a obtenu en 1968 une décision d'une grande portée qui a consisté à transformer en emplois budgétaires à compter du 1^{er} juillet 1968, les 487 emplois de surveillance qui étaient demeurés en surnombre depuis les rapatriements d'Algérie. Ainsi il a été possible, à partir de cette date, de remplacer systématiquement tous les agents cessant leurs fonctions.

Il est vrai que depuis quelque temps déjà l'importance des besoins en personnel était telle, par suite de l'accroissement considérable de la population pénale et de la mise en service de nouveaux établissements ou de nouveaux quartiers, qu'elle avait conduit le ministère de l'Economie et des Finances à accepter une atténuation de la règle de résorption des surnombres en admettant un contingent annuel de recrutement cependant inférieur à ces besoins.

Mais il ne s'agissait là que d'un palliatif qui ne permettait pas d'organiser à intervalles réguliers des concours d'élèves surveillants en fonction des vacances d'emplois constatées.

La transformation des emplois en surnombre en emplois budgétaires était donc une mesure indispensable. Elle n'est cependant pas suffisante pour donner à l'Administration pénitentiaire les moyens en personnel de surveillance qui lui sont nécessaires.

Il est, certes, difficile de déterminer pour l'ensemble de la France le pourcentage devant exister entre le personnel de surveillance d'une part, la population pénale d'autre part, pour que la surveillance soit assurée dans de bonnes conditions. La situation est, en effet, variable selon l'architecture des prisons ; elle dépend également de la dangerosité des détenus ; de plus, si la surpopulation d'un établissement pénitentiaire justifie un personnel supplémentaire, ce renforcement n'a pas besoin d'être proportionnel au nombre de détenus qui se trouvent en excédent.

Des normes ont, cependant, pu être établies qui tiennent compte de ces différents éléments. Elles font apparaître que le pourcentage des agents nécessaires par rapport à la population pénale peut être inférieur à 20 % dans des établissements modernes particulièrement sûrs et bien conçus, mais qu'il peut atteindre 30 % dans les prisons vétustes et dans certains centres légers où la sécurité repose essentiellement sur le personnel.

La nature des équipements pénitentiaires actuellement en service permet de considérer qu'un pourcentage théorique moyen de 22 % constitue pour l'ensemble de la France le niveau de sécurité au-dessous duquel il n'est plus possible d'assurer la surveillance dans des conditions normales.

Malheureusement, le tableau ci-après montre que ce niveau n'est pas atteint pour l'instant. Il illustre la crise des effectifs dont souffre l'Administration pénitentiaire.

| | 1 ^{er} JANV. 1954 | 1 ^{er} JANV. 1957 | 1 ^{er} JANV. 1960 | 1 ^{er} JANV. 1963 | 1 ^{er} JANV. 1966 | 1 ^{er} JANV. 1969 |
|---|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Agents en service (premiers surveillants et surveillants) | 6 601 | 5 921 | 6 304 | 7 748 | 6 766 | 6 854 |
| Détenus | 21 687 | 20 177 | 26 795 | 28 404 | 32 257 | 33 427 |
| Pourcentage des agents par rapport aux détenus | 30 % | 29 % | 23,5 % | 27 % | 21 % | 20,5 % |

On remarquera que, sauf pendant la période qui a suivi le rapatriement des fonctionnaires d'Algérie, l'écart est allé croissant entre les effectifs des surveillants demeurés à peu près stationnaires et une population pénale en augmentation constante.

C'est en raison de cette insuffisance que l'Administration pénitentiaire a mis au point et soumis au ministère de l'Economie et des Finances, en 1968, un plan de renforcement échelonné sur quatre ans (1968-1971) pour atteindre le niveau exigé.

La stricte application de ce plan apparaît d'autant plus nécessaire que les cinquante emplois créés au collectif budgétaire de 1968 se sont révélés nettement trop peu nombreux pour compenser les conséquences des accords de Grenelle (diminution d'une heure de la durée hebdomadaire de travail, octroi d'un jour de congé supplémentaire par an).

Il n'y a pas lieu d'être surpris, dans ces conditions, de l'importance croissante des heures supplémentaires effectuées par le personnel de surveillance (540 338 heures en 1967, 697 711 heures en 1968).

B. — AMELIORATION DES REGIMES INDEMNITAIRES

A la suite des accords de Grenelle, les fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire ont obtenu en 1968 les mêmes avantages que l'ensemble de la fonction publique (augmentation de la rémunération, diminution de la durée hebdomadaire de travail, octroi d'un jour supplémentaire de congé par an).

Ils ont, également, bénéficié d'avantages particuliers destinés à compenser les sujétions et les risques auxquels ils sont soumis.

1. — Nouveau régime de rétribution des heures supplémentaires.

Le décret du 30 mai 1968 a défini le régime applicable à compter du 1^{er} juillet 1968 aux indemnités allouées pour travaux supplémentaires. Ce texte a porté de vingt-cinq heures par mois à cent huit heures par trimestre le nombre maximum d'heures supplémentaires dont chaque agent peut obtenir le paiement ; il a fixé le montant de chaque heure rémunérée à un taux supérieur de 27 % à celui s'appliquant dans l'ensemble de la fonction publique.

2. — Refonte des textes relatifs aux indemnités de sujétions et de risques.

L'indemnité forfaitaire pour sujétions spéciales attribuée aux fonctionnaires administratifs (chefs de service et secrétaires administratifs) n'ayant pas la qualité de comptable public, qui était demeurée inchangée depuis 1962, a été sensiblement doublée, à compter du 1^{er} juillet 1968, par un décret du 3 octobre 1968.

Le montant annuel de cette indemnité est désormais le suivant pour chaque catégorie :

- chef de service administratif : 960 francs ;
- secrétaire administratif chef de section : 720 francs ;
- secrétaire administratif de classe exceptionnelle ou de classe normale des dixième et onzième échelons : 600 francs ;
- secrétaires administratifs de classe normale du premier au neuvième échelon : 300 francs.

Pour ces derniers, l'indemnité de sujétions spéciales peut se cumuler avec les indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans la limite de 600 francs par an.

Un autre décret, également daté du 3 octobre 1968, a subsisté à la prime forfaitaire de risques précédemment allouée au personnel de direction, d'encadrement, et au personnel chargé de la surveillance et de la réadaptation — qui n'avait pas été réévaluée depuis 1962 — une prime calculée en pourcentage du traitement. Cette prime est variable selon les risques réellement encourus par les agents.

MONTANT DE LA PRIME
EN POURCENTAGE DES ÉMOLUMENTS SOUMIS A RETENUE POUR PENSION

Grades et emplois :

Personnel de direction chargé des fonctions d'inspection et de contrôle dans la détention :

| | |
|---|-----|
| — directeur régional | 1,5 |
| — directeur de 1 ^{re} classe | 2 |
| — directeur de 2 ^e classe | 2,5 |
| — sous-directeur | 3 |

Personnel de direction chargé d'un établissement ou d'un quartier de détention :

| | |
|---|-----|
| — directeur régional | 2,5 |
| — directeur de 1 ^{re} classe | 3 |
| — directeur de 2 ^e classe | 4 |
| — sous-directeur | 5 |
| — chef de service pénitentiaire | 10 |

Autres personnels :

| | |
|--|----|
| — chef de service éducatif : | |
| en milieu fermé | 5 |
| en milieu ouvert | 3 |
| — éducateur : | |
| en milieu fermé | 5 |
| en milieu ouvert | 3 |
| — chef de service technique | 5 |
| — instructeur technique | 5 |
| — chef de travaux | 7 |
| — chef de maison d'arrêt | 10 |
| — surveillant-chef | 11 |
| — premier surveillant | 12 |
| — surveillant principal et surveillant | 12 |
| — surveillant auxiliaire | 12 |
| — surveillante congréganiste | 3 |
| — surveillante de petit effectif | 3 |

A noter que le montant effectivement alloué à un agent ne peut être inférieur à la prime attribuée à un fonctionnaire du même corps bénéficiant de l'indice de traitement brut 345 (cet indice correspond au traitement moyen de premier surveillant).

3. — Amélioration du régime indemnitaire des aumôniers.

Une majoration importante des très faibles indemnités forfaitaires annuelles qui étaient allouées aux ministres des cultes, et en particulier à ceux assurant un service à temps partiel, est intervenue par arrêté du 20 novembre 1968.

Le nouveau régime, applicable à compter du 1^{er} janvier 1969, est le suivant :

| TEMPS D'ACTIVITE | NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES | | REMUNERATION | |
|---------------------|-------------------------|------|--------------|-------|
| | 1968 | 1969 | 1968 | 1969 |
| Temps complet | 23 | 26 | 4 500 | 4 640 |
| 25/45 | 33 | 36 | 875 | 2 578 |
| 15/45 | { 25 | 93 | { 650 | 1 547 |
| | { 69 | | { 510 | |
| 10/45 | 110 | 103 | 350 | 1 031 |

**C. — MESURES DESTINÉES A ACCROITRE
L'AUTORITE DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT**

Conformément aux principes de la déconcentration administrative, des décisions ont été adoptées afin d'accroître les responsabilités confiées à certains fonctionnaires des services extérieurs, et en particulier aux chefs d'établissement.

1. — *Arrêté interministériel du 8 novembre 1968 fixant les modalités de notation.*

Cet arrêté et sa circulaire d'application du 19 novembre 1968 ont pour objet de permettre une analyse véritable de la valeur et des aptitudes professionnelles des agents, afin d'en tenir compte pour leur avancement éventuel ou pour un changement d'affectation.

C'est au chef d'établissement (qu'il se rattache au personnel de direction ou de surveillance) ayant sous son autorité directe l'agent noté — et non plus au directeur régional qui le connaît forcément beaucoup moins — qu'il appartient désormais d'apprécier son comportement.

2. — *Arrêté du 27 novembre 1968 déconcentrant la sanction de l'avertissement.*

Ce texte complète les mesures déjà prises précédemment dans le domaine de la gestion des personnels pénitentiaires. Il délègue aux directeurs régionaux, directeurs et autres membres du personnel de direction, le pouvoir de prononcer la sanction de l'avertissement à l'égard des fonctionnaires placés, dans la région ou dans un établissement, sous leur autorité.

D. — AMELIORATION DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL

Le statut du 21 novembre 1966 ayant mis l'accent sur les problèmes de formation et de perfectionnement, une nouvelle impulsion a été donnée à l'Ecole d'administration pénitentiaire.

Des créations d'emplois ont été obtenues, au budget de 1968, à son profit.

Elle a assuré dans des conditions améliorées la formation initiale des élèves surveillants et des élèves éducateurs, et pour la première fois elle a organisé des stages destinés à initier à la vie professionnelle les adjoints de probation et les commis nouvellement recrutés.

C'est également dans le cadre de l'école que la sélection des candidats à certains concours et examens (chefs de service, éducateurs, premiers surveillants) a été effectuée sur des bases plus larges grâce à des examens médico-psychologiques et à des exercices d'aptitude au commandement.

Enfin — et c'est une nouveauté — l'école a diffusé de la documentation aux surveillants pour leur permettre de préparer l'examen d'accès au grade supérieur.

E. — CONCERTATION

AVEC LES REPRESENTANTS QUALIFIES DU PERSONNEL SUR DES PROBLEMES D'INTERET COMMUN

Cette concertation a été un facteur important de la politique de personnel. Elle s'est opérée au cours de réunions périodiques (une par mois environ) groupant les délégués des organisations syndicales et les principaux fonctionnaires et magistrats de la direction de l'Administration pénitentiaire.

Parmi les principales questions examinées, dans une ambiance de compréhension mutuelle, il y a lieu de mentionner :

- l'organisation du service et les mesures de sécurité dans les établissements pénitentiaires ;
- le choix des insignes de grade du personnel en tenue ;
- l'extension des activités sociales au profit du personnel.

Sur ce dernier point en particulier, il y a eu accord complet pour admettre le principe de la constitution d'un comité national des œuvres sociales du personnel de l'Administration pénitentiaire.

II. — Gestion courante du personnel

A. — ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS

La liste des textes fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels a été complétée en grande partie en 1968 :

- Arrêté du 11 mars 1968 fixant les modalités d'organisation du concours pour le recrutement d'adjoints de probation ;
- Arrêté du 22 mars 1968 fixant les modalités d'organisation du concours pour le recrutement de commis des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire ;
- Arrêté du 22 mars 1968 relatif aux examens médicaux et psychologiques pour le concours d'élèves éducateurs ;
- Arrêté du 25 mars 1968 relatif aux examens médicaux et psychologiques pour le concours d'élèves surveillants ;
- Arrêté du 16 avril 1968 fixant les modalités de l'examen spécial pour l'intégration dans le corps des instructeurs techniques de fonctionnaires et agents sous contrat des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire ;
- Arrêté du 30 septembre 1968 fixant les modalités de l'examen professionnel spécial pour l'intégration dans le corps des éducateurs des agents de probation sous contrat des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire.

Ainsi, en dehors des textes relatifs aux instructeurs techniques et aux secrétaires administratifs, ont été mis en place en 1968 tous les arrêtés permettant l'application des dispositions permanentes et des dispositions transitoires du statut de 1966 relatives au recrutement.

B. — ELECTIONS AUX COMMISSIONS PARITAIRES

Les élections organisées en 1967 n'avaient pas permis de désigner les représentants du personnel dans toutes les commissions paritaires.

De plus, quelques-unes des désignations intervenues n'avaient qu'un caractère provisoire.

Il s'est donc avéré nécessaire de prévoir de nouvelles élections pour les directeurs régionaux, directeurs et sous-directeurs, les chefs de service, les secrétaires administratifs de classe exceptionnelle, les adjoints de probation, les instructeurs techniques et les commis. Celles-ci ont eu lieu le 12 novembre 1968.

Désormais se trouvent constituées les dix commissions créées par l'arrêté interministériel du 23 janvier 1967.

C. — RECRUTEMENTS ET PROMOTIONS

1. — *Personnel de surveillance.*

Dans le courant de 1968, 560 fonctionnaires du cadre de surveillance ont cessé leurs fonctions :

- 236 admis à faire valoir leurs droits à la retraite ;
- 48 démissionnaires ;
- 16 décédés ;
- 11 licenciés ;
- 249 promus au grade supérieur.

C'est ainsi que quatre concours ont pu être organisés au titre de l'année 1968 pour le recrutement d'élèves surveillants ; ils ont réuni au total 1960 candidats.

- Le premier, ouvert le 4 décembre 1967, a vu le succès de 254 candidats (dont 94 surveillants auxiliaires) ; 160 d'entre eux ont été nommés élèves surveillants, 42 surveillants stagiaires, et 52 surveillants de premier échelon ;
- Le deuxième, dont les épreuves se sont déroulées le 10 février 1968, a vu le succès de 282 candidats (dont 65 surveillants auxiliaires) ; 217 ont été nommés élèves surveillants, 43 surveillants stagiaires, et 22 surveillants du premier échelon ;
- Le troisième, en date du 20 avril 1968, a vu le succès de 190 candidats (dont 33 surveillants auxiliaires) ; 137 ont été nommés élèves surveillants, 22 surveillants stagiaires, et 11 surveillants de premier échelon ;
- Enfin, le quatrième, organisé le 25 octobre 1968, a vu le succès de 150 candidats (dont 25 surveillants auxiliaires) ; 125 ont été nommés élèves surveillants, 15 surveillants stagiaires, et 10 surveillants de premier échelon.

Au total, ce sont 876 candidats qui ont été admis et 659 élèves surveillants qui ont été convoqués pour suivre la scolarité de l'École d'administration pénitentiaire. Il convient de noter que ces quatre concours ont permis de titulariser la plupart des surveillants auxiliaires dont le recrutement avait été autorisé pour faire face aux besoins immédiats à une époque où les règles de résorption des surnombes interdisaient l'ouverture régulière de concours de recrutement. En 1968, 484 élèves surveillants ont été nommés surveillants stagiaires et 397 surveillants stagiaires ont été titularisés, 7 surveillants stagiaires seulement ont été licenciés à l'expiration de leur stage pour inaptitude professionnelle.

2. — *Elèves éducateurs.*

Deux concours d'élèves éducateurs se sont déroulés les 25 juin et 3 octobre 1968 ; ils ont permis la nomination de 35 nouveaux élèves éducateurs dont la scolarité était en cours au 31 décembre 1968.

Vingt-cinq élèves éducateurs recrutés en 1967 ont été nommés stagiaires. Ils devront se soumettre, conformément aux dispositions du statut et en application de l'arrêté du 18 juillet 1968 qui en a fixé les modalités, à un examen d'aptitude professionnelle en 1969.

3. — *Adjointes de probation.*

Un concours en date du 2 juillet 1968 a permis la constitution du nouveau corps des adjointes de probation ; 111 candidats étaient inscrits ; 70 ont effectivement subi les épreuves ; 45 ont été déclarés admissibles, et 28 ont été admis définitivement.

4. — *Commis.*

Les 28 et 29 juin 1968 se sont déroulées les épreuves du premier concours pour l'accès au grade de commis des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire. 250 candidats étaient inscrits, 182 ont subi effectivement les épreuves et 60 ont été déclarés admis et nommés commis stagiaires. Au 31 décembre 1968, 55 de ces nouveaux commis étaient effectivement en service dans les établissements, 3 d'entre eux ayant été placés dans la position sous les drapeaux, 1 ayant préféré l'emploi d'adjoint de probation et 1 autre ayant démissionné.

5. — *Chefs de travaux.*

Les résultats définitifs du concours ouvert en 1967 pour le recrutement de chefs de travaux ont été proclamés le 3 février 1968 ; ce concours qui avait regroupé 135 candidats a permis la nomination de 15 nouveaux chefs de travaux, dont 1 n'a pas rejoint l'affectation qui lui avait été donnée.

6. — *Premiers surveillants.*

Le 20 septembre 1968 a été organisé un examen professionnel pour l'établissement de la liste d'aptitude aux fonctions de premiers surveillants. 479 surveillants ont participé aux épreuves écrites ; 235 ont été déclarés admissibles, et 149 — dont 9 femmes — inscrits sur la liste d'aptitude, après l'examen oral qui était accompagné, à titre expérimental, d'une épreuve d'aptitude au commandement.

7. — *Surveillants-chefs.*

Cent trente-six premiers surveillants ont été inscrits au tableau d'avancement pour le grade de surveillants-chefs en 1968 ; 113 d'entre eux ont été promus à ce grade au cours de la même année.

8. — *Chefs de service.*

Le 4 novembre 1968 a eu lieu un concours d'accès au grade de chef de service pénitentiaire. 12 postes étaient offerts aux candidats, mais 9 d'entre eux seulement ont été jugés dignes d'accéder à cet emploi de direction.

Le concours organisé en 1967 ainsi que l'établissement des listes d'aptitude spéciale prévues par les dispositions statutaires ont permis de procéder en 1968 à 49 nominations au grade de chef de service.

9. — *Chefs de maison d'arrêt.*

C'est également par une décision prise en 1968 que 71 surveillants-chefs ont été nommés à l'emploi de chefs de maison d'arrêt.

10. — *Agents contractuels.*

Les rémunérations des agents contractuels ont été revalorisées à plusieurs reprises en 1968 ; il a été établi 344 avenants à contrat ou contrats nouveaux.

D. — CONGES DE LONGUE DUREE

Le nombre des congés de longue durée reste élevé ; en 1968, 81 agents ont été admis à un congé de longue durée (dont 77 surveillants et premiers surveillants). Au 31 décembre 1968, le nombre des agents placés dans cette position s'élevait à 207, dont 193 surveillants et premiers surveillants.

Il y a lieu de noter la très forte proportion des agents en congé de longue durée pour affections mentales : 73 %.

E. — DISCIPLINE ET RECOMPENSES

1. — *Discipline.*

Le tableau ci-dessous fait ressortir le nombre des sanctions prononcées au cours de l'année.

Nature des sanctions :

| | |
|--|----|
| Blâmes | 77 |
| Avertissements | 25 |
| Réduction de l'ancienneté d'échelon | 5 |
| Abaissements d'échelon | 3 |
| Déplacements d'office | 6 |
| Révocations sans suspension des droits à pension | 2 |
| Exclusions temporaires de fonctions | 6 |

124

A noter que, dans un but de simplification des tâches dactylographiques, un nouvel imprimé a été mis au point pour la sanction du blâme.

2. — *Récompenses.*

Il a été décerné en 1968, aux fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire, 29 témoignages officiels de satisfaction et 126 lettres de félicitations.

D'autre part, pendant la même période, 24 gratifications ont été accordées pour un montant global de 4 750 francs, et 141 fonctionnaires ou anciens fonctionnaires des services extérieurs de l'Administration pénitentiaire ont été décorés de la médaille pénitentiaire.

EFFECTIFS DU PERSONNEL DES SERVICES EXTERIEURS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE PREVUS AU BUDGET DE 1968

Personnel de direction :

| | |
|--------------------------------------|-------|
| Directeurs régionaux | 9 |
| Directeurs de première classe | 14 |
| Directeurs de deuxième classe | 13 |
| Sous-directeurs | 55 |
| Chefs de service pénitentiaire | 73 |
| | <hr/> |
| | 164 |

Personnel administratif :

| | |
|---|-------|
| Secrétaires administratifs chefs de section | 46 |
| Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle | 18 |
| Secrétaires administratifs de classe normale | 74 |
| Commis (E.S. 3) | 103 |
| | <hr/> |
| | 241 |

Personnel technique et de formation professionnelle :

| | |
|-------------------------------|-------|
| Instructeurs techniques | 32 |
| Chefs de travaux | 80 |
| | <hr/> |
| | 112 |

Personnel éducatif et de probation :

| | |
|---------------------------------------|-------|
| Educateurs et élèves éducateurs | 234 |
| Adjoints de probation (E.S. 3) | 50 |
| | <hr/> |
| | 284 |

Personnel de surveillance :

| | |
|---|-----------|
| Chefs de maisons d'arrêt | 70 |
| Surveillants-chefs | 406 |
| Premiers surveillants | 722 |
| Surveillants principaux et surveillants | 5 528 (*) |
| Elèves surveillants | 65 |
| Surveillants de petit effectif | 212 |
| Surveillants congréganistes | 56 |
| | <hr/> |
| | 7 059 |

Personnel de bureau et de service :

| | |
|---|-------|
| Sténodactylographes (E.S. 2) | 17 |
| Agents de bureau (E. 3) | 53 |
| Agent de service de première catégorie (E. 2) | 1 |
| Agents de services de deuxième catégorie (E. 1) | 6 |
| | <hr/> |
| | 77 |

Personnel contractuel :

Etablissements pénitentiaires :

| | |
|--|-------|
| — Agents techniques d'encadrement et d'entretien | 87 |
| — Agents de service | 12 |
| | <hr/> |
| | 99 |

Personnel de recherche :

| | |
|--|-------|
| — Spécialistes de deuxième catégorie A | 2 |
| — Techniciens de première catégorie B | 2 |
| | <hr/> |
| | 4 |

Personnel auxiliaire :

| | |
|--------------------------------|-----|
| Surveillants auxiliaires | 100 |
|--------------------------------|-----|

3

**FORMATION
ET PERFECTIONNEMENT**

(*) 50 emplois supplémentaires de surveillants ont de plus été créés au collectif budgétaire de 1968 pour faire face, au moins partiellement, au nouveau régime de travail résultant des accords de Grenelle (diminution d'une heure de la durée du travail, octroi d'un jour de congé supplémentaire par an).

Au cours de l'année 1968, l'activité de l'Ecole d'administration pénitentiaire de Plessis-le-Comte s'est particulièrement développée, en particulier dans le domaine des actions de sélection et de formation initiale.

Le tableau de comparaison ci-dessous de l'activité des années 1967 et 1968 fait ressortir en effet que 670 personnes sont passées à l'école en 1967, alors que l'année 1968 a atteint le chiffre record de 1 310 personnes, soit près du double d'une année sur l'autre.

| | 1967 | | 1968 | |
|-------------------------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|---------------------------|
| | NOMBRE d'actions | NOMBRE de personnes | NOMBRE d'actions | NOMBRE de personnes |
| Actions de sélection | 2 | 91 | 4 | 310 |
| Actions de formation initiale | 3 | 278 | 9 | 723 |
| Actions de perfectionnement | 4 | 95 | 2 | 18 |
| | 9 | 464 | 15 | 1 051 |
| Journées | 4 | 206 | 4 | 289 |
| TOTAL GÉNÉRAL | | 670 | | 1 340 |

Ces quinze actions concernant 1 051 personnes se sont déroulées chronologiquement suivant le calendrier ci-dessous :

Stage n° 23 — 30 élèves :

Formation initiale d'élèves-éducateurs (1^{re} promotion) d'une durée de six mois, du 16 octobre 1967 au 20 avril 1968 pour sa partie de l'année 1968.

Stage n° 24 — 146 élèves :

Formation initiale d'élèves surveillants (5^e promotion) d'une durée de neuf semaines, du 3 janvier au 2 mars 1968.

Stage n° 25 — 137 élèves :

Formation initiale d'élèves surveillants (6^e promotion) d'une durée de neuf semaines, du 6 mars au 8 mai 1968.

Stage n° 26 — 29 élèves :

Formation initiale d'élèves surveillants (7^e promotion) d'une durée de neuf semaines, du 1^{er} avril au 31 mai 1968.

Stage n° 27 — 159 élèves :

Formation initiale d'élèves surveillants (8^e promotion) d'une durée de neuf semaines, plus quatre semaines de stage pratique en établissement, du 20 mai au 18 août 1968.

Stage n° 28 — 8 stagiaires :

Stage d'information (perfectionnement) des chefs d'établissement recevant les élèves éducateurs de la première promotion, du 27 au 18 mars 1968.

Stage n° 29 — 15 stagiaires :

Sélection du premier contingent de la deuxième promotion des élèves éducateurs, du 22 au 26 juillet 1968.

Stages n°s 30 et 35 — 45 élèves :

Formation initiale des commis stagiaires (1^{re} promotion), en deux temps :

- première partie : du 15 au 20 juillet 1968 ;
- deuxième partie : du 14 au 23 octobre 1968.

Stage n° 32 — 23 élèves :

Formation initiale des adjoints de probation stagiaires (1^{re} promotion) d'une durée de trois semaines, du 16 septembre au 5 octobre 1968.

Stage n° 34 — 10 stagiaires :

Séminaire européen (perfectionnement) des chefs d'établissement pénitentiaire du Conseil de l'Europe, du 7 au 11 octobre 1968.

Stage n° 36 — 39 stagiaires :

Sélection du deuxième contingent de la deuxième promotion des élèves éducateurs, du 21 septembre au 3 octobre 1968.

Stages n°s 33 et 37 — 28 élèves :

Initiation des élèves éducateurs de la deuxième promotion en vue de leur préparation au stage de surveillant :

- stage n° 33 (7 élèves) :
 - premier contingent, du 16 au 28 septembre 1968 ;
- stage n° 37 (21 élèves) :
 - deuxième contingent, du 4 au 9 novembre 1968.

Stage n° 38 — 124 élèves :

Formation initiale des élèves surveillants (0^e promotion) d'une durée de douze semaines, du 18 novembre 1968 au 9 février 1969.

Stage n° 39 — 228 candidats :

Sélection des surveillants, candidats aux épreuves de l'examen professionnel de premier surveillant (12 séances d'une demi-journée), du 18 novembre au 13 décembre 1968.

Stage n° 40 — 2 élèves, plus les 28 des stages n°s 33 et 37 :

Formation initiale des élèves éducateurs de la deuxième promotion, au retour de leur stage de surveillant, du 18 novembre 1968 au 30 juin 1969.

Stage n° 41 — 28 candidats :

Sélection pour le concours des chefs de service (aptitude au commandement), du 16 au 20 décembre 1968.

L'activité de formation initiale ou de perfectionnement pour l'année 1968 se décompose comme suit en ce qui concerne les grades des différents stagiaires :

— élèves surveillants : 595 (5 promotions, dont une sur 1968-1969) ;

- élèves éducateurs : 60 (2 promotions, la première en 1967-1968, l'autre en 1968-1969) ;
 - adjoints de probation : 23 ;
 - commis : 45 ;
 - sous-directeurs et directeurs : 8 ;
 - directeurs, fonctionnaires et magistrats étrangers : 10.
- Soit 741 personnes, dont 44 du sexe féminin.

On constatera l'originalité de l'année 1968, qui porte sur les points suivants :

- Importance de l'effectif des élèves surveillants faisant l'objet d'un stage de formation initiale (595 sur les 1 107 élèves formés à l'école) ;
- Importance de la section des élèves éducateurs : 60 élèves sur l'année, alors que l'effectif budgétaire total des éducateurs était de 112 le 1^{er} juin 1968 ;
- Création de deux formations initiales : les commis et les adjoints de probation ;
- Introduction de la mixité : 6 élèves éducatrices, 8 adjointes de probation, 30 commis.

Les trois actions de sélection, de formation et de perfectionnement récapitulées ci-dessus constituent l'accomplissement de la mission même de l'école. Il faut y ajouter les activités suivantes :

1. — Réunions.

L'école est amenée à recevoir un certain nombre de visiteurs officiels, à servir de centre d'examen pour les épreuves orales, et surtout à servir de cadre à certaines conférences.

Au cours de l'année 1968, les réunions suivantes se sont déroulées :

| JOURNEES | DATE | DUREE | NOMBRE de PARTICIPANTS |
|--|------------------------|-------------|------------------------|
| Journée des assistantes sociales | 23-2-1968 | 1 journée | 87 |
| Journée des auditeurs de justice | 19-2-1968 | 1/2 journée | 30 |
| | 21-10-1968 | 1/2 journée | 13 |
| Réunion du comité technique paritaire. | 17-10-1968 | 1 journée | 15 |
| Journée de médecine pénitentiaire | 14 au 16 novembre 1968 | 3 journées | 106 |
| | | | 251 |

2. — *L'action de documentation et de préparation aux examens.*

La préparation aux examens, tout au moins pour les candidats déjà en fonction dans l'Administration pénitentiaire, est le complément de l'action de perfectionnement. Elle ne peut exister que dans la mesure où l'école dispose d'une part d'un service de documentation, d'autre part d'une équipe de rédacteurs de l'administration centrale, des services extérieurs et de l'école.

Un chef de service a été affecté à l'école en 1968 pour assurer la mise en route du service de documentation et de préparation aux examens.

Une documentation importante pour la préparation à l'examen professionnel de premier surveillant a pu ainsi être fournie à 456 candidats disséminés dans 127 établissements.

Il est envisagé de donner en 1969 de l'extension à ce secteur d'activité.

4

ÉQUIPEMENT

L'année 1968 marque une date importante dans la modernisation de l'équipement pénitentiaire, puisque, à l'exception du centre de jeunes détenus de Fleury-Mérogis dont l'achèvement est prévu pour le premier semestre 1970, tous les établissements mis en chantier depuis 1964 sont maintenant terminés. En effet, après la mise en service d'un bâtiment de détention de la maison d'arrêt des hommes de Fleury-Mérogis, trois établissements neufs — les maisons d'arrêt d'Albi, Saint-Etienne, et le centre de jeunes détenus de Bordeaux — ont été remis à l'Administration pénitentiaire. Quant à la maison d'arrêt de Bonneville, dont une partie des bâtiments a été endommagée à la suite d'une crue exceptionnelle de l'Arve au mois de septembre dernier, elle ne pourra être mise en service que dans le courant du second semestre de l'année 1969. 908 places nouvelles ont pu être ainsi utilisées, mais si l'on tient compte de celles qui ont été supprimées par la désaffectation des anciennes prisons d'Albi, Saint-Etienne et Nancy, l'administration ne dispose que de 577 places supplémentaires. Il faut noter également, à côté de cette augmentation de la capacité d'accueil des établissements, une amélioration qualitative de l'équipement pénitentiaire, puisque le nombre des places en commun a diminué de 400, comme le souligne le tableau sur les conditions de détention de la population pénale inséré dans la partie statistique de ce rapport.

Au cours de l'année 1969, deux opérations nouvelles seront lancées. C'est en effet au cours de cette année que vont commencer les travaux de la maison centrale de Châteauroux, réservée aux condamnées à de longues peines, et de la maison d'arrêt de Grenoble.

L'administration s'est, par ailleurs, préoccupée d'établir d'ores et déjà les grandes lignes d'un programme d'équipement pour la période 1971-1975. Dans cette perspective, elle a été conduite à entreprendre un certain nombre de travaux préparatoires afin de dresser un inventaire de ses moyens et de préciser ses besoins les plus urgents.

L'une des premières études a consisté, après consultation des différents services de la direction et des représentants du personnel pénitentiaire, à établir un projet de normes applicables à la construction des établissements. Au-delà de son aspect technique, cette étude a exigé de la part de l'administration un certain nombre de choix. Arrêter les divers types d'établissements qui doivent être construits, fixer pour chacun d'eux le nombre et la nature des locaux nécessaires, supposent qu'un certain nombre d'options aient été prises, puisque la diversification des établissements comme leur aménagement intérieur doivent être adaptés aux méthodes mises en œuvre comme aux régimes applicables à chaque catégorie pénale.

Ce projet a été établi sur la base de deux types d'établissements : les maisons d'arrêt et les établissements réservés à l'exécution des peines privatives de liberté.

Chaque type comporte à son tour plusieurs catégories fonctionnelles fondées soit sur un critère quantitatif pour les maisons d'arrêt, soit sur un critère qualitatif pour les établissements de peines.

Les maisons d'arrêt devraient recevoir à l'avenir des prévenus et des condamnés à moins d'un an d'emprisonnement, puisque pour ces derniers la durée de la peine restant à purger après l'expiration des voies de recours rend inopportun leur transfert dans un autre établissement. Le projet de normes reprenant des distinctions établies par le décret du 21 novembre 1966 sur le statut du personnel pénitentiaire répartit ces établissements en quatre catégories selon que leur capacité est inférieure à cent, trois cents, cinq cents places, ou supérieure à ce chiffre.

Parmi les maisons réservées à l'exécution des peines de moyenne ou longue durée, trois types d'établissements ont été prévus :

- des maisons centrales réservées aux condamnés à des peines supérieures à trois ans (capacité minimum : 500 places) ;
- des établissements pour jeunes de moins de 21 ans permettant la mise en œuvre d'un régime éducatif en leur faveur (capacité maximum : 300 places) ;
- des maisons de correction régionales qui pourront recevoir des individus purgeant des peines d'un à trois ans, et pour lesquelles l'administration ne disposait jusqu'alors d'aucun équipement particulier. Or, leur régime pénitentiaire doit être différent de celui appliqué aux prévenus et aux condamnés à de très courtes peines, comme de celui auquel sont soumis les individus purgeant de longues peines (capacité minimum : 500 places).

La préparation d'un plan d'équipement suppose également, avant toute étude prospective, une connaissance précise de la réalité. Aussi l'administration a-t-elle été amenée à évaluer ses besoins. Les conclusions de l'étude ainsi effectuée font apparaître la gravité de la situation, puisqu'à la date du 1^{er} janvier 1969 il manquait 7 787 places environ dans les établissements pénitentiaires :

- 3 736 places pour les prévenus et les condamnés à de très courtes peines. Ces places manquent particulièrement dans la région parisienne. Si l'on tient compte de la mise en service du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis et de la nécessité de remplacer les établissements inadaptés, vétustes et insalubres, il apparaît nécessaire de prévoir dans cette région la construction de 1 810 places ;
- 3 339 places pour les condamnés à des peines moyennes de un à trois ans. Ces besoins pourraient être couverts par la construction de maisons de correction régionales ;
- 712 places pour les condamnés à des peines de plus de trois ans.

Ces chiffres, qui traduisent l'insuffisance quantitative de l'équipement pénitentiaire, ne reflètent pas cependant l'inadaptation de la plus grande partie des établissements. En effet, sur 145 maisons d'arrêt, 35 devraient être désaffectées rapidement en raison de leur vétusté, 26 dans les cinq ans et 17 dans les dix ans. En définitive, seules 38 d'entre elles peuvent être considérées comme présentant une sécurité suffisante tout en offrant aux détenus des conditions de détention décentes, et 29 exigent une modernisation.

C'est à partir de ce constat qu'a été dressé un projet de programme pour la période 1971-1975. Son objectif est double : d'une part assurer l'achèvement des opérations déjà entreprises, d'autre part satisfaire les besoins les plus urgents, tout en répartissant équitablement les investissements dans les diverses régions.

L'Administration pénitentiaire peut espérer achever d'ici 1972 la construction de six établissements : maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis ; maison centrale du Centre ; maisons d'arrêt de Nîmes, Versailles, Metz et Grenoble. Il restera donc trois ans pour réaliser de nouvelles opérations, qui représentent approximativement deux mille places, compte tenu du coût de la construction et du volume des dotations budgétaires qui peuvent être escomptées.

Le quart de ces places pourrait être réservé aux condamnés à des peines comprises entre un et trois ans, placés dans des maisons de correction régionales qui desserviraient plusieurs circonscriptions pénitentiaires.

Le plus gros effort porterait sur l'édification de nouvelles maisons d'arrêt. Celles-ci remplaceraient les établissements dont la vétusté est extrême ou la surpopulation critique. C'est ainsi que la reconstruction des maisons d'arrêt de Nantes et Strasbourg est notamment envisagée au cours de cette période. Tous ces établissements n'abriteront à l'avenir que des prévenus et des condamnés à moins d'un an, dont les études prospectives entreprises dans le cadre du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires devraient permettre de déterminer l'effectif dans les quinze ans à venir.

Dans le secteur des rénovations, plusieurs projets sont également envisagés, notamment la modernisation de la maison d'arrêt de Nice, du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré et l'achèvement des travaux entrepris à la maison centrale de Clairvaux afin de transformer cette prison en commun en établissement cellulaire.

Dans l'établissement de son plan d'équipement, l'Administration pénitentiaire s'est trouvée confrontée à une double difficulté. En effet, s'il lui faut envisager la reconstruction des prisons vétustes et inadaptées, elle doit également augmenter la capacité d'accueil

de ses établissements pour faire face à l'augmentation de la population pénale dans les quinze ans à venir. C'est en s'efforçant de concilier ces deux impératifs qu'a été élaboré le programme d'équipement pour la période du VI^e Plan :

- D'une part, la capacité des maisons d'arrêt dont la reconstruction est envisagée est révisée en hausse de façon à l'adapter aux besoins prévisibles. En outre, pour toutes les opérations nouvelles, les services techniques prévoient des possibilités d'extension de façon à réserver l'avenir ;
- D'autre part, les premiers travaux de construction des deux maisons de correction régionales permettront de créer des places supplémentaires pour les condamnés à des peines moyennes. Cette solution, tout en assurant une meilleure séparation des catégories pénales, présentera l'avantage de dégager des places dans les maisons d'arrêt pour les prévenus et les détenus purgeant des très courtes peines.

Pour ces établissements nouveaux, une recherche plus poussée du parti architectural devrait permettre d'obtenir une meilleure répartition des surveillants et un allègement de leurs tâches.

La construction de nouvelles prisons implique également que l'administration obtienne les crédits nécessaires au recrutement du personnel indispensable à leur mise en service. Des efforts importants ont été déployés pour augmenter la capacité d'accueil de l'équipement pénitentiaire ; il importe qu'il ne reste pas maintenant inutilisé, faute de surveillants.

5

GESTION FINANCIÈRE

**I. — LE BUDGET
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

Correspondant à un peu plus du quart du budget global du ministère de la Justice, les crédits de fonctionnement ouverts à l'Administration pénitentiaire par la loi de Finances de 1968 s'élèvent à 241,4 millions de francs.

Le tableau ci-dessous indique la répartition par grandes masses budgétaires :

| NATURE DE LA DEPENSE | EN MILLIONS DE FRANCS | EN POURCENTAGE DES CRÉDITS |
|---|--------------------------|----------------------------------|
| Dépenses de personnel (rémunérations et charges sociales) | 147,2 | 61 |
| Entretien des détenus | 55,5 | 23 |
| Dépenses de matériel et fonctionnement des services | 29,1 | 12 |
| Entretien des bâtiments | 8,2 | 3,4 |
| Autres dépenses (réparations civiles et action sociale) | 1,4 | 0,6 |
| TOTAL | 241,4 | 100 % |

Par rapport au budget de 1967, ces crédits accusent une augmentation de 21 millions de francs, représentant une progression de 10 % environ.

Cet accroissement des dotations correspond :

- aux revalorisations des traitements de la fonction publique : 5,1 millions ;
- à la traduction en année pleine de l'incidence du décret du 21 novembre 1966 relatif au statut spécial des personnels pénitentiaires : 9 millions ;
- aux créations d'emplois (301 postes au total) nécessaires pour assurer le renforcement des établissements existants (70), la mise en service partielle de la maison d'arrêt pour hommes de Fleury-Mérogis (155), le fonctionnement de l'Ecole pénitentiaire (75) et la poursuite du programme de recherches pénitentiaires de Strasbourg (1) : 5,5 millions ;
- aux ajustements des crédits afférents à l'entretien des détenus et à leur rémunération : 1,8 million.

Soit au total : 21,4 millions.

Compte tenu de la suppression d'un crédit non renouvelable afférent aux dépenses d'achat du parc automobiles (0,4 million), le montant ci-dessus se trouve ramené à 21 millions de francs.

L'évolution du budget entre 1967 et 1968 fait apparaître :

- a) une nette augmentation des crédits de personnel, due à la hausse régulière des traitements de la fonction publique, à l'amélioration du régime statutaire, indiciaire et indemnitaire des personnels pénitentiaires ;
- b) une progression des crédits affectés à l'entretien des détenus, résultant essentiellement de l'accroissement de l'effectif de la population pénale et de l'ajustement du taux journalier d'alimentation (2,87 au lieu de 2,80).

Les autres dépenses (matériel-bâtiments) sont restées relativement stables malgré l'accroissement des besoins dans le domaine des équipements et des installations. L'évolution du budget entre 1967 et 1968 est traduite dans le graphique ci-après.

II. — L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Les tableaux figurant en annexe dans la partie statistique, établis à partir des balances comptables de fin d'année des directions régionales et des établissements pénitentiaires, donnent les éléments comparés du coût de fonctionnement des établissements pour les années 1966, 1967 et 1968.

Les établissements des départements d'outre-mer, qui n'appliquent pas les normes du plan comptable général, ne sont pas compris dans la présente étude.

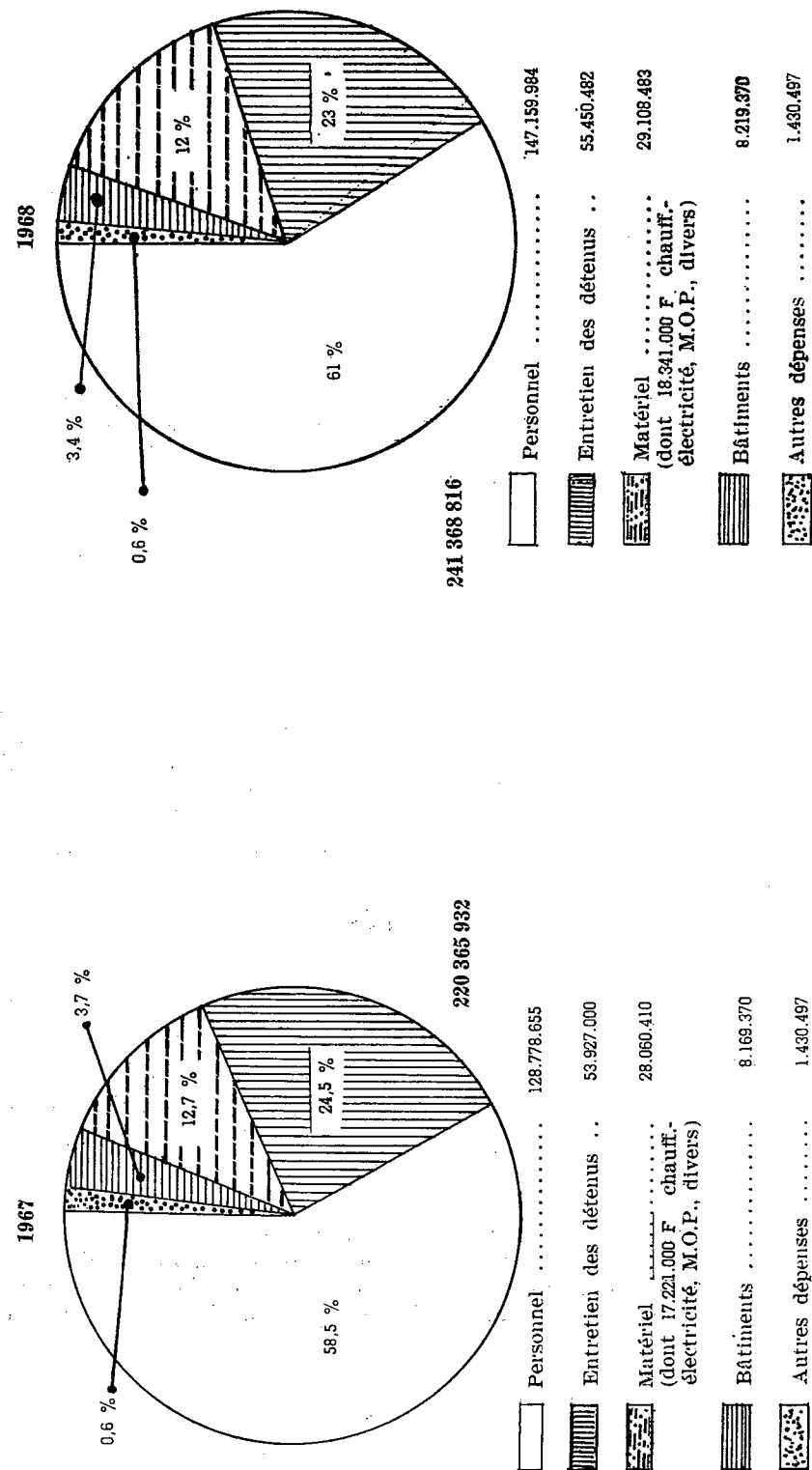
En revanche, les dépenses de personnel se trouvent augmentées du montant des crédits de répartition provenant des charges communes, destinés à rémunérer les personnels en surnombre et à couvrir les revalorisations de traitement intervenues en cours d'année.

**

Le tableau I inséré dans la partie statistique de ce rapport fait connaître l'effectif moyen des détenus et analyse le coût de fonctionnement des établissements pénitentiaires suivant trois chefs de dépenses, à savoir :

- dépenses de personnel ;

BUDGETS



- dépenses d'entretien des détenus ;
- autres dépenses.

Cette analyse, effectuée par groupes d'établissements de même nature (maisons d'arrêt groupées dans les directions régionales ; maisons d'arrêt possédant l'autonomie de gestion ; maisons centrales et centres pénitentiaires ; établissement spécialisés), montre que les dépenses de personnel représentent à elles seules 64,4 % des dépenses totales, l'entretien des détenus comptant pour 21,5 % et les autres dépenses (matériel, bâtiments, parc auto, loyers) pour 14,1 %.

Il est rappelé que les crédits affectés d'une part au financement des frais d'entretien généraux (chauffage, éclairage, hygiène, transports...), d'autre part à la couverture de la rémunération de la main-d'œuvre pénale affectée au service général — précédemment inscrits au chapitre 34-23 « Entretien des détenus » — se trouvent depuis 1967 rattachés au chapitre 34-22 « Matériel ».

Le chapitre 34-23 « Entretien des détenus » ne comprend plus dorénavant que les dépenses directement liées aux variations annuelles de la population pénale (alimentation, habillement et couchage, soins médicaux).

Le coût moyen d'un détenu en 1968 a été sensiblement plus élevé qu'en 1967, passant de 16,78 F à 18,21 F par jour, soit une augmentation de 1,43 F. Cette progression d'une année sur l'autre s'explique par l'importance des dépenses de personnel, consécutives à la mise en application du nouveau statut et aux revalorisations des rémunérations publiques, et dans une moindre mesure par le relèvement du taux journalier d'alimentation des détenus.

*

**

Le tableau II inséré dans la partie statistique de ce rapport donne le détail de ces dépenses par journée de détention pour l'ensemble des maisons d'arrêt groupées dans les directions régionales et pour chacun des établissements possédant l'autonomie comptable. Les dépenses de personnel sont en augmentation de 1,11 F par journée de détention sur l'année précédente.

Pour rendre comparables les dépenses d'entretien des détenus proprement dites, il convient d'ajouter aux taux moyens journaliers de 1967 et 1968 la valeur des dépenses de chauffage, d'éclairage, d'hygiène, de transports et de rémunération de la main-d'œuvre pénale affectée au service général, qui sont imputées sur le chapitre 34-22.

On obtient ainsi :

- en 1966 : 4,53 F ;
- en 1967 : 4,96 F (3,63 + 1,33) ;
- en 1968 : 5,41 F (3,91 + 1,50).

Le tableau III inséré dans la partie statistique de ce rapport est une ventilation du poste « Entretien des détenus ».

Les dépenses d'alimentation se situent en 1968 entre 1,98 F et 4,16 F par journée de détention, contre 1,64 F et 4,06 F en 1967. La moyenne pour l'ensemble des établissements a été de 2,58 F en 1968, contre 2,32 F en 1967 et 2,16 F en 1966.

Quelques correctifs doivent être apportés aux dépenses de certains établissements pour la fixation du coût réel de la journée de détention.

Pour les prisons de la Santé et de la Roquette, la moyenne journalière relevée doit être majorée de 0,30 F pour tenir compte des cessions de pain gratuites qui leur sont faites par les prisons de Fresnes. Corrélativement, le taux journalier de ce dernier établissement doit être minoré d'un égal montant.

Dans certains établissements qui détiennent des catégories spéciales de condamnés — comme la maison centrale de Liancourt (malades), le centre pénitentiaire de Casabianda (travailleurs agricoles), le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis et la prison-école d'Oermingen (jeunes détenus) — le régime alimentaire amélioré dont bénéficient les détenus se traduit par une majoration du taux moyen constaté.

Les crédits inscrits pour l'habillement et le couchage au budget de 1968, calculés comme l'année précédente sur la base de 286 francs par détenu et par an, ont permis de poursuivre la reconstitution des stocks et le remplacement des effets de lingerie, literie et vestiaire particulièrement usagés.

Quelques chiffres qui peuvent paraître anormaux, en ce qui concerne les maisons centrales de Clairvaux et de Rennes, s'expliquent par le fait que ces établissements ont eu la charge de régler des marchés d'ensemble passés par l'administration centrale. La maison d'arrêt de la Santé, qui avait eu à régler en 1967 des dépenses de cette nature pour le compte du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, retrouve sensiblement la même moyenne qu'en 1966.

Pour l'ensemble des établissements, la dépense moyenne d'habillement et de couchage est très voisine de celle constatée en 1967 (0,65 contre 0,66).

Les dépenses relatives aux soins médicaux sont restées relativement stables dans l'ensemble. La moyenne générale s'établit en effet à 0,68 F contre 0,65 F en 1967. Ces dépenses comprennent le coût des produits pharmaceutiques prescrits aux détenus soignés en détention, de même que les frais de consultation, d'analyses ou d'hospitalisation dans les hôpitaux extérieurs. Les prisons de Fresnes (1,23) et de Liancourt (2,20) accusent une moyenne plus élevée, mais ces deux établissements abritent des malades. Les prisons de Loos viennent, avec 1,16 F, en troisième position. Cet établissement, qui fonctionne un peu comme un centre de transit des détenus malades en provenance des maisons d'arrêt du Nord, a la charge de régler les dépenses d'hospitalisation en milieu hospitalier civil.

*
**

Le tableau III bis inséré dans la partie statistique de ce rapport reprend les dépenses liées jusqu'en 1966 à l'entretien des détenus. Il laisse apparaître peu de différences dans les moyennes relevées en 1968, comparées avec celles des années précédentes.

Un établissement dépasse largement la moyenne générale qui s'établit à 1,50 F par journée de détention. Il s'agit du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, qui atteint 6,15 F, sur lesquels les dépenses d'électricité, d'eau, de gaz et surtout de chauffage représentent la plus grande partie.

L'établissement, mis en service au début du deuxième semestre 1968, ne renfermait que 500 détenus sur les 3 000 qu'il peut recevoir. Cette insuffisance d'occupation s'est traduite par un coût plus élevé car il a fallu malgré tout assurer le chauffage de l'ensemble de l'établissement pour préserver des dégradations les diverses installations et les bâtiments.

Lorsque le centre fonctionnera à pleine capacité, le coût par journée de détention se trouvera sensiblement réduit.

*
**

Le tableau IV inséré dans la partie statistique de ce rapport permet de comparer, pour les années 1966, 1967 et 1968, les effectifs moyens des détenus dans les maisons d'arrêt groupées par directions régionales, avec les dépenses journalières de personnel dans ces établissements.

On constate en 1968, comme les années précédentes, que les dépenses de personnel par journée de détention y sont dans l'ensemble inversement proportionnelles à l'effectif moyen des détenus.

Enfin, le tableau V inséré dans la partie statistique de ce rapport reproduit le montant en valeur absolue et en pourcentage de l'ensemble des dépenses (réparties dans les trois groupes précités) effectuées par les établissements pénitentiaires en 1968.

PRODUITS DES ETABLISSEMENTS

Les recettes des établissements pénitentiaires sont, pour la quasi-totalité, constituées par le prélèvement opéré au profit du Trésor sur les sommes versées aux détenus en rémunération de leur travail. Le rapprochement de ces recettes et du nombre de journées en détention permet de faire ressortir le produit moyen par journée de détention.

Le tableau VI inséré dans la partie statistique de ce rapport donne la valeur des produits en 1968 et rend compte de l'évolution de ces recettes par catégories d'établissements depuis 1966. Le produit moyen, pour l'ensemble des établissements, est en augmentation par rapport à l'année précédente (1,27 F contre 1,17).

Dans les maisons d'arrêt, ce produit moyen reste constant, tandis qu'il accuse une sensible augmentation dans les maisons centrales, en raison sans doute de la stabilité des effectifs et de l'extension des ateliers de travail pénal.

6

**GESTION ÉCONOMIQUE
ET TECHNIQUE**

I. — ENTRETIEN DES DETENUS

Les dépenses pour l'alimentation des détenus (achats de vivres) ont atteint en 1968 la somme de 32 733 415 francs, en augmentation d'environ 14 % sur les dépenses de l'année précédente qui avaient atteint 28 711 510 francs. Cette augmentation a trois causes :

- Augmentation des effectifs moyens, qui a été d'environ 2,5 % ;
- Augmentation du coût de la vie qui, pour l'ensemble de l'année 1968 par rapport à l'ensemble de l'année 1967, ne paraît pas avoir dépassé 5 à 8 % en ce qui concerne les achats de vivres pour les besoins des prisons ;
- Amélioration du régime alimentaire des détenus, permise par l'inscription au budget, depuis l'année 1967, d'un taux journalier de 2,80 F, en légère augmentation sur les crédits antérieurs.

| EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUS | 1967 | 1968 | DIFFERENCE |
|---|--------|--------|---------------|
| Prisons de la métropole | 33 683 | 34 526 | + 843 = 2,5 % |
| Prisons des départements d'outre-mer | 1 141 | 1 178 | + 31 = 2,7 % |
| Hôpitaux de la métropole | 185 | 190 | + 5 |
| Hôpitaux des départements d'outre-mer | 24 | 33 | + |

La provenance des vivres achetés en 1968 a été la suivante :

| | | |
|--|-------------------|--------------|
| Magasins du Service des subsistances militaires | F 6 960 864 | 21,3 % |
| Boucherie centrale des hôpitaux de Paris | 1 590 560 | 4,9 % |
| Fournisseurs retenus par les commissions des ordinaires pour les corps de troupe | 11 867 681 | 36,2 % |
| Autres fournisseurs | 12 314 300 | 37,6 % |
| TOTAUX | 32 733 495 | 100 % |

La répartition des achats entre les quatre catégories précédentes de fournisseurs est restée en 1968 sensiblement la même qu'en 1967.

Les denrées achetées aux magasins du Service des subsistances militaires, en 1968, ont été les suivantes :

| | |
|--------------------------------------|------------------|
| Pain | F 1 008 984 |
| Viande | 1 367 414 |
| Légumes secs | 1 049 738 |
| Pâtes alimentaires | 756 897 |
| Denrées d'épicerie | 2 697 441 |
| Lait frais | 41 027 |
| Légumes frais, pommes de terre | 39 283 |
| TOTAL | 6 960 784 |

Les deux tiers des denrées précédentes sont des produits de conservation. Ils couvrent presque tous les besoins des prisons en denrées de cette nature.

Le pain et la viande, à eux seuls, constituent en valeur 36 % des vivres achetés par les établissements pénitentiaires.

La valeur des achats de pain consommé en 1968 (voir tableau joint) par les établissements pénitentiaires a atteint 5 529 826 francs. Ces achats sont en augmentation de 18 % par rapport à ceux de 1967 qui avaient été de 4 651 101 francs. Environ la moitié de cette fourniture a été assurée par les boulangeries militaires et par les boulangeries pénitentiaires à un prix de 0,65 F le kilo. L'autre moitié de cette fourniture a été achetée dans le commerce à un prix moyen de 0,94 F le kilo.

La valeur des achats de viande (voir tableau joint) pour couvrir les besoins des établissements pénitentiaires en 1968 a atteint 6 493 274 francs. Ces achats sont en augmentation de 10 % par rapport à ceux de 1967, qui avaient été de 5 863 321 francs. Les fournitures de la boucherie centrale des hôpitaux de Paris, bien que concernant seulement les établissements de la région parisienne, représentent à elles seules 25 % des besoins. Les fournitures des magasins des subsistances militaires représentent 23 % des besoins.

ACHATS DE VIANDE PAR LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EN 1968

| FOURNISSEURS | QUANTITES Kg | VALEUR F | PRIX MOYENS au kg | POURCENTAGE EN POIDS des quantités achetées |
|--|------------------|------------------|-------------------------|--|
| Boucherie centrale des hôpitaux de Paris (établissements de la région parisienne), livraison franco | 278 297 | 1 590 560 | 5 715 | 25,3 |
| Magasins du Service des subsistances militaires. Transport par véhicules de l'Administration pénitentiaire | 251 482 | 1 367 414 | 5 437 | 22,7 |
| Fournisseurs retenus par les Commissions des ordinaires pour les corps de troupe, livraison franco. | 131 761 | 700 117 | 5 314 | 12 |
| Autres fournisseurs, livraison franco | 444 428 | 2 835 183 | 6 379 | 40 |
| TOTAUX | 1 105 968 | 6 493 274 | 5 871 | 100 |

FOURNITURE DE PAIN AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EN 1968

| FOURNISSEURS | QUANTITES Kg | VALEUR F | PRIX AU KG | POURCENTAGE EN POIDS des quantités consommées |
|---|------------------|------------------|---------------|--|
| Boulangeries militaires et transport par les véhicules de l'Administration pénitentiaire | 1 565 296 | 1 008 984 | 0,64 | 22,6 |
| Fournisseurs retenus par les Commissions des ordinaires pour les corps de troupe, livraison franco. | 1 585 772 | 1 495 706 | 0,94 | 22,8 |
| Autres fournisseurs, livraison franco | 1 943 701 | 1 825 430 | 0,94 | 28,0 |
| TOTAL DES ACHATS | 5 094 769 | 4 378 765 | | 73,4 |
| <i>Pain fabriqué par les boulangeries pénitentiaires de :</i> | | | | |
| Fresnes (approvisionne la Santé et la Roquette) | 1 333 640 | 788 948 | 0,59 | } 25,6 |
| Marseille-Baumettes | 347 406 | 266 069 | 0,76 | |
| Eysses (fabrication pendant le 1 ^{er} trimestre seulement) | 23 801 | 14 050 | 0,59 | |
| St-Martin-de-Ré (y compris 22 400 kg de farine obtenus par l'échange blé-farine) | 69 314 | 33 349 | 0,48 | } 1,0 |
| Pain consommé par Mauzac (y compris 28 107 kg obtenus par échange blé-pain) | 72 182 | 48 645 | 0,67 | |
| CONSUMMATION TOTALE | 6 941 112 | 5 529 826 | 0,80 | 100 |

La valeur des produits alimentaires vendus en cantine aux détenus en 1968 a atteint 9 324 951 francs, représentant près de 30 % de la valeur des vivres achetés pour le régime ordinaire. La provenance de ces denrées a été la suivante :

| | | |
|--|-------------|------|
| Magasins du Service des subsistances militaires | F 1 479 765 | 16 % |
| Fournisseurs retenus par les commissions des ordinaires pour les corps de troupe | 2 799 259 | 30 % |
| Autres fournisseurs | 5 045 927 | 54 % |

TOTAUX 9 324 951 100 %

Disposant depuis 1967 de crédits moins restreints pour l'habillement et le couchage des détenus, l'Administration pénitentiaire s'est

préoccupée d'améliorer leur couchage en mettant fin à l'usage des enveloppes de paille.

Il y a plus de quinze ans déjà, un atelier de confection de matelas de laine avait été créé à la maison centrale de Poissy. Il produisait ou réparait deux mille ou trois mille matelas par an. Cette production avait suffi pour fournir et entretenir en objets de ce genre les prisons de la région parisienne, les maisons centrales et les établissements les plus importants dans les départements. Il n'avait pas été possible d'étendre ce service aux petites maisons d'arrêt qui continuaient à utiliser des paillasses, malgré les inconvénients de cet article, et particulièrement l'inconfort et la poussière entraînée par la manipulation de la paille.

Ces dernières années, des essais de matelas en mousse de latex avaient été faits. Mais il avait été constaté que ce produit était fragile, craignait la lumière, se déchirait facilement ; de plus, il est très inflammable. Néanmoins, un marché pour la fourniture de 4 800 matelas en mousse latex a été passé en novembre 1967, au prix relativement élevé de 69 francs l'unité. Ces matelas ont été livrés en 1968.

Au cours de ses recherches, l'Administration pénitentiaire avait envisagé également d'utiliser des matelas en mousse polyéther qui commencent à être commercialisés. Ce produit est moins fragile que le précédent. Toutefois, sous sa forme courante, il est également inflammable. Après plusieurs mois de pourparlers, les fabricants ont présenté une matière vraiment ininflammable. En novembre 1968, un marché pour la fourniture de 17 000 matelas en mousse polyéther a été passé, au prix de 30 francs pièce. Ils seront livrés dans l'année 1969.

II. — REGIE INDUSTRIELLE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

En 1968, l'activité des ateliers industriels en régie de l'Administration pénitentiaire est demeurée satisfaisante. La production a été la suivante :

Maison centrale de Clairvaux :

| | |
|---------------------------------|--------|
| Chaussures | 84 207 |
| Bibliothèques et armoires | 2 239 |
| Bureaux et tables bureaux | 2 607 |
| Meubles divers | 3 156 |

Maison centrale de Melun :

| | |
|---|--------|
| Imprimés (tonnes) | 550 |
| Meubles métalliques | 6 394 |
| Lits pour les nouveaux établissements | 167 |
| Objets divers | 84 780 |

Maison centrale de Muret :

| | |
|---------------------------------|-------|
| Armoires et bibliothèques | 3 313 |
| Meubles divers | 10 |

Maison centrale de Toul :

| | |
|---------------------------------|--------|
| Sièges en tube | 15 565 |
| Lits | 3 952 |
| Tables avec pieds en tube | 3 525 |
| Armoires-vestiaires | 2 998 |
| Meubles divers | 7 134 |
| Articles de serrurerie | 9 307 |
| Portes et fenêtres | 1 498 |
| Tables et sièges (bois) | 10 |
| Articles divers (bois) | 7 920 |

Divers établissements :

| | |
|--|---------|
| Vêtements de drap (pièces) | 66 832 |
| Vêtements de toile (pièces) | 82 400 |
| Linge de corps (pièces) | 93 225 |
| Pull-overs | 6 692 |
| Matelas | 36 |
| Draps | 34 978 |
| Objets divers d'habillement et de couchage | 163 259 |

La valeur des fabrications de l'atelier d'ébénisterie de la maison centrale de Muret, qui avait été de 103 000 francs en 1967, a atteint 656 000 francs en 1968. Ce chiffre ne représente encore que le tiers de sa capacité et il doit s'améliorer en 1969.

Comme elle le fait depuis de longues années, la régie a réinvesti en matériel de fabrication, en 1968, sensiblement plus que le montant de ses amortissements. L'apparition de nouvelles techniques et l'évolution de la demande plus encore que l'usure du matériel obligent en effet à le renouveler rapidement. Par ailleurs, l'achat et le choix de nouvelles machines permettent à la régie d'améliorer la qualité de ses fabrications, qui est le seul moyen de développer la vente.

En 1968, les investissements en matériels et installations ont atteint 716 269 francs. Les amortissements opérés ont été de 687 399 francs. Les principaux investissements ont été les suivants :

A la maison centrale de Melun, une presse à épreuves et un massicot de grande largeur, pour une valeur totale de 102 000 francs, destinés à l'imprimerie, et un four permettant la polymérisation de la peinture des meubles métalliques pour 55 000 francs.

Les deux chaudières du chauffage central des ateliers ont dû être remplacées. La dépense a atteint 83 000 francs.

A la maison centrale de Melun également, l'Administration pénitentiaire a dû entreprendre la construction d'un hangar de 768 mètres carrés de surface (32 × 25) pour entreposer les meubles métalliques qui doivent être présentés par lots à la réception des

administrations clientes et doivent ensuite être conservés en dépôt en attente des ordres d'expédition.

Ce travail, commencé en août 1968, a été terminé en avril 1969. Comprenant une ossature en béton armé sur laquelle reposent des poutres en bois clouées et une toiture de plaques ondulées. Il a été exécuté entièrement par la main-d'œuvre pénale. Le coût de cet ouvrage s'analyse ainsi :

| | | |
|---|---|----------------|
| Matériaux | F | 76 540 |
| Location d'un engin de terrassements, outillages et divers | | 8 710 |
| Rémunération de la main-d'œuvre pénale | | 6 780 |
| Salaire pendant huit mois d'un chef de travaux dirigeant l'équipe | | 16 000 |
| TOTAL | | 108 030 |

Soit, en dehors du chauffage et de l'électricité, un prix de revient très faible de 140 francs le mètre carré.

A la maison centrale de Toul, un tour et une fraiseuse, représentant un investissement de 40 500 francs, ont été achetés pour l'atelier des meubles métalliques.

A la maison centrale de Clairvaux, six piqueuses et des machines diverses, d'une valeur totale de 23 800 francs, ont renforcé l'équipement de l'atelier de cordonnerie. D'autre part, deux nouvelles machines à monter les côtés et les emboîtages pour permettre d'assembler les semelles par collage ont été louées. Ce nouveau procédé qui s'est substitué au montage avec trépointes a entraîné à la fois une augmentation de la production et une diminution du prix de revient.

Au centre pénitentiaire de Casabianda, les investissements ont atteint 126 689 francs. Ils ont concerné l'achat d'un tracteur et de matériel mobile d'irrigation ainsi que la préparation de nouvelles plantations fruitières, en mettant à profit les possibilités d'irrigation ouvertes au domaine grâce à la construction par la S.O.M.I.V.A.C. de barrages collinaires dans les environs immédiats.

Les surfaces irriguées ont augmenté dans les conditions suivantes :

- Première tranche de travaux (mise en service en août 1968) : 63 hectares ;
- Deuxième tranche de travaux (mise en service en sept. 1968) : 95 hectares ;
- Troisième tranche de travaux (en cours d'installation) : 75 hectares.

Dès maintenant, les résultats méritent d'être signalés ; l'amélioration de la production fourragère, en valeur nutritive et en quantité, a été considérable et a permis d'accroître à la fois la production unitaire du lait et de la viande, et d'augmenter l'importance du cheptel.

| | LAIT de vache (1) | LAIT de brebis (1) | VIANDE (kg) |
|---|-------------------------|--------------------------|----------------|
| PRODUCTION : | | | |
| Moyenne avant 1965, sans irrigation | 40 000 | 60 000 | 3 000 |
| 1965 — 1966 | 62 000 | 80 000 | 5 840 |
| 1966 — 1967 | 125 000 | 71 000 | 4 485 |
| 1967 — 1968 | 212 000 | 96 000 | 10 558 |
| CHEPTTEL : | BOVINS | OVINS | PORCINS |
| Moyenne avant 1965, sans irrigation | 130 | 800 | 30 |
| 1965 — 1966 | 128 | 1 099 | 78 |
| 1966 — 1967 | 214 | 1 195 | 34 |
| 1967 — 1968 | 236 | 1 374 | 81 |

Par ailleurs, l'irrigation a permis d'envisager des plantations fruitières qui auraient été impossibles sans elle. Le programme de ces plantations reproduit ci-dessous est en bonne voie de réalisation.

| | AGRUMES | OLIVIERS DE TABLE | ABRICOTIERS ET PÊCHERS |
|---------------------------------|--------------|----------------------|---------------------------|
| PLANTATIONS FRUITIERES : | | | |
| 1966 | 15 ha | | |
| 1967 | 12 ha | | |
| 1968 | 7 ha | 25 ha | |
| 1969 | | 25 ha | 15 ha |
| 1970 (prévu) | | | 10 ha |
| TOTAUX | 34 ha | 50 ha | 25 ha |

Ainsi se trouve vérifiée la vitalité des industries pénitentiaires en régie. Leur développement serait très souhaitable pour augmenter le nombre des emplois intéressants offerts aux détenus et il serait très possible en utilisant les bénéfices annuels de la régie qui, depuis quelques années, dépassent 2 millions de francs par an.

Ce développement rencontre cependant deux obstacles :

- le recrutement de cadres professionnels d'un niveau suffisant se heurte à la limitation des effectifs budgétaires et à la difficulté d'accorder des rémunérations comparables à celles de l'industrie libre qui, pour retenir les candidats, offre des salaires bien supérieurs aux garanties minimum des conventions collectives ;
- les locaux manquent pour agrandir les ateliers existants ou pour en créer d'autres.

Deux projets sont cependant envisagés à échéance assez proche dans des activités où l'expérience de la régie montre qu'elle y aurait des débouchés faciles : fabrication de meubles métalliques et imprimerie.

Le premier projet concerne la création à la maison centrale de Toul, sur un terrain libre déjà enclos dans son enceinte, d'un important atelier de meubles métalliques. Cet atelier permettrait de tripler l'industrie de cette nature actuellement exploitée à Toul et de procurer un travail intéressant à un grand nombre de détenus. Cette opération serait réalisée sur les disponibilités de la régie. Les travaux, divisés en trois tranches, seraient exécutés en utilisant uniquement la main-d'œuvre pénale. L'organisation de l'atelier et l'implantation du matériel de fabrication sont déjà à l'étude.

Le deuxième projet concerne la création d'une imprimerie à la nouvelle maison centrale de Châteauroux dont les travaux commenceront en 1969. La construction des ateliers fait partie du projet lui-même. La régie assurera seulement l'équipement matériel comme elle l'a fait pour l'atelier d'ébénisterie installé en 1967 dans la maison centrale de Muret. Cette imprimerie travaillera en liaison avec celle de Melun qui aura la charge de la représenter sur la place de Paris et de l'approvisionner en travail.

7

RELATIONS PUBLIQUES

Comme les années précédentes, l'Administration pénitentiaire a accueilli un nombre important de visiteurs et stagiaires étrangers, universitaires, magistrats, administrateurs de prisons, médecins, travailleurs sociaux, étudiants et chercheurs de diverses nationalités venus en mission d'information.

C'est ainsi que, dans le cadre de l'assistance technique de l'Organisation des Nations unies, des magistrats et fonctionnaires turcs, iraniens, afghans et saoudiens ont étudié l'organisation des services pénitentiaires.

Une commission d'enquête du Québec, sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, dirigée par M. le bâtonnier Yves Prévost, ancien ministre de l'Éducation, a, au cours de son séjour en France, rencontré des magistrats et des fonctionnaires de l'administration centrale en vue de recueillir des renseignements sur l'organisation et le fonctionnement des institutions françaises. Des délégations des administrations responsables du traitement des délinquants du Royaume-Uni et d'Espagne, composées notamment d'architectes et d'ingénieurs, ont visité les réalisations françaises les plus récentes, et notamment le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, la maison d'arrêt de Bordeaux et la maison centrale de Muret.

Il importe de réserver une place particulière au programme d'échange de personnel prévu, depuis plusieurs années, par le Comité européen pour les problèmes criminels. Plusieurs fonctionnaires norvégiens et suédois ont été reçus à ce titre. Par ailleurs, l'Administration pénitentiaire a organisé au mois d'octobre 1968 un séminaire d'information à l'intention de sept représentants des pays membres du Conseil de l'Europe : M. Julien De Ridder, directeur au ministère de la Justice de Bruxelles ; M. Charles-William Hills, directeur de l'établissement *borstal* de Noranside (Royaume-Uni) ; M. Livio Pagliariccio, directeur de l'établissement pénitentiaire de Lonato-Pozzolo (Italie) ; M. Bernard van Tilborg, adjoint au directeur du camp pénitentiaire « Le Corridor » à Zeeland (Pays-Bas) ; M. Rolf Tinner, secrétaire général du département de Justice du canton de Zürich ; M. Valère Traversi, directeur de l'École de formation du personnel de surveillance au ministère de la Justice de Rome ; M. Roger Wagner, directeur du centre pénitentiaire de Luxembourg.

Cette conférence, qui s'est tenue à l'école de Plessis - le - Comte, a permis à nos hôtes d'aborder avec leurs collègues français les principaux problèmes qui se posent à tous les services pénitentiaires. Successivement, le problème de la classification des détenus, de leur encadrement, du travail pénal, mais aussi le rôle des institutions judiciaires dans l'exécution des peines et l'avenir de la probation ont été évoqués.

Il faut mentionner également la réception de nombreux visiteurs et stagiaires français, témoignage sans doute des bonnes relations que l'Administration pénitentiaire entretient avec le Centre national d'études judiciaires, les écoles de gendarmerie, les instituts d'études judiciaires, les instituts de criminologie et les facultés de droit. Ces rencontres sont très fructueuses pour la formation spécialisée des futurs magistrats, étudiants, élèves officiers de gendarmerie, chercheurs des universités, cependant qu'elles permettent de mieux faire comprendre la complexité des problèmes d'organisation, de sécurité et de traitement.

Au cours de l'année, l'activité de l'Organisation des Nations unies et du Conseil de l'Europe dans le domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants a été marquée par diverses manifestations. Au mois d'août 1968, le Groupe consultatif européen des Nations unies s'est réuni à Genève pour débattre de la formation du personnel.

D'autre part, un nouveau sous-comité chargé de la révision des règles minima relatives au traitement des détenus, diffusées en 1955 par les soins de l'Organisation des Nations unies, a été créé au Conseil de l'Europe sous la présidence du directeur de l'Administration pénitentiaire française.

DEUXIÈME PARTIE

MÉTHODES DE TRAITEMENT

1

RÉGIMES PÉNITENTIAIRES

I. — LA REPARTITION DES CONDAMNES

§ 1 — Aperçu général sur la classification des condamnés à une longue peine

Au cours de l'année 1968, 4 514 condamnés ont fait l'objet d'un index de préclassification ou d'un dossier d'orientation : 4 680 de ces documents avaient été reçus à l'administration centrale en 1966 et 4 727 au cours de l'année 1967.

Les affectations ont été effectuées de trois manières :

- 262 condamnés ont fait l'objet d'un examen préalable au C.N.O. Ce faible chiffre, en regard du nombre moyen annuel de détenus observés dans le passé par cette institution (de 700 à 800 environ), est dû à la réduction importante d'activité qu'a entraîné la réfection complète des bâtiments du centre ;
- 181 condamnés de la région de Bordeaux ont été préalablement observés au centre régional d'orientation de Poitiers ;
- les autres condamnés ont fait l'objet d'une décision directe sur index ou dossier d'orientation.

L'examen des affectations prononcées appelle les commentaires suivants :

— 402 condamnés à une longue peine du sexe masculin ont pu être placés dans une maison centrale à régime progressif, contre 502 en 1967 et 417 en 1966. L'augmentation constatée en 1967, et qui est due à la mise en service par étape de la maison centrale de Muret, n'a pu être maintenue en 1968. La maison centrale de Muret est, en effet, désormais occupée par la population pénale qui lui est normalement destinée, à savoir des condamnés ayant à subir des peines criminelles ou des peines d'emprisonnement de longue durée (plus de 4 ans restant à subir en principe au moment de l'affectation) : il en résulte que le rythme des libérations — et, partant, le nombre de places rendues disponibles annuellement — a diminué.

— 65 femmes ont été affectées au centre pénitentiaire de Rennes, contre 109 en 1967 et 106 en 1966. Cette diminution importante n'est pas due à un manque de places disponibles, mais, au contraire, à la réduction du nombre des femmes condamnées à une longue peine en 1968.

— Les maisons centrales à régime non progressif ont reçu 817 condamnés, contre 798 en 1967 et 1 103 en 1966. L'affectation du quartier « Toiras » du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré à la détention de condamnés à des longues peines correctionnelles (cf. ci-dessous) a permis d'augmenter la capacité totale des établissements ou quartiers de ce type. Malgré cette amélioration, le nombre de places rendues disponibles annuellement demeure faible par rapport aux besoins constatés.

— Les affectations dans les établissements ouverts ont atteint le chiffre de 121, soit une légère augmentation. Malgré une sélection effectuée sur une base aussi large que possible, c'est-à-dire portant sur un grand nombre de condamnés pour lesquels étaient recueillis des renseignements de personnalité détaillés, notamment en ce qui concernait les antécédents judiciaires, l'état de santé somatique et psychique, le comportement en détention, il s'est confirmé que les condamnés remplissant les conditions minima pour être placés dans les établissements ou sous un régime ouvert étaient peu nombreux.

— 644 jeunes condamnés ayant un reliquat de peine supérieur à un an ont été placés dans une prison-école ou un établissement analogue. Ce chiffre est voisin de celui des années précédentes (630 et 666). Il est évidemment très inférieur à celui des condamnés qui, par leur âge et la longueur de leur détention, auraient pu être dirigés sur des établissements à caractère éducatif.

— 1 864 condamnés à une longue peine ont dû être maintenus dans une maison d'arrêt et de correction, soit 45,4 % de l'effectif total de cette catégorie. Ce pourcentage était de 47,8 % en 1967 et de 38 % en 1966.

— Cette proportion très importante de condamnés qui n'ont pu être dirigés sur des établissements pour peines spécialisés pour une détention d'assez longue durée confirmerait, s'il en était besoin, la nécessité de compléter l'équipement de l'Administration pénitentiaire dans le domaine de l'exécution des « moyennes peines » (1 à 3 ans), à la fois pour les jeunes détenus et pour les condamnés adultes.

§ 2 — Le problème du « désencombrement » des maisons d'arrêt des grandes agglomérations urbaines et en particulier de la région parisienne

Le problème des transfèrements de condamnés à de courtes peines d'emprisonnement effectués, pour désencombrer les maisons d'arrêt surpeuplées des grandes villes, à destination des prisons de toutes les régions pénitentiaires et souvent les plus éloignées a déjà été évoqué dans plusieurs rapports précédents.

Il présente cependant une acuité de plus en plus grande, en même temps que les opérations de désencombrement soulèvent des critiques de plus en plus nombreuses.

Le directeur régional est amené, dans presque toutes les circonscriptions pénitentiaires, à transférer des maisons d'arrêt des villes les plus importantes de sa région sur les établissements situés dans des zones rurales, d'une part des condamnés à de courtes peines, d'autre part des condamnés ayant fait l'objet d'un index de préclassification, mais maintenus à sa disposition par suite de l'encombrement des maisons centrales.

Ce phénomène revêt une importance particulière pour l'agglomération parisienne. Les grandes prisons desservant le tribunal de Paris (Fresnes, La Santé et, en ce qui concerne les jeunes détenus, le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis), les maisons d'arrêt de Corbeil, de Versailles et de Pontoise doivent faire l'objet d'opérations de dégagements fréquents et portant sur de nombreux condamnés. Ces transfèrements sont alors effectués, faute de places dans des prisons plus proches, à destination d'établissements situés dans d'autres circonscriptions pénitentiaires ; souvent, ces établissements sont très éloignés (maisons d'arrêt des régions de Dijon, Lyon, Strasbourg, Bordeaux et Toulouse).

Ainsi, en 1968, 595 condamnés ont dû être transférés à partir des prisons de Fresnes et 1 651 à partir de la maison d'arrêt de La Santé.

D'un sondage effectué le 1^{er} juillet 1968, il résulte qu'à cette date 1 581 condamnés en provenance des prisons de Paris se trouvaient dans des maisons d'arrêt et de correction de province.

Il convient de souligner que ces chiffres ne comprennent pas les condamnés à de longues peines ayant reçu une affectation individuelle à destination d'une maison centrale ou d'une maison d'arrêt d'une autre région pénitentiaire, mais seulement les condamnés à des peines plus faibles et qui ont été compris dans des opérations de transfèrement collectif.

Les inconvénients de ces opérations sont multiples :

1° Le condamné transféré est éloigné parfois considérablement de son milieu familial et social, en sorte qu'il est privé des visites de ses proches.

La préparation de son retour à la vie libre est souvent gravement compromise, car l'action commencée en sa faveur par le service social, les visiteurs de prison et les enseignants se trouve brutalement interrompue ; de plus, les mêmes secours ne peuvent lui être accordés avec une efficacité comparable, car il est alors un élément transplanté et inconnu.

En effet, les renseignements de personnalité figurant au dossier individuel sont très peu nombreux pour les condamnés de cette catégorie venant d'établissements surpeuplés où les missions d'assistance directe l'emportent nécessairement sur la consignation détaillée d'éléments de personnalité recueillis au cours d'une observation.

De plus, le temps souvent assez bref que le condamné passe dans le nouvel établissement de détention empêche le chef d'établissement et les fonctionnaires et collaborateurs bénévoles qui viennent l'assister d'entamer une action bien efficace.

L'action du service social de la prison est rendue, en outre, plus difficile en raison de l'éloignement du lieu de reclassement du détenu.

Enfin, il est à peine besoin de souligner que les moyens des petits établissements qui reçoivent ces condamnés sont nécessairement réduits.

2° La procédure de libération conditionnelle est, dans beaucoup de cas, sensiblement entravée par de tels transfèrements.

Les juges de l'application des peines qui président les commissions locales ont souligné nettement ce problème dans leurs comptes rendus semestriels. L'examen du comportement du condamné, qui est indispensable pour mettre la commission locale en mesure d'apprécier le bien-fondé d'une proposition éventuelle, se trouve compliqué par le transfèrement, comme peut l'être la recherche d'un certificat de travail ou d'hébergement.

3° Les mêmes inconvénients sont ressentis en ce qui concerne l'application du régime de semi-liberté et la sélection préalable qui est nécessaire.

4° Les transfèrements entraînent de lourdes sujétions pour l'administration et le fonctionnement des établissements pénitentiaires. Ces opérations sont coûteuses et retiennent un temps de travail important sur les équipes spécialisées qui y procèdent. De plus, les greffes des maisons d'arrêt, dont les effectifs réduits sont déjà surchargés par les tâches multiples qui leur incombent, doivent effectuer un long travail pour procéder aux formalités d'écrou et à toutes les écritures qui les accompagnent.

D'autres procédures que celles de la libération conditionnelle déjà mentionnée sont entravées ou retardées par ces transfèrements, comme la constitution des dossiers d'expulsion et d'interdiction de séjour. Ces inconvénients sont tels que des dérogations aux transfèrements systématiques ont dû être prises à l'égard de certains étrangers dont la procédure d'expulsion était en cours ; mais de telles discriminations accentuent évidemment le nombre des transfèrements opérés à l'égard de détenus de nationalité française avec les inconvénients qu'ils entraînent sur le plan individuel.

5° A l'égard de l'ordre et de la discipline des maisons d'arrêt de réception et de l'état d'esprit de la population pénale locale, les opérations dites de désencombrement ont également appelé de vives critiques, formulées aussi bien par les chefs d'établissements et les directeurs régionaux des services pénitentiaires, que par les juges de l'application des peines et les autorités judiciaires et préfectorales.

En effet, les détenus en provenance des grandes agglomérations et notamment de la région parisienne apportent dans les petits

établissements des zones moins peuplées une mentalité très différente et troublent souvent le calme de la détention. L'apport de beaucoup de ces condamnés est donc criminologiquement néfaste.

De plus, un certain nombre d'entre eux tentent à leur libération et malgré la fourniture gratuite d'un titre de transport pour leur retour de s'installer dans la région où ils avaient été transférés. On a signalé de ce fait dans certains endroits une augmentation de l'activité délinquante.

L'ensemble de ces inconvénients amène à considérer comme nécessaire de faire exécuter les courtes et moyennes peines d'emprisonnement sans éloigner les condamnés de leur milieu socio-professionnel.

La réalisation du plan d'équipement de l'Administration pénitentiaire, en particulier dans la région parisienne, devrait permettre d'atteindre cet objectif.

§ 3 — Le C. N. O.

Le Centre national d'orientation a poursuivi une activité d'observation ralentie en raison des travaux de réfection totale de ses locaux entrepris en mars 1968 et qui doivent se poursuivre jusqu'à la fin du premier trimestre de 1969.

En conséquence, 262 condamnés seulement ont pu être observés dans les locaux réservés provisoirement pour le C.N.O. au grand quartier des prisons de Fresnes.

Par contre, 1 189 dossiers d'orientation ont été centralisés, complétés et revêtus d'un avis par le directeur et le personnel d'observation du centre dans le cadre d'une procédure régionale qui a été transitoirement suivie pendant cet exercice. La tâche du Centre national d'orientation a été, par conséquent, importante et complexe au cours de cette période ; elle a été accomplie dans des conditions matérielles difficiles, avec le souci d'assurer cependant la continuité de l'institution.

Pour sa part, le centre d'orientation de Poitiers a continué à fournir une aide précieuse pour la classification des condamnés. 263 propositions ont été formulées au cours de l'année, dont 107 après examen du détenu au centre même.

Lorsque les travaux en cours aux prisons de Fresnes seront achevés et qu'elle aura pu disposer du personnel nécessaire à la remise en service des locaux du C.N.O., l'administration disposera de services d'observation et de sélection mieux équipés en vue de la classification des condamnés.

II. — L'ADMINISTRATION ET LE FONCTIONNEMENT DES PRISONS

§ 1 — La mise en service et les changements d'affectation d'établissements et de quartiers d'établissement

A. — *La mise en service de la nouvelle maison d'arrêt de Saint-Etienne.*

La nouvelle maison d'arrêt desservant les juridictions de Saint-Etienne, sise à la Talaudière, à 4 kilomètres de la ville, a été mise en service le 11 octobre 1968.

Cette maison d'arrêt comprend :

- une détention cellulaire de 148 places pour les hommes ;
- une détention cellulaire de 16 places pour les femmes ;
- un quartier de semi-liberté de 40 places, dont la mise en service doit avoir lieu dans les prochains mois.

La prison dispose, outre l'équipement moderne nécessaire à son fonctionnement, de trois ateliers pour le travail pénal en régie ou concession.

Comme les maisons d'arrêt nouvelles achevées les années précédentes, la maison d'arrêt de Saint-Etienne doit permettre l'application aux prévenus et aux condamnés à de courtes peines d'un régime conforme aux données modernes.

B. — *L'affectation du quartier Toiras du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré à la détention des condamnés à de moyennes peines.*

A la suite des mesures d'amnistie du 31 juillet 1968 et de l'élargissement consécutif des condamnés pour faits en relation avec les événements d'Algérie encore incarcérés, le quartier Toiras du centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré a été rendu disponible pour la détention des condamnés de droit commun.

Les bâtiments ont été affectés à cette destination au fur et à mesure de l'achèvement des travaux de réfection et d'aménagement nécessaires.

Deux cent quatre-vingt-dix détenus adultes condamnés à l'emprisonnement, ayant à subir en moyenne un reliquat de plus de quinze mois, ont été dirigés sur ce centre par transfèrements échelonnés jusqu'au début de l'année 1969.

Ces condamnés disposent d'une cellule individuelle de nuit, de locaux d'activités en commun et d'ateliers aménagés provisoire-

ment dans des locaux anciens, mais permettant d'assurer la mise au travail de la population pénale. De larges espaces favorisent les exercices physiques.

L'utilisation du quartier constitue donc une ressource précieuse pour l'incarcération des condamnés à de moyennes peines.

Des travaux d'aménagements plus importants doivent être entrepris en 1969, destinés en particulier à délimiter l'enceinte intérieure du quartier, à créer une zone d'ateliers modernes et à implanter plus rationnellement les services généraux. A leur achèvement, le quartier Toiras sera transformé en une maison centrale susceptible de recevoir dans de très bonnes conditions de détention et de sécurité des condamnés à une longue peine.

C. — *Création d'un quartier de sécurité à la prison de Mende et suppression corrélative de la prison de Beaune.*

Dans le dessein d'améliorer les conditions d'incarcération des condamnés justiciables d'un régime de haute sécurité, l'administration centrale a décidé de transférer cette population pénale de la prison de Beaune sur celle de Mende.

Le quartier principal de cette prison a été entièrement rénové avant de recevoir les condamnés en provenance de la prison de Beaune, au début du mois de juin 1968. Outre les aménagements de sécurité, le chauffage central a été installé, ainsi que des sanitaires complets et un diffuseur radiophonique dans chaque cellule.

Ainsi, l'austérité du régime — qui est celui de l'encellulement individuel — est-elle compensée par des conditions d'incarcération comparables à celles offertes par les établissements les plus modernes.

La mise au travail de la nouvelle population pénale a pu être rapidement réalisée, malgré les difficultés que soulève à cet égard la situation géographique de la prison.

Le règlement intérieur prévoit, de plus, sur l'appréciation du chef d'établissement, la possibilité de réunir les détenus par petits groupes, soit à l'occasion de la promenade, soit durant les moments de loisirs.

Le règlement intérieur a donné une importance particulière au fonctionnement de la commission de classement prévue à l'article D. 96 du Code de procédure pénale ; celle-ci se réunit au moins une fois par trimestre pour examiner la situation des condamnés et formuler des propositions de maintien ou de transfèrement des détenus, ainsi que sur le régime à leur appliquer ; entre temps, le contrôle médical et médico-psychologique des condamnés doit être assuré à intervalles fréquents et réguliers ; les praticiens, membres

de la commission, doivent spécialement faire rapport afin de permettre à celle-ci de statuer en toute connaissance de cause.

D. — *Les centres de jeunes détenus de Bordeaux-Gradignan et de Fleury-Mérogis.*

En avril et juin 1968 ont été mis en service le centre de jeunes détenus de Bordeaux-Gradignan et le bâtiment du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis affecté à la détention d'une partie des mineurs et jeunes adultes relevant des tribunaux de Paris, de Créteil et de Corbeil.

Ces nouveaux établissements sont présentés ci-après, dans le paragraphe consacré à la détention des jeunes détenus.

E. — *La nouvelle utilisation de certains quartiers de femmes des maisons d'arrêt.*

Les opérations suivantes ont été décidées ou effectuées au cours de l'année :

| QUARTIERS DE FEMMES supprimés | QUARTIERS DE REGROUPEMENT | NOUVELLE AFFECTATION |
|-------------------------------|---------------------------|--|
| M.A. de Reims | M.A. de Châlons-s.-Marne | Quartier de mineurs et jeunes adultes. |
| M.A. de Montbéliard | M.A. de Mulhouse | Affectation à intervenir. |
| M.A. de Brive | M.A. de Tulle | Quartier de semi-liberté. |
| M.A. de Niort | M.A. de Poitiers | Quartier de semi-liberté. |
| M.A. de Montauban | M.A. de Toulouse | Quartier de semi-liberté. |
| M.A. de Grasse | M.A. de Nice | Détention adultes masculins. |

A la maison d'arrêt de Reims, le quartier de quinze cellules rendu disponible sera affecté à la détention des mineurs après quelques travaux de réfection et l'aménagement d'une salle de classe.

A Montauban, Niort et Brive, ces regroupements ont permis la création de quartiers de semi-liberté d'une capacité suffisante pour les besoins locaux (15 cellules au total).

D'autres opérations sont en cours d'étude en vue d'étendre encore le régime.

§ 2 — La réglementation intérieure

A. — *La poursuite de l'élaboration des règlements intérieurs.*

Aux termes des articles D. 255 et D. 256 du Code de procédure pénale, chaque établissement pénitentiaire doit être pourvu d'un règlement intérieur.

Au cours des années précédentes, des règlements intérieurs types ont été élaborés à l'administration centrale, après consultation des chefs d'établissement et des juges de l'application des peines compétents, ainsi que des directeurs régionaux des services pénitentiaires. Il en a été rendu compte dans les précédents rapports annuels (règlement de la maison d'arrêt de Valenciennes, des quartiers ou centres de semi-liberté, de la maison centrale de Muret, des nouvelles maisons d'arrêt).

Ces travaux ont permis d'expérimenter différentes présentations de la réglementation pénitentiaire et de son application à un établissement particulier. Il est apparu possible et souhaitable de dégager un schéma d'ensemble pour l'élaboration ou la mise à jour des règlements intérieurs : présentation unifiée, limitation des règlements nouveaux aux matières qui, en vertu des prescriptions du Code de procédure pénale, relèvent de la réglementation interne à chaque établissement, et pour le surplus au rappel des dispositions générales dont la connaissance est vraiment essentielle au détenu. Dans les limites de ce cadre, toute initiative est laissée aux responsables des services locaux pour élaborer les prescriptions particulières.

Ainsi devraient être évités les écueils rencontrés lors de la préparation et de la mise en œuvre de précédents règlements : la rigidité trop grande et les difficultés d'adaptation aux circonstances locales qu'imposait un cadre type trop détaillé ; la complexité qu'entraînait, pour l'interprétation et la tenue à jour d'un règlement intérieur, l'insertion dans son texte, à titre de rappel, d'un trop grand nombre de prescriptions réglementaires extraites du Code de procédure pénale, des circulaires ou de l'instruction de service pénitentiaire.

Dans cet esprit de simplification et afin que toutes les prisons disposent d'une réglementation homogène et à jour, il a été demandé par une note de service du 9 juillet 1968 aux chefs d'établissement et directeurs régionaux d'élaborer de nouveaux règlements intérieurs. Ces règlements ont été approuvés et sont entrés en vigueur dans l'ensemble des établissements.

B. — *La nouvelle réglementation de la phase d'observation des maisons centrales à régime progressif.*

La phase d'observation du régime progressif a fait l'objet d'une réglementation nouvelle (note de service du 24 octobre 1968) qui a unifié, sur ce point, le règlement intérieur de toutes les maisons centrales à régime progressif pour hommes adultes, qu'elles comportent un cycle long (Caen, Ensisheim et Muret) ou un cycle court (Melun et Mulhouse).

La durée de cette phase est désormais fixée en fonction du reliquat de peine restant à subir par le condamné lors de son écrou à l'établissement :

- entre deux et quatre mois pour un reliquat de peine inférieur à trois ans ;
- entre quatre et six mois pour un reliquat de trois à cinq ans ;
- entre six et neuf mois pour un reliquat supérieur à cinq ans.

Dans ces limites, le juge de l'application des peines apprécie en commission de classement la durée de l'observation appliquée à chaque détenu, en fonction de sa personnalité et de la longueur de peine restant à subir.

En toute hypothèse, il est mis fin à l'exécution de la première phase dès que l'observation du condamné et la détermination du traitement qui lui est applicable sont considérées comme achevées.

De la sorte, la phase d'observation, qui comporte l'isolement du condamné, est limitée au temps strictement nécessaire et peut être largement individualisée dans sa durée selon l'appréciation du juge de l'application des peines et des autres membres de la commission de classement.

De plus, le régime d'exécution de la phase d'observation est aménagé de manière à éviter les conséquences parfois néfastes de l'isolement et à permettre l'observation au sein d'un groupe.

C'est ainsi notamment qu'il est désormais prévu que dans toutes les maisons centrales à régime progressif que, outre l'assistance aux offices religieux, le détenu peut prendre part, sauf décision contraire du chef d'établissement, aux activités (activités scolaires et exercices physiques) après un délai déterminé en fonction de la durée de la phase.

Cette nouvelle réglementation a été l'occasion de mettre en évidence l'importance des visites fréquentes et régulières du personnel de direction, de l'assistant social, de l'aumônier, et bien évidemment de l'éducateur, auprès des condamnés placés en observation.

De même, la tenue du dossier d'observation par l'éducateur, la confrontation au cours de la commission de classement — qui doit être réunie le plus souvent possible — des différents points de vue sur le condamné et son comportement, doivent permettre de suivre le déroulement de la phase d'observation, d'en mesurer les effets et de vérifier qu'elle joue pleinement le rôle de rééducation qui lui est attribué.

§ 3 — Amélioration des conditions matérielles de détention

L'amélioration des conditions de détention ne se mesure plus seulement à l'évolution générale des régimes pénitentiaires, mais aussi — et du point de vue des détenus surtout — à l'aménagement des détails matériels de la vie quotidienne de la prison et de points précis de la réglementation.

La surpopulation des prisons et l'insuffisance des moyens matériels empêchent encore dans beaucoup d'endroits d'assurer aux détenus les conditions de vie conformes aux données pénitentiaires modernes.

Dans cette mesure même, il importe cependant de mettre en œuvre tous les moyens disponibles pour améliorer néanmoins le sort de la population pénale. Tel a été l'objet des directives contenues dans un note de service du 10 juillet 1968.

Il a été tout d'abord rappelé la nécessité de mettre les détenus en mesure d'assurer la propreté personnelle, par la distribution aux entrants et le renouvellement d'objets et de fournitures de première nécessité ; par la mise à la disposition des détenus d'un couvert complet leur permettant de prendre normalement et décemment leurs repas : un couteau d'un modèle ne présentant pas de risque particulier pour la sécurité est désormais fourni.

D'autre part, la réglementation a été rappelée ou modifiée sur certains points précis :

Le caractère facultatif dans tous les établissements du port du béret a été indiqué.

Les détenus punis de cellule sont désormais autorisés à recevoir les ouvrages de la bibliothèque dans les mêmes conditions que les autres détenus, afin de les soustraire au désœuvrement.

En ce qui concerne l'usage du tabac, il a été rappelé qu'il n'existait aucune distinction réglementaire entre les hommes et les femmes, et qu'en conséquence celles-ci devaient être autorisées à fumer dans tous les établissements.

En outre, par une note de service du 12 novembre 1968, il a été indiqué que les jeunes détenus âgés de moins de 21 ans — y compris les mineurs pénaux — étaient autorisés à fumer. Ils ne peuvent cependant obtenir que la ration minimum autorisée pour les adultes. De plus, le médecin peut évidemment limiter ou interdire l'usage du tabac, notamment en ce qui concerne les détenus les plus jeunes.

§ 5 — Les relations avec les juges de l'application des peines

On sait que la fonction essentielle du juge de l'application des peines auprès des établissements pénitentiaires est d'assurer l'individualisation de la sentence judiciaire en orientant et en contrôlant les conditions de son application.

A ce titre, il adresse chaque année à la Chancellerie un rapport sur les prisons de son ressort.

Ce document constitue une source extrêmement précieuse d'informations sur l'organisation et le fonctionnement des établissements dont il offre une image vivante et concrète, permettant ainsi à l'administration centrale de suivre l'évolution des régimes de détention et de mesurer aussi exactement que possible l'incidence de telle ou telle de ses décisions.

Sans doute certaines des observations que sont amenés à faire ces magistrats ne peuvent donner lieu à des améliorations immédiates : il en est ainsi notamment des constatations relatives à l'insuffisance et à l'archaïsme de l'équipement, ou à la pénurie de personnel de surveillance ou de personnel spécialisé. La solution de ces difficultés est une affaire de politique d'ensemble, tributaire elle-même des impératifs budgétaires.

En revanche, à l'égard des problèmes susceptibles d'une solution à court terme, les constatations, opinions et suggestions de ces magistrats peuvent comporter une suite plus rapide. Beaucoup d'entre elles sont à l'origine de la modification de la réglementation générale et intérieure, comme de l'implantation de nouveaux quartiers de semi-liberté.

Les liaisons avec les juges de l'application des peines ont été développées à l'occasion de rencontres dont la principale a été, dans le cadre des stages organisés par le Centre d'information et de perfectionnement judiciaires, une session d'études tenue à Bordeaux au mois de mai et consacrée aux problèmes pénitentiaires. Cette session a permis des échanges de vues très fructueux entre les juges de l'application des peines, des magistrats du ministère public et de la direction de l'Administration pénitentiaire.

III. — LES REGIMES DE DETENTION

§ 1 — La détention des jeunes condamnés

A. — L'ACTIVITE DES PRISONS-ECOLES

1. — LA PRISON-ECOLE FERMEE DE LOOS.

a) LES DÉTENUS.

Au 31 décembre 1968, 397 condamnés étaient détenus à la maison centrale de Loos.

1° Répartition par âge :

| | |
|-----------------------|------------|
| Moins de 18 ans | 8 |
| De 18 à 21 ans | 176 |
| De 21 à 25 ans | 193 |
| Plus de 25 ans | 20 |
| TOTAL | 397 |

2° Répartition en fonction de la nature de la condamnation :

| | |
|---|------------|
| Réclusion criminelle de 5 à 10 ans | 24 |
| Réclusion criminelle de 10 à 20 ans | 5 |
| Emprisonnement | 368 |
| TOTAL | 397 |

3° Mouvements :

| | |
|-----------------------------------|-----|
| Entrées pendant l'année | 307 |
| Sorties par : | |
| — libération définitive | 200 |
| — libération conditionnelle | 39 |
| — transfèrement | 61 |

b) LE RÉGIME.

L'activité des jeunes condamnés est axée sur :

- la formation professionnelle ;
- le travail ;
- l'enseignement général ;
- l'éducation physique et sportive ;
- les loisirs dirigés.

La journée d'un adolescent a été basée sur quatorze heures d'activité (lever à 7 h, et retour dans les cellules à 20 h 30).

1° La formation professionnelle :

La section de F.P.A. en mécanique-auto a accueilli 13 apprentis qui tous ont été reçus à l'examen de fin de stage, dont 4 avec mention « très bien » et 3 avec mention « bien ».

Un nouveau stage a débuté en août 1968 et s'achèvera en juillet 1969.

L'ouverture des deux nouveaux ateliers F.P.A. devrait se faire au plus tard au cours du quatrième trimestre 1969.

2° Le travail :

Les industries du Nord sont toutes mécanisées et de plus une crise sévit dans la région. Il est donc difficile de trouver des travaux correspondant aux besoins d'une maison centrale de jeunes, c'est-à-dire des travaux industriels, à caractère manuel ou artisanal ayant une valeur formative et éducative.

Les activités exploitées par les concessionnaires en ateliers sont les suivantes :

- montage de petits objets en matière plastique (cintres, voitures, aiguilles à tricoter, cadres et porte-clés, etc.) ;

- confection de boîtes et emballages en carton ;
- travaux annexes de l'imprimerie (pliage, encartage, mise sous enveloppes d'imprimés ou de prospectus publicitaires) ;
- fabrication de capotes de 2 CV Citroën ;
- confection d'anoraks ;
- confection de tapis.

Quelques travaux occasionnels ont été exécutés en cellule (pliage d'imprimés, mise sous sachet d'objets publicitaires).

Le nombre de journées de travail totalisées en 1968 est de 71 105, représentant un effectif moyen occupé de 240 détenus sur un effectif total moyen de 400 détenus, soit une proportion de 60 %.

Sur une population pénale de 397 détenus au 31 décembre 1968, 289 étaient occupés et se répartissaient comme suit :

| | |
|-----------------------------------|------------|
| Services généraux | 70 |
| Chantiers de construction | 22 |
| Ateliers de travail concédé | 197 |
| TOTAL | 289 |

3° L'enseignement général :

Cours organisés à l'établissement.

L'enseignement est assuré par :

- 1 instituteur détaché à temps complet de l'Education nationale ;
- 1 professeur de lycée rémunéré à la vacation ;
- 2 professeurs de C.E.G. détachés à temps complet à l'établissement ;
- 5 éducateurs de la maison centrale.

Gamme des cours assurés à l'établissement :

- 1 cours préparatoire ;
- 1 cours élémentaire ;
- 2 cours moyens (1^{re} et 2^e année) ;
- 1 cours de fin d'études primaires ;
- 4 cours de niveau supérieur ou C.E.P.

Par ailleurs, de nombreux détenus se sont fait inscrire à des cours par correspondance (niveau supérieur au B.E.P.C., cours techniques ou commerciaux) aux organismes ci-après :

| | |
|--|-----------|
| Education nationale — C.N.T.E. — 1 ^{er} et 2 ^e degré | 31 |
| Auxilia | 49 |
| Divers | 9 |
| TOTAL | 89 |

Des moyens audio-visuels sont utilisés : télévision, radio, projection de vues fixes, magnétophone, électrophone.

Le nombre des inscrits aux cours scolaires est, en moyenne, de 240 sur 400 jeunes (y compris les cours par correspondance), soit près de 50 % de l'effectif ; mais 130 seulement suivent régulièrement les cours, parmi lesquels les détenus soumis à l'obligation scolaire en application des dispositions de l'article D. 452 du Code de procédure pénale.

Vingt-neuf jeunes condamnés se sont présentés à divers examens scolaires en 1968 et ont obtenu les résultats suivants :

| | Présentés | Reçus |
|----------------------------------|-----------|-----------|
| C.E.P. | 18 | 18 |
| C.A.P. | 2 | 0 |
| B.E.P.C. | 7 | 7 |
| Baccalauréat | 1 | 1 |
| Examen d'entrée en faculté | 1 | 1 |
| TOTAUX | 29 | 27 |

4° L'éducation physique et sportive :

L'éducation physique et sportive est assurée :

- sur le terrain de sport, lorsque le temps le permet ;
- en salle d'haltérophilie ;
- ou en salle de culture physique athlétique.

Les activités sportives tiennent une très grande place dans l'organisation éducative et le maintien de la discipline. Elles canalisent la vitalité juvénile, développent le sens de l'effort, l'esprit d'équipe et le *fair play*.

Ces activités sont dirigées par un éducateur, un maître d'éducation physique et sportive de l'Education nationale récemment nommé et deux surveillants-moniteurs.

Trois cent soixante jeunes détenus en moyenne, tous volontaires, pratiquent les différentes disciplines sportives de l'établissement : athlétisme, courses de cross, hand-ball, basket-ball, volley-ball, football, haltérophilie et culturisme.

Des matches sont organisés périodiquement, ainsi que des compétitions (triathlon, pentathlon, décathlon, championnats avec distribution de médailles).

La session d'examen du brevet sportif, organisée en 1968 par le service de la Jeunesse et des Sports, a donné les résultats suivants.

Cent trente-cinq candidats reçus sur cent trente-cinq présentés se répartissent comme suit :

119 ECHELONS SIMPLES

| | | | |
|----------------------------|---|-----------------------------|----|
| 2 ^e degré | 4 | 7 ^e degré | 13 |
| 3 ^e degré | 3 | 8 ^e degré | 17 |
| 4 ^e degré | 4 | 9 ^e degré | 32 |
| 5 ^e degré | 9 | 10 ^e degré | 32 |
| 6 ^e degré | 5 | | |

16 ECHELONS SUPERIEURS

| | | | |
|-----------------------------|----|----------------------------|---|
| 1 ^{er} degré | 13 | 2 ^e degré | 3 |
|-----------------------------|----|----------------------------|---|

5^o Activités culturelles et distractions :

La bibliothèque comporte 4 250 ouvrages. Chaque détenu dispose au minimum de trois livres par semaine (2 romans et 1 documentaire). Les grands lecteurs peuvent, sur demande spéciale, obtenir des ouvrages supplémentaires.

Toutes les cellules sont équipées d'un haut-parleur relié à une cabine d'émission ; de plus, des séances de télévision sont organisées tous les soirs au pavillon d'amélioration et périodiquement dans le bâtiment principal de détention.

Une séance de cinéma a lieu en principe tous les quinze jours, le samedi après-midi et le dimanche.

Enfin, un cercle culturel est réuni chaque soir.

2. — LA PRISON - ECOLE OUVERTE D'OERMINGEN.

a) LES DÉTENUS.

Au 31 décembre 1968, la prison-école renfermait 218 jeunes condamnés.

Répartition par âge :

| | |
|-----------------------|-----|
| Moins de 18 ans | 5 |
| De 18 à 21 ans | 122 |
| De 21 à 25 ans | 110 |
| Plus de 25 ans | 1 |

TOTAL

238

Répartition en fonction de la nature de la condamnation :

| | |
|----------------------------|-----|
| Réclusion criminelle | 3 |
| Emprisonnement | 235 |

TOTAL

238

Les libérations pour 1968 se décomposent comme suit :

| | |
|----------------------------------|-----|
| Libérés en fin de peine | 111 |
| Libérés par grâce | 52 |
| Libérés conditionnellement | 39 |
| Transférés | 36 |

b) LE RÉGIME.

En 1968, 17 194 heures ont été consacrées à l'apprentissage dans les onze sections de formation professionnelle accélérée.

L'enseignement scolaire a comporté 3 564 heures de classe, dont 1 944 effectuées par les éducateurs.

Les résultats suivants ont été obtenus aux examens professionnels et scolaires.

1) Formation professionnelle

| SECTIONS | NOMBRE DE CANDIDATS | | POURCENTAGE DE RÉUSSITE |
|----------------------------------|---------------------|-------|-------------------------|
| | présentés | admis | |
| Fraisage | 14 | 14 | 100 % |
| Plâtrerie | 29 | 26 | 90 » |
| Plomberie | 27 | 21 | 78 » |
| Tournage | 6 | 6 | 100 » |
| Limousinerie | 14 | 11 | 79 » |
| Chauffage central | 15 | 12 | 80 » |
| Peinture en bâtiment | 14 | 14 | 100 » |
| Béton armé | 12 | 10 | 83 » |
| Electricité de bâtiment | 14 | 13 | 93 » |
| Soudage oxy-acétylénique | 16 | 11 | 69 » |
| Soudage électrique à l'arc | 16 | 11 | 69 » |
| Menuiserie de bâtiment | 12 | 11 | 92 » |
| TOTAL | 189 | 160 | 85 » |

2) Autres examens

| EXAMENS | EFFECTIF DES CANDIDATS | NOMBRE DE REÇUS |
|-------------------------------------|------------------------|-----------------|
| Certificat d'études primaires | 42 | 32 |
| Brevet de secourisme | 40 | 36 |
| Brevet sportif populaire | 126 | 122 |

B. — LES CENTRES DE JEUNES CONDAMNÉS
D'ECROUVES ET DE TOUL

1. — LE CENTRE PENITENTIAIRE D'ECROUVES.

En 1968, le centre d'Ecrouves a reçu 730 jeunes condamnés, dont 615 en provenance de la région parisienne.

Le nombre des libérés s'est élevé à 667, parmi lesquels :

- 105 ont été incorporés dans l'armée ;
- 340 n'appelèrent pas de diligences particulières ou ont refusé une assistance à la sortie ;
- 222 ont bénéficié d'une intervention des services socio-éducatifs en vue d'une assistance postpénale (88 ont obtenu à la sortie une affectation dans un centre de F.P.A. ; on doit relever cependant, à cet égard, que beaucoup — dans le cadre de la libération pure et simple — ont abandonné la formation professionnelle initialement ou après un certain temps, à défaut de toute mesure de contrôle).

Le régime de l'établissement est toujours axé sur la préformation professionnelle et l'enseignement général.

La nomination de quatre jeunes éducateurs stagiaires a été l'occasion d'organiser en soirée des activités récréatives.

Il convient également de relever que ces éducateurs sont plus particulièrement chargés de dispenser un enseignement pratique portant sur les problèmes de la vie courante.

2. — LE CENTRE DE JEUNES CONDAMNÉS
DE LA MAISON CENTRALE DE TOUL

a) LES DÉTENUS.

Au 31 décembre 1968, le centre de jeunes condamnés de la maison centrale de Toul renfermait 202 condamnés.

1° Répartition par âge :

| | |
|-----------------------|-----|
| Moins de 18 ans | 2 |
| De 18 à 21 ans | 115 |
| De 21 à 25 ans | 85 |
| TOTAL | 202 |

2° Répartition en fonction de la nature de la condamnation :

| | |
|--|-----|
| Réclusion criminelle de 5 à 10 ans | 4 |
| Emprisonnement | 197 |
| Exécution d'une contrainte par corps | 1 |
| TOTAL | 202 |

b) LE RÉGIME.

La mise à la disposition de l'établissement, en septembre 1968, de trois instituteurs à temps complet a permis d'améliorer nettement l'enseignement scolaire qui est maintenant organisé dans quatorze classes, se répartissant comme suit :

| | |
|----------------------------------|---|
| Cours préparatoire | 2 |
| Cours élémentaire | 1 |
| Cours moyen | 3 |
| Classe de perfectionnement | 5 |
| Classe de fin d'études | 3 |

auxquelles il faut ajouter trois heures hebdomadaires réservées aux élèves suivant les différents cours par correspondance.

Des moyens audio-visuels plus importants ont été mis à la disposition du personnel éducatif puisque, en plus du poste de télévision installé en 1967, un magnétophone et un électrophone ont été mis en service en 1968.

Les cours par correspondance ont été suivis par trente détenus, avec les organismes suivants :

| | |
|---|----|
| Auxilia | 20 |
| Education nationale (1 ^{er} degré) | 6 |
| Divers | 4 |

Onze jeunes condamnés ont été reçus au C.E.P., deux au B.E.P.C. et un au baccalauréat.

L'éducation physique et sportive est pratiquée sur le terrain de sports sous le contrôle d'un moniteur du ministère de la Jeunesse et des Sports mis à la disposition à temps partiel, mais aidé par un moniteur surveillant pour la pratique des exercices sportifs. Cent trente-quatre détenus ont été reçus au brevet sportif.

Le travail pénal représente environ 30 % des activités.

c) PERSPECTIVES D'AVENIR.

Sur un plan plus général, l'affectation d'un éducateur stagiaire et de trois instituteurs à plein temps a nettement amélioré l'encadrement des jeunes détenus qui sont observés et suivis d'une façon plus efficace.

Cette action est également le résultat de l'esprit d'équipe existant entre les différents personnels intéressés qui, sous la présidence du

directeur ou de son adjoint, sont réunis une fois par semaine pour faire le point sur les moyens utilisés et l'évolution de l'esprit de la population pénale.

En l'état actuel, on peut dire que le quartier des jeunes condamnés complète déjà dans de bonnes conditions la gamme des établissements de jeunes adultes à régime éducatif.

Au cours de l'année 1968, les travaux d'aménagement des deux ateliers de formation professionnelle ont été réalisés. Il sera ainsi possible, dans un proche avenir, de comprendre l'enseignement professionnel au nombre des activités organisées à l'établissement.

C. — LES NOUVEAUX CENTRES DE JEUNES DETENUS

1. — LE CENTRE DE JEUNES DETENUS DE BORDEAUX

Il avait été indiqué, lors du précédent rapport annuel, que les jeunes détenus écroués à Bordeaux se trouvaient provisoirement incarcérés à la maison d'arrêt proprement dite, mise en service le 12 juin 1967.

Il a été mis fin à cette situation puisque le centre séparé réservé à cette catégorie particulière de délinquants a été ouvert le 4 avril 1968.

Il s'agit d'un établissement dont l'architecture s'inspire du système pavillonnaire. Les 96 cellules sont réparties en 4 groupes de 24 places permettant l'application du régime auburnien.

Le centre dispose, par ailleurs, des installations suivantes :

- deux ateliers de préformation en cours d'installation ;
- des ateliers de travail pénal ;
- un terrain de sports (basket-ball, volley-ball, hand-ball et sautoir) ;
- une grande salle de cinéma ;
- et, dans chacun des pavillons, une salle commune, ainsi qu'une salle de classe ou d'activités avec appareil de télévision.

Le personnel éducatif comprend :

- trois éducateurs stagiaires et un éducateur titulaire qui exerce partiellement ses fonctions à la maison d'arrêt ;
- deux instituteurs à temps complet qui se partagent avec la maison d'arrêt ;
- un professeur d'éducation physique ;

- deux instructeurs techniques ;
- une assistante sociale.

Sur le plan administratif, le centre constitue le quartier des jeunes détenus de l'établissement. L'emploi du temps a été conçu à partir de huit groupes de douze détenus, constitués en fonction du niveau scolaire et professionnel et de l'activité principale retenue (préformation, classes d'examens, travail pénal ou service général).

Le classement dans l'un des groupes est décidé à la suite d'une période d'observation effectuée à la maison d'arrêt, l'admission étant en général prononcée à l'occasion de la réunion hebdomadaire de synthèse qui réunit autour du chef d'établissement les membres de l'équipe socio-éducative.

Il convient d'observer qu'à ces réunions participent éventuellement d'autres personnels attachés à l'établissement, tels que le médecin généraliste, qui profite de cette occasion pour, notamment, traiter certaines questions d'ordre médical en vue de parfaire l'information des jeunes éducateurs stagiaires.

Les jeunes détenus qui, en raison de leur personnalité ou de leur situation pénale, ne paraissent pas susceptibles d'être intégrés dans l'un des groupes sont maintenus à la maison d'arrêt où ils bénéficient cependant d'une assistance éducative.

Le centre des jeunes détenus de Bordeaux constitue un bon exemple de ce qu'il conviendrait de réaliser dans les établissements d'une certaine importance.

2. — LE CENTRE PENITENTIAIRE DE FLEURY - MEROGIS

Un bâtiment, mis en service en 1968 au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, a été réservé à la détention de jeunes prévenus et condamnés de moins de 21 ans qui auraient été précédemment incarcérés aux prisons de Fresnes.

L'effectif global s'est élevé pour cette catégorie, au 31 décembre 1968, à 428 délinquants (1).

Le personnel socio-éducatif de l'établissement comprend :

- 1 éducateur titulaire et 7 stagiaires ;

(1) A la même date l'établissement renfermait également 74 adultes.

- 4 assistantes sociales ;
- 1 professeur d'éducation physique relevant du ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- 5 moniteurs sportifs ;
- 1 directeur de C.E.G. et 10 professeurs ou instituteurs mis à la disposition par les services de l'Education nationale ;
- 4 instructeurs techniques.

Après une courte période d'observation au quartier d'accueil, les jeunes détenus sont répartis selon leur personnalité dans les différents secteurs d'activités :

- préformation professionnelle (électricité, mécanique auto, serrurerie-soudure, menuiserie) ;
- enseignement général à temps plein ou partiel ;
- activités dirigées et enseignement pratique ;
- travail pénal de production dans cinq ateliers concédés ;
- sports.

L'importance et la diversification de l'équipe socio-éducative comme les dimensions exceptionnelles de l'établissement posent des problèmes dans l'organisation du travail, qui sont en voie d'être résolus grâce à :

- la constitution de commissions restreintes au sein de l'équipe socio-éducative pour l'examen, par exemple, de la situation des entrants, des libérables ou des transférables ;
- la mise à la disposition de tous les membres de cette équipe d'un dossier d'observation constamment mis à jour par un document de liaison ;
- la rationalisation de la préparation des activités dirigées par des éducateurs.

§ 2 — L'exécution de la relégation

Les caractéristiques essentielles de l'exécution de la relégation qui avaient été dégagées au terme de l'exercice 1967 se retrouvent en 1968 (cf. les tableaux joints en annexe).

1° La diminution de l'effectif des relégués détenus s'est en effet poursuivie et même accentuée en 1968 : de 1 102 au 1^{er} janvier 1968, l'effectif est passé à 966 au 31 décembre 1968 ; la baisse ainsi enregistrée correspond à 12,3 % de l'effectif, contre 9,7 % en 1967.

Le chiffre des relégués incarcérés aux centres pénitentiaires de Mauzac et de Saint-Martin-de-Ré s'est ainsi trouvé ramené, au 31 décembre 1968, à 564 alors qu'il était de 661 au 1^{er} janvier.

2° Cette baisse de l'effectif des relégués trouve son explication non pas dans la diminution du nombre des relégués subissant pour la première fois la peine de la relégation, dont il convient au contraire de noter la stabilité (78 en 1968, pour 79 en 1967), mais dans celle du chiffre des relégués réintégré à la suite soit d'un incident en semi-liberté, soit d'une révocation de la libération conditionnelle — 218 en 1968, pour 248 en 1967 — et surtout dans l'accentuation de la politique libérale suivie en matière de libération conditionnelle, dont l'amorce avait déjà été constatée au cours de l'exercice précédent.

C'est en effet 173 relégués, contre 136 en 1967 et 66 en 1966, qui ont été élargis en 1968 du centre pénitentiaire de Mauzac (123) et de Saint-Martin-de-Ré (50) par voie de libération conditionnelle. Dans le même temps, 142 relégués ont été transférés à partir de ces établissements vers un centre d'observation ou de semi-liberté.

C'est pourquoi le nombre des relégués ayant quitté les centres pénitentiaires de Mauzac et de Saint-Martin-de-Ré est plus largement supérieur en 1968 qu'il ne l'avait été en 1967 à celui des relégués écroués dans ces établissements pendant la même période : 389 départs en 1968 pour 296 arrivées, contre 369 départs en 1967 pour 327 arrivées.

3° Il peut paraître surprenant, par rapport aux constatations faites ci-dessus, que l'orientation suivie en 1968 par les mouvements de relégués vers les C.O.R. et les C.S.L. n'ait pas été analogue. Le nombre des relégués transférés vers ces établissements n'a en effet été que de 176 en 1968, alors qu'il avait été de 228 en 1967 et de 213 en 1966. Les raisons de cette situation sont diverses :

- Au sein de la population pénale des relégués, le nombre des condamnés subissant pour la première fois la peine de la relégation est de moins en moins important ; il représente environ 25 % de l'effectif des relégués écroués en 1968 dans les centres pénitentiaires de Mauzac et de Saint-Martin-de-Ré. Le chiffre des relégués pouvant être dirigés sur un C.O.R., qui sont sélectionnés exclusivement parmi les relégués de cette catégorie, ne peut donc que subir les conséquences de cette évolution. C'est ainsi que de 116 en 1966, ce chiffre est passé à 100 en 1967 et à 70 en 1968 ;
- Parallèlement, de plus en plus nombreux sont les relégués ayant accumulé les échecs antérieurs sous le régime soit de semi-liberté, soit de liberté conditionnelle, et pour lesquels une nouvelle tentative de resocialisation par un stage en semi-liberté s'avère très problématique. Dans ces conditions, les possibilités de sélection des relégués à destination des centres de semi-liberté sont très restreintes, et les commissions locales de classement et de

libération conditionnelle paraissent enclines davantage à les proposer pour une libération conditionnelle directe. Cette tendance est particulièrement nette au centre pénitentiaire de Mauzac où le chiffre des relégués dirigés vers un C.O.R. ou un C.S.L., en 1968, n'a été que de 66 alors qu'il avait été de 91 en 1967. Dans le même temps, le nombre des relégués élargis de cet établissement par voie de libération conditionnelle directe et de grâce a été de 120, alors qu'il n'a été que de 47 pour le centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré, où sont regroupés la quasi-totalité des condamnés accomplissant pour la première fois la peine de la relégation ;

- La part fournie dans les contingents de relégués placés en semi-liberté par les prisons pour antisociaux est devenue pratiquement inexistante, après la fermeture de la prison de Gannat en 1967 et la transformation en 1968 de la prison de Lure en centre pour relégués dont l'admission au régime de liberté conditionnelle n'est plus impérativement précédée d'une expérience de semi-liberté, mais peut intervenir sur place, sur la proposition de la commission locale des libérations conditionnelles, dont le pouvoir d'appréciation à cet égard est entier.

Les résultats obtenus dans les C.O.R. et les C.S.L., s'ils traduisent une légère augmentation des fugues (90 en 1968 contre 82 en 1967) et des exclusions (46 en 1968 contre 24 en 1967), n'en doivent pas moins être considérés comme satisfaisants, eu égard aux difficultés de sélection indiquées ci-dessus et plus encore aux difficultés de fonctionnement tenant notamment — comme il l'a été signalé en 1967 — au manque de personnel spécialisé et à la rarefaction des débouchés sur le plan du travail.

Les plus grandes difficultés rencontrées ont cependant eu trait à la recherche d'un placement pour les relégués âgés ou diminués physiquement ou psychiquement, et par conséquent incapables de subvenir à leurs besoins dans la vie libre.

La libération conditionnelle de ces derniers ne peut intervenir que s'ils viennent à être pris en charge par une institution publique ou privée.

Or, ces placements deviennent de plus en plus difficiles par suite du nombre très limité de places disponibles dans les hospices ou dans les services spécialisés dans l'accueil des diminués physiques ou mentaux, comme du fait que ces organismes sont peu enclins à recevoir des individus au lourd passé judiciaire et présentant des difficultés d'adaptation à la vie en collectivité.

L'administration s'est efforcée cependant de résoudre individuellement le plus grand nombre de ces cas en effectuant des re-

cherches sur l'ensemble du territoire lorsque les services sociaux ne pouvaient pas trouver les débouchés suffisants.

De plus, les services compétents de la direction de l'Administration pénitentiaire et de la direction des Affaires criminelles ont étudié en commun différents moyens permettant de remédier à cette situation en attendant une réforme législative des textes applicables aux multirécidivistes.

A cet égard, il apparaît de plus en plus nettement que le caractère perpétuel — et par conséquent totalement indéterminé — de la relégation ne correspond plus aux données contemporaines du multirécidivisme. S'agissant des relégués âgés ou diminués, les mesures qui leur sont applicables ne sont souvent plus d'ordre pénal, mais relèvent d'une aide sociale et médicale.

§ 3 — La semi-liberté et les permissions de sortir

A. — LA SEMI-LIBERTE

Le bilan de l'année 1968 en ce qui concerne la semi-liberté peut être considéré comme favorable. Depuis longtemps, sans support législatif et réglementaire avant 1959 et ensuite dans le cadre des dispositions du Code de procédure pénale, l'Administration pénitentiaire s'est efforcée d'implanter et de développer ce régime d'exécution de la peine, car il lui apparaît bénéfique aussi bien pour préparer au retour à la vie libre un condamné qui achève une incarcération de longue durée que pour faire exécuter de courtes peines d'emprisonnement.

Le développement et le fonctionnement même de la semi-liberté se sont heurtés — et se heurtent encore — à trop de difficultés d'ordre matériel, budgétaire, social et même psychologique pour que ne soient pas considérés comme très encourageants les progrès réalisés en 1968, même s'ils sont encore limités, ainsi que l'intérêt bienveillant que ce régime a suscité, notamment de la part des autorités judiciaires.

1. — *La semi-liberté dans le cadre du régime progressif.*

Au cours de l'année 1968, les effets du fléchissement de l'effectif des semi-libres constatés les deux années précédentes, et dont les causes ont été exposées dans les précédents rapports, ont été complètement effacés, malgré les perturbations que le marché du travail a pu connaître. Les quartiers de semi-liberté des maisons centrales à régime progressif pour hommes fonctionnent normalement, et certains d'entre eux sont occupés à pleine capacité. Il convient également de souligner les débuts favorables de la semi-liberté à la maison centrale de Muret.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des effectifs des détenus en semi-liberté dans les établissements à régime progressif depuis l'année 1963.

| EN SERVICE ETABLISSEMENTS au 1-1-1969 (1) | 1-1-1963 | 1-1-1964 | 1-1-1965 | 1-1-1966 | 1-1-1967 | 1-1-1968 | 1-1-1969 |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| M.C. Melun | 16 | 28 | 19 | 19 | 19 | 18 | 24 |
| M.C. Caen | | 14 | 16 | 15 | 12 | 19 | 14 |
| M.C. Ensisheim | 16 | 18 | 20 | 15 | 16 | 4 | 19 |
| M.C. Mulhouse | 25 | 38 | 35 | 14 | 21 | 13 | 29 |
| M.C. Muret (2) | | | | | | | 8 |
| M.C. Rennes (Femmes) | | 3 | 2 | | | 1 | 1 |
| TOTAL | 57 | 101 | 92 | 63 | 68 | 67 | 95 |

(1) A ces établissements s'ajoutait, jusqu'au 1^{er} septembre 1966, le foyer de semi-liberté de la prison-école d'Oermingen qui a été affecté, à compter de cette date, à la détention des condamnés à de courtes peines des maisons d'arrêt de Nancy et de Briey.

(2) Maison centrale mise en service le 16-8-1966.

L'application de ce régime demeure, certes, exceptionnelle au centre pénitentiaire de Rennes. L'admission des femmes à la semi-liberté soulève en effet un certain nombre de difficultés.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des effectifs de détenus en semi-liberté dans les établissements à régime progressif depuis l'année 1963.

Examiné par rapport aux décisions d'admissions prononcées au cours de l'année, le fonctionnement de la semi-liberté peut également être considéré comme satisfaisant, comme l'indique le tableau suivant:

| MAISONS CENTRALES | NOMBRE DE DÉCISIONS d'admissions prononcées | NOMBRE DE DÉTENU n'ayant pas réintégré le quartier de semi-liberté | NOMBRE D'AUTRES INCIDENTS importants | SANCTIONS PRISES | |
|----------------------|--|--|--|---------------------|-------------|
| | | | | Suspensions | Révocations |
| Mulhouse | 39 | 2 | 8 | 4 | 6 |
| Muret | 9 | | | | |
| Caen | 20 | | | | 1 |
| Melun | 28 | | | | |
| Ensisheim | 20 | 2 | | | 2 |
| Rennes | 2 | | | | |
| TOTAL | 118 | 4 | 8 | 4 | 9 |

Le nombre des révocations intervenues est particulièrement faible. Au surplus, il convient de noter que six des neuf révocations prononcées concernent des condamnés d'une maison centrale désormais réservée aux plus jeunes des condamnés adultes ayant à subir un reliquat de peine n'excédant pas quatre ans environ. Les semi-libres se trouvant dans de telles conditions ne font pas preuve d'une aussi grande stabilité et d'une aussi grande continuité dans l'effort que les condamnés à de très longues peines des autres maisons centrales.

| ETABLISSEMENTS OU LE RÉGIME DE SEMI-LIBERTÉ a été appliqué | NOMBRE de décisions d'admission prononcées | REPARTITION DES CONDAMNÉS ADMIS A LA SEMI-LIBERTÉ selon l'infraction commise | | | | | | NOMBRE DE DETENUS N'AYANT PAS RÉINTÉGRÉ le quartier ou le centre de semi-liberté | NOMBRE D'AUTRES INCIDENTS IMPORTANTS | SANCTIONS PRISES | |
|---|---|--|---|---|-----------------------|-----------------------|-------------|---|---|---------------------|--|
| | | Infractions contre les personnes | Infractions volontaires contre les personnes | Infractions et infractions au Code de la route | Abandon de famille | Autres Infractions | Suspensions | | | Révocations | |
| Centres : | | | | | | | | | | | |
| Boudet & Bordeaux. | 61 | 33 | 5 | 5 | 15 | 3 | | | 1 | 7 | |
| Maxéville & Nancy. | 93 | 78 | 1 | 1 | 7 | 2 | 3 | 40 | 3 | 13 | |
| Beaune (1) | 19 | 15 | 2 | 2 | | | | | | | |
| Quartiers de maisons d'arrêt | 1 148 | 651 | 130 | 207 | 65 | 95 | 36 | 70 | 16 | 102 | |
| TOTAUX | 1 321 | 777 | 142 | 215 | 87 | 400 | 39 | 80 | 20 | 122 | |

(1) Centre de semi-liberté mis en service le 18 novembre 1968.

2. — La semi-liberté des courtes peines.

a) Données statistiques. — Au cours de l'année 1968, 1 321 décisions d'admissions ont été prononcées au bénéfice de condamnés à de courtes peines, contre 818 au cours de l'année précédente, soit une augmentation de plus de 50 %, sans que les incidents enregistrés au cours de cette même année aient eux-mêmes augmenté (le pourcentage de révocations par rapport aux admissions prononcées est de 10 %, contre 11,2 % en 1967).

b) Mise en service du centre de semi-liberté de Beaune. — La prison de Beaune a été rendue disponible dans le courant de l'année 1968 par suite de l'affectation à la prison de Mende des condamnés dangereux qu'elle renfermait.

Les locaux de l'établissement, après avoir reçu les aménagements nécessaires, ont été convertis en centre de semi-liberté destiné aux condamnés à de courtes peines en provenance de la maison d'arrêt de Dijon, d'autres maisons d'arrêt de la région pénitentiaire, ainsi qu'éventuellement des condamnés en fin de peine en provenance de maisons centrales.

La mise en service du centre s'est effectuée le 4 novembre 1968. Le régime et les conditions de fonctionnement sont analogues à ceux de deux autres centres autonomes de Bordeaux-Boudet et de Nancy-Maxéville.

Dix-neuf semi-libres étaient placés à Beaune au mois de janvier 1969. Le reliquat de leur peine s'échelonnait de trois à onze mois.

L'implantation de la semi-liberté dans un centre autonome a rencontré un accueil très bienveillant de la part des autorités administratives et judiciaires, ainsi que des employeurs qui ont fait largement appel à cette nouvelle main-d'œuvre.

Cette attitude et ces premiers résultats constituent un encouragement pour le juge de l'application des peines et les responsables des services pénitentiaires qui ont collaboré étroitement pour assurer la mise en service du centre.

3. — Directives tendant au développement de la semi-liberté.

a) Les problèmes soulevés par l'assimilation des semi-libres aux autres travailleurs, au regard de la législation du travail et de la Sécurité sociale. — Les semi-libres, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, doivent être placés dans la même situation que les salariés libres, tant au point de vue des conditions du travail que de leur affiliation au régime de Sécurité sociale applicable à l'entreprise qui les emploie. Cette assimilation rendait nécessaire de préciser avec soin les liens contractuels existant entre l'employeur et le bénéficiaire du régime de la semi-liberté et les obligations réciproques qui en résultent.

A cet effet, une convention type de placement individuel à intervenir entre l'employeur et l'Administration pénitentiaire, stipulant au profit du semi-libre appelé lui-même à donner expressément son adhésion au contrat a été élaborée et diffusée par la circulaire du 28 septembre 1967 qui en a précisé les conditions d'établissement et d'application.

Ces prescriptions, qui ne faisaient que rappeler les dispositions générales de la législation du travail et de la Sécurité sociale, ont gêné les juges de l'application des peines et les chefs d'établissement dans la recherche des employeurs et la mise au travail des semi-libres.

Beaucoup de chefs d'entreprises habitués à contracter verbalement avec leurs employés redoutaient les conséquences d'une convention écrite, dont les clauses étaient complexes.

C'est pourquoi, donnant suite aux observations présentées par les magistrats et les fonctionnaires compétents, l'administration centrale a simplifié les termes de la convention type par une note de service du 18 juillet 1968 et a rappelé que son établissement était facultatif, dès lors que les obligations de fond résultant de la législation sociale étaient respectées.

Les aménagements ainsi apportés à la réglementation pénitentiaire paraissent avoir mis fin aux quelques difficultés qui avaient été signalées.

b) Le recours, dès le début de l'incarcération, au régime de semi-liberté pour l'exécution des courtes peines d'emprisonnement. — Les dispositions légales et réglementaires régissant le régime de semi-liberté permettent de faire subir l'intégralité d'une peine d'emprisonnement sous ce régime, dès lors que la ou les peines n'excèdent pas au total un an d'emprisonnement (art. D. 137-1° du Code de procédure pénale).

Le recours à cette forme de semi-liberté est particulièrement souhaitable dans la mesure où il permet de supprimer complètement l'effet désocialisant entraîné par l'incarcération, notamment en ce qui concerne la continuité du travail du condamné.

Les conditions d'application de la semi-liberté *ab initio* avaient été examinées et discutées au cours de plusieurs journées d'études des juges de l'application des peines, notamment lors de la session de Vaucresson, en janvier 1966 ; il avait alors été constaté à cette occasion que la semi-liberté, contrairement à l'attente des auteurs du texte, était peu utilisée comme un régime autonome *ab initio* d'exécution des courtes peines d'emprisonnement, pour diverses raisons tenant à l'état de l'équipement pénitentiaire et aussi à l'importance de la détention préventive ; en effet, le recours à la semi-liberté

ab initio — le seul permettant de conserver l'emploi — est évidemment réservé aux délinquants cités directement devant le tribunal ou maintenus en liberté provisoire.

Cependant, un sondage statistique effectué en 1964 avait montré que sur 1 695 décisions de semi-liberté, 135 avaient été prononcées immédiatement ou au cours de la première semaine de l'incarcération.

Afin de développer ce procédé et de le rendre encore plus efficace en instaurant des liaisons aussi étroites que possible entre les présidents des juridictions correctionnelles, le ministère public et les juges de l'application des peines, la Chancellerie, par circulaire du 28 décembre 1968, diffusée sous le double timbre de la direction des Affaires criminelles et des Grâces et de l'Administration pénitentiaire, a formulé un certain nombre de recommandations.

Il a été conseillé aux autorités judiciaires concernées d'établir ou de développer ces liaisons pour la recherche et la sélection des condamnés susceptibles de bénéficier d'une semi-liberté dès le début de leur incarcération. De plus, afin de faciliter l'application du régime, il y a lieu d'adapter les modalités d'exécution de la semi-liberté à la situation particulière qui résulte du fait que le condamné est déjà pourvu d'un emploi régulier dans la quasi-totalité des cas : la convention de placement écrite évoquée ci-dessus n'a pas lieu d'intervenir ; un large usage est recommandé de la faculté d'autoriser le semi-libre à percevoir lui-même son salaire, à charge d'en remettre le montant au chef d'établissement.

Il ne faut certes pas attendre de ce rappel des dispositions réglementaires un développement immédiat et très important de la semi-liberté comme mode d'exécution des courtes peines, en raison des difficultés déjà signalées ; par contre, l'accueil très favorable que la circulaire a reçu et l'intérêt manifesté par les autorités judiciaires pour l'institution de la semi-liberté laissent augurer favorablement des résultats d'une collaboration étroite entre les différentes autorités judiciaires et administratives pour l'amélioration des conditions d'exécution des sentences pénales.

B. — LES PERMISSIONS DE SORTIR

Le tableau ci-après indique le nombre :

- de permissions de sortir accordées en 1968, en distinguant selon les motifs d'octroi (les permissions de sortir accordées aux relégués préalablement à leur mise en semi-liberté ne figurent pas sur cet état) ;
- des incidents, proportionnellement très peu importants, survenus au cours de ces permissions.

**LES PERMISSIONS DE SORTIR
DELIVREES AU COURS DE L'ANNEE 1968**

| ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES | NOMBRE DE PERMISSIONS DE SORTIR DELIVREES | | | | | | TOTAL GENERAL DES PERMISSIONS de sortir | NOMBRE DE DETENUS N'AYANT PAS RÉINTÉGRÉ l'établissement d'une permission | NOMBRE D'AUTRES INCIDENTS |
|--|---|-----------------------|---|--|---|--|---|---|------------------------------|
| | Pour décès d'un proche | EN VUE d'un examen | DANS LES CAS visés aux 2 ^o 4 ^o et 5 ^o de l'art. D. 144 du C.P.P. | A TITRE DE sortie-promenade des semi-libérés (art. 144, 6 ^o) | A TITRE d'autres sorties individuelles des condamnés (art. D. 144, 7 ^o) | | | | |
| Maisons d'arrêts et centres de semi-liberté autonomes. | 164 | 57 | 303 | 880 | 19 | | 1 423 | 16 | 2 |
| Maisons centrales et établis- sements pour peines assi- milées | 59 | 28 | 35 | 271 | 62 | | 455 | 4 | 5 |
| Total | 223 | 85 | 338 | 1 151 | 81 | | 1 878 | 20 | 7 |

2

**ENSEIGNEMENT SCOLAIRE,
PROFESSIONNEL
ET ACTION ÉDUCATIVE**

L'année 1968 a été marquée, du point de vue de l'action éducative et sociale, par deux éléments majeurs :

- la sortie de la première promotion d'élèves éducateurs formés à l'Ecole d'administration pénitentiaire ;
- l'ouverture du centre des jeunes détenus de Bordeaux et la mise en service partielle de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis en faveur d'une fraction des prévenus et condamnés des prisons parisiennes n'ayant pas atteint l'âge de 21 ans.

Pour la première fois, l'Administration pénitentiaire a eu ainsi les moyens d'appliquer dans des conditions convenables un régime éducatif à la catégorie particulière constituée par les jeunes détenus en maison d'arrêt.

Jusqu'alors, l'organisation des quartiers de jeunes détenus souffrait en effet de contraintes multiples dues notamment au caractère inadéquat des locaux et à la trop grande insuffisance du personnel spécialisé.

On peut considérer désormais qu'à Bordeaux le centre des jeunes détenus comporte une infrastructure suffisante et qu'à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis les équipements et les effectifs du personnel éducatif sont incomparablement supérieurs à ceux des établissements ou quartiers de même catégorie.

On a pu se référer pour promouvoir un régime mieux adapté aux caractéristiques de la population pénale d'une maison d'arrêt formée essentiellement d'individus dont la durée de l'incarcération est le plus souvent de deux à trois mois :

- à l'expérience des quartiers de jeunes détenus existants, bien qu'ils aient fonctionné avec un effectif en personnel éducatif souvent restreint ;
- au régime du centre pénitentiaire pour jeunes condamnés d'Ecrouves, où la formation professionnelle a été adaptée à des détentions de très courte durée ;
- aux traditions éducatives de la prison-école d'Oermingen et des maisons centrales à régime progressif, qui pendant longtemps ont été les seuls établissements pourvus d'éducateurs.

Les deux nouveaux établissements ouverts en 1968 fonctionnant sous le régime auburnien, les principes suivants ont été dégagés pour la préparation des emplois du temps :

- occupation des détenus à l'extérieur des cellules le plus longtemps possible pendant la durée du service de jour ;
- répartition dans les différentes activités selon leur personnalité.

Une première période d'accueil et d'observation est toutefois nécessaire à la détermination du programme de rééducation ; elle doit être réduite au temps minimum indispensable pour combattre le « choc psychologique » consécutif à l'incarcération et préciser les conditions d'orientation effectuées compte tenu des éléments suivants :

- instructions particulières concernant éventuellement l'intéressé (isolement ou séparation d'autres détenus prescrite par l'autorité judiciaire) ;
- niveau professionnel et général déjà acquis ;
- aptitudes et personnalité.

I. — ENSEIGNEMENT

L'effort d'adaptation de la pédagogie aux jeunes adultes s'est poursuivi avec succès en 1968.

L'enseignement, surtout dans les établissements disposant d'un service éducatif important, est présenté de plus en plus sous une forme nouvelle qui tient compte des intérêts des sujets à rééduquer, de leur âge mental et non seulement de leur âge réel.

On peut dire que la pédagogie se révèle curative et a acquis une valeur thérapeutique.

L'action éducative s'individualise par l'adoption de matériel autocorrectif et par la confection de fiches personnalisées et graduées qui constituent une véritable pédagogie différentielle.

Elle s'ouvre sur la vie par l'utilisation contrôlée et raisonnable des moyens d'enseignement audio-visuels.

Durant l'année 1968, 13 498 détenus ont bénéficié de l'éducation morale et l'assistance scolaire, contre 12 205 en 1967, 9 409 en 1966, 6 553 en 1965 et 5 541 en 1964.

Les élèves, plus nombreux dans les régions à forte population, se répartissent ainsi :

| | | | |
|--------------------------|-------|-----------------------|-------|
| Région de Bordeaux | 1 650 | Région de Paris | 3 587 |
| — Dijon | 616 | — D.O.M. | 120 |
| — Lille | 1 913 | — Toulouse | 854 |
| — Lyon | 942 | — Strasbourg | 2 138 |
| — Marseille | 942 | — Rennes | 856 |

Huit régions sur neuf sont en progrès :

| | | | |
|-----------------|--------------|------------------|-------------|
| Bordeaux | + 665 élèves | Paris | + 40 élèves |
| Dijon | + 77 — | Rennes | + 51 — |
| Lille | + 54 — | Strasbourg | + 113 — |
| Marseille | + 220 — | Toulouse | + 270 — |

A ces chiffres il convient d'ajouter la maison centrale de Saint-Denis-de-la-Réunion, avec cent vingt scolarisés.

L'enseignement par correspondance a marqué une nette progression en métropole, puisqu'il est passé de 2 044 inscrits en 1966 à 2 200 en 1967 et 2 845 en 1968, cela malgré la « concurrence » des classes.

| | | | |
|--------------------------|-----|-----------------------|-------|
| Région de Bordeaux | 348 | Région de Paris | 1 051 |
| — Dijon | 169 | — Rennes | 193 |
| — Lille | 211 | — Strasbourg | 328 |
| — Lyon | 79 | — Toulouse | 295 |
| — Marseille | 170 | | |

Dans les D.O.M. (La Réunion et Cayenne), il y a six inscrits.

*

**

L'équipement en postes de radio et de télévision, qui se poursuit, doit permettre le développement des cours du Centre national de télé-enseignement du ministère de l'Éducation nationale (C.N.T.E.), 60, avenue du Lycée, 92 Vanves.

Les chefs d'établissements ont été invités à faire connaître les cours par correspondance et à diffuser les documents et fiches d'accompagnement de l'Institut pédagogique national.

Les cours de l'Éducation nationale ont été suivis en 1968 par 578 élèves, ceux donnés par Auxilia l'ont été par 1 806, et ceux d'organismes divers par 464.

*

**

Le nombre des classes ouvertes dans les établissements pénitentiaires est de 355, comprenant 242 classes élémentaires et 113 classes du premier cycle et technique (il est à noter que plusieurs classes

fonctionnent par roulement dans le même local et qu'un enseignant peut avoir la charge de plusieurs classes).

| | | | |
|-----------------|------------|------------------------|------------|
| Bordeaux | 29 classes | Paris | 63 classes |
| Dijon | 21 — | Rennes | 36 — |
| Lille | 56 — | Strasbourg | 69 — |
| Lyon | 22 — | Toulouse | 23 — |
| Marseille | 35 — | D.O.M. (Réunion) | 1 — |

*
**

L'effort principal des enseignants porte sur le cycle élémentaire, où les élèves progressent de la classe du cours préparatoire au cours élémentaire, au cours moyen et à la classe de fin d'études.

Les résultats ne peuvent être toujours sanctionnés par des examens, mais ils sont importants : on note des progrès, une amélioration du comportement et moins de récidivistes parmi les scolarisés.

L'enseignement du premier cycle (6^e à 3^e de C.E.G.) et technique est donné dans des classes et par correspondance.

L'enseignement du second cycle et l'enseignement supérieur sont exclusivement donnés par correspondance, par radio-télé-enseignement ou par des assistants de faculté.

*
**

Le centre scolaire de la maison d'arrêt de Paris, créé le 13 novembre 1967 est passé de cinq postes à dix-huit postes à temps complet et répartis entre des professeurs de C.E.G. (4), des maîtres de l'enfance inadaptée (4), dix postes primaires, plus un poste de directeur d'école et quatre professeurs de C.E.G. à temps partiel.

Ce centre scolaire a des classes dans tous les établissements relevant des juridictions parisiennes : la Petite-Roquette, la Santé, Fresnes et Fleury-Mérogis.

Des centres d'examens sont ouverts au centre scolaire de la maison d'arrêt de Paris (C.E.P., B.E.P.C., bac, diplômes supérieurs) ; celui-ci constitue également un centre expérimental de l'Institut pédagogique national pour la mise à jour des fichiers d'enseignement individualisé pour adultes et pour la radio-télévision scolaire.

En outre, des maîtres en stage au Centre national de pédagogie spéciale, qui préparent le certificat d'aptitude à l'enseignement des inadaptés (option : troubles du caractère et du comportement), sont accueillis dans les classes d'application, ainsi que tous les élèves éducateurs en stage à l'École d'administration pénitentiaire.

Un second centre scolaire pénitentiaire a été créé à Toul-Ecrouves. Il comprend cinq postes, dont un de professeur de l'enfance inadaptée.

Dans le département du Nord, le centre scolaire pénitentiaire de Loos-lès-Lille regroupe les classes de la maison d'arrêt et du centre de jeunes condamnés qui sont au nombre de cinq à temps complet (2 postes de professeur de C.E.G., 1 professeur de classe terminale pratique, 1 professeur de l'enfance inadaptée et 1 instituteur) et deux à temps partiel (1 professeur de lycée et 1 professeur d'enseignement général de l'enseignement technique), ainsi qu'un instituteur détaché par l'armée.

Il faut citer également les centres de Douai, Bordeaux - Gradi-gnan, Marseille, Lyon, ayant chacun deux postes.

Ces centres scolaires pénitentiaires, auxquels il convient d'assimiler les classes de la prison-école d'Oermingen, sont particulièrement efficaces quand ils sont, comme c'est souvent le cas, jumelés avec des ateliers de préformation ou de formation professionnelle.

215 instituteurs et professeurs de l'Education nationale sont en fonction dans les établissements pénitentiaires, contre 124 en 1965, 137 en 1966 et 168 en 1967, qui se répartissent ainsi : 55 à temps complet et 147 à temps partiel rémunérés par l'Education nationale, 5 rémunérés à la vacation par l'Administration pénitentiaire, 8 bénévoles.

*
**

En 1968, 890 diplômes ont été délivrés sur 1 127 candidats présentés.

| | Présentés | Reçus |
|---------------------------------------|-----------|-------|
| C.E.P. | 635 | 489 |
| F.P.A. | 287 | 247 |
| (suppression de la F.P.A. à Ecrouves) | | |
| C.A.P. | 58 | 37 |
| Brevets | 93 | 74 |
| Bac | 19 | 15 |
| Diplômes supérieurs | 35 | 28 |

*
**

Les résultats s'établissent ainsi par région pénitentiaire :

| | En 1968 | En 1967 |
|-----------------------------|---------|---------|
| <i>Nombre de diplômes :</i> | | |
| Bordeaux | 59 | 64 |
| Dijon | 31 | 11 |
| Lille | 117 | 70 |
| Lyon | 47 | 39 |
| Marseille | 35 | 26 |
| Paris | 174 | 113 |
| Rennes | 66 | 52 |
| Strasbourg | 282 | 226 |
| Toulouse | 68 | 38 |
| T.O.M. | 11 | 0 |

*

**

L'effort d'équipement des classes en mobilier et en matériel pédagogique d'enseignement individualisé (fichiers autocorrectifs) et en moyens audio-visuels s'est poursuivi au cours de l'année 1968, et des installations convenables ont été réalisées.

Une aide importante a été apportée en ce domaine par de nombreux conseils généraux qui ont accordé des subventions pour l'équipement et le fonctionnement des classes départementales de jeunes inadaptés sociaux ouvertes dans les établissements pénitentiaires.

Le montant de la subvention attribuée est, en moyenne, de 3 000 francs pour une maison d'arrêt ordinaire.

*

**

Pour promouvoir la pédagogie en milieu pénitentiaire, il a été procédé, en 1968, à des contrôles pédagogiques portant sur le personnel chargé de l'éducation dans 37 établissements implantés dans 33 localités différentes, au cours de 20 inspections en province et de 18 dans la région parisienne.

Ces contrôles ont porté sur l'observation et la rééducation des détenus, l'éducation morale et l'assistance scolaire, les cours par correspondance, la formation professionnelle, l'éducation physique et sportive, la pédagogie de groupe à travers les activités éducatives et de loisir : lecture et bibliothèque, cercles de lecture, radio, télévision et télé-club, cinéma et ciné-club, cercles de peinture et d'art plastique, philatélie, échecs, art dramatique, journal, musique, chorale, disques, bricolage et aéro-modélisme, photo-club, etc., et l'organisation de cercles-débats et clubs culturels divers selon les techniques de l'éducation des adultes.

Un fichier complet a été dressé à l'occasion du contrôle de l'activité des éducateurs.

C'est ainsi que le contrôle a porté :

- sur le travail d'observation confié aux éducateurs : effectif attribué, nombre et fréquence des entretiens individuels, conditions dans lesquelles ils se font, local, jours, heures, principaux sujets évoqués, rapports et dossiers établis ;
- sur l'animation des activités éducatives : enseignement et activités de groupe (énumération des activités, description, horaires, composition des groupes, nombre de participants, âge, niveau intellectuel, comportement, difficultés rencontrées, résultats) ;
- sur les tâches des éducateurs, autres que celles d'animateur culturel ;
- sur l'emploi du temps précis du travail hebdomadaire effectué.

Enfin, l'établissement du fichier pédagogique a été poursuivi : 156 fiches sont éditées à ce jour, destinées à tous les personnels chargés de l'éducation. Il y a lieu de souligner l'aide importante apportée par l'*Institut pédagogique national* : documents pour la classe, enseignement par correspondance, bulletin de liaison, dossiers documentaires, cahiers pédagogiques, enseignement des techniques industrielles, enseignement économique et commercial, courrier de la recherche pédagogique, dossiers pédagogiques de radio-télé-enseignement des cycles élémentaires et premier et deuxième cycles..., qui se concrétise par la mise à la disposition des classes fonctionnant dans les établissements pénitentiaires de postes de radio et de télévision à des fins d'enseignement.

II. — ORGANISATION

DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La plupart des projets d'ateliers de formation ou de préformation professionnelle au profit des jeunes adultes de 18 à 21 ans annoncés dans le rapport général de l'année 1967 ont été réalisés ou sont en voie de l'être.

Au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, les huit ateliers projetés sont aménagés et ont reçu la plus grande partie de leur matériel et de leur outillage. Cinq instituteurs sont en fonction.

Deux ateliers étaient prévus au centre de jeunes détenus de Bordeaux-Gradignan. Ils sont en cours d'aménagement et d'équipement, et les deux instructeurs sont en place.

Il en est de même de la maison centrale de Loos. L'installation des deux ateliers envisagés se termine et les deux instructeurs sont recrutés.

Un nouvel atelier a pu être également créé au centre pénitentiaire d'Ecrouves.

D'autres créations sont encore envisagées dans un proche avenir, et en premier lieu celle d'ateliers à la maison centrale de Toul.

La liste complète des sections de formation ou de préformation professionnelle existant dans les établissements pénitentiaires est donnée ci-contre. Il existe actuellement 39 sections offrant 537 places permettant de former environ 1 500 jeunes détenus. Mais il faut rappeler que, pour les garçons, 2 100 condamnés de moins de 21 ans étaient incarcérés à la fin de l'année 1968, les prévenus étant au nombre de 3 600 (1).

L'organisation et le contenu de l'enseignement professionnel dans les maisons d'arrêt posent un problème particulier.

En effet, dans les établissements pour longue ou moyenne peine, tels que le centre pénitentiaire d'Oermingen et la maison centrale de Loos, la durée de la détention est suffisante pour que la formation donnée soit identique à celle des centres de formation professionnelle des adultes au ministère du Travail. Les stages de six à neuf mois sont sanctionnés par un examen passé sous le contrôle de cet organisme et par la délivrance du même diplôme.

En revanche, dans les maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis et de Loos, au centre de jeunes de Bordeaux et au centre pénitentiaire d'Ecrouves pour courte peine, il n'est pas possible, à cause de la brièveté du séjour, de donner à ces jeunes hommes une formation professionnelle complète. Des stages de courte durée — environ deux mois — ont donc été organisés. Ils permettent de donner soit une préformation dans un métier déterminé, soit une formation plus générale mais moins spécialisée, par exemple dans les travaux du fer et du bâtiment. Dans tous les cas, la formation reçue développe l'habileté manuelle et peut, à la libération, faciliter l'apprentissage d'un métier particulier, les intéressés pouvant se faire admettre dans un centre de F.P.A. ou comme ouvrier spécialisé par un employeur qui aura reconnu en eux une certaine adresse.

On conçoit donc que le contenu de l'enseignement à donner pour que les jeunes retirent le bénéfice maximum de leur court passage dans un atelier d'apprentissage revêt une importance capitale. A cet

| (1) Détenus de moins de 21 ans : | Garçons | Filles |
|----------------------------------|---------|--------|
| Prévenus | 3.600 | 190 |
| Condamnés à moins de 1 an | 1.300 | 35 |
| Condamnés de 1 à 3 ans | 650 | 3 |
| Condamnés à plus de 3 ans | 150 | 5 |

égard, l'harmonisation de l'enseignement scolaire avec l'enseignement professionnel doit faire l'objet en 1969 d'une étude approfondie à laquelle l'association pour la formation professionnelle des adultes a bien voulu accepter de prêter son concours, manifestant ainsi une fois de plus l'intérêt qu'elle porte aux efforts développés dans ce domaine par l'Administration pénitentiaire.

SECTIONS DE FORMATION ET PREFORMATION PROFESSIONNELLE DANS LES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES (Nombre de places)

CENTRE PENITENTIAIRE D'OERMINGEN

- * Jeunes adultes condamnés
- * Formation normale F.P.A.

| | |
|----------------------------|----|
| Tournage | 10 |
| Fraisage | 10 |
| Soudage | 15 |
| Plomberie | 15 |
| Chauffage central | 15 |
| Electricité bâtiment | 15 |
| Menuiserie | 15 |
| Maçonnerie et B.A. | 15 |
| Plâtrerie | 15 |
| Peinture | 15 |
| Jardinage | 15 |

MAISON CENTRALE DE LOOS

- * Jeunes adultes condamnés
- * Formation normale F.P.A.

| | |
|----------------------------|------|
| Serrurerie | 15 a |
| Electricité bâtiment | 15 a |
| Mécanique auto | 12 |

CENTRE PENITENTIAIRE D'ECROUVES

- * Jeunes adultes condamnés à une courte peine
- * Préformation

| | |
|--------------------------|------|
| Tournage | 10 |
| Fraisage | 10 |
| Serrurerie-soudage | 15 |
| Tôlerie | 15 |
| Plomberie | 15 a |
| Menuiserie | 15 |
| Charpente bois | 15 |
| Maçonnerie | 15 |
| Plâtrerie | 12 |
| Peinture | 12 |

a) Sections devant ouvrir prochainement.

PRISON DE FLEURY - MEROGIS

* Jeunes adultes prévenus

* Préformation

| | |
|----------------------------|------|
| Mécanique générale | 15 a |
| Serrurerie | 15 a |
| Serrurerie | 15 b |
| Mécanique auto | 15 |
| Electricité bâtiment | 15 |
| Plomberie | 15 b |
| Menuiserie | 15 a |
| Maçonnerie | 15 b |

MAISON D'ARRET DE LOOS

* Jeunes adultes prévenus

* Préformation

| | |
|------------------|----|
| Serrurerie | 15 |
| Menuiserie | 15 |

MAISON D'ARRET DE BORDEAUX

* Jeunes adultes prévenus

* Préformation

| | |
|------------------|------|
| Serrurerie | 12 a |
| Menuiserie | 12 a |

MAISON D'ARRET DE LAVAL

* Condamnés adultes

* Formation normale F.P.A.

| | |
|------------------|----|
| Maçonnerie | 15 |
|------------------|----|

MAISON CENTRALE DE RIOM

* Condamnés adultes nord-africains

* Formation normale F.P.A.

| | |
|-----------------|----|
| Plomberie | 12 |
|-----------------|----|

MAISON CENTRALE D'ENSISHEIM

* Condamnés à une longue peine

* Formation et production associées

| | |
|------------------|---|
| Menuiserie | 5 |
|------------------|---|

TOTAL DES PLACES 537

MAISON CENTRALE DE TOUL

(EN PROJET)

* Jeunes adultes condamnés

| | |
|-------------------------------|----|
| Deux sections à choisir | 30 |
|-------------------------------|----|

a) Sections devant ouvrir prochainement.

b) Sections en préparation.

III. — LE FONCTIONNEMENT DES BIBLIOTHEQUES

Au cours de l'année 1968, le nombre des volumes achetés s'est élevé à 19 368.

Afin d'assurer une meilleure sélection des ouvrages qui tiennent compte des goûts, de l'âge moyen, du niveau intellectuel des lecteurs et qui vise en même temps à les améliorer, il a été demandé aux éducateurs des établissements pénitentiaires de dresser une double liste : celle des ouvrages les plus demandés par la population pénale et celle des ouvrages qu'il leur paraît souhaitable de mettre en circulation.

Le choix de la bibliothèque centrale s'est effectué en tenant compte de ces suggestions.

Par ailleurs, des directives ont été données pour développer l'organisation en détention de travaux de brochage et de reliure. Ces activités en effet, outre qu'elles contribuent à combattre l'oisiveté de la population pénale, permettent de réaliser des économies substantielles en évitant des frais de transport, en même temps qu'elles allègent considérablement les sujétions des ateliers de la maison centrale de Melun.

IV. — L'EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

Actuellement, l'éducation physique et sportive est convenablement organisée dans 45 établissements (8 maisons centrales et 37 maisons d'arrêt) par des instructeurs suffisamment spécialisés.

Enseignants à temps complet mis à la disposition de l'Administration pénitentiaire par le ministère de la Jeunesse et des Sports :

| | |
|--------------------------------|---|
| — Professeurs titulaires | 4 |
| — Maîtres titulaires | 4 |
| — Maîtres auxiliaires | 2 |

TOTAL DES ENSEIGNANTS 10

Vacataires rémunérés par les services de la Jeunesse et des Sports 10
(au lieu de 7 en 1967)

Vacataires rémunérés par le ministère des Armées 2
Vacataires rémunérés par l'Administration pénitentiaire .. 28

Personnels de l'Administration pénitentiaire :

- 18 surveillants à temps complet ;
- Des surveillants à temps partiel ;
- Les éducateurs de certains établissements.

Les nouveaux postes à temps complet institués dans les prisons concernent le centre des jeunes détenus de Bordeaux, la maison centrale de Muret et la maison d'arrêt de Nice.

Sur le plan des équipements, un terrain de sport a été aménagé à la maison d'arrêt de Toulon et des équipements complémentaires implantés à Marseille et à la prison-école de Loos.

Il faut relever enfin que les nouvelles maisons d'arrêt de Fleury-Mérogis et de Bordeaux sont dotées d'installations sportives.

V. — LE SERVICE SOCIAL

Le service social continue à remplir sa fonction d'aide aux délinquants sur le plan matériel et sur le plan psychologique malgré l'insuffisance du nombre des assistants sociaux et assistantes sociales signalée par ailleurs.

Il s'est efforcé de limiter le préjudice causé aux familles des détenus par le fait de l'incarcération en concertant son action avec celle des services sociaux familiaux ou des services sociaux spécialisés.

Dans le domaine du reclassement professionnel des délinquants et grâce à une collaboration constante avec les bureaux de main-d'œuvre, la remise au travail des intéressés a pu se réaliser sans trop de difficultés. Il convient cependant de souligner que l'instabilité des bénéficiaires de cette aide a entravé, en bien des cas, la réussite de leur réinsertion sociale.

Une commission composée d'assistants sociaux chefs et d'assistantes sociales s'est réunie en février 1968 pour étudier le contenu et les limites de la fonction d'assistant de service social ; il a été constaté que si le service social concourt à la réadaptation des délinquants — ce qui ne va pas sans rééducation — il ne peut le faire seul et indépendamment des autres services. Chacun doit en effet se sentir concerné dans cette œuvre humaine qui incombe à l'Administration pénitentiaire.

Le service social s'oriente donc vers une action commune au sein d'une équipe dans laquelle le personnel administratif et de surveillance, les éducateurs, les instituteurs et le personnel médical et para-médical ont leur rôle à jouer aussi bien que les assistants et assistantes.

3

TRAVAIL PÉNAL

Si l'année 1967 avait été marquée par une pause dans le développement du travail pénal, la reprise d'activité a été sensible au contraire en 1968 et, malgré l'influence d'événements extérieurs défavorables, des progrès importants peuvent être constatés dans tous les domaines.

I. — PROGRESSION DU TRAVAIL PENAL EN 1968

En 1968 le montant total des feuilles de paie a dépassé pour la première fois le chiffre de 30 millions (30 712 186 F) marquant par rapport à celui de 1967 (27 200 697 F) une progression de 12,90 %. La perception totale de l'Etat, à elle seule s'est accrue de 1 360 000 francs pour atteindre la somme de 12 922 000 francs. La perception de la Sécurité sociale a progressé de manière encore plus sensible (13,91 %).

Si l'on analyse les résultats obtenus dans les diverses catégories d'emplois, on constate que les feuilles de paie de la régie industrielle ont progressé de 16,37 % et celles de la concession de 13,45 %.

Ce développement correspond à une augmentation du nombre des détenus au travail qui passe de 14 333 à 14 869, malgré les conditions défavorables créées par l'accroissement de la population pénale dont l'effectif moyen s'établit à 34 700 détenus (33 630 en 1967), le pourcentage des détenus occupés progresse légèrement (42,84 % pour 42,61 % en 1967).

Mais, cette progression ne se répartit pas de manière uniforme entre toutes les branches d'activités :

On constate en effet un recul des travaux de bâtiment qui ne représentent plus que 5,87 % des emplois (6,45 % en 1967).

La régie et la concession développent, en chiffres absolus, le nombre de leurs employés mais leur part dans l'ensemble des activités diminue légèrement.

En fait, seuls les services généraux se développent à la fois en pourcentage et en chiffres absolus, passant de 4 571 détenus en 1967 (31,89 % des détenus occupés) à 4 901 en 1968 (32,96 %).

Il reste cependant qu'en 1968 les concessionnaires de main-d'œuvre pénale ont créé environ 260 emplois nouveaux malgré les perturbations apportées par les événements de mai dans le fonctionnement des entreprises privées. En ce qui concerne les salaires, on peut noter également une amélioration par rapport à l'année précédente. Le salaire journalier moyen passe de 6,32 à 6,88 francs. Dans les établissements de longues peines, le salaire journalier en concession atteint 12,74 francs (au lieu de 11,38 en 1967) tandis que le

salaires moyen des ouvriers de la régie s'établit à 10,93 francs. Ces résultats peuvent être attribués pour une bonne part au relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti.

II. — INCIDENCE DES EVENEMENTS DE MAI 1968

Les événements survenus au mois de mai 1968, et l'interruption de l'activité économique qui en est résultée, ne sont pas restés sans conséquences sur le travail des détenus.

Il a paru intéressant de comparer les effets de ces événements sur la production industrielle du pays d'une part, et d'autre part, sur la production des établissements pénitentiaires. Les deux graphiques ci-contre permettent d'effectuer cette comparaison.

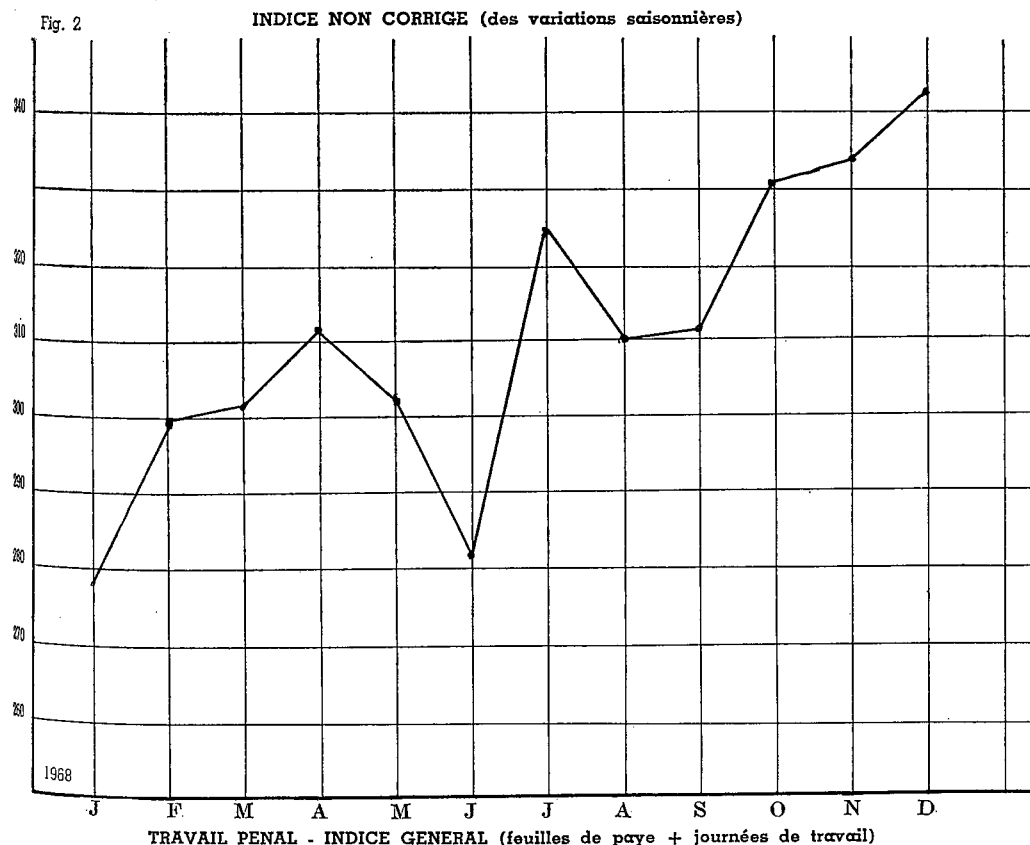
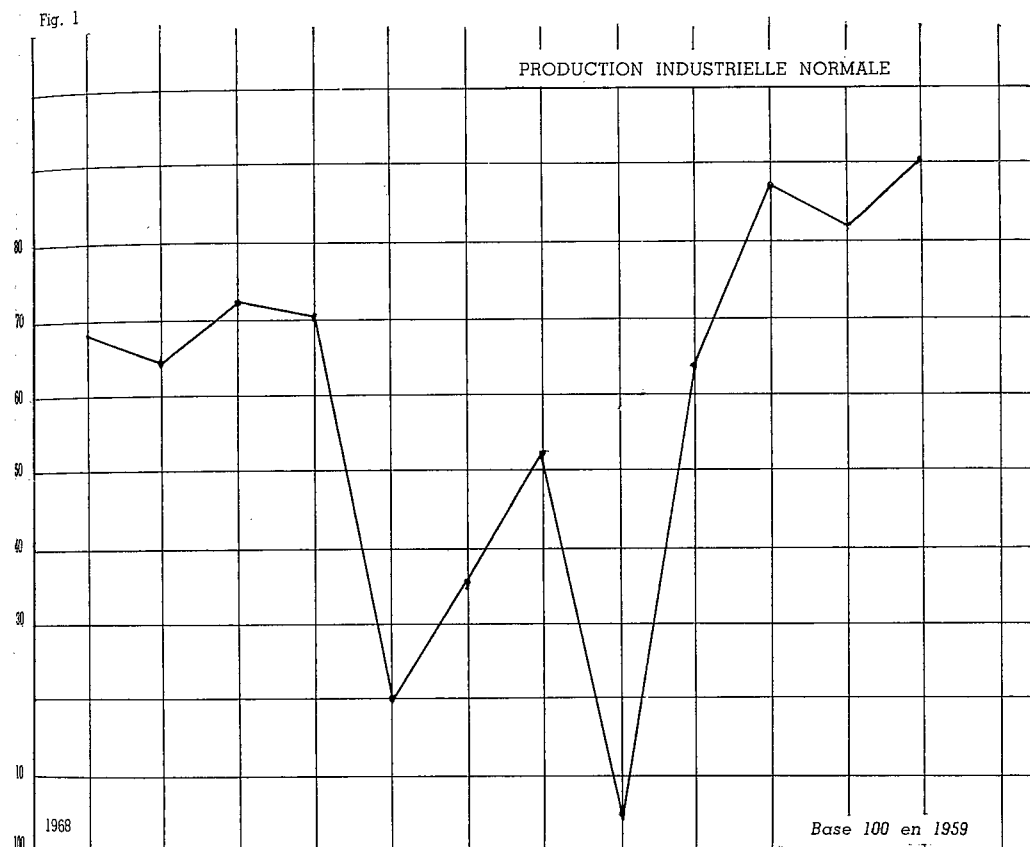
L'un des deux reproduit la courbe de la production industrielle de la France telle qu'elle résulte de l'indice non corrigé des variations saisonnières. La courbe du travail pénal (fig. 2) a été établie d'après un indice moyen tenant compte du nombre de journées de travail et du montant des feuilles de paie.

Pour connaître l'évolution du travail pénal il est en effet impossible de se fonder sur la production réelle ; l'administration n'ayant ni les moyens ni le droit de comptabiliser les fabrications de ses concessionnaires. Mais le montant des salaires versés traduit assez exactement l'activité des ateliers puisque la plupart des détenus sont payés à la tâche.

Néanmoins dans l'hypothèse d'une augmentation des tarifs, il convient de corriger les indications de la courbe des feuilles de paie dont la hausse ne traduit dès lors plus un accroissement de la production. C'est ici qu'intervient à titre de correctif le nombre de journées de travail. Cet élément permet de mesurer l'importance de l'effectif au travail ; il ne peut toutefois être utilisé seul, car, pendant les périodes de ralentissement d'activité, il est fréquent qu'on maintienne les postes de travail en répartissant sur l'ensemble des détenus présents la production à effectuer ; ce qui entraîne évidemment une diminution des rétributions individuelles.

Il est donc nécessaire pour avoir une idée aussi exacte que possible de l'activité du travail pénal, de conjuguer les données qui résultent à la fois des effectifs au travail et du niveau des rémunérations. On constatera sur la courbe relative à l'évolution du travail pénal en 1968, qu'un ralentissement d'activité important s'est produit dans le courant du mois de juin. Il s'agit évidemment des conséquences des événements de mai.

Au contraire, la courbe de la production industrielle française, après avoir accusé une chute pendant le mois de mai, prend une



orientation ascendante dès le mois de juin. Les différences entre les deux mouvements s'expliquent aisément; pendant tout le mois de mai, l'activité s'est maintenue à peu près à son niveau normal dans les établissements pénitentiaires qui étaient évidemment à l'abri des mouvements sociaux. Mais, dès le mois de juin, les stocks de matières premières se sont trouvés épuisés. La désorganisation des circuits de distribution n'a pas permis que les prisons soient immédiatement alimentées. Ceci explique que l'activité des établissements pénitentiaires continuait à décroître alors que la production industrielle nationale redémarrait.

Il n'en demeure pas moins que le ralentissement d'activité en milieu pénitentiaire, pour sensible qu'il ait été, n'a pas pris une ampleur catastrophique puisque la courbe du travail pénal s'est retrouvée en juin à son niveau de janvier. Il n'en a pas été de même pour la production industrielle qui était tombée en mai à un niveau proche de celui qu'elle connaît au mois d'août lors de la grande chute d'activité due aux congés annuels.

En ce qui concerne d'ailleurs ces variations saisonnières on doit noter, une fois de plus, combien elles sont peu sensibles dans les établissements pénitentiaires. Pendant les mois d'août et septembre il se produit certes un ralentissement d'activité chez les concessionnaires, mais très rares sont les ateliers dont la production est purement et simplement interrompue. La comparaison entre les deux graphiques précités confirme donc la protection dont jouit le travail pénal vis-à-vis des fluctuations de la conjoncture économique générale mais elle en marque aussi la limite.

On peut en effet considérer que l'autonomie dont dispose les ateliers pénitentiaires ne dépasse guère trois semaines en moyenne et qu'en raison d'une « inertie » plus grande, les effets d'un ralentissement d'activité s'y font sentir plus longtemps qu'à l'extérieur.

III. — RELEVEMENT GENERAL DES TARIFS

Parmi les conséquences des événements de mai, figure le relèvement du S.M.I.G. décidé par le décret n° 68-498 du 31 mai 1968. Le taux fixé était exceptionnellement élevé puisqu'il variait entre 35 % et même 38 % dans les régions affectées par la suppression des abattements de zones. Or, une clause des conditions générales d'emploi de la main-d'œuvre prévoit expressément l'indexation sur le S.M.I.G. des tarifs pratiqués par les concessionnaires.

L'application de cette règle n'avait jamais donné lieu à des difficultés particulières en raison de la faiblesse des taux retenus

précédemment. Il ne pouvait en être de même pour une hausse brutale de 35 %. Il était à craindre en effet que bon nombre d'activités marginales maintenues dans les maisons d'arrêt cessent d'être rentables et par conséquent disparaissent. Mais il convenait également que les fabrications à caractère industriel subissent la hausse fixée pour que ne soient pas accrues les disparités existant entre les salaires des détenus et ceux des ouvriers libres.

Les directeurs régionaux des services pénitentiaires furent donc invités à adapter les majorations imposées à la situation particulière de chaque établissement et même de chaque concessionnaire. Ils furent autorisés en outre à accorder un échelonnement dans le relèvement des tarifs; dans les établissements de longues peines, le taux de 35 % sera atteint par paliers à la fin du 1^{er} trimestre 1969.

En ce qui concerne la régie industrielle une circulaire du 21 juin 1968 prescrivait une augmentation des tarifs de 10 %. L'ensemble des mesures prises en ce qui concerne la concession et la régie explique la majoration substantielle des salaires relevée dans les statistiques de l'année écoulée.

IV. — MISE EN SERVICE DE NOUVEAUX ATELIERS

L'année 1968 a été marquée par la mise en service partiel des ateliers de deux établissements : la maison d'arrêt d'Amiens, en cours de rénovation et la maison d'arrêt des hommes à Fleury-Mérogis. Pour le premier de ces établissements la pénurie en personnel de surveillance n'a permis le fonctionnement que d'un seul atelier neuf sur six; il est envisagé d'en ouvrir deux autres dans le courant de l'année 1969; il est prévu d'y implanter notamment une entreprise spécialisée dans l'ébénisterie des téléviseurs.

Le centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis a commencé à être mis en service pendant le mois de mai. Le fait qu'une seule tripale, la D2, devait être ouverte initialement et réservée aux mineurs de 21 ans posait en outre de nombreux problèmes. Les difficultés particulières que soulève le travail des jeunes détenus ont été exposées dans le rapport annuel pour l'exercice 1967. Indépendamment de leur instabilité, de leur défaut de qualification et de leur indiscipline, on avait noté que les jeunes étaient insuffisamment productifs en raison de l'emploi du temps trop diversifié qui leur était appliqué.

L'administration s'est efforcée de porter remède à cette situation en utilisant les possibilités exceptionnelles offertes par le centre de Fleury-Mérogis. Cet établissement possède en effet sur le plan du travail deux atouts très sérieux qui sont la qualité et la taille

des locaux destinés à des ateliers et d'autre part sa situation à proximité de Paris, c'est-à-dire dans une région où un grand nombre d'entreprises désirent soit s'installer soit se maintenir. Le nombre des candidatures à une concession de main-d'œuvre pénale — qui dépasse les possibilités offertes — en apporte d'ailleurs la confirmation.

L'administration qui, pour la première fois n'était pas dans la position du demandeur vis-à-vis de l'entreprise privée, a donc pu imposer l'emploi de jeunes détenus par les concessionnaires ; mais en contrepartie — pour que les frais importants engagés par ces derniers s'avèrent rentables — elle a garanti une durée hebdomadaire de travail de 40 heures. En partant sur ces bases économiquement saines, le travail des jeunes s'est rapidement révélé productif malgré les difficultés inhérentes à toutes les mises en service.

Au mois de décembre 1968, 123 jeunes étaient employés sous le régime de la concession. Un atelier est spécialisé dans le travail du plastique (soudure, confection de sacs, etc.) ; une autre entreprise fabrique des articles de ménage vendus dans les grands magasins : séchoir à linge en tube plastifié, sèche-pulls, housse de table à repasser en toile amiantée. Un troisième concessionnaire enfin, produit de petits articles métalliques, emboutis sur presses, puis montés.

Mais le centre de Fleury-Mérogis n'a pas posé seulement le problème de la mise au travail des jeunes détenus. La grande originalité de cette maison d'arrêt est de posséder des ateliers d'une taille jusqu'à présent sans égal en France ; l'existence de ces vastes locaux n'a pas été sans retentir sur la destination pénale de l'établissement. Des ateliers de cette importance appellent en effet des activités industrielles mécanisées, mais ce type de production suppose qu'une partie du moins des détenus consacrent au travail un temps suffisant pour pouvoir utiliser correctement le matériel qui lui est confié. Les prévenus ne fournissent évidemment aucune garantie de stabilité. Ainsi s'est trouvé posé le problème de l'affectation dans les ateliers de Fleury-Mérogis d'un certain nombre de condamnés adultes.

Dès le mois d'octobre 1968 une entreprise déjà implantée à Fresnes s'est installée à Fleury-Mérogis. Elle emploie des condamnés à des travaux de polissage de pare-chocs en sous-traitance d'un grand fabricant d'automobiles français : les tarifs pratiqués sont parmi les plus élevés de tous les établissements pénitentiaires ; la rémunération moyenne de l'atelier est en effet de 27 francs — et le plus haut salaire mensuel atteint 1 260 francs.

La présence de condamnés adultes a permis de tenter une expérience qui avait déjà été évoquée dans le rapport annuel pour l'exercice 1967.

Il s'agit de réaliser dans un atelier un « amalgame » d'adultes et de mineurs de 21 ans. Il a été constaté en effet que les détenus plus âgés sont naturellement respectés et imités par les plus jeunes. On pouvait donc espérer que l'ardeur au travail des premiers serait communicative ; d'autre part un certain nombre de détenus, juridiquement mineurs civils, ont atteint un degré de développement mental qui les pousse à s'intégrer au monde des adultes.

Les mêler à des hommes faits dans un atelier avait donc l'avantage, non seulement de recréer un environnement humain comparable à celui des ateliers de l'extérieur, mais encore de traiter les jeunes en adultes. Mais il convenait d'éviter évidemment les risques d'une contamination des jeunes par les adultes. Il fallait donc choisir un type d'activité où chaque ouvrier ait un poste de travail défini, où les déplacements soient restreints au maximum et où par conséquent les risques d'apartés et de communications soient très réduits ; d'autre part, il était prévu que les deux catégories pénales seraient incarcérées dans des quartiers différents. Cette expérience a été tentée dans un atelier de confection, et on peut la considérer d'ores et déjà comme probante. Aucun incident n'a pu être attribué à l'« amalgame », on a constaté au contraire que les jeunes employés dans cet atelier montraient une attention au travail nettement supérieure à celle que manifestent leurs camarades employés dans des ateliers homogènes.

Il faut noter cependant que cet essai n'a porté que sur un petit nombre de détenus (20 jeunes, 20 adultes) et que la sélection opérée a été rigoureuse.

V. — PERSPECTIVES POUR 1969

Au terme de l'année 1968 on peut considérer que le développement du travail pénal entre dans une phase nouvelle. Le plein emploi est pratiquement réalisé dans tous les établissements de longues peines.

Pour la première fois des candidatures d'entreprises désirant s'installer en maison centrale, n'ont pu être acceptées faute de disponibilités en main-d'œuvre ou en ateliers. Le moment vient où l'administration pourra — à condition de fournir un équipement suffisant — choisir le type d'activité qu'elle désire et adapter plus parfaitement le travail à la nature de la population pénale de chaque établissement.

En ce qui concerne les maisons d'arrêts, la situation est évidemment moins satisfaisante ; dans certaines régions telles notamment le Sud-Ouest et l'Ouest, le sous-emploi sévit toujours. Mais

l'expérience a prouvé qu'il était possible de mettre au travail dans des conditions satisfaisantes, la population des maisons d'arrêt à condition d'y installer des ateliers. Un plan a donc été élaboré qui prévoit d'implanter dans le courant de 1969 et 1970 des constructions métalliques FILLOD aux maisons d'arrêt de Douai, de Beauvais et de Fresnes et des ateliers définitifs aux prisons de Rouen et à la maison d'arrêt de Loos.

Si l'on ajoute à ces projets la mise en service progressive des ateliers déjà achevés d'Amiens, de Bonneville et de Fleury-Mérogis, tout laisse espérer que l'exercice 1969 verra se poursuivre le développement du travail pénal.

4

SITUATION SANITAIRE

L'an dernier une enquête effectuée auprès des médecins avait permis de donner une idée assez exacte de la morbidité en milieu pénitentiaire.

Pour faciliter les comparaisons, la présentation des statistiques adoptée l'an dernier a été conservée.

I. — MEDECINE PREVENTIVE

1. — Dépistage de la tuberculose

69 396 détenus ont été soumis en 1968 à un dépistage radiologique.

38 001 hommes et 433 femmes, soit 38 434 détenus ont été examinés dans les établissements pourvus d'une installation radiologique, tandis que 29 984 hommes et 1 079 femmes, soit 31 063 détenus l'ont été à l'extérieur, dans les dispensaires d'hygiène sociale, ou grâce à un camion de dépistage venu à l'établissement.

466 cas de tuberculose ont été décelés chez 443 hommes et 23 femmes.

268 hommes ont été transférés au sanatorium pénitentiaire de Liancourt.

102 hommes et 2 femmes ont été hospitalisés à l'extérieur.

87 sujets ont été vaccinés par le B.C.G.

Il est à noter que le dépistage s'est intensifié puisqu'en 1968, 9 817 détenus de plus y ont été soumis.

2. — Dépistage des maladies vénériennes

69 062 détenus dont 65 758 hommes et 3 304 femmes ont été systématiquement examinés.

68 244 examens sérologiques ont été effectués.

1 558 cas de syphilis ont été dépistés dont 1 441 hommes et 117 femmes, ainsi que 398 gonococcies dont 343 hommes et 55 femmes.

3 maladies de Nicolas Favre et 442 affections vénériennes mineures ont, en outre, été décelées.

Le dépistage des maladies vénériennes s'est également intensifié puisque 11 880 détenus de plus ont été soumis à examen.

Il apparaît que les cas de syphilis sont en très légère régression, 251 cas en moins. Rapportée à l'effectif pénal pour chacune des deux années, cette différence traduit une diminution de 0,91 %. Le pourcentage de ces malades reste néanmoins très élevé par rapport à la statistique nationale (4 500 cas par an, soit 9 pour 100 000 hab.).

Les prisons fournissent donc le tiers des syphilis détectées dans toute la France ; c'est la preuve d'un dépistage rigoureux et efficace dans une population marginale prédisposée.

3. — Dépistage mental

Au cours de l'année 1968, 17 932 détenus, dont 17 112 hommes et 820 femmes ont été examinés ; 4 379 détenus dont 4 290 hommes et 89 femmes l'ont été à la demande soit du médecin soit du chef d'établissement.

2 135 détenus dont 2 107 hommes et 28 femmes ont été reconnus comme présentant des troubles mentaux et ont reçu des soins en détention.

L'état de 549 malades, dont 510 hommes et 39 femmes a justifié un internement en hôpital psychiatrique.

Il convient de signaler en ce qui concerne le dépistage mental que l'activité s'est intensifiée considérablement par rapport à l'année précédente puisque 6 069 détenus de plus ont été examinés.

Le nombre des internements a également augmenté puisque 224 détenus de plus ont dû être internés.

4. — Prophylaxie de la poliomyélite

En 1968 une prophylaxie nouvelle a été mise en pratique en milieu pénitentiaire : la vaccination antipoliomyélitique. Conformément aux dispositions de la loi n° 64-643 du 1^{er} juillet 1964 et aux textes d'application, il a été demandé aux directeurs régionaux, par note du 19 juin 1968, en liaison avec les services départementaux de l'action sanitaire et sociale, de faire appliquer la vaccination par voie buccale de tous les détenus âgés de moins de 30 ans et de faire procéder ensuite à la vaccination systématique de tous les entrants assujettis à cette mesure.

C'est ainsi que du 1^{er} juillet au 31 décembre 1968, 24 770 hommes et 407 femmes ont été vaccinés, soit un total de 25 177 détenus.

II. — MEDECINE DE SOINS

Statistiques générales

| | NOMBRE DE CONSULTATIONS | | |
|---|-------------------------|--------|--------|
| | HOMMES | FEMMES | TOTAL |
| <i>Médecine générale :</i> | | | |
| Typhoïde | | | |
| Diphthérie | | | |
| Erysipèle | 8 | | 8 |
| Oreillons | 7 | | 7 |
| Maladies pulmonaires (sans la tuberculose) .. | 3 225 | 62 | 3 287 |
| Maladies cardiaques | 1 364 | 45 | 1 409 |
| <i>Maladies digestives :</i> | | | |
| — ulcères gastriques ou duodénaux | 2 470 | 44 | 2 514 |
| — autres affections digestives | 4 017 | 135 | 4 152 |
| Affections cancéreuses | 59 | 10 | 69 |
| <i>Spécialités :</i> | | | |
| Oto-rhino-laryngologie | 3 598 | 272 | 3 870 |
| Ophthalmologie | 4 752 | 72 | 4 824 |
| Urologie | 635 | 8 | 643 |
| Dermatologie | 46 940 | 118 | 47 058 |
| Gynécologie | | 62 | 62 |
| <i>Chirurgie :</i> | | | |
| <i>Interventions :</i> | | | |
| — H.C.F. | 245 | 18 | 263 |
| — P.H.B. | 71 | | 71 |
| — à l'extérieur | 476 | 18 | 494 |
| <i>Radiologie :</i> | | | |
| Nombre de clichés | 5 222 | 177 | 5 399 |
| Examens de laboratoires | 754 | | 754 |

Cette année encore l'activité médicale et chirurgicale de l'hôpital central des prisons de Fresnes a été réduite en raison des travaux d'agrandissement et de modernisation de l'hôpital.

Hôpital central de Fresnes

| | HOMMES | FEMMES | TOTAL |
|--|--------|--------|-------|
| <i>Chirurgie générale :</i> | | | |
| Consultations | 808 | 3 | 811 |
| Interventions | 201 | 16 | 217 |
| SPECIALITES | | | |
| <i>Ophthalmologie :</i> | | | |
| Consultations | 901 | 35 | 936 |
| Interventions | 5 | | 5 |
| <i>Oto-rhino-laryngologie :</i> | | | |
| Consultations | 1 011 | 39 | 1 050 |
| Interventions | 30 | 2 | 32 |
| <i>Urologie :</i> | | | |
| Consultations | 516 | 6 | 522 |
| Interventions | 9 | | 9 |
| <i>Cardiologie :</i> | | | |
| Consultations | 685 | | 685 |
| <i>Neurologie :</i> | | | |
| Consultations | 263 | 15 | 278 |
| <i>Gastro-entérologie :</i> | | | |
| Consultations | 423 | 25 | 448 |
| <i>Radiologie :</i> | | | |
| Nombre de radiographies effectuées | 4 075 | | 4 075 |
| Nombre de malades traités : | | | |
| — à l'hôpital central | 1 028 | 105 | 1 133 |
| — à l'infirmerie annexe | 338 | | 338 |

Prison-hôpital des Baumettes

| | HOMMES | FEMMES | TOTAL |
|--|--------|--------|-------|
| <i>Chirurgie générale :</i> | | | |
| Consultations | 127 | | 127 |
| Interventions | 61 | | 61 |
| SPECIALITES | | | |
| <i>Ophthalmologie :</i> | | | |
| Consultations | 33 | 8 | 41 |
| Interventions | 5 | | 5 |
| <i>Oto-rhino-laryngologie :</i> | | | |
| Consultations | 16 | | 16 |
| Interventions | 2 | | 2 |
| <i>Urologie :</i> | | | |
| Consultations | 19 | 2 | 21 |
| Interventions | 3 | | 3 |
| <i>Cardiologie :</i> | | | |
| Consultations | 87 | 2 | 89 |
| <i>Radiologie :</i> | | | |
| Nombre de radiographies effectuées | 914 | 20 | 934 |
| Nombre total de malades traités | 267 | | 267 |

Journées de médecine pénitentiaire

Des journées de médecine pénitentiaire, qui n'avaient pas eu lieu depuis 5 ans, se sont tenues les 14, 15 et 16 novembre à l'école pénitentiaire de Plessis-le-Comte à Fleury-Mérogis.

55 médecins, de nombreux magistrats de l'administration centrale et du parquet de la Seine, des fonctionnaires pénitentiaires des services extérieurs ont participé à ces journées et discuté des thèmes suivants :

- personnel et équipement médical ;
- centres médico-psychologiques des prisons ;
- problèmes posés par l'affiliation des détenus à la Sécurité sociale ;

- pathologie carcérale ;
- probation et problèmes post-pénaux.

Personnel et équipement médical

Une formation particulière du personnel infirmier a été préconisée ; elle serait réalisée par des cours théoriques et des stages de courte durée dans un établissement hospitalier tel que l'hôpital central de Fresnes.

En ce qui concerne les internes dont la modicité des effectifs prévus rend difficile un recrutement par concours, le problème pourrait être résolu par une collaboration possible avec les C.H.U.

La formation du médecin pénitentiaire qui doit avoir connaissance des textes, des règlements et du fonctionnement des établissements pénitentiaires est évidemment indispensable ; elle est actuellement réalisée, dans le cadre de la chaire de médecine légale de la faculté de médecine de Paris. Le cycle d'études consiste en cours théoriques dispensés par des magistrats et des médecins pénitentiaires et en stages pratiques à l'hôpital central de Fresnes et à la Santé.

L'attestation d'études est délivrée après un examen comportant des épreuves écrites et orales. Pour faciliter la poursuite de cet enseignement les divers cours feront l'objet d'un recueil qui sera adressé à tous les médecins de l'administration pénitentiaire.

Le problème de l'équipement médical a été rapidement évoqué. Certaines réalisations telles que la rénovation de l'hôpital central de Fresnes ou des infirmeries de certains établissements se sont avérées fort intéressantes. Mais le programme souhaitable d'aménagement minimum dans toutes les maisons d'arrêt, reste fonction des impératifs financiers.

Centres médico-psychologiques des prisons

L'accent a été mis sur la triple fonction des centres médico-psychologiques : le dépistage systématique permettant une orientation dès le début de l'incarcération et par conséquent une information plus efficace de la justice, la fonction thérapeutique, inséparable du dépistage et du diagnostic, enfin la psychiatrie d'expertise pour le prévenu incarcéré. Ces deux dernières fonctions ayant une finalité commune s'inscrivant dans des circuits très proches : le traitement du délinquant.

Les médecins ont affirmé la vocation des centres médico-psychologiques comme organisme de traitement au niveau de l'institution

carcérale toute entière. A cet égard le vœu a été émis que soient institutionnalisées les rencontres à rythme périodique entre les équipes cliniques et administratives des établissements, ce qui permettrait de mieux concevoir, en fonction des exigences respectives, une politique du traitement du délinquant dans l'institution.

Problèmes posés par l'affiliation des détenus à la Sécurité sociale

La suppression des prestations à la famille du condamné apparaît comme une punition collective. Rompant un des liens organiques qui unissent la famille au détenu, elle accroît l'isolement préjudiciable à la réinsertion en allant à l'encontre de la personnalisation de la peine.

Il apparaît donc souhaitable que le problème de l'affiliation des détenus et de leur famille soit repensé et les médecins se sont félicités des progrès enregistrés dans les négociations avec le ministère des Affaires sociales sur les principes de l'indemnisation au titre de l'assurance maladie des ayants droit et de l'assurance volontaire des familles.

Pathologie carcérale

Les médecins estiment nécessaire d'appliquer, dans tout établissement, trois régimes thérapeutiques nationaux : régime diabétique, régime pour gastrectomisés, régime hyposodique.

Il a été observé, d'autre part, que les affections mentales les plus fréquentes en milieu pénitentiaire : manifestations hystériques, phénomènes hypocondriaques, épisodes délirants ou dépressifs, ne sauraient, quant à leur cause, être rapportés uniquement à l'incarcération qui ne joue le plus souvent qu'un rôle déclenchant ou favorisant. Quant à l'épilepsie avérée, le problème se situe au niveau de la régularité thérapeutique qui exige un personnel infirmier qualifié et des possibilités de placement beaucoup plus larges en établissement spécialisé dont relèvent aussi certaines toxicomanies.

En ce qui concerne l'alcoolisme, la cure de désintoxication doit être entreprise, en règle générale, avec l'accord de l'intéressé et poursuivie à la sortie, en liaison avec l'agent de probation.

Enfin, les auto-mutilations ou les absorptions de corps étrangers traduisent un déséquilibre de la personnalité et une inadaptation sérieuse au milieu pénitentiaire. Dans ce domaine l'action du psychiatre et du psychologue est essentielle pour améliorer la tolérance à l'incarcération ; les contacts fréquents de ces spécialistes avec les représentants de l'administration devraient permettre d'harmoniser à tous les niveaux la démarche médicale et administrative.

Probation et problèmes postpénaux

La nécessité d'une liaison efficace entre le milieu ouvert et le milieu fermé a été constatée surtout lorsque la libération conditionnelle ou le sursis avec mise à l'épreuve sont assortis d'un traitement médical.

Il a donc été suggéré que soit constituée, en cours de détention, une fiche de synthèse, rassemblant tous les éléments concernant la santé physique et mentale de l'intéressé dont une copie pourrait être communiquée au médecin traitant sur sa demande.

L'action à mener auprès des libérés conditionnels ou des probationnaires ne peut être en effet vraiment efficace que si elle s'exerce en association entre le comité de probation, le médecin, le juge et les travailleurs socio-éducatifs, le rôle du médecin ayant deux aspects, à l'égard du condamné sur la prescription directe du traitement, au niveau de l'équipe par l'aide apportée dans l'orientation de la réadaptation.

*
**

A l'issue de la réunion les participants ont émis le vœu de voir se tenir régulièrement, tous les deux ans, des journées de médecine pénitentiaire.

L'intérêt de telles confrontations a paru, en effet, essentiel à tous ceux, magistrats, médecins et fonctionnaires pénitentiaires, qui considèrent comme indispensables une meilleure coopération et une complète intégration de toutes les personnes qui participent à l'application des sanctions pénales.

5

PROBATION

En 1968, le sursis avec mise à l'épreuve a poursuivi sa progression. 9 219 décisions l'ont ordonné, soit 802 de plus qu'en 1967, portant ainsi à 18 515 l'effectif des probationnaires placés sous le contrôle des comités de probation.

Ces chiffres sont significatifs à plus d'un titre.

Le nombre de décisions annuelles est le plus élevé jamais enregistré en France. Cette augmentation est certes consécutive à celle — plus générale — des condamnations correctionnelles. Mais elle résulte aussi de la dynamique de l'institution : les statistiques de 1968 font ressortir que 5,3 % des condamnations à des peines d'emprisonnement ont été assorties du sursis avec mise à l'épreuve. Ce taux était de 5 % en 1967. L'existence et les limites de cette amplitude appellent quelques explications. Les juridictions ont de plus en plus recours à la probation, mais, afin de conférer à l'épreuve toute son efficacité, elles ont le souci d'éviter, dans toute la mesure du possible, de surencombrer les comités.

Avec 18 515 probationnaires en charge, le niveau de pointe, antérieur à la loi d'amnistie, a été non seulement retrouvé mais dépassé. Les juges d'application des peines ont donc réclamé avec encore plus d'insistance un renforcement en personnel. La chancellerie qui avait prévu cette demande et reconnu ce besoin s'est efforcée d'y répondre. En effet, deux concours d'éducateurs ont eu lieu en 1968, et l'affectation dans les établissements des élèves actuellement en stage à l'école d'administration pénitentiaire, permettra en 1969 de nommer dans les comités un certain nombre d'éducateurs déjà en service. De façon plus immédiate, les adjoints de probation ont contribué efficacement à atténuer la crise des effectifs avec 50 emplois créés au budget de 1968. Enfin, une formule nouvelle est actuellement à l'étude : la situation de certains comités pourrait se trouver améliorée par le recours à un personnel d'expérience, servant à la vacation, dont les modalités de recrutement et de rémunération ont déjà fait l'objet de projets précis.

Pour important qu'il soit, le problème de l'insuffisance du personnel n'a pas atteint l'espoir placé dans l'institution. C'est ce qui résulte aussi bien des efforts consentis pour une meilleure organisation des comités que du témoignage des praticiens réunis au cours de journées d'études régionales.

I. — ORGANISATION DES COMITES

Dans ce domaine, les faits les plus marquants ont été :

- l'affectation d'adjoints de probation dans les comités ;
- l'établissement de normes de fonctionnement.

1. — L'affectation des adjoints de probation

Aux termes de l'article 32 du décret du 21 novembre 1966 portant statut spécial des personnels pénitentiaires, « les adjoints de probation assistent les éducateurs, délégués à la probation ».

Il était en effet apparu nécessaire de créer un corps nouveau de fonctionnaires de catégorie C à qui incomberait le soin d'effectuer, sous le contrôle des délégués à la probation, une partie des nombreuses tâches qu'implique le régime de la mise à l'épreuve (notamment les démarches auprès des services administratifs, sociaux et médicaux, des services de main-d'œuvre, des employeurs, etc.) (1).

La première promotion a été effectuée cette année, et en confiant à ces agents certaines tâches éducatives, l'administration pénitentiaire s'efforce de faire face à la mission qui lui est dévolue dans ce domaine, à un moment où les effectifs en personnel spécialisé sont loin de correspondre à l'accroissement des besoins tant en milieu fermé qu'en milieu ouvert.

2. — Les normes de fonctionnement

Le 15 janvier 1968, un groupe de travail comprenant des magistrats de l'administration pénitentiaire, six juges de l'application des peines, deux éducateurs et une assistante déléguée à la probation, s'est réuni à la chancellerie pour définir les tâches des diverses catégories d'agents affectés aux comités de probation et d'assistance aux libérés et fixer les normes de fonctionnement applicables à ces organismes.

Le souci de maintenir l'action de probation à un niveau satisfaisant malgré l'inégalité de formation des différentes catégories d'agents affectés dans les comités, conduit à recommander la norme d'un agent pour 70 condamnés en faisant varier la composition de l'équipe selon l'importance de l'effectif des condamnés en charge.

Dans les comités importants et comptant au moins 5 délégués, un chef de service de probation pourrait être chargé de contrôler l'activité de l'ensemble des agents et de coordonner leur action et celle des assistantes sociales.

Compte tenu des impératifs budgétaires actuels, de telles normes, complétées par une augmentation des postes des juges de l'application des peines et de secrétaires des comités, sont difficilement applicables. Elles permettent cependant, dans le cadre général de la

(1) Rapport au premier ministre présentant le projet de réforme statutaire des personnels pénitentiaires.

planification des équipements du ministère de la Justice, d'avoir une idée plus précise des conditions auxquelles est subordonné le développement du sursis avec mise à l'épreuve et favorisent des expériences pour l'application de nouvelles méthodes de travail dans certains comités pilotes.

II. — JOURNEES D'ETUDES REGIONALES

Des journées d'études régionales groupant les juges de l'application des peines et leurs collaborateurs immédiats se sont tenues les 10 et 11 mai à Pau pour les ressorts des cours d'appel de Pau et d'Agen, et les 7 et 8 novembre à Lyon pour les ressorts des cours d'appel de Chambéry, Grenoble, Lyon et Riom.

Ces réunions ont permis d'examiner, à travers l'expérience concrète vécue dans chaque comité, des problèmes généraux d'organisation du travail, de répartition des tâches, de méthodes de contrôle et d'assistance des condamnés. Une attention particulière a été consacrée aux relations du service de l'application des peines avec les autres services du tribunal, les différents organismes administratifs et sociaux et avec la police et la gendarmerie.

Enfin, les juges de l'application des peines ont confronté leurs expériences dans le domaine du bénévolat. Certains magistrats n'ont pratiquement pas recours aux délégués bénévoles sur lesquels en revanche repose, faute d'agents professionnels, le fonctionnement de quelques comités.

En réalité les bénévoles doivent avoir une mission spécifique en assurant la participation de la société à l'action de réinsertion du délinquant, sous le contrôle du délégué professionnel. Cette conception est bien celle des juges de l'application des peines qui ont donné à l'action bénévole un plus grand essor. Elle est aussi celle qui permet à chacun de mieux se situer par rapport aux autres membres de l'équipe. Il était important, à un moment où la chancellerie souhaite développer une participation plus large au développement des institutions pénales, que ce problème fasse l'objet d'une réflexion approfondie.

6

**LIBÉRATION CONDITIONNELLE
ET ASSISTANCE AUX LIBÉRÉS**

On constate que les tendances qui avaient commencé à apparaître dans les statistiques de la libération conditionnelle se sont confirmées au cours de l'année 1968.

Le nombre de ces mesures qui s'était élevé en 1967 à 1 309 a atteint le chiffre de 1 726. Mais il convient de remarquer que ce chiffre résulte notamment de l'augmentation du nombre des dossiers qui ont fait l'objet de propositions de la part des commissions locales : soit à 258 dossiers supplémentaires.

Il demeure tout de même que, pour sa part, le comité consultatif central a émis un plus grand nombre d'avis favorables à l'octroi de la libération conditionnelle ; il y a lieu de souligner cependant que cette attitude pour libérale qu'elle puisse paraître n'a en rien atténué la rigueur des critères appliqués dans le choix des dossiers, particulièrement en ce qui concerne l'amendement et les garanties concrètes de reclassement.

Il est essentiel de remarquer en outre que l'octroi de la libération conditionnelle s'accompagne dans la majorité des cas de mesures d'individualisation qui renforcent très sensiblement son efficacité.

On note tout d'abord que sur 1 726 libérations conditionnelles accordées, 726 l'ont été avec prolongation des mesures de contrôle et d'assistance de six mois ou d'un an au-delà de l'expiration de la peine.

Parmi les nombreuses obligations particulières imposées aux bénéficiaires figurent le plus fréquemment : l'accomplissement d'un stage préalable en semi-liberté (avec ou sans F.P.A.) d'une durée minimale de six mois ou bien la fréquentation d'un dispensaire anti-alcoolique ou d'un dispensaire d'hygiène mentale ; également lorsqu'il s'agit de délits contre les mœurs l'interdiction de recevoir ou de fréquenter la victime des agissements est souvent décidée, de même que l'interdiction de paraître dans un ou plusieurs départements dans les cas les plus graves de cette espèce.

L'accroissements du nombre des libérations conditionnelles accordées n'a en tout cas entraîné en 1968 qu'une très faible élévation (+ 12) du nombre des révocations prononcées par rapport à celui enregistré au cours de l'année précédente. Encore cette augmentation ne concerne-t-elle pratiquement que la catégorie des relégués dont on sent que le reclassement soulève des difficultés particulières.

Il convient de noter que la procédure de la libération conditionnelle a fait l'objet de deux importantes circulaires en date du

15 juillet 1968 adressées respectivement aux juges de l'application des peines et aux fonctionnaires pénitentiaires d'autorité. Les instructions qu'elles contiennent sont relatives aux diligences à suivre à l'égard des condamnés n'ayant pas été proposés par les commissions locales et dont la peine restant à subir est supérieure à un an. Dans ce cas, de nouvelles fiches de non-proposition doivent être adressées à la chancellerie comprenant, d'une part les avis émis par chacun des membres de la commission locale et d'autre part des renseignements relatifs à la personnalité du détenu, à son comportement en détention ainsi qu'à ses possibilités de reclassement.

En outre, les juges de l'application des peines ont été invités à faciliter « la recherche d'un certificat de travail ou d'hébergement » ou la « prise en charge par un comité d'assistance » en faveur des condamnés éprouvant des difficultés pour se procurer les certificats nécessaires à leur proposition par la commission locale.

L'impulsion ainsi donnée au niveau des établissements et la coordination ainsi assurée par les services de la chancellerie doivent permettre de mieux former une doctrine dans le prononcé des libérations conditionnelles.

En ce qui concerne l'assistance aux libérés, le problème qui a le plus préoccupé cette année la chancellerie est celui du reclassement professionnel des sortants de prison. Toute action dans ce domaine doit être liée à celle qui est entreprise pour le travail pénal et la formation professionnelle dispensée aux détenus.

Ainsi M. le Garde des sceaux a-t-il créé au ministère de la Justice une commission chargée d'étudier les problèmes posés par le travail pénal et la recherche de l'emploi pour les condamnés libérés. Cet organisme est composé de représentants du cabinet du ministre et des services compétents de la chancellerie, de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires sociales, de responsables de l'association pour la formation professionnelle des adultes (A.F.P.A.) et de personnalités représentant des groupements privés.

En session plénière ou en comité restreint, la commission s'est réunie à cinq reprises de juillet à décembre 1968. Lors de sa dernière réunion, elle a émis les suggestions suivantes :

1. — Enquêtes

Il a été proposé de procéder :

- a) à une enquête *en milieu carcéral* destinée à connaître les aspirations et les aptitudes professionnelles des détenus. Cette enquête, effectuée par questionnaire, sera limitée aux condamnés dont la peine restant à subir est égale ou inférieure à 18 mois ;

- b) à une enquête *de suite en milieu libre* permettant de savoir dans quelle mesure les détenus utilisent, après leur libération, la formation professionnelle acquise en détention.

Les modalités de l'enquête seront définies par la direction de l'Administration pénitentiaire en liaison avec l'association pour la formation professionnelle des adultes.

2. — Insertion dans les groupes de travail chargés d'examiner les conclusions du rapport de M. Bloch-Lainé

M. Bloch-Lainé a été chargé en décembre 1966 par M. le Premier ministre d'une enquête générale sur l'inadaptation des personnes handicapées. Dans son rapport, rendu public en octobre 1968, il inclut les délinquants et en particulier les sortants de prison au nombre des inadaptés sociaux.

A la diligence des services du Premier ministre et du secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, des groupes de travail au sein desquels le ministère de la Justice sera représenté, vont être constitués pour examiner les conclusions de ce rapport.

3. — Recherche d'une solution spécifique

La réinsertion professionnelle des détenus libérés doit, essentiellement, continuer à être assurée par la recherche d'emplois sur le marché général du travail. Certes, des formules inspirées des ateliers protégés s'imposent et M. Bloch-Lainé préconise un effort dans ce domaine. Mais, d'une manière générale, la solution à ce problème passe par une liaison institutionnelle avec les services de l'emploi et de la formation professionnelle.

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDES
ET STATISTIQUES

ÉTUDES ET RECHERCHES

L'année écoulée a été marquée par un certain nombre de faits importants pour l'avenir de la politique de recherche, mise en œuvre au sein du ministère de la Justice et plus particulièrement dans le cadre du service public pénitentiaire.

Tout d'abord, et dans la perspective de la préparation du prochain plan de développement économique, les diverses actions entreprises au sein du ministère de la Justice ont fait l'objet d'une coordination et un rapport d'orientation a été élaboré sur la politique de recherche de la chancellerie.

La préparation de ce document a permis de constater l'opportunité de réaliser en premier lieu cette coordination dans le secteur criminologique qui, d'ores et déjà, apparaît comme le mieux équipé. Aussi les directions pénales du ministère de la Justice, direction des Affaires criminelles, service de l'Education surveillée et direction de l'Administration pénitentiaire, ont-elles pu sans difficulté harmoniser leur politique de recherche, à travers notamment un certain nombre de programmes communs qui sont en cours d'exécution.

Il est certain que la chancellerie est appelée à couvrir un vaste secteur d'investigation correspondant à la fois à l'amélioration de la connaissance du phénomène de la criminalité et de la personnalité des criminels, à l'analyse du fonctionnement de la justice répressive et aux méthodes de traitement des délinquants. A cet égard, les recherches classiques sur la portée des diverses méthodes de traitement doivent être complétées par des études sur la communauté carcérale. L'amélioration de la connaissance de la criminalité et des criminels est tout aussi importante, et le Centre national d'études et de recherches pénitentiaires assure l'établissement d'un fichier qui permettra « l'évaluation du comportement criminel par l'informatique appliquée ».

Dans le même esprit, il faut signaler la création au ministère de la Justice d'un comité de coordination ayant pour objet de dresser l'inventaire permanent des recherches criminologiques, d'organiser des échanges d'informations et d'encourager des enquêtes dans des domaines insuffisamment explorés ou sur les conséquences à attendre de réformes législatives projetées.

Enfin les orientations du programme du Centre national d'études et de recherches pénitentiaires ont fait l'objet d'un examen et d'une nouvelle impulsion à la suite de la réunion du conseil d'administration de cet organisme, tenue avec la participation du représentant du délégué général à la recherche scientifique et technique. Il a été décidé que ces travaux entrepris sur l'évolution de la criminalité et la prévision des effectifs de détenus dans les années à venir, devaient être poursuivis en priorité.

Il convient de rappeler qu'il s'agit d'évaluer la population pénale nationale en 1975 et 1980. Les bases méthodologiques suivantes ont été retenues : il a d'abord été procédé à une étude systématique et globale des liaisons pouvant exister entre la statistique de la criminalité légale, résultant de l'activité judiciaire, et les variables socio-économiques les plus caractéristiques. Cette liaison établie, la construction d'un modèle de simulation permettant d'avoir une représentation du mouvement de la criminalité et sa traduction sur les effectifs de la population des prisons, est en cours, en vue d'aboutir à une approximation valable. L'analyse des connexités qui se révéleraient déterminantes entre la criminalité légale et les variables socio-économiques, s'effectue au niveau des départements pour une année donnée. Le traitement des informations, qui sont en nombre considérable, s'effectue entièrement sur ordinateur.

Indépendamment de cette étude, dont les résultats seront essentiels pour la définition de la politique d'équipement du service pénitentiaire, le centre national de Strasbourg est appelé à poursuivre l'exécution de deux programmes sectoriels. Le premier porte sur le régime de la relégation dans la perspective d'une réforme étudiée actuellement par le conseil de la législation pénale. Le second a pour objet les méthodes de traitement des délinquants jeunes adultes.

2

STATISTIQUES

1

SITUATION DE LA POPULATION PÉNALE

**I. — EVOLUTION
DE LA POPULATION PENALE TOTALE
AU COURS DE L'ANNEE 1968**

Au cours de l'année 1968, l'effectif de la population pénale a oscillé autour de 34 238 détenus. Il a atteint son maximum aux 1^{er} avril et 1^{er} octobre 1968 et son minimum aux 1^{er} juillet 1968 et 1^{er} janvier 1969. Si l'on considère non plus le nombre des détenus présents au premier jour du trimestre, mais le chiffre des individus hommes et femmes entrés en prison au cours de l'année 1968, on constate que celui-ci s'est élevé à 90 295. Il est inférieur au chiffre de l'année 1967 qui s'était élevé à 99 458. Ce fléchissement ne doit pas être interprété comme l'amorce d'un renversement dans l'évolution de la population pénale qui avec 35 612 détenus au 1^{er} avril 1968 a atteint le chiffre le plus élevé depuis le 1^{er} janvier 1951 ; mais plutôt comme la répétition d'un phénomène cyclique déjà observé les années précédentes. En effet, la croissance de la population pénale ne suit pas une progression régulière, mais s'effectue de façon discontinue, la population atteignant son maximum au cours des deuxième et quatrième trimestres pour décroître au cours des premiers et troisième.

Effectif total des détenus :

| | |
|---------------------------------------|--------|
| Au 1 ^{er} janvier 1966 | 32 257 |
| Au 1 ^{er} janvier 1967 | 31 162 |
| Au 1 ^{er} janvier 1968 | 34 083 |
| Au 1 ^{er} avril 1968 | 35 612 |
| Au 1 ^{er} juillet 1968 | 33 894 |
| Au 1 ^{er} octobre 1968 | 34 174 |
| Au 1 ^{er} janvier 1969 | 33 427 |

Condamnés (hommes et femmes) :

| | |
|---------------------------------------|--------|
| Au 1 ^{er} janvier 1968 | 20 861 |
| Au 1 ^{er} avril 1968 | 21 779 |
| Au 1 ^{er} juillet 1968 | 21 092 |
| Au 1 ^{er} octobre 1968 | 20 221 |
| Au 1 ^{er} janvier 1969 | 20 706 |

Prévenus (hommes et femmes) :

| | |
|---------------------------------------|--------|
| Au 1 ^{er} janvier 1968 | 13 223 |
| Au 1 ^{er} avril 1968 | 13 467 |
| Au 1 ^{er} juillet 1968 | 12 466 |
| Au 1 ^{er} octobre 1968 | 13 643 |
| Au 1 ^{er} janvier 1969 | 12 411 |

Population féminine

| | AU 1 ^{er} JANVIER 1968 | AU 1 ^{er} JANVIER 1969 | |
|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------|
| | Prévenues | 580 | 521 |
| Condamnées courtes peines | 327 | 447 | 120 en plus |
| Condamnées longues peines | 364 | 153 | 211 — |
| Divers | 17 | 16 | 1 — |
| TOTAUX | 1 288 | 1 137 | |

Soit en moins 151

Détenus activistes

| | | PRÉVENUS | CONDAMNÉS |
|--|-----|----------|-----------|
| 1 ^{er} janvier 1964 | 988 | 257 | 731 |
| — — 1965 | 537 | 37 | 500 |
| — — 1966 | 188 | 19 | 169 |
| — — 1967 | 78 | 11 | 67 |
| — — 1968 | 53 | 8 | 45 |
| — — 1969 | | | |

Pourcentage des femmes

| | HOMMES | FEMMES | TOTAL | POURCENTAGE des FEMMES |
|--|--------|--------|--------|------------------------------|
| 1 ^{er} janvier 1946 | 27.623 | 5.231 | 32.854 | 15,9 %. |
| — — 1947. | 31.955 | 5.114 | 37.069 | 14,8 |
| — — 1948. | 33.603 | 4.785 | 38.388 | 12 |
| — — 1949. | 32.659 | 4.219 | 36.878 | 11,4 |
| — — 1950. | 26.640 | 3.399 | 30.039 | 11,3 |
| — — 1951. | 25.029 | 3.165 | 28.194 | 11,2 |
| — — 1952. | 22.299 | 2.607 | 24.906 | 10,4 |
| — — 1953. | 20.887 | 2.065 | 22.952 | 8,9 |
| — — 1954. | 19.884 | 1.803 | 21.687 | 9 |
| — — 1955. | 18.073 | 1.589 | 19.662 | 8 |
| — — 1956. | 18.073 | 1.361 | 19.398 | 7 |
| — — 1957. | 18.908 | 1.269 | 20.177 | 6,3 |
| — — 1958. | 22.163 | 1.168 | 23.331 | 5 |
| — — 1959. | 27.096 | 1.290 | 28.386 | 4,5 |
| — — 1960. | 25.761 | 1.034 | 26.795 | 3,8 |
| — — 1961. | 27.591 | 1.086 | 28.677 | 3,7 |
| — — 1962. | 28.608 | 1.125 | 29.733 | 3,7 |
| — — 1963. | 27.269 | 1.135 | 28.404 | 3,9 |
| — — 1964. | 27.915 | 1.242 | 29.157 | 4,2 |
| — — 1965. | 29.884 | 1.361 | 31.245 | 4,5 |
| — — 1966. | 30.915 | 1.342 | 32.257 | 4,1 |
| — — 1967. | 29.977 | 1.185 | 31.162 | 3,8 |
| — — 1968. | 32.795 | 1.288 | 34.083 | 3,7 |
| — — 1969 | 32.290 | 1.137 | 33.427 | 3,4 |

Grâces du 27 mars 1964 97 détenus élargis
 Grâces du 22 décembre 1964 121 détenus élargis
 Grâces du 24 décembre 1965 171 détenus élargis
 Grâces du 24 décembre 1966 17 détenus élargis
 Grâces accordées au cours de l'année 1967 30 détenus élargis
 Grâces accordées au cours de l'année 1968 50 détenus élargis

Condamnés aux très longues peines

(hommes + femmes)

| | au 1-1-68 | au 1-1-69 | AUGMENTATION ou DIMINUTION |
|------------------------------------|--------------|--------------|----------------------------------|
| Condamnés à perpétuité | 299 | 271 | — 28 |
| Condamnés de 10 à 20 ans | 1.673 | 1.693 | + 20 |
| TOTAL | 1.972 | 1.964 | — 8 |

| CATEGORIE | NOMBRE ABSOLU | | | | | | POURCENTAGE | | | | | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | AU 1 ^{er} JANV. 1964 | AU 1 ^{er} JANV. 1965 | AU 1 ^{er} JANV. 1966 | AU 1 ^{er} JANV. 1967 | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 | AU 1 ^{er} JANV. 1964 | AU 1 ^{er} JANV. 1965 | AU 1 ^{er} JANV. 1966 | AU 1 ^{er} JANV. 1967 | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 |
| Relégués (H) | 1.068 | 1.176 | 1.235 | 1.227 | 1.112 | 956 | 3,7 | 4 | 3 | 3,2 | 2,5 | |
| Réclusion criminelle à perpétuité (H + F) | 262 | 301 | 314 | 290 | 293 | 268 | 1 | 1 | 1 | 0,8 | 0,8 | |
| Réclusion criminelle de 10 à 20 ans (H + F) | 1.499 | 1.641 | 1.610 | 1.579 | 1.669 | 1.677 | 5,3 | 5,4 | 0,9 | 4,8 | 5 | |
| Autres condamnés (H + F) | 13 558 | 14 183 | 16.059 | 15.577 | 17.454 | 17.805 | 48 | 46,8 | 52 | 49,8 | 53,2 | |
| Prévenus (H + F) | 11.850 | 12.992 | 12.150 | 12.261 | 13.223 | 12.411 | 42 | 42,8 | 39 | 38,8 | 37,1 | |
| Detenues | | | | 228 | 332 | 310 | | | | 0,9 | 0,9 | |
| TOTAUX | 28.237 | 30.293 | 31.368 | 31.162 | 34.083 | 33.427 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | |

II. — MOUVEMENTS DE LA POPULATION PENALE

a) Entrées et sorties de prison

| | |
|--|---------|
| Nombre de détenus présents au 1 ^{er} janvier 1968 | 34 083 |
| Nombre de détenus entrés dans l'année | 90 295 |
| Nombre de détenus sortis dans l'année | 115 286 |

b) Transfèvements effectués

| | NOMBRE D'OPÉRATIONS | NOMBRE DE DÉTENUS transférés |
|-----------------------|---------------------|------------------------------|
| Par voie ferrée | 775 | 8 693 |
| Par route | 1 264 | 7 327 |
| Total | 2 039 | 16 020 |

III. — EFFECTIFS DE LA POPULATION PENALE

Situation au début et à la fin de l'année 1968

| | HOMMES | | FEMMES | | ENSEMBLE | |
|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 |
| Condamnés | | | | | | |
| — à la relégation | 1 112 | 956 | » | » | 1 112 | 956 |
| — à la réclusion criminelle à perpétuité | 283 | 262 | 10 | 6 | 293 | 268 |
| — à la réclusion criminelle de 10 à 20 ans | 1 562 | 1 584 | 107 | 93 | 1 669 | 1 691 |
| — à toute autre peine d'une durée supér. à un an et un jour | 8 926 | 9 310 | 247 | 230 | 9 173 | 9 540 |
| — à l'emprisonnement d'une durée au plus égale à un an et un jour | 7 954 | 7 993 | 327 | 271 | 8 281 | 8 264 |
| TOTAL DES CONDAMNÉS | 19 837 | 20 105 | 691 | 600 | 20 528 | 20 705 |
| Prévenus | 12 643 | 11 890 | 580 | 521 | 13 223 | 12 411 |
| Détenus pour dettes | 219 | 294 | 17 | 16 | 332 | 310 |
| Condamnés à mort | » | 1 | » | » | » | 1 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 32 699 | 32 290 | 1 288 | 1 137 | 34 083 | 33 427 |

IV. — INCIDENTS

A. — Evasions, fugues et tentatives commises par des détenus placés sous la garde des services pénitentiaires

| | EVASIONS | NOMBRE DE DÉTENU |
|---|-----------|------------------|
| 1° EVASIONS : | | |
| — à partir d'un établissement fermé : | | |
| - par bris de prison | 10 | 20 |
| - par ruse | 9 | 11 |
| — au cours d'une extraction par les services pénitentiaires | | |
| — au cours d'un transfèrement administratif .. | | |
| TOTAL | 19 | 31 |
| 2° TENTATIVES : | | |
| — à partir d'un établissement fermé | 65 | 146 |
| — au cours d'un transfèrement administratif .. | | |
| TOTAL | 65 | 146 |

B. — Fugues et tentatives de fugues commises par des détenus placés dans un établissement ouvert ou admis à un régime de confiance

| | INCIDENTS | NOMBRE DE DÉTENU |
|--|-----------|------------------|
| 1° FUGUES : | | |
| — Prison-école d'Oermingen | 11 | 17 |
| — Centre pénitentiaire de Casabianda | 1 | 3 |
| — Autres établissements ouverts | 1 | 1 |
| — Corvées | 2 | 2 |
| TOTAL | 15 | 23 |
| 2° TENTATIVES DE FUGUES : | | |
| — Prison-école d'Oermingen | 2 | 2 |
| — Autres établissements ouverts | 1 | 1 |
| TOTAL | 2 | 3 |

C. — Incidents à la semi-liberté et aux permissions de sortir

1) RELEGUES

| PERMISSION DE SORTIR | | | SEMI-LIBERTE | | | TOTAL |
|----------------------|--------|---------------|--------------|--------|---------------|-------|
| C.O.R. | C.S.L. | autres établ. | C.O.R. | C.S.L. | autres établ. | |
| 7 | 23 | 1 | 25 | 33 | | 89 |

2) AUTRES DETENUS

| PERMISSION DE SORTIR | | SEMI-LIBERTE | | TOTAL |
|----------------------|------------------------|----------------|------------------------|-------|
| courtes peines | fins de longues peines | courtes peines | fins de longues peines | |
| 16 | | 39 | 4 | 59 |

D. — Evasions ou fugues de détenus placés sous la garde de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire

| | INCIDENTS | NOMBRE DE DÉTENU |
|---|-----------|------------------|
| 1° Evasions ou fugues : | | |
| — à partir d'un établissement hospitalier .. | 20 | 20 |
| — au cours d'une extraction pour soins ou pour un autre motif sous la garde d'un personnel n'appartenant pas à l'Administration pénitentiaire | 3 | 3 |
| — au cours d'une extraction ou d'une translation judiciaire | 9 | 10 |
| TOTAL | 32 | 33 |
| 2° Tentatives : | | |
| — à partir d'un établissement hospitalier ou au cours d'une extraction administrative | | |
| — au cours d'une extraction ou d'une translation judiciaire | 3 | 3 |
| TOTAL | 3 | 3 |

Les tableaux reproduits ci-dessus appellent les commentaires suivants par rapport aux statistiques des années précédentes :

a) 31 détenus ont réussi à s'évader à partir d'un établissement fermé, au lieu de 32 en 1967 et 35 en 1966.

Un grand nombre de ces détenus ont été repris dans un délai de quelques heures ou de quelques jours. Sur ces 31 évadés, 28 ont été signalés comme ayant été réincarcérés dans une prison française.

6 détenus adultes (au lieu de 7 en 1967) se sont échappés alors qu'ils se trouvaient admis à un régime de confiance. 5 d'entre eux ont été réincarcérés très rapidement.

17 jeunes condamnés se sont enfuis de la prison-école ouverte d'Oermingen.

Ces fugitifs, dont le nombre n'est d'ailleurs pas le plus élevé qui ait été enregistré au cours des dernières années, ont tous été réincarcérés dans un très court délai.

b) Le chiffre des incidents au cours de la semi-liberté ou d'une permission de sortir (148) demeure constant. Les relégués impliqués dans ces incidents sont légèrement moins nombreux ; au contraire, une augmentation est constatée à l'égard des condamnés à l'emprisonnement. Cette évolution est due à l'accroissement important du nombre des autorisations de sortir et des admissions au régime de semi-liberté concernant cette dernière catégorie de condamnés.

c) 33 détenus ont échappé à la surveillance de services ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire, soit pendant leur hospitalisation, soit au cours d'une extraction judiciaire.

d) 65 tentatives d'évasion, comprenant 146 participants, ont été déjouées. Ce chiffre, supérieur à celui des années précédentes, témoigne de la vigilance dont fait preuve le personnel de l'Administration pénitentiaire dans des établissements en général surencombrés.

E. — Détenus ayant accompli volontairement sur eux-mêmes des actes destinés à porter atteinte à leur intégrité physique

I. — SUICIDES ET TENTATIVES

1. — SUICIDES

26 détenus sont décédés au cours de l'année 1968 des suites d'actes volontairement accomplis sur eux-mêmes et destinés à porter atteinte à leur intégrité physique :

| | |
|--------------------------------------|----|
| Par pendaison | 23 |
| Par précipitation dans le vide | 2 |
| Par ingestion de toxiques | 1 |

Le tableau de la page suivante précise la situation pénale et pénitentiaire de ces détenus.

2. — TENTATIVES DE SUICIDE

133 détenus ont porté atteinte à leur intégrité physique, vraisemblablement dans le but de se donner la mort :

| | |
|---|----|
| Par projection dans le vide | 13 |
| Par pendaison ou strangulation | 45 |
| Par automutilation grave | 50 |
| Par ingestion de produits toxiques | 21 |
| Par ingestion de corps étrangers et automutilation simultanée | 4 |

Le nombre des suicides a augmenté en 1968 par rapport aux années précédentes (17 en 1966 et en 1967). Il en est de même des tentatives.

Les précautions prescrites pour la prévention des suicides, et qui ont été rappelées à plusieurs reprises, en particulier par une instruction détaillée analysée dans le rapport sur 1967, ont continué d'être observées avec vigilance par l'ensemble du personnel pénitentiaire (*). Aucune explication vraiment fondée ne paraît donc pouvoir être avancée pour cette augmentation, non plus que pour les variations d'une année à l'autre depuis 1954 où 28 suicides avaient été constatés pour un effectif de 20 000 détenus.

Il convient seulement de relever que les mesures de précautions purement matérielles sont d'une efficacité très relative : le placement en commun, qui demeure une précaution usuelle, n'offre pas de garantie absolue ; quant à la suppression des moyens susceptibles d'être employés, ses résultats demeurent également très limités ; en effet, sur 26 suicides, 23 ont été réalisés par pendaison à l'aide de lanières de fortune, déchirées dans le matériel de literie ou les effets d'habillement nécessairement conservés par les détenus, et ce nonobstant le retrait des vêtements de jour lors du coucher.

(*) Ainsi que le prouve, au demeurant, le nombre des tentatives qui ont été déjouées.

II. — ACTES D'AUTOMUTILATION

Il a été enregistré, au surplus, un certain nombre d'actes d'automutilation légère, d'ingestion de petits morceaux de métal ou autre corps étranger, de menaces ou simulacres de pendaison ou de précipitation dans le vide qui n'avaient pas pour but et ne pouvaient avoir pour conséquence le suicide de l'intéressé.

Comme cela a déjà été précisé, il s'agit de manifestations à caractère réactionnel ou utilitaire, dont les auteurs prennent soin de limiter les conséquences pour leur intégrité physique ; ils agissent ainsi, soit parce qu'ils entendent protester contre les poursuites ou les condamnations dont ils font l'objet ou le régime de détention qui leur est appliqué, soit pour obtenir leur placement dans un établissement pénitentiaire sanitaire ou leur hospitalisation.

Les mêmes motifs se retrouvent chez un grand nombre de détenus qui refusent de s'alimenter pendant quelques jours et souvent à plusieurs reprises au cours de leur détention.

V. — COMPOSITION ET EVOLUTION DE LA POPULATION PENALE

La détermination d'une politique de la prévention et de l'exécution des courtes peines d'emprisonnement ainsi que les travaux de préparation du VI^e Plan dans le domaine de l'équipement pénitentiaire ont nécessité la collecte de renseignements plus précis sur la composition et l'évolution de la population pénale. Aussi les documents statistiques trimestriels mis en service le 1^{er} juillet 1966 ont fait l'objet d'une refonte complète. Dorénavant, ils seront établis d'après des fiches qui seront remplies par tous les détenus au moment de leur incarcération et suivront les intéressés dans tous les établissements où ils seront transférés. Ces fiches permettront de rendre plus aisées l'élaboration de la statistique trimestrielle et conféreront davantage de rigueur aux renseignements qui y seront portés.

Les nouvelles fiches trimestrielles ont été modifiées de façon à permettre de recueillir des informations complémentaires sur les mouvements de la population et la détention préventive. Ces documents ont été mis en service pour la première fois à partir du mois de juillet 1968 et les nouvelles informations qu'ils ont permis de recueillir ne portent donc que sur le deuxième semestre de l'année écoulée. Aussi en raison de leur caractère encore fragmentaire, il a paru préférable de ne pas les publier dans ce rapport. Mais à partir de l'année 1969, ils feront l'objet d'une publication régulière.

En conséquence, les renseignements rapportés dans les tableaux suivants sont analogues à ceux de l'an dernier et peuvent leur être comparés.

| SITUATION PENALE | DATE D'ECROU | DATE de LIBERATION | DATE de SUICIDE |
|--|--------------|----------------------|-----------------|
| Condamné à 30 mois d'emprisonnement D.P.A.C. ... | 3-11-1967 | 3-5-1970 D.P.A.C. | 2-2-1968 |
| Condamné à 5 ans de R. C. le 5-2-1968 | 21-6-1967 | 21-6-1972 | 16-2-1968 |
| Condamné à 15 ans de R. C. | 20-4-1960 | 20-5-1974 | 19-2-1968 |
| Prévenu | 2-2-1968 | | 20-2-1968 |
| Prévenu | 25-7-1967 | | 22-2-1968 |
| Prévenu | 28-1-1968 | | 26-2-1968 |
| Prévenu | 5-3-1968 | | 9-3-1968 |
| Prévenu | 7-7-1967 | | 10-3-1968 |
| Condamné à 18 mois de R. C. le 21-3-1968 | 12-4-1967 | 12-4-1985 | 25-3-1968 |
| Prévenu | 23-12-1967 | | 29-4-1968 |
| Prévenu | 20-4-1968 | | 7-5-1968 |
| Condamné à un an d'emprisonnement | 30-11-1967 | 30-11-1968 | 24-5-1968 |
| Condamné à 15 ans de R. C. | 25-11-1964 | 25-9-1969 | 28-6-1968 |
| Condamné à 1 an + 8 mois + 6 mois d'empris. | 6-12-1967 | 28-11-1969 | 30-6-1968 |
| Condamné à 10 mois + 3 mois et 1 jour d'empris. .. | 17-4-1968 | 18-5-1969 | 9-7-1968 |
| Prévenu | 28-8-1967 | | 11-7-1968 |
| Prévenu | 26-7-1968 | | 28-7-1968 |
| Prévenu | 16-3-1967 | | 29-7-1968 |
| Prévenu | 1-7-1968 | | 5-9-1968 |
| Condamné à 2 ans d'emprisonnement | 17-5-1967 | 17-4-1969 | 22-8-1968 |
| Prévenu | 13-10-1968 | | 19-10-1968 |
| Condamné à 8 mois d'emprisonnement (en appel) | 18-7-1968 | 18-3-1969 | 17-9-1968 |
| Condamné à 2 ans + 6 mois d'emprisonnement .. | 9-9-1967 | 9-3-1970 | 26-10-1968 |
| Relégué peine principale terminée | 14-7-1959 | | 27-11-1968 |
| Prévenu | 11-11-1968 | | 19-12-1968 |
| Condamné à 5 ans de R. C. | 6-4-1965 | 6-4-1970 | 4-11-1968 |

Trois des détenus décédés étaient de nationalité étrangère (deux Yougoslaves, un Algérien).

A. — Conditions de détention de la population pénale

| | AU 1 ^{er} JANV. 1968 | AU 1 ^{er} AVR. 1968 | AU 1 ^{er} JUIL. 1968 | AU 1 ^{er} OCT. 1968 | AU 1 ^{er} JANV. 1969 |
|-----------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| HOMMES | | | | | |
| Nombre de places : | | | | | |
| — commun | 9.973 | 9.730 | 9.651 | 9.613 | 9.575 |
| — cellule | 15.076 | 15.368 | 15.869 | 15.919 | 16.051 |
| Nombre de présents : | | | | | |
| — commun | 10.670 | 10.983 | 10.263 | 10.539 | 9.817 |
| — cellule | 22.125 | 23.302 | 22.454 | 22.487 | 22.473 |
| Places disponibles : | | | | | |
| — commun | | | | | |
| — cellule | | | | | |
| Surpopulation : | | | | | |
| — commun | 697 | 1.253 | 612 | 926 | 242 |
| — cellule | 7.049 | 7.934 | 6.585 | 6.568 | 6.422 |
| FEMMES | | | | | |
| Nombre de places : | | | | | |
| — commun | 926 | 892 | 917 | 888 | 891 |
| — cellule | 1.381 | 1.379 | 1.354 | 1.415 | 1.383 |
| Nombre de présentes : | | | | | |
| — commun | 258 | 272 | 225 | 243 | 222 |
| — cellule | 1.030 | 1.055 | 922 | 905 | 915 |
| Places disponibles : | | | | | |
| — commun | 668 | 520 | 662 | 645 | 660 |
| — cellule | 351 | 324 | 482 | 510 | 468 |
| Surpopulation : | | | | | |
| — commun | | | | | |
| — cellule | | | | | |

Le nombre des places cellulaires ou en commun offertes par les différents établissements pénitentiaires pour les détenus de sexe masculin est de l'ordre de 25 626. Ce chiffre est en augmentation de 577 sur l'année précédente à la suite notamment de la mise en service d'un bâtiment de détention du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis d'une capacité de 524 places, ainsi que du centre de jeunes détenus de Bordeaux de 96 places. La mise en service des deux nouvelles maisons d'arrêt de Saint-Etienne et d'Albi a procuré un gain de places négligeable (31 places) puisque ces établissements remplaçaient d'anciennes prisons. Il faut signaler en outre que la maison d'arrêt d'Etampes (26 places) a été désaffectée le 20 décembre 1968, et que par suite des travaux entrepris à la maison d'arrêt d'Amiens la capacité de cet établissement a été réduite momentanément de 48 places.

A la lecture de ce tableau, on peut constater que le nombre des places cellulaires a augmenté de près d'un millier en 1968, alors que le nombre des places en commun a diminué de près de 400 places, ce qui traduit une amélioration qualitative de l'équipement pénitentiaire.

B. — Répartition de la population pénale masculine selon la catégorie pénale et l'âge

| | 1 ^{er} JANVIER 1968 | | | | | | | | 1 ^{er} JANVIER 1968 | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------------------|-----|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | — | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | + DE 50 ANS | TOTAUX | — | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | + DE 50 ANS | TOTAUX |
| | Prévenus depuis moins de 8 mois .. | 26 | 588 | 2.347 | 2.347 | 2.105 | 3.368 | 434 | 11.215 | 19 | 668 | 2.489 | 2.464 | 2.003 | 3.203 | 476 | 11.322 | |
| Prévenus depuis plus de 8 mois .. | | 7 | 183 | 274 | 301 | 586 | 77 | 1.428 | | 15 | 171 | 300 | 311 | 655 | 95 | 1.547 | | |
| Dettiers | | 7 | 49 | 59 | 165 | 35 | | 315 | | | 7 | 48 | 70 | 188 | 35 | 348 | | |
| Condamnés à un emprisonnement : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de simple police .. | | | | | | 6 | 6 | 13 | | | | | | | | | | |
| — de moins de 3 mois .. | | 25 | 158 | 203 | 215 | 572 | 127 | 1.300 | | 13 | 135 | 269 | 304 | 847 | 164 | 1.732 | | |
| — de 3 à 6 mois | 1 | 45 | 500 | 624 | 666 | 1.122 | 185 | 3.143 | 2 | 68 | 484 | 678 | 690 | 1.196 | 216 | 3.334 | | |
| — de 6 mois à 1 an .. | | 63 | 547 | 853 | 733 | 1.138 | 164 | 3.498 | | 74 | 636 | 865 | 765 | 1.312 | 157 | 3.809 | | |
| — de 1 à 3 ans | | 53 | 736 | 1.330 | 1.207 | 1.843 | 230 | 5.399 | | 71 | 721 | 1.403 | 1.317 | 1.860 | 255 | 5.627 | | |
| — de 3 à 5 ans | | 4 | 71 | 275 | 318 | 648 | 144 | 1.460 | | 4 | 71 | 311 | 340 | 615 | 141 | 1.482 | | |
| — de plus de 5 ans .. | | | 7 | 20 | 14 | 51 | 9 | 102 | | | 7 | 22 | 16 | 50 | 9 | 106 | | |
| Condamnés à la réclusion criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 25 | 258 | 457 | 1.017 | 193 | 1.948 | | | 29 | 274 | 473 | 1.051 | 182 | 2.009 | | |
| — de 10 à 20 ans | | 1 | 10 | 67 | 229 | 1.006 | 249 | 1.562 | | 1 | 10 | 70 | 218 | 1.002 | 256 | 1.557 | | |
| — à perpétuité | | | 1 | 19 | 50 | 184 | 29 | 283 | | | 1 | 16 | 43 | 185 | 29 | 274 | | |
| Condamnés à la détention criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | 1 | 3 | 2 | 6 | | | | | | | 4 | 1 | 5 | |
| — de 10 à 20 ans | | | | | | 3 | 2 | 5 | | | | | | | 3 | 3 | 6 | |
| — à perpétuité | | | | | | 3 | 3 | 6 | | | | | | | 2 | 7 | | |
| Relégués (pein. princip. termin.) .. | | | | 3 | 21 | 743 | 345 | 1.112 | | | | 2 | 17 | 731 | 340 | 1.090 | | |
| Condamnés à mort | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 27 | 787 | 4.502 | 6.320 | 6.382 | 12.458 | 2.229 | 32.795 | 21 | 916 | 4.702 | 6.727 | 6.575 | 12.921 | 2.363 | 34.285 | | |

B. — Répartition de la population pénale masculine selon la catégorie pénale et l'âge (suite)

| | 1 ^{er} JUILLET 1968 | | | | | | | | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | | | | | | | | | |
|---|------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------------------|-------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | — | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | + DE 50 ANS | TOTAUX | — | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | + DE 50 ANS | TOTAUX |
| | Prévenus depuis moins de 8 mois .. | 14 | 534 | 1.627 | 1.517 | 1.260 | 2.027 | 283 | 7.262 | 19 | 718 | 1.905 | 1.724 | 1.326 | 2.145 | 291 | 8.128 | |
| Prévenus depuis plus de 8 mois .. | | 5 | 97 | 184 | 187 | 344 | 54 | 871 | | 16 | 120 | 202 | 195 | 303 | 35 | 871 | | |
| Prévenus, instruction terminée | 8 | 75 | 361 | 385 | 302 | 512 | 65 | 1.708 | | 66 | 322 | 394 | 295 | 477 | 63 | 1.617 | | |
| Prévenus en délai de recours en appel, en pourvoi | | 39 | 373 | 501 | 469 | 665 | 78 | 2.125 | | 24 | 239 | 370 | 336 | 600 | 79 | 1.648 | | |
| Flagrants délits | | | | 14 | 48 | 69 | 34 | 330 | | 38 | 157 | 190 | 144 | 261 | 45 | 835 | | |
| Dettiers | | | | | | | | | | | 11 | 45 | 60 | 150 | 31 | 297 | | |
| Condamnés à un emprisonnement : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de simple police .. | | | | 2 | 5 | 14 | 3 | 26 | | | 1 | 8 | 1 | 8 | 2 | 20 | | |
| — de moins de 3 mois .. | 1 | 19 | 158 | 240 | 310 | 695 | 140 | 1.563 | | 15 | 145 | 211 | 236 | 641 | 120 | 1.368 | | |
| — de 3 à 6 mois | | 68 | 516 | 538 | 641 | 1.185 | 158 | 3.106 | | 49 | 478 | 588 | 608 | 1.040 | 150 | 2.913 | | |
| — de 6 mois à 1 an .. | | 78 | 651 | 865 | 745 | 1.120 | 155 | 3.614 | | 59 | 592 | 815 | 663 | 1.064 | 118 | 3.311 | | |
| — de 1 à 3 ans | | 62 | 793 | 1.419 | 1.199 | 1.780 | 234 | 5.487 | | 56 | 672 | 1.338 | 1.188 | 1.789 | 221 | 5.464 | | |
| — de 3 à 5 ans | | | 84 | 289 | 388 | 750 | 155 | 1.666 | | 1 | 68 | 412 | 714 | 139 | 1.602 | | | |
| — de plus de 5 ans .. | | 1 | 10 | 21 | 12 | 56 | 12 | 112 | | | 11 | 28 | 29 | 63 | 21 | 152 | | |
| Condamnés à la réclusion criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 33 | 240 | 473 | 1.053 | 178 | 1.977 | | 1 | 22 | 224 | 478 | 1.028 | 184 | 1.937 | | |
| — de 10 à 20 ans | | 1 | 9 | 81 | 206 | 989 | 252 | 1.538 | | | 11 | 67 | 241 | 1.004 | 250 | 1.573 | | |
| — à perpétuité | | | 1 | 15 | 44 | 175 | 29 | 264 | | | 1 | 14 | 50 | 167 | 23 | 255 | | |
| Condamnés à la détention criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | | 4 | 1 | 5 | | | | | | | 2 | 1 | 3 | |
| — de 10 à 20 ans | | | | | | 4 | 2 | 6 | | | | | | | 4 | 1 | 5 | |
| — à perpétuité | | | | 5 | 6 | 6 | 1 | 18 | | | | | | | 3 | 3 | 3 | |
| Relégués (pein. princip. termin.) .. | | | | 2 | 21 | 674 | 342 | 1.039 | | | | 2 | 21 | 661 | 340 | 1.024 | | |
| Condamnés à mort | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 23 | 882 | 4.729 | 6.352 | 6.337 | 12.218 | 2.176 | 32.717 | 19 | 1.043 | 4.955 | 6.488 | 6.282 | 12.124 | 2.115 | 33.026 | | |

B. — Répartition de la population pénale masculine selon la catégorie pénale et l'âge (suite)

| | 1 ^{er} JANVIER 1969 | | | | | | | TOTAL |
|---|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | DE 15 ANS — | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS + | |
| Prévenus depuis moins de 8 mois | 7 | 578 | 1.682 | 1.661 | 1.382 | 2.014 | 324 | 7 648 |
| Prévenus depuis plus de 8 mois | | 21 | 98 | 188 | 161 | 267 | 63 | 798 |
| Prévenus, instruction terminée | 2 | 36 | 318 | 384 | 275 | 448 | 62 | 1.525 |
| Prévenus en délai de recours en appel, en pourvoi | | 18 | 207 | 370 | 312 | 512 | 43 | 1.462 |
| Flagrants délits | | 17 | 89 | 86 | 77 | 166 | 22 | 457 |
| Dettiers | | | 8 | 51 | 57 | 146 | 32 | 294 |
| Condamnés à un emprisonnement : | | | | | | | | |
| — de simple police | | | | 4 | 3 | 5 | 1 | 13 |
| — de moins de 3 mois | | 22 | 140 | 235 | 290 | 672 | 120 | 1.479 |
| — de 3 à 6 mois | | 68 | 497 | 651 | 572 | 1.105 | 167 | 3.060 |
| — de 6 mois à 1 an | | 53 | 631 | 858 | 715 | 1.068 | 116 | 3 441 |
| — de 1 à 3 ans | | 55 | 899 | 1.356 | 1.209 | 1.864 | 220 | 5.603 |
| — de 3 à 5 ans | | 4 | 86 | 287 | 389 | 730 | 144 | 1.640 |
| — de plus de 5 ans | | | 7 | 19 | 21 | 63 | 16 | 126 |
| Condamnés à la réclusion criminelle : | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 21 | 225 | 463 | 1.036 | 174 | 1.918 |
| — de 10 à 20 ans | | | 10 | 66 | 234 | 1.021 | 253 | 1.584 |
| — à perpétuité | | | 1 | 15 | 65 | 157 | 24 | 262 |
| Condamnés à la détention criminelle : | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | | 4 | 2 | 6 |
| — de 10 à 20 ans | | | | | | 10 | 3 | 14 |
| — à perpétuité | | | | | | 3 | | 3 |
| Relégués (peine principale terminée) | | | | 4 | 28 | 614 | 310 | 956 |
| Condamnés à mort | | | | | | | | |
| TOTAL | 9 | 872 | 4.691 | 6 461 | 6.257 | 11.904 | 2 096 | 32.290 |

C. — Répartition de la population pénale féminine selon la catégorie pénale et l'âge

| | 1 ^{er} JANVIER 1968 | | | | | | | | 1 ^{er} AVRIL 1968 | | | | | | | |
|--|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------|
| | DE 15 ANS — | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS + | TOTAUX | DE 15 ANS — | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS + | TOTAUX |
| Prévenues depuis moins de 8 mois .. | 2 | 31 | 99 | 91 | 63 | 182 | 58 | 526 | | 34 | 90 | 106 | 84 | 172 | 61 | 537 |
| Prévenues depuis plus de 8 mois .. | | | 5 | 5 | 11 | 29 | 4 | 54 | | | 5 | 8 | 11 | 30 | 7 | 61 |
| Dettiers | | | | 3 | 7 | 6 | 1 | 17 | | | 2 | 2 | 4 | 9 | 1 | 18 |
| Condamnées à un emprisonnement : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de simple police .. | | | | 1 | 2 | | | 3 | | | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 7 |
| — de moins de 3 mois .. | | 1 | 10 | 4 | 8 | 30 | 8 | 61 | 2 | 8 | 18 | 13 | 40 | 6 | 87 | |
| — de 3 à 6 mois | | 3 | 11 | 19 | 16 | 71 | 24 | 144 | 2 | 11 | 22 | 27 | 68 | 17 | 147 | |
| — de 6 mois à 1 an .. | | | 11 | 14 | 22 | 55 | 17 | 119 | 1 | 8 | 14 | 8 | 50 | 14 | 95 | |
| — de 1 à 3 ans | | | 9 | 14 | 13 | 80 | 25 | 141 | | 9 | 12 | 16 | 86 | 29 | 152 | |
| — de 3 à 5 ans | | | 2 | 6 | 5 | 22 | 10 | 45 | | 1 | 5 | 3 | 26 | 9 | 44 | |
| — de plus de 5 ans .. | | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | | 7 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | | 7 | |
| Condamnées à la réclusion criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 1 | 4 | 6 | 33 | 8 | 52 | | 1 | 3 | 5 | 35 | 9 | 53 | |
| — de 10 à 20 ans | | | | 3 | 8 | 67 | 29 | 107 | | | 3 | 8 | 67 | 29 | 107 | |
| — à perpétuité | | | | | 1 | 3 | 6 | 10 | | | | 1 | 3 | 6 | 10 | |
| Condamnées à la détention criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | | 2 | | 2 | | | | | 2 | | 2 | |
| — de 10 à 20 ans | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — à perpétuité | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Condamnées à mort | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 2 | 36 | 150 | 165 | 165 | 580 | 190 | 1.288 | 40 | 138 | 195 | 184 | 591 | 179 | 1.327 | |

C. — Répartition de la population pénale féminine selon la catégorie pénale et l'âge (suite)

| | 1 ^{er} JUILLET 1968 | | | | | | | | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | | | | | | | |
|--|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|--------|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|--------|
| | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS | TOTAUX | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS | TOTAUX |
| | — | | | | | | + | | — | | | | | | + | |
| Prévenues depuis moins de 8 mois .. | 1 | 34 | 68 | 68 | 39 | 113 | 30 | 353 | | 34 | 93 | 92 | 51 | 133 | 25 | 428 |
| Prévenues depuis plus de 8 mois .. | | 1 | 3 | 3 | 5 | 16 | 6 | 34 | | | 3 | 6 | 6 | 10 | 10 | 35 |
| Prévenues instruction terminée | 1 | 3 | 12 | 8 | 4 | 11 | 5 | 43 | | 1 | 8 | 2 | 2 | 18 | 1 | 32 |
| Prévenues en délai de recours en appel, en pourvoi | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Flagrants délits | | | 5 | 4 | 13 | 41 | 7 | 70 | | 3 | 3 | 2 | 10 | 21 | 6 | 43 |
| Dettiers | | | | 1 | 1 | 2 | 2 | 6 | | | 3 | 1 | | 2 | 2 | 6 |
| Condamnées à un emprisonnement : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de simple police .. | | | | 1 | 3 | 4 | 1 | 9 | | | | | 1 | 10 | 2 | 13 |
| — de moins de 3 mois .. | | | 2 | 5 | 14 | 34 | 5 | 60 | | 1 | 3 | 6 | 7 | 28 | 14 | 59 |
| — de 3 à 6 mois | | 4 | 8 | 24 | 27 | 75 | 19 | 157 | | 3 | 3 | 17 | 8 | 42 | 13 | 86 |
| — de 6 mois à 1 an .. | | | 6 | 13 | 9 | 51 | 16 | 95 | | | | 12 | 17 | 13 | 57 | 114 |
| — de 1 à 3 ans | | 1 | 11 | 16 | 15 | 69 | 26 | 138 | | | 7 | 15 | 18 | 58 | 23 | 121 |
| — de 3 à 5 ans | | | 1 | 6 | 3 | 26 | 10 | 46 | | | 2 | 4 | 4 | 30 | 10 | 50 |
| — de plus de 5 ans .. | | | 1 | 2 | 1 | 2 | 1 | 7 | | | 3 | 1 | | 4 | | 8 |
| Condamnées à la réclusion criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 1 | 4 | 6 | 33 | 6 | 50 | | | 1 | 2 | 3 | 30 | 8 | 44 |
| — de 10 à 20 ans | | | | 3 | 12 | 61 | 21 | 97 | | | | 3 | 11 | 61 | 22 | 97 |
| — à perpétuité | | | | | 1 | 3 | 6 | 10 | | | | | 1 | 1 | 5 | 7 |
| Condamnées à la détention criminelle : | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | | | | | | | | | 2 | | | 2 |
| — de 10 à 20 ans | | | | | 1 | 1 | | 2 | | | | | | | | |
| — à perpétuité | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Condamnées à mort | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 2 | 42 | 118 | 158 | 154 | 542 | 161 | 1.177 | | 40 | 141 | 168 | 139 | 505 | 155 | 1.148 |

— 174 —

C. — Répartition de la population pénale féminine selon la catégorie pénale et l'âge (suite)

| | 1 ^{er} JANVIER 1969 | | | | | | | |
|--|------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------|--------|
| | DE 15 ANS | 15 A 18 ANS | 18 A 21 ANS | 21 A 25 ANS | 25 A 30 ANS | 30 A 50 ANS | DE 50 ANS | TOTAUX |
| | — | | | | | | + | |
| Prévenues depuis moins de 8 mois | 1 | 21 | 87 | 77 | 41 | 112 | 24 | 393 |
| Prévenues depuis plus de 8 mois | | 1 | 2 | 7 | 5 | 16 | 7 | 38 |
| Prévenues instruction terminée | | 1 | 3 | 6 | 4 | 22 | 2 | 38 |
| Prévenues en délai de recours en appel, en pourvoi | | | 3 | 6 | 9 | 17 | 3 | 38 |
| Flagrants délits | | | 4 | 5 | | 3 | 2 | 14 |
| Dettiers | | | | 1 | 3 | 10 | 2 | 16 |
| Condamnées à un emprisonnement : | | | | | | | | |
| — de simple police .. | | | | | 2 | 1 | 1 | 4 |
| — de moins de 3 mois .. | | | 5 | 12 | 6 | 26 | 15 | 64 |
| — de 3 à 6 mois | | 4 | 6 | 15 | 17 | 33 | 9 | 94 |
| — de 6 mois à 1 an .. | | 2 | 7 | 18 | 13 | 45 | 14 | 109 |
| — de 1 an à 3 ans | | | 8 | 19 | 13 | 61 | 23 | 124 |
| — de 3 ans à 5 ans | | | | 6 | 6 | 33 | 7 | 52 |
| — de plus de 5 ans .. | | | 3 | 1 | | 4 | | 8 |
| Condamnées à la réclusion criminelle : | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | 1 | 3 | 4 | 30 | 6 | 44 |
| — de 10 à 20 ans | | | | 1 | 11 | 59 | 22 | 93 |
| — à perpétuité | | | | | 1 | 1 | 4 | 6 |
| Condamnées à la détention criminelle : | | | | | | | | |
| — de 5 à 10 ans | | | | | 1 | 1 | | 2 |
| — de 10 à 20 ans | | | | | | | | |
| — à perpétuité | | | | | | | | |
| Condamnées à mort | | | | | | | | |
| TOTAL | 1 | 29 | 129 | 177 | 127 | 524 | 140 | 1.137 |

— 175 —

Comme les années précédentes, on peut noter que la proportion des détenus incarcérés préventivement par rapport à l'ensemble de la population pénale s'est maintenue pendant toute l'année 1968 entre 37 et 40 %.

L'examen de ces chiffres confirme également le rajeunissement de la population pénale et l'augmentation du nombre des condamnés à de courtes peines, caractéristiques qui avaient déjà été soulignées dans le rapport de l'année précédente. On constate en effet que 55 à 60 % de la population pénale a moins de 30 ans. Parmi les condamnés, la proportion de ceux qui purgent des peines inférieures à trois ans, oscille autour de 65 %.

Quant à la population pénale féminine son effectif est resté stable au cours de l'année 1968.

D. — Répartition de la population pénale par régime pénitentiaire

HOMMES

| | 1 ^{er} JANV. 1968 | 1 ^{er} AVR. 1968 | 1 ^{er} JUIL. 1968 | 1 ^{er} OCT. 1968 | 1 ^{er} JANV. 1969 |
|--|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Progressif : | | | | | |
| — commun diurne | 1.507 | 1.568 | 1.603 | 1.538 | 1.618 |
| — observation | 254 | 225 | 192 | 242 | 191 |
| — semi-liberté | 48 | 63 | 82 | 94 | 104 |
| — militaires et marins . | 14 | 14 | 105 | 21 | 19 |
| — régime mineurs | 27 | 23 | 32 | 25 | 22 |
| — régime spécial | | | 4 | | |
| — hospitalisés à l'exté- rieur et internés | | | | 4 | 2 |
| Non progressif : | | | | | |
| — commun | 9.649 | 10.024 | 8.302 | 9.191 | 8.592 |
| — commun diurne | 933 | 932 | 2.071 | 1.493 | 1.451 |
| — cellulaire | 16.564 | 17.425 | 17.185 | 17.084 | 17.112 |
| — observation | 69 | 66 | 354 | 127 | 137 |
| — semi-liberté | 303 | 334 | 308 | 279 | 295 |
| — militaires et marins . | 869 | 880 | 576 | 906 | 832 |
| — régime mineurs | 2.488 | 2.698 | 1.761 | 1.849 | 1.741 |
| — régime spécial | 70 | 33 | 17 | 30 | 27 |
| — hospitalisés à l'exté- rieur et internés | | | 125 | 143 | 141 |
| | | | | | |
| — commun | 9.649 | 10.024 | 8.302 | 9.191 | 8.592 |
| — commun diurne | 2.440 | 2.500 | 3.674 | 3.031 | 3.983 |
| — cellulaire | 16.564 | 17.425 | 17.185 | 17.084 | 17.112 |
| — observation | 323 | 291 | 546 | 369 | 328 |
| — semi-liberté | 351 | 397 | 390 | 373 | 399 |
| — militaires et marins . | 883 | 894 | 681 | 927 | 851 |
| — régime mineurs | 2.515 | 2.721 | 1.793 | 1.874 | 1.763 |
| — régime spécial | 70 | 33 | 17 | 30 | 27 |
| — hospitalisés à l'exté- rieur et internés | | | 129 | 147 | 149 |

FEMMES

| | 1 ^{er} JANV. 1968 | 1 ^{er} AVR. 1968 | 1 ^{er} JUIL. 1968 | 1 ^{er} OCT. 1968 | 1 ^{er} JANV. 1969 |
|--|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------|-------------------------------|
| Progressif : | | | | | |
| — commun | | | | | |
| — commun diurne | 235 | 252 | 234 | 215 | 215 |
| — cellulaire | | | 4 | 5 | 6 |
| — observation | 34 | 26 | 25 | 25 | 21 |
| — semi-liberté | 1 | 1 | 2 | 2 | 1 |
| — régime mineures | | | | | |
| — régime spécial | | | | | |
| — hospitalisées à l'ex- térieur, internées .. | | | 1 | 2 | 3 |
| Non progressif : | | | | | |
| — commun | 254 | 258 | 212 | 229 | 188 |
| — commun diurne | 316 | 314 | 233 | 219 | 241 |
| — cellulaire | 403 | 427 | 419 | 404 | 414 |
| — observation | | | | | |
| — semi-liberté | 2 | 1 | | 1 | 2 |
| — régime mineures | 43 | 48 | 41 | 44 | 38 |
| — régime spécial | | | 3 | | 2 |
| — hospitalisées à l'ex- térieur, internées .. | | | 3 | 2 | 6 |
| TOTAUX : | | | | | |
| — commun | 254 | 258 | 212 | 229 | 188 |
| — commun diurne | 551 | 566 | 467 | 434 | 456 |
| — cellulaire | 403 | 427 | 423 | 409 | 420 |
| — observation | 34 | 26 | 25 | 25 | 21 |
| — semi-liberté | 3 | 2 | 2 | 3 | 3 |
| — régime mineures | 43 | 48 | 41 | 44 | 38 |
| — régime spécial | | | 3 | | 2 |
| — hospitalisées à l'ex- térieur, internées .. | | | 4 | 4 | 9 |

Dans les tableaux rapportés ci-dessus, les détenus ont été répartis selon qu'ils sont soumis ou non au régime progressif. Dans le premier cas, ils ont été ventilés suivant les diverses phases de ce régime. Les détenus incarcérés dans les établissements où le régime progressif n'est pas appliqué, ont été regroupés dans le deuxième tableau, tandis que le troisième donne la récapitulation générale.

Dans chacun de ces tableaux, on a fait apparaître le nombre des militaires et marins, des mineurs et des condamnés soumis au régime spécial.

On remarquera que 6 % des condamnés contre 5 % l'an dernier sont incarcérés dans un établissement à régime progressif.

E. — Répartition des détenus selon leur affectation professionnelle

| | HOMMES | | | | | FEMMES | | | | | |
|-------------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|--|
| | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 | |
| Inoccupés : | | | | | | | | | | | |
| — Inaptés | 1.799 | 2.006 | 2.119 | 1.807 | 1.614 | 90 | 108 | 89 | 89 | 90 | |
| — Non astreints | 5.498 | 5.986 | 5.363 | 5.690 | 5.543 | 215 | 199 | 182 | 178 | 140 | |
| — Chômeurs | 8.727 | 8.750 | 8.241 | 8.264 | 7.063 | 163 | 185 | 168 | 161 | 159 | |
| TOTAL INOCCUPÉS | 16.024 | 16.742 | 15.723 | 15.761 | 14.220 | 468 | 492 | 439 | 428 | 389 | |
| Travail : | | | | | | | | | | | |
| — En régie | 747 | 843 | 881 | 818 | 712 | 16 | 18 | 19 | 20 | 25 | |
| — En concession | 9.922 | 10.332 | 9.721 | 10.137 | 10.911 | 528 | 532 | 442 | 416 | 353 | |
| — Au service général | 4.084 | 4.138 | 4.242 | 4.213 | 4.234 | 254 | 267 | 255 | 251 | 318 | |
| — Entretien bâtiments | 1.072 | 1.185 | 1.077 | 1.181 | 1.031 | 17 | 16 | 14 | 13 | 10 | |
| — Chantier extérieur | 146 | 173 | 124 | 102 | 241 | » | » | » | » | » | |
| — Semi-liberté | 326 | 372 | 387 | 378 | 400 | 3 | 1 | 2 | 2 | 3 | |
| — Formation professionnelle | 474 | 500 | 562 | 436 | 541 | 2 | 1 | 6 | 18 | 39 | |
| TOTAL DES TRAVAILLEURS | 16.771 | 17.543 | 16.994 | 17.265 | 18.070 | 820 | 835 | 738 | 720 | 748 | |

On remarquera que plus de la moitié des détenus de sexe masculin est occupée soit à des travaux industriels, en régie ou en concession, soit au service général de l'établissement ou à des travaux de construction pour le compte de l'Administration pénitentiaire. Un petit nombre travaille en semi-liberté ou bénéficie d'une formation professionnelle. Un sondage est effectué en liaison avec l'Association pour la formation professionnelle des adultes pour savoir dans quelles conditions les stages suivis par les détenus ont facilité leur reclassement. Les conclusions de cette enquête ainsi qu'un contact plus étroit avec la direction de l'Emploi devraient permettre d'intensifier et de mieux orienter cette activité spécifique dans les établissements.

Si l'on tient compte des détenus qui étaient soit inaptes au travail en raison de leur état de santé, soit libres de ne pas travailler en raison de leur situation pénale, on peut estimer qu'environ 25 % des détenus restent inoccupés.

F. — Répartition des détenus selon leur niveau d'instruction

| | HOMMES | | | | | FEMMES | | | | |
|--------------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 |
| Illettrés | 3.821 | 3.778 | 3.227 | 3.543 | 3.150 | 78 | 79 | 76 | 65 | 81 |
| Instruction primaire | 27.295 | 28.804 | 27.726 | 27.484 | 26.870 | 1.120 | 1.153 | 1.005 | 1.002 | 957 |
| Niveau secondaire ou supérieur .. | 1.679 | 1.703 | 1.764 | 1.999 | 2.270 | 90 | 95 | 96 | 81 | 99 |
| Suivent des cours à l'établiss. | 2.382 | 2.559 | 2.820 | 3.029 | 3.411 | 126 | 128 | 70 | * | 19 |
| Suivent des cours par corresp. | 1.310 | 1.292 | 1.348 | 1.560 | 1.767 | 11 | 10 | 10 | 8 | 12 |
| Autres activités diverses | 769 | 1.036 | 1.637 | 2.208 | 1.292 | * | 30 | 71 | * | 71 |
| Confiés à un éducateur | 2.271 | 2.494 | 2.462 | 2.375 | 2.834 | 284 | 295 | 515 | 266 | 299 |

Près de 85 % des détenus ne possèdent qu'une instruction primaire et 10 % environ sont des illettrés complets. Les efforts déjà entrepris l'année précédente pour développer l'enseignement scolaire dans les prisons ont été poursuivis cette année avec succès puisque le chiffre des détenus qui suivent des cours à l'établissement s'est élevé progressivement au cours de l'année 1968, passant de 2 382 à 3 411, soit une progression de 43 %. Ces cours concernent particulièrement les analphabètes qui aux termes de l'article D. 452 du Code de procédure pénale sont astreints à suivre un enseignement scolaire. Quant aux cours par correspondance leur développement a été sensible au cours de cette année puisque le nombre des détenus qui les suivent est passé de 1 310 à 1 767.

G. — Répartition des détenus selon leur nationalité

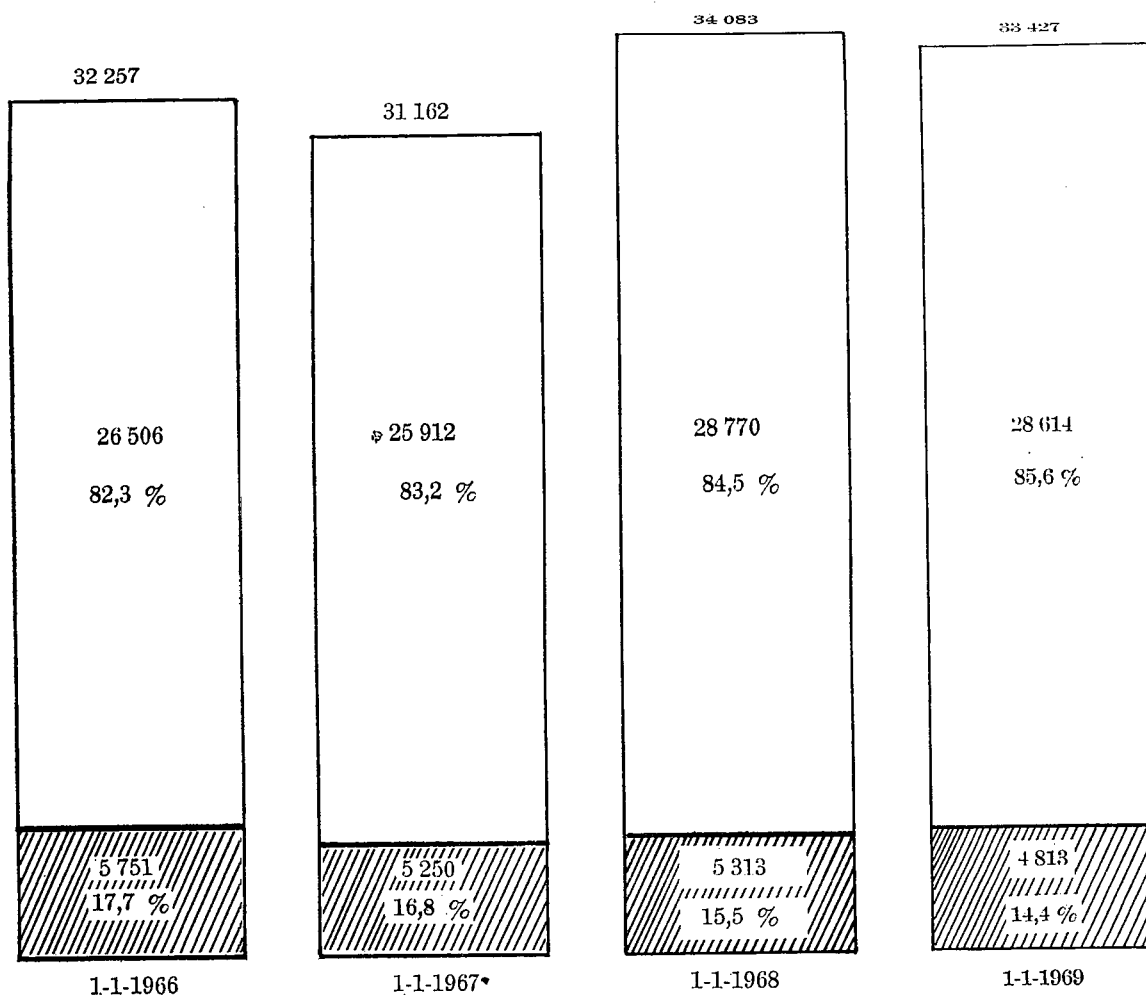
— 181 —

| | HOMMES | | | | | FEMMES | | | | |
|-------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|----------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 | 1 ^{er} JANVIER 1968 | 1 ^{er} AVRIL 1968 | 1 ^{er} JUILLET 1968 | 1 ^{er} OCTOBRE 1968 | 1 ^{er} JANVIER 1969 |
| Français | 27.582 | 29.022 | 27.712 | 28.060 | 27.574 | 1.188 | 1.233 | 1.105 | 1.073 | 1.040 |
| Réfugiés et apatrides | 46 | 52 | 69 | 48 | 52 | 2 | 2 | | 1 | |
| Nationalité mal définie | 19 | 10 | 10 | 10 | 9 | | | | | |
| Etrangers | 5.148 | 5.201 | 4.926 | 4.908 | 4.655 | 98 | 92 | 72 | 74 | 97 |

Nombre total de détenus

Détenus de nationalité française

Détenus de nationalité étrangère



Le nombre des étrangers détenus a diminué légèrement au cours de l'année 1968. Du reste, leur importance respective par rapport à l'ensemble de la population pénale n'a cessé de décroître depuis plusieurs années. En effet, ils représentaient 17,7 % du nombre total des détenus au 1^{er} janvier 1966, 16,8 % au 1^{er} janvier 1967, 15,5 % au 1^{er} janvier 1968 et 14,4 % au 1^{er} janvier 1969.

2

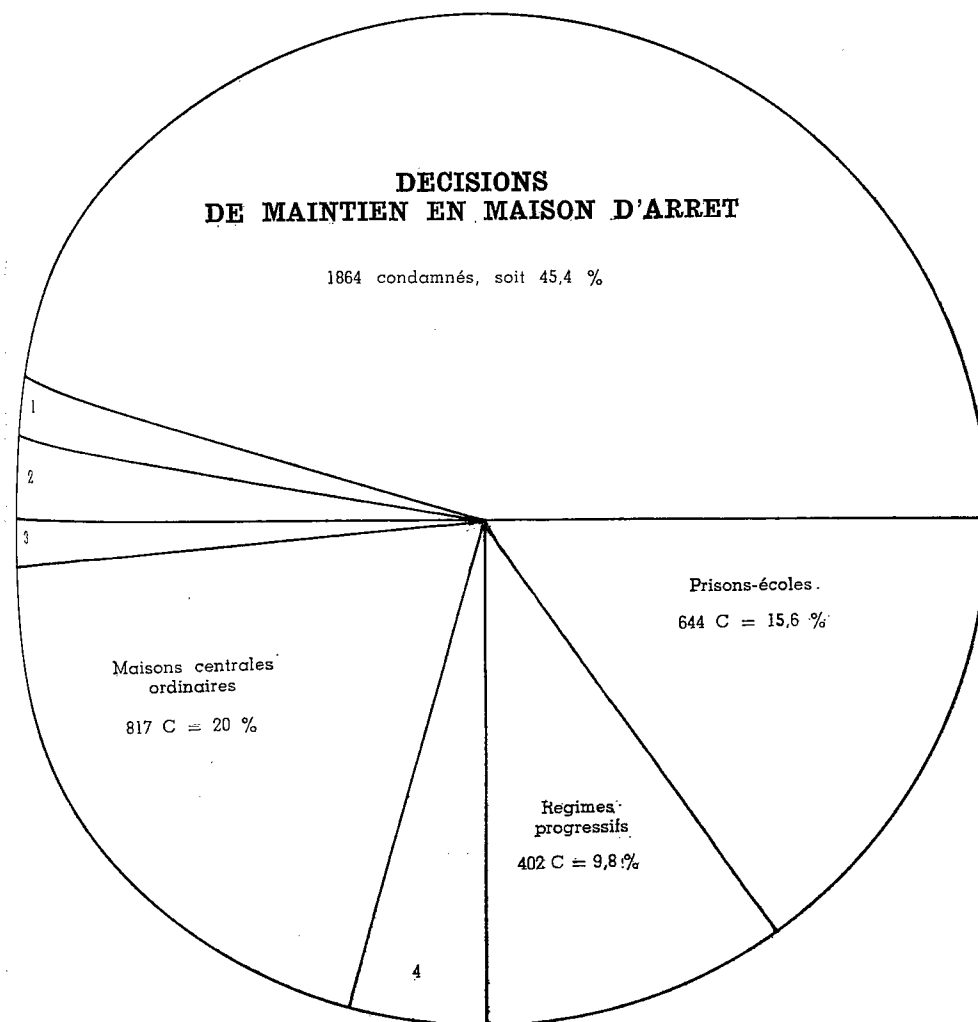
CLASSIFICATION DES DÉTENUS

**I. — AFFECTATIONS PRONONCÉES EN 1968
PAR L'ADMINISTRATION CENTRALE
SOIT SUR INDEX DE PRECLASSIFICATION
SOIT SUR DOSSIERS DU C.N.O.
ET DES C.R.O. DE PARIS OU DE POITIERS**

| | AFFECTATIONS PRONONCÉES SUR | | | TOTAL |
|--|-----------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------|
| | Index | Dossiers du | | |
| | | C.N.O. ou C.R.O. de Paris | C.R.O. de Poitiers | |
| 1. — Etablissements à caractère éducatif : | | | | |
| a) Prisons écoles : | | | | |
| Loos | 159 | 38 | 19 | 216 |
| Oermingen | 248 | 13 | 12 | 273 |
| Toul (quartier des jeunes condamnés) .. | 108 | 20 | 15 | 143 |
| Rouen (centre des jeunes condamnés) .. | 12 | | | 12 |
| b) Etablissements à régime progressif : | | | | |
| M.C. Melun | 99 | 16 | 9 | 124 |
| M.C. Mulhouse | 60 | 18 | 6 | 84 |
| M.C. Caen | 34 | 20 | 4 | 58 |
| M.C. Muret | 81 | 19 | 6 | 106 |
| M.C. Ensisheim | 16 | 9 | 5 | 30 |
| C.P. Rennes (femmes) | 64 | | 1 | 65 |
| 2. — Maisons centrales à régime non progressif : | | | | |
| Clairvaux | 60 | 2 | 6 | 68 |
| Eysses | 83 | 12 | 11 | 106 |
| Nîmes | 157 | 5 | 15 | 177 |
| Poissy | 163 | 8 | 4 | 175 |
| Toul (quartier des adultes) | 92 | 9 | | 101 |
| C.P. Saint-Martin-de-Ré (quartier Toiras) .. | 187 | 3 | | 190 |
| 3. — Etablissements ou quartiers pour condamnés d'origine nord-africaine : | | | | |
| M.C. Riom | 65 | | 1 | 66 |
| M.C. Eysses | 37 | | | 37 |
| M.A. Angers | 27 | | | 27 |
| 4. — Etablissements ouverts - chantiers extérieurs - services généraux des établissements : | | | | |
| Casabianda | 81 | 4 | 6 | 91 |
| C.P. Fontevrault | 29 | 1 | 0 | 30 |
| | 1.862 | 197 | 120 | 2.179 |

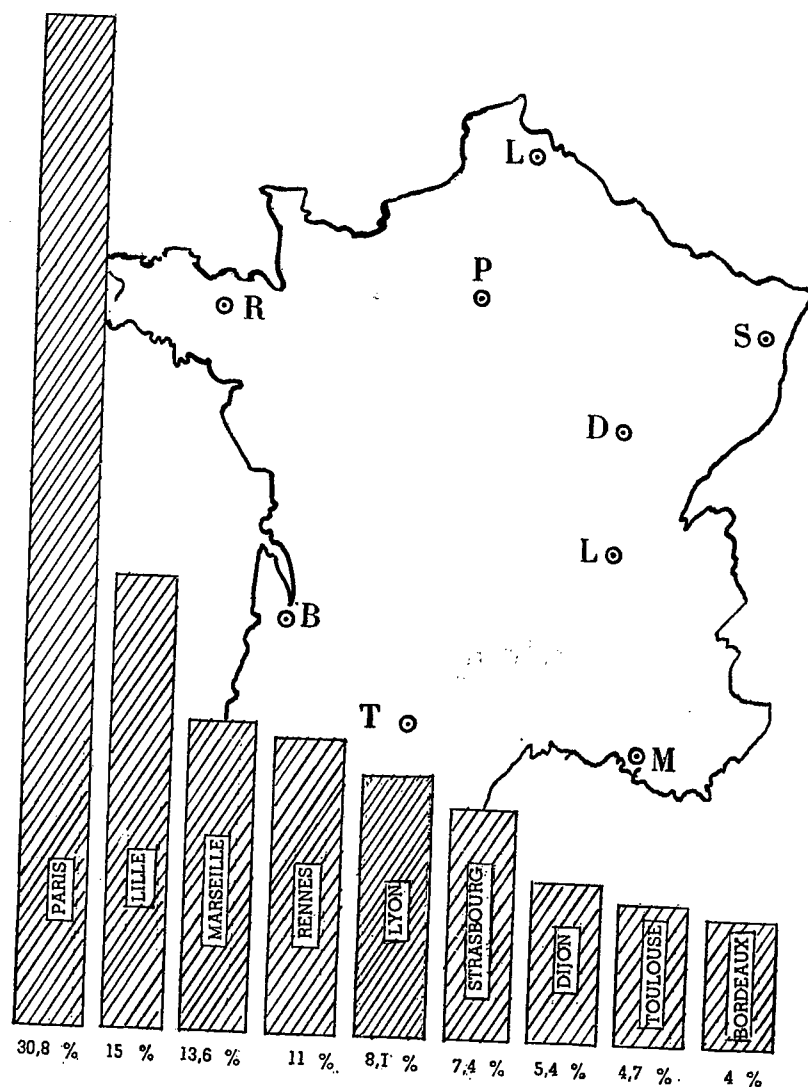
| | AFFECTATIONS PRONONCÉES SUR | | | TOTAL |
|--|--------------------------------|---------------------------------|----------------------|-------|
| | Index | Dossiers du | | |
| | | C.N.O. ou C.R.O. de Paris | C.R.O de Poitiers | |
| Report | 1.862 | 197 | 120 | 2.179 |
| 5. — Etablissements et centres médicaux : | | | | |
| a) C.P. Haguenau | | 2 | | 2 |
| C.P. Châtecau-Thierry | 7 | | | 7 |
| C.R.M.P. de la Santé | 1 | | | 1 |
| b) Sanatorium de Liancourt | 3 | | | 3 |
| c) Prison-hospice de Liancourt | 34 | 2 | 1 | 37 |
| d) Etablissements ou quartiers divers : | | | | |
| Eysses (handicapés physiques) | | 2 | | 2 |
| Nîmes (handicapés physiques) | | | | |
| Poissy (infirmerie spéciale) | | | | |
| Pau (infirmerie spéciale) | 2 | 1 | | 3 |
| Fresnes (hôpital central) | | | 2 | 2 |
| 6. — Affectations en maisons d'arrêt, ou maintien à la disposition des directeurs régionaux : | 1.810 | 23 | 31 | 1.864 |
| 7. — Etablissements pour relégués | 5 | | | 5 |
| Total des affectations prises en 1968 | 3.724 | 227 | 154 | 4.105 |
| 8. — Affectations différées en raison de la situa- tion pénale (poursuite en cassation ou autre affaire), ou d'exams complémentaires | 347 | 35 | 27 | 409 |
| Total des index ou dossiers reçus en 1968 à l'administration centrale | 4.071 | 262 | 181 | 4.514 |

II. — SCHEMA FIGURE DES AFFECTATIONS DONNEES AUX CONDAMNES A UNE LONGUE PEINE



- 1 M.C. Rennes (femmes) : 65 condamnées = 1,6 %
- 2 M.C. Riom, M.C. Eysses, M.A. Angers (nord-africains) : 130 condamnés = 3,2 %
- 3 Centres médicaux spécialisés (malades et vieillards-psychopathes) : 57 condamnés = 1,4 %
- 4 Etablissements ouverts : 121 condamnés = 3 %

III. — ORIGINES DES CONDAMNES AYANT FAIT L'OBJET
DES 4 514 INDEX DE PRECLASSIFICATION
ETABLIS EN 1968



IV. — ETUDE STATISTIQUE
PORTANT SUR 1 457 CONDAMNES A UNE LONGUE PEINE

Le premier tableau rend compte par tranche d'âge des reliquats de peine qui restent à subir au moment de l'examen de l'index de préclassification ou du dossier d'orientation de 1 457 condamnés.

Le second tableau reprend pour ces condamnés les mêmes distinctions en les appliquant à quelques établissements d'affectation.

Les constatations suivantes peuvent notamment être présentées :

- 1° 46,2 % des condamnés classifiés avaient moins de 25 ans lors de l'examen de leur situation ;
- 2° l'effectif global des condamnés ayant plus de cinq ans à subir représente seulement 10,2 % de cette population pénale (relégués exclus).

I. — ETUDE PORTANT SUR 1457 CONDAMNES CLASSIFIES

| AGE | RELIQUAT DE PEINE | | | | | | | | | TOTAL | POURCENTAGE Par tranche d'âge |
|----------------------------|-------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------|----------|----------|-------|-------------------------------------|
| | Moins d'un an | 1 AN à moins de 2 ans | 2 ANS à moins de 3 ans | 3 ANS à moins de 3 ans | 5 ANS à moins de 10 ans | 10 ANS à moins de 20 ans | Plus de 20 ans | R. C. P. | RELÉGUES | | |
| Moins de 15 ans | | 1 | | | | | | | | 1 | |
| 15 à moins de 18 ans | 6 | 15 | 1 | 1 | | | | | | 23 | |
| 18 à moins de 21 ans | 56 | 169 | 32 | 13 | 6 | | | | 2 | 278 | |
| TOTAL | 62 | 185 | 33 | 14 | 6 | | | | 2 | 302 | 20,7% |
| 21 à moins de 22 ans | 18 | 50 | 18 | 8 | 5 | | | | | 99 | |
| 22 à moins de 23 ans | 14 | 53 | 16 | 12 | 2 | 3 | | | | 100 | |
| TOTAL | 32 | 103 | 34 | 20 | 7 | 3 | | | | 199 | 13,7% |
| 23 à moins de 24 ans | 9 | 50 | 7 | 13 | 4 | 1 | | | | 84 | |
| 24 à moins de 25 ans | 6 | 46 | 19 | 11 | 3 | 2 | | | 1 | 88 | |
| TOTAL | 15 | 96 | 26 | 24 | 7 | 3 | | | 1 | 172 | 11,8% |

— 194 —

| | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|------|-------|-------|-------|------|------|--|------|------|------|-------|
| 25 à moins de 30 ans | 10 | 132 | 37 | 39 | 23 | 7 | | 2 | 2 | 252 | |
| 30 à moins de 35 ans | 5 | 81 | 30 | 28 | 16 | 9 | | 2 | 5 | 176 | |
| 35 à moins de 40 ans | 3 | 49 | 26 | 19 | 11 | 6 | | 1 | 6 | 121 | |
| TOTAL | 18 | 262 | 93 | 86 | 50 | 22 | | 5 | 13 | 549 | 37,6% |
| 40 à moins de 45 ans | 1 | 35 | 15 | 26 | 11 | 6 | | 1 | 5 | 100 | |
| 45 à moins de 50 ans | 2 | 28 | 15 | 9 | 10 | 5 | | 2 | 6 | 77 | |
| 50 à moins de 55 ans | 1 | 9 | 5 | 5 | 3 | | | | 1 | 24 | |
| 55 à moins de 60 ans | 1 | 8 | 1 | 6 | 2 | | | | 1 | 19 | |
| 60 à moins de 65 ans | | 3 | 3 | | 3 | | | | 1 | 10 | |
| 65 à moins de 70 ans | | 3 | | 2 | | | | | | 5 | |
| 70 à moins de 75 ans | | | | | | | | | | | |
| Plus de 75 ans | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 5 | 86 | 39 | 48 | 29 | 11 | | 3 | 14 | 235 | 16,2% |
| TOTAL | 132 | 732 | 225 | 192 | 99 | 39 | | 10 | 28 | 1457 | |
| POURCENTAGE | 9,1% | 50,1% | 15,5% | 13,2% | 6,8% | 2,7% | | 0,7% | 1,9% | | |

— 195 —

II. — ETUDE PORTANT SUR 7 ETABLISSEMENTS D'AFFECTATION

| AGE | RELIQUAT DE PEINE | | | | | | | | TOTAL | |
|----------------------------|-------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------|----------|-------|----------|
| | MOINS d'un an | 1 AN à moins de 2 ans | 2 ANS à moins de 3 ans | 3 ANS à moins de 5 ans | 5 ANS à moins de 10 ans | 10 ANS à moins de 20 ans | Plus de 20 ans | R. C. P. | | Relâchés |
| PRISON-ECOLE D'OERMINGEN | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | 1 | 8 | | | | | | | | 9 |
| 18 à moins de 21 ans | 8 | 65 | 7 | | | | | | | 80 |
| 21 à moins de 22 ans | 1 | 19 | 3 | 1 | | | | | | 24 |
| 22 à moins de 23 ans | 2 | 16 | 3 | | | | | | | 21 |
| 23 à moins de 24 ans | | 5 | | | | | | | | 5 |
| TOTAL | 12 | 113 | 13 | 1 | | | | | | 139 |
| PRISON-ECOLE DE LOOS | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | 4 | 1 | 1 | | | | | | 6 |
| 18 à moins de 21 ans | | 37 | 16 | 4 | 1 | | | | | 58 |

| | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------|--|----|----|----|---|---|--|--|--|----|
| 21 à moins de 22 ans | | 9 | 5 | | | | | | | 14 |
| 22 à moins de 23 ans | | 5 | 3 | | | | | | | 8 |
| 23 à moins de 24 ans | | | | | | | | | | 2 |
| 24 à moins de 25 ans | | 2 | | | | | | | | |
| TOTAL | | 57 | 25 | 5 | 1 | | | | | 88 |
| CENTRE PENITENTIAIRE DE CASABIANDA | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | | | | | | | | | |
| 18 à moins de 21 ans | | | 1 | | | | | | | 1 |
| 21 à moins de 22 ans | | | | | | | | | | |
| 22 à moins de 23 ans | | | | | | | | | | |
| 23 à moins de 24 ans | | | | | | | | | | |
| 24 à moins de 25 ans | | | | | | | | | | |
| 25 à moins de 30 ans | | 1 | 2 | 2 | | | | | | 5 |
| 30 à moins de 35 ans | | 2 | 1 | 3 | 1 | | | | | 7 |
| 35 à moins de 40 ans | | 2 | 3 | | | 1 | | | | 6 |
| 40 à moins de 45 ans | | | | 4 | 1 | 1 | | | | 6 |
| 45 à moins de 50 ans | | | 2 | 1 | 2 | | | | | 5 |
| 50 à moins de 55 ans | | | | | 1 | | | | | 1 |
| TOTAL | | 5 | 9 | 10 | 5 | 2 | | | | 31 |

II. — ETUDE PORTANT SUR 7 ETABLISSEMENTS D'AFFECTATION (suite)

| AGE | RELIQUAT DE PEINE | | | | | | | | TOTAL | |
|---------------------------------|-------------------|-----------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|--------------------------|----------------|----------|-------|---------|
| | Moins d'un an | 1 AN à moins de 2 ANS | 2 ANS à moins de 3 ans | 3 ANS à moins de 5 ans | 5 ANS à moins de 10 ans | 10 ANS à moins de 20 ans | Plus de 20 ans | R. C. P. | | RELÉGÉS |
| MAISON CENTRALE DE MELUN | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | | | | | | | | | |
| 18 à moins de 21 ans | | 1 | | 1 | 1 | | | | | 3 |
| 21 à moins de 22 ans | | | 1 | | | | | | | 1 |
| 22 à moins de 23 ans | | 1 | 4 | 2 | | | | | | 7 |
| 23 à moins de 24 ans | | 1 | | | | | | | | 1 |
| 24 à moins de 25 ans | | | 2 | 4 | | | | | | 6 |
| 25 à moins de 30 ans | | 1 | 4 | 5 | | | | | | 10 |
| 30 à moins de 35 ans | | 2 | 2 | 4 | | | | | | 8 |
| 35 à moins de 40 ans | | | | 3 | | | | | | 3 |
| 40 à moins de 45 ans | | | | 2 | | | | | | 2 |
| 45 à moins de 50 ans | | | 1 | 1 | | | | | | 2 |
| 50 ans et plus | | | 1 | | | | | | | 1 |
| TOTAL | | 6 | 15 | 22 | 1 | | | | | 44 |
| MAISON CENTRALE DE MURET | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | | | | | | | | | |
| 18 à moins de 21 ans | | | | | 1 | | | | 1 | 2 |

| | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------|---|---|---|---|----|----|--|---|--|----|
| 21 à moins de 22 ans | | | | 2 | 2 | | | | | 4 |
| 22 à moins de 23 ans | | | | 1 | 1 | 2 | | | | 4 |
| 23 à moins de 24 ans | | | | 1 | | | | | | 1 |
| 24 à moins de 25 ans | | | | | | 1 | | | | 1 |
| 25 à moins de 30 ans | | | 1 | | 10 | 2 | | | | 13 |
| 30 à moins de 35 ans | 1 | | | | 2 | 4 | | 1 | | 8 |
| 35 à moins de 40 ans | | 1 | | | 1 | 1 | | | | 3 |
| 40 à moins de 45 ans | | | | | 3 | | | | | 3 |
| 45 à moins de 50 ans | | | | | | | | | | |
| 50 à moins de 55 ans | | | | | 1 | | | | | 1 |
| 55 à moins de 60 ans | | | | 1 | | | | | | 1 |
| 60 ans et plus | | | | | 1 | | | | | 1 |
| TOTAL | | 1 | 2 | 5 | 22 | 10 | | 2 | | 42 |
| MAISON CENTRALE DE CLAIRVAUX | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | | | | | | | | | |
| 18 à moins de 21 ans | | | | | | | | | | |
| 21 à moins de 22 ans | | | | | | | | | | |
| 22 à moins de 23 ans | | | | | | | | | | |
| 23 à moins de 24 ans | | | | | | | | | | |
| 24 à moins de 25 ans | | | | 1 | | | | | | 1 |
| 25 à moins de 30 ans | | 2 | 1 | 4 | 3 | 1 | | | | 11 |
| 30 à moins de 35 ans | | | 1 | 1 | | | | | | 2 |
| 35 à moins de 40 ans | | | | 2 | 2 | | | | | 5 |
| 40 à moins de 45 ans | | | | | | 1 | | | | 1 |
| 45 à moins de 50 ans | | | | | | 1 | | 2 | | 2 |
| 50 ans et plus | | | | | 1 | | | | | 1 |
| TOTAL | | 2 | 2 | 8 | 6 | 3 | | 2 | | 23 |

II. — ETUDE PORTANT SUR 7 ETABLISSEMENTS D'AFFECTATION (suite)

| AGE | RELIQUAT DE PEINE | | | | | | | | TOTAL | |
|---|-------------------|-----------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-------------------|----------|-------|----------|
| | Moins d'un an | 1 AN à moins de 2 ans | 2 ANS à moins de 3 ans | 3 ANS à moins de 5 ans | 5 ANS à moins de 10 ans | 10 ANS à moins de 20 ans | Plus de 20 ans | R. C. P. | | Relégués |
| MAISON CENTRALE D'EYSSES (Européens) | | | | | | | | | | |
| Moins de 15 ans | | | | | | | | | | |
| 15 à moins de 18 ans | | | | | | | | | | |
| 18 à moins de 21 ans | | | | | | | | | | |
| 21 à moins de 22 ans | | | | | | | | | | |
| 22 à moins de 23 ans | | | | | | | | | | |
| 23 à moins de 24 ans | | | | | | | | | | |
| 24 à moins de 25 ans | | | | | | | | | | 2 |
| 25 à moins de 30 ans | | 1 | 1 | 3 | 1 | | | | | 7 |
| 30 à moins de 35 ans | | 1 | 2 | 3 | 3 | | | | | 10 |
| 35 à moins de 40 ans | | 2 | 5 | 2 | 3 | | | | | 6 |
| 40 à moins de 45 ans | | 1 | | 2 | 2 | | | | | 5 |
| 45 à moins de 50 ans | | | | | 2 | | | | | 2 |
| 50 à moins de 55 ans | | | | | | | | | | 3 |
| 55 à moins de 60 ans | | | | | | | | | | |
| TOTAL | 5 | 10 | 15 | 5 | | | | | | 35 |

RELÉGATION

REPARTITION DES DETENUS SUBISSANT LA RELEGATION
au 1^{er} janvier 1968 et au 31 décembre 1968

| ETABLISSEMENTS | AU 1-1-1968 | AU 31-12-1968 | ETABLISSEMENTS | AU 1-1-1968 | AU 31-12-1968 |
|-------------------------------------|-------------|---------------|---|-------------|---------------|
| Saint-Martin-de-Ré | 239 | 194 | Autres maisons centrales | 35 | 37 |
| Manzac | 423 | 370 | Maisons d'arrêt | 97 | 37 |
| C.O.R. Rouen | 22 | 22 | Sanatorium Liencourt | 8 | 6 |
| — Besançon | 28 | 23 | Hospice Liencourt | 20 | 18 |
| C.S.L. Clermont-Ferrand | 50 | 43 | Centre pénit. Châtea-Thierry | 6 | 6 |
| — Saint-Sulpice | 42 | 45 | C.P. Haguenau | 7 | 6 |
| Pr. Lure | 46 | 45 | Maison centrale d'Eysses (quartier spécial) | 37 | 33 |
| Maison centr. Eysses (Nord-Afr.) .. | 36 | 31 | Prison de Beaune (1) | 2 | « |
| Maison centrale d'Ensisheim | 5 | 8 | Prison de Mende (2) | « | 2 |
| TOTAL | 890 | 781 | TOTAL | 212 | 185 |

Total au 1^{er} janvier 1968 : 1102. (1) Etablissement fermé au cours de l'année 1968.
 Total au 31 décembre 1968 : 966. (2) Etablissement ouvert au cours de l'année 1968.

TABLEAU I

**EFFECTIF DES RELEGUES
AYANT QUITTE LES CENTRES PENITENTIAIRES
DE SAINT-MARTIN-DE-RE ET DE MAUZAC EN 1968**

| | ST-MARTIN DE-RE | MAUZAC | TOTAL |
|---|--------------------|------------|------------|
| 1° Elargissement : | | | |
| a) Par voie de grâce | " | 2 | 2 |
| b) Par voie de libération conditionnelle | | | |
| — avec stage préalable en semi-liberté | 3 | 5 | 8 |
| — sans stage en semi-liberté .. | 47 | 118 | 165 |
| 2° A la suite d'un transfèrement : | | | |
| a) Sur un centre d'observation | 36 | 25 | 61 |
| b) Sur un centre de semi-liberté .. | 40 | 41 | 81 |
| c) Sur les centres pour psychopathes | 2 | 2 | 4 |
| d) Sur un hôpital pénitentiaire | 12 | 10 | 22 |
| e) Sur le sanatorium pénitentiaire de Liancourt | x | 1 | 1 |
| f) Sur l'hospice de Liancourt | x | 4 | 4 |
| g) Sur d'autres établissements | 14 | 27 | 41 |
| TOTAL | 154 | 235 | 389 |

TABLEAU II

**EFFECTIFS DES RELEGUES ECROUES EN 1968
AUX CENTRES PENITENTIAIRES
DE SAINT - MARTIN - DE - RE ET DE MAUZAC**

| ETABLISSEMENTS | RELEGUES SUBISSANT LA RELEGATION pour la 1 ^{re} fois | RELEGUES REINTEGRES | | TOTAL | |
|--------------------|---|---|--|-----------|------------|
| | | A LA SUITE d'un incident en semi-lib. | A LA SUITE D'UNE RÉVOCAION de libération condition. | | |
| | | | AVEC DÉLIT | | SANS DÉLIT |
| St-Martin-de-Ré .. | 48 | 31 | 37 | 7 | 124 |
| Mauzac | 30 | 56 | 69 | 17 | 172 |
| TOTAL | 78 | 87 | 106 | 25 | 296 |

TABLEAU III

**ENTREES ET SORTIES DES RELEGUES
DETENUS DANS LES C.O.R.**

| | PRESENTS AU 1-1-1968 | ACHEMINES EN 1968 | PLACES (1) EN SEMI-LIBERTÉ | FUGUEURS EN SEMI-LIBERTÉ | ADMIS A LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE | TRANSFÉRES EN CENTRE de semi-liberté | TRANSFÉRES EN ÉTABLISSEM. fermé |
|--------------------|-------------------------|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|--|--|---------------------------------------|
| Rouen | 22 | 28 | 30 | 16 | 14 | | |
| Besançon | 28 | 42 | 58 | 15 | 20 | | 12 |
| TOTAL | 50 | 70 | 88 | 31 | 34 | | 12 |

(1) Y compris ceux des années précédentes.

TABLEAU IV

**ENTREES ET SORTIES DES RELEGUES
DETENUS DANS LES C.S.L.**

| CENTRES | ENTREES TRANSFÈREMENTS A PARTIR | | | | | TOTAL | SORTIES | | | TOTAL |
|--------------------|------------------------------------|--|---------------|----------------------|----------------------|------------|--------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|------------|
| | EFFECTIF AU 1-1-1968 | des centres St-Martin-de-Ré ou de Mauzac | des C.O.R. | du centre de Lure | d'un autre centre | | Libérés conditionnels | Fugueurs en semi-liberté | Transférés sur d'autres établi. | |
| Clerm.-Ferrand .. | 42 | 46 | 3 | 3 | | 52 | 19 | 39 | 22 | 80 |
| Saint-Sulpice | 50 | 36 | 2 | 4 | 12 | 54 | 20 | 20 | 12 | 52 |
| TOTAL | 92 | 82 | 5 | 7 | 12 | 106 | 39 | 59 | 34 | 132 |

TABLEAU V

**ENTREES ET SORTIES DES RELEGUES
DETENUS DANS LES PRISONS POUR ANTISOCIAUX**

| | ENTREES TRANSFÈREMENTS A PARTIR | | | | TOTAL | SORTIES | | | TOTAL |
|------------|------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|------------------------|-------|--|------------------------------------|-------------------------|-------|
| | d'un C.O.R. | d'un centre de semi-liberté | de la prison de Beaucane | d'un autre établis. | | TRANSFÈREMENTS sur un centre de semi-liberté | sur un établis. à carac. médic. | sur un autre établi. | |
| Lure | 2 | » | » | 18 | 20 | 9 | 1 | 10 | 20 |

4

ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

**DETENUS AYANT BENEFICIE
DE L'ENSEIGNEMENT EN 1968**

| REGIONS | NOMBRE | | |
|--------------------|--------------|---------------|---------------|
| | EN 1966 | EN 1967 | EN 1968 |
| Bordeaux | 464 | 985 | 1 650 |
| Dijon | 208 | 539 | 616 |
| Lille | 1 258 | 1 859 | 1 913 |
| Lyon | 837 | 1 139 | 942 |
| Paris | 3 104 | 3 547 | 3 587 |
| Marseille | 946 | 722 | 942 |
| Rennes | 595 | 805 | 856 |
| Strasbourg | 1 459 | 2 025 | 2 138 |
| Toulouse | 508 | 584 | 854 |
| TOTAL | 9 409 | 12 205 | 13 498 |

Nota :

En 1964, 5541 détenus ont suivi les cours. L'accroissement est de 18,26 % en 1965.
 En 1965, 6553 détenus ont suivi les cours. L'accroissement est de 42,7 % en 1966.
 En 1966, 9409 détenus ont suivi les cours. L'accroissement est de 20,8 % en 1967.
 En 1967, 12205 détenus ont suivi les cours. L'accroissement est de 9,7 % en 1968.

LES COURS D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE

(élèves inscrits en 1968 : 2 845)

| DIRECTIONS RÉGIONALES | EDUCATION NATIONALE C.N.T.E. | | AUXILIA | DIVERS | TOTAL 1968 |
|--------------------------|------------------------------------|----------------------|--------------|------------|---------------|
| | 1 ^{er} degré | 2 ^e degré | | | |
| BORDEAUX | 74 | 63 | 180 | 31 | 348 |
| DIJON | 6 | | 135 | 28 | 169 |
| LILLE | 26 | 13 | 141 | 31 | 211 |
| LYON | 4 | 4 | 48 | 23 | 79 |
| MARSEILLE | | 15 | 75 | 80 | 170 |
| PARIS | 60 | 138 | 755 | 98 | 1 051 |
| RENNES | 13 | 14 | 107 | 59 | 193 |
| STRASBOURG | 55 | 25 | 184 | 64 | 328 |
| TOULOUSE | 2 | 57 | 181 | 49 | 295 |
| OUTRE-MER | | | | 1 | 1 |
| TOTAUX | 246 | 329 | 1 806 | 464 | 2 845 |

Nota. — Il y avait :
 — en 1965, 1609 inscrits ;
 — en 1966, 2044 inscrits ;
 — en 1967, 2200 inscrits.

RESULTATS AUX EXAMENS EN 1968 (1 127 présentés — 890 reçus)

| DIRECTIONS RÉGIONALES | C.E.P. | | F.P.A. | | C.A.P. | | BREVETS | | BACCALAUREATS | | DIPLOMES SUPERIEURS | | TOTAUX | |
|--------------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------|-----------|------------------------|-----------|--------------|------------|
| | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. | P. | R. |
| BORDEAUX | 69 | 49 | » | » | 7 | 3 | 9 | 7 | » | » | » | » | 85 | 59 |
| DIJON | 35 | 23 | 1 | 1 | 2 | 1 | 5 | 5 | » | » | 1 | 1 | 44 | 31 |
| LILLE | 104 | 83 | 17 | 16 | 3 | » | 16 | 16 | 1 | 1 | 1 | 1 | 142 | 117 |
| LYON | 38 | 35 | 9 | 9 | » | » | 2 | 2 | » | » | 2 | 1 | 51 | 47 |
| MARSEILLE | 34 | 33 | » | » | » | » | 1 | 1 | 1 | 1 | » | » | 36 | 35 |
| PARIS | 139 | 101 | 17 | 13 | 23 | 14 | 27 | 20 | 12 | 9 | 22 | 17 | 240 | 174 |
| RENNES | 28 | 26 | 35 | 29 | 8 | 6 | 6 | 4 | » | » | 1 | 1 | 78 | 66 |
| STRASBOURG (1) | 417 | 93 | 192 | 163 | 9 | 8 | 20 | 13 | 2 | 1 | 4 | 4 | 344 | 282 |
| TOULOUSE | 58 | 38 | 43 | 13 | 6 | 5 | 6 | 6 | 3 | 3 | 4 | 3 | 90 | 68 |
| T.O.M. (Réunion) .. | 43 | 8 | 3 | 3 | » | » | 1 | » | » | » | » | » | 47 | 11 |
| TOTAUX | 635 | 489 | 287 | 247 | 58 | 37 | 93 | 74 | 49 | 15 | 35 | 28 | 1 127 | 890 |

P. = Présentés R. = Reçus

En 1965, 480 diplômes avaient été obtenus. En 1966, il y en a 641, soit une augmentation de 49 % par rapport à 1965. En 1967, il y en a 631. En 1968, il y en a 890, soit 39 % de plus, grâce notamment au personnel qualifié de l'Education nationale.

(1) La région de Strasbourg a transformé le centre professionnel d'Ecrooves en centre de jeunes qui ne prépare plus à la F.P.A.

5

TRAVAIL PÉNAL

TRAVAIL PENAL (ANNEE 1968)
Renseignements généraux

EFFECTIF PENAL

| | | |
|--|------------|---------|
| Nombre de journées de détention | 12 641 829 | |
| Effectif moyen | 34 701 | |
| Nombre de journées de travail..... | 4 446 025 | |
| Effectif moyen de détenus occupés | 14 869 | 42,84 % |

REPARTITION DES EMPLOIS

| | | |
|--|-------|---------|
| Services généraux (int. et ext.) | 4 901 | 32,96 % |
| Bâtiments | 872 | 5,87 % |
| Régie industrielle | 722 | 4,85 % |
| Travail concédé (int. et ext.) | 7 752 | 52,13 % |
| Formation professionnelle | 291 | 1,96 % |
| Semi-liberté | 331 | 2,23 % |

PRODUIT DU TRAVAIL

| | | |
|---|---------------|---------|
| Montant total des feuilles de paie F | 30 712 186,27 | |
| Part des détenus | 15 807 907,13 | 51,47 % |
| Part de l'Etat | 11 254 446,07 | 36,64 % |

REDEVANCE SPECIALE

| | | |
|---|--------------|--------|
| Part de la Caisse nationale de Sécurité sociale .. | 1 456 918 | |
| Part de l'Etat | 1 462 378,01 | |
| | 2 919 296,01 | 9,51 % |

SECURITE SOCIALE

« ACCIDENTS DU TRAVAIL »

| | | |
|---|------------|--------|
| Part de la Caisse nationale de Sécurité sociale .. | 524 632,74 | |
| Part de l'Etat | 205 904,32 | |
| | 730 537,06 | 2,38 % |

RECAPITULATION

DU PRODUIT DU TRAVAIL

| | | |
|--|---------------|---------|
| Part totale de l'Etat | 12 922 728,40 | 42,07 % |
| Part totale de la Sécurité sociale | 1 981 550,74 | 6,45 % |
| Part des détenus | 15 807 907,13 | 51,48 % |

MONTANT TOTAL DES FEUILLES DE PAIE 30 712 186,27

**REPARTITION DU MONTANT DES FEUILLES DE PAIE
PAR CATEGORIES D'EMPLOIS**

(non compris la cotisation « Accidents du travail »)

ANNEE 1968

| | | |
|---------------------------------|----------------|---------|
| Services généraux | F 2 264 749,22 | 7,55 % |
| Bâtiments | 793 060,59 | 2,65 % |
| Régie industrielle | 2 167 290,98 | 7,23 % |
| Travail concédé | 22 248 103,87 | 74,21 % |
| Formation professionnelle | 85 309,19 | 0,28 % |
| Semi-liberté | 2 423 135,36 | 8,08 % |

| | | |
|--|---------------|--|
| | 29 981 649,21 | |
| Cotisation « Accidents du travail » | 730 537,06 | |

MONTANT TOTAL DES FEUILLES DE PAIE 30 712 186,27

**TABLEAU COMPARATIF DES ANNEES 1967 ET 1968
EN CE QUI CONCERNE LA REPARTITION
DU PRODUIT DU TRAVAIL
(y compris la cotisation « Accidents du travail »)**

| | 1968 | 1967 | DIFFERENCE | | POURCENTAGE |
|--|----------------------|----------------------|---------------------|----------|--------------|
| | | | EN PLUS | EN MOINS | |
| Part des détenus | 15.807.907,13 | 13.898.795,92 | 1.909.111,21 | » | 13,73 % |
| Part de l'Etat | 11.254.446,07 | 10.087.295,11 | 1.167.150,96 | » | 11,57 |
| Redevance spéciale | 2.919.296,01 | 2.587.512,41 | 331.783,60 | » | 12,82 |
| Sécurité sociale | 730.537,06 | 627.094,01 | 103.443,05 | » | 16,49 |
| TOTAL DES FEUILLES DE PAIE | 30.712.186,27 | 27.200.697,45 | 3.511.488,82 | » | 12,90 |
| RÉCAPITULATION | | | | | |
| Part des détenus | 15.807.907,13 | 13.898.795,92 | 1.909.111,21 | » | 13,73 |
| Perception totale de l'Etat | 12.922.728,40 | 11.562.450,54 | 1.360.277,86 | » | 11,76 |
| Perception totale de la Sécurité sociale | 1.912.550,74 | 1.739.450,99 | 242.099,75 | » | 13,91 |
| TOTAL DES FEUILLES DE PAIE | 30.712.186,27 | 27.200.697,45 | 3.511.488,82 | » | 12,90 |

**ETAT COMPARATIF DES ANNEES 1967 ET 1968
EN CE QUI CONCERNE LA REPARTITION
DES FEUILLES DE PAIE PAR CATEGORIES D'EMPLOIS**

| | 1968 | 1967 | DIFFERENCE | | POURCENTAGE |
|---|----------------------|----------------------|---------------------|----------|--------------|
| | | | EN PLUS | EN MOINS | |
| Services généraux | 2.264.749,22 | 2.083.897,27 | 165.645,16 | » | 7,94 % |
| Bâtiments | 793.060,59 | 745.749,94 | 47.310,65 | » | 6,34 |
| Régie industrielle | 2.167.290,98 | 1.877.547,49 | 304.950,28 | » | 16,37 |
| Travaux concédés | 22.248.103,87 | 19.610.590,99 | 2.637.512,88 | » | 13,45 |
| Formation professionnelle | 85.309,19 | 75.895,35 | 9.413,84 | » | 12,40 |
| Semi-liberté | 2.423.135,36 | 2.179.922,40 | 243.212,96 | » | 11,15 |
| | 29.981.649,21 | 26.573.603,44 | 3.408.045,77 | » | 12,82 |
| Cotisation accidents du travail | 730.537,06 | 627.094,01 | 103.443,05 | » | 16,49 |
| TOTAL DES FEUILLES DE PAIE | 30.712.187,27 | 27.200.697,45 | 3.511.488,82 | » | 12,90 |

SALAIRE DES DETENUS
(y compris la redevance spéciale
et la cotisation « Accidents du travail »)

ANNEE 1968

| | | |
|--|--------|-----------------|
| 1° <i>Pour l'ensemble des détenus occupés</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 30 712 186,27 F |
| Effectif moyen occupé | 14 869 | |
| Salaire annuel par détenu | | 2 065,51 |
| Salaire mensuel par détenu | | 172,12 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 6,88 |
| (au lieu de 6,32 F en 1967) | | |
| 2° <i>Maisons d'arrêt de petit effectif "Régions"</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 11 808 873,84 F |
| Effectif moyen occupé | 6 177 | |
| Salaire annuel par détenu | | 1 911,74 |
| Salaire mensuel par détenu | | 159,31 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 6,37 |
| (au lieu de 5,74 F en 1967) | | |
| 3° <i>Maisons d'arrêt importantes "Paris et Marseille"</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 3 233 549,73 F |
| Effectif moyen occupé | 2 682 | |
| Salaire annuel par détenu | | 1 205,64 |
| Salaire mensuel par détenu | | 100,47 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 4,01 |
| (au lieu de 4,32 F en 1967) | | |
| 4° <i>Etablissements de longues peines</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 13 896 348,51 F |
| Effectif moyen occupé | 5 310 | |
| Salaire annuel par détenu | | 2 617,01 |
| Salaire mensuel par détenu | | 218,08 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 8,72 |
| (au lieu de 7,79 F en 1967) | | |
| 5° <i>Etablissements de relégués</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 1 773 414,19 F |
| Effectif moyen occupé | 700 | |
| Salaire annuel par détenu | | 2 533,44 |
| Salaire mensuel par détenu | | 211,12 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 8,44 |
| (au lieu de 7,34 F en 1967) | | |
| 6° <i>Travail en "Régie" (non compris Casabianda)</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 2 096 078,11 F |
| Effectif moyen occupé | 639 | |
| Salaire annuel par détenu | | 3 280,24 |
| Salaire mensuel par détenu | | 273,35 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 10,93 |

| | | |
|---|-------|-----------------|
| 7° <i>Travail concédé en établissements de longues peines</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 9 724 043,00 F |
| Effectif moyen occupé | 2 534 | |
| Salaire annuel par détenu | | 3 837,42 |
| Salaire mensuel par détenu | | 319,78 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 12,79 |
| (au lieu de 11,38 F en 1967) | | |
| 8° <i>Service général</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 2 264 749,22 F |
| Effectif moyen occupé | 4 901 | |
| Salaire annuel par détenu | | 462,09 |
| Salaire mensuel par détenu | | 38,50 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 1,54 |
| 9° <i>Travail concédé "Tous établissements"</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 22 248 103,87 F |
| Effectif moyen occupé | 7 752 | |
| Salaire annuel par détenu | | 2 869,98 |
| Salaire mensuel par détenu | | 239,16 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 9,56 |
| 10° <i>Travail en "Semi-liberté"</i> | | |
| Montant des feuilles de paie .. | | 2 423 135,36 F |
| Effectif moyen occupé | 331 | |
| Salaire annuel par détenu | | 7 320,65 |
| Salaire mensuel par détenu | | 610,05 |
| Salaire journalier par détenu .. | | 24,40 |

TRAVAIL PENAL (ANNEE 1968)

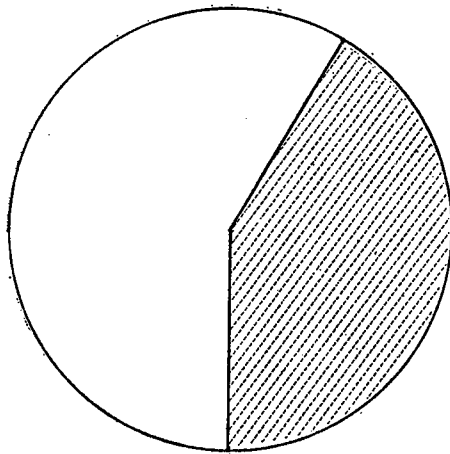
Quelques chiffres


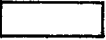
| | | |
|---|-----------------|---------|
| EFFECTIF | | |
| Population pénale moyenne | 34 701 | |
| Effectif moyen de détenus occupés | 14 869 | |
| Effectif moyen de détenus travaillant en « Régie » | 722 | 4,85 % |
| Effectif moyen de détenus travaillant en « Concession » | 7 752 | 52,13 % |
| FEUILLES DE PAIE | | |
| Montant total des feuilles de paie | 30 712 186,27 F | |
| Part des détenus | 15 807 907,13 | 51,48 % |
| Part de l'Etat | 12 922 728,40 | 42,07 % |
| Part de la Sécurité sociale ... | 1 981 550,74 | 6,45 % |
| SALAIRE JOURNALIER | | |
| Salaire moyen général | 6,88 F | |
| Salaire moyen « Maisons d'arrêt » | 6,37 | |
| Salaire moyen « Concession » (longues peines) | 12,79 | |
| Salaire moyen « Régie » (C.P. Casabianda exclu) | 10,93 | |

**REPARTITION DE L'EFFECTIF
DE LA MAIN-D'ŒUVRE PENALE**

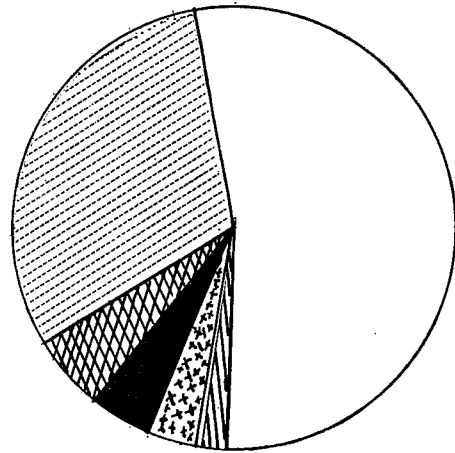
Année 1968





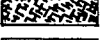
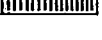
Répartition des détenus



| | | |
|---|-------------------------|---------|
|  | Détenus occupés | 42,84 % |
|  | Détenus inoccupés | 57,16 % |

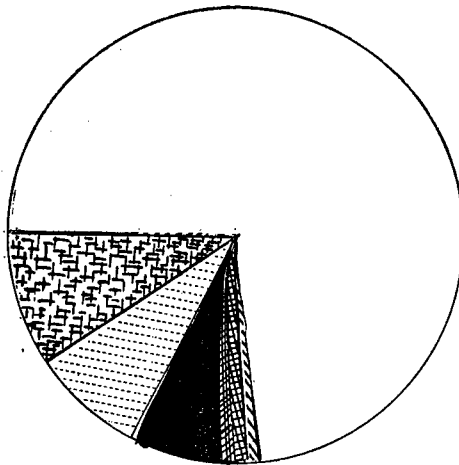
Répartition des emplois









| | | |
|---|------------------------------|---------|
|  | Travail concédé | 52,13 % |
|  | Services généraux | 32,96 % |
|  | Bâtiments | 5,87 % |
|  | Régie industrielle | 4,85 % |
|  | Semi-liberté | 2,23 % |
|  | Formation professionnelle .. | 1,96 % |

**REPARTITION DU MONTANT DES FEUILLES DE PAIE
PAR CATEGORIES D'EMPLOIS**

Année 1968



| | | |
|---|------------------------------|---------|
|  | Travail concédé | 74,21 % |
|  | Semi-liberté | 8,08 % |
|  | Services généraux | 7,55 % |
|  | Régie industrielle | 7,23 % |
|  | Bâtiments | 2,65 % |
|  | Formation professionnelle .. | 0,28 % |

REPARTITION DES FEUILLES DE PAIE PAR ACTIVITE
 (non compris la cotisation « Accidents du travail »)

RECAPITULATION

| ÉTABLISSEMENTS | SERVICE GÉNÉRAL | BÂTIMENTS | REGIE INDUSTRIELLE | TRAVAIL concédé à l'intérieur | TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR | | FORMATION PROFESSIONNELLE | SEMI-LIBERTÉ |
|---|-----------------|------------|--------------------|-------------------------------|------------------------------------|-----------|---------------------------|--------------|
| | | | | | Pour le compte de l'Administration | concedé | | |
| Maisons d'arrêt | 775.851,75 | 276.899,97 | | 8.903.479,64 | 49.818,49 | 10.285,57 | 1.543.734,24 | |
| Prisons de Paris et Baumettes | 511.789,18 | 86.634,13 | | 2.510.176,73 | 5.193,40 | 8.690,00 | 21.762,68 | |
| Maisons centrales et Centres pénitentiaires | 836.101,91 | 395.359,26 | 1.949.588,81 | 9.605.961,33 | 22.137,00 | 66.333,62 | 553.689,54 | |
| Établissements de relégués | 113.675,98 | 34.467,23 | 217.702,17 | 1.060.586,01 | | | 303.918,90 | |
| TOTAUX en 1968 | 2.237.418,82 | 793.060,59 | 2.167.290,98 | 22.080.203,71 | 27.330,40 | 85.309,19 | 2.423.135,36 | |
| TOTAUX en 1967 | 2.083.897,27 | 745.749,94 | 1.862.340,70 | 19.570.186,42 | 15.206,79 | 75.895,35 | 2.179.922,40 | |
| Différence en plus | 153.521,55 | 47.310,65 | 304.950,28 | 2.510.017,29 | 12.123,61 | 9.413,84 | 243.212,96 | |
| Différence en moins | | | | | | | | |
| Différence en pourcentage | 7,36 % | 6,34 % | 16,37 % | 12,82 % | | 12,40 % | 11,15 % | |

TRAVAIL PÉNAL

RÉPARTITION DES EMPLOIS — RÉCAPITULATION — PRODUIT DU TRAVAIL

| ÉTABLISSEMENTS | NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION | EFFECTIF MOYEN | NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUX OCCUPÉS pour 300 jours de travail | RÉPARTITION DES DÉTENUX occupés en | | PROPORTION DES DÉTENUX OCCUPÉS | RÉPARTITION DES EMPLOIS EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUX EMPLOYÉS pour 300 jours de travail dans l'année | | | | | | | | | | PRODUIT DU TRAVAIL | | | | PERCEPTION TOTALE DE L'ÉTAT | PERCEPTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | | | |
|---|---------------------------------|----------------|-------------------------------|--|------------------------------------|-----------|--------------------------------|--|-----------|--------------------|-------------------------------|----------|------------------------------------|---------|---------------------------|---------------|------------------------------------|--------------------|----------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------|--|-----------------------------------|----------------|--|--|
| | | | | | prévenus | condamnés | | service général | bâtiments | régie industrielle | travail concédé à l'intérieur | | travail extérieur | | formation professionnelle | semi-liberté | MONTANT TOTAL des feuilles de paie | PART DES DÉTENUX | PART DE L'ÉTAT | REDEVANCE SPÉCIALE | | | | SÉCURITÉ SOCIALE | | | |
| | | | | | | | | | | | cellules | ateliers | pour le compte de l'Administration | concedé | | | | | | Caisse nationale Sécurité sociale | part de l'État | | | Caisse nationale Sécurité sociale | part de l'État | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Maisons d'arrêt | 6.836.257 | 18.678 | 1.853.233 | 6.177 | 1.642 | 4.535 | 33 % | 2.241 | 350 | | 1.649 | 1.653 | 49 | 31 | 204 | 11.808.873,84 | 6.232.022,87 | 4.282.613,42 | 520.185,37 | 525.248,00 | 173.586,21 | 75.217,97 | 4.883.079,39 | 693.771,58 | | | |
| Prisons de Paris et Baumettes | 2.885.473 | 8.037 | 790.264 | 2.682 | 1.432 | 1.250 | 33 % | 1.057 | 105 | | 1.055 | 419 | 8 | 21 | 14 | 3.233.542,73 | 1.696.973,25 | 1.181.515,90 | 132.878,71 | 132.878,26 | 64.024,32 | 25.279,29 | 1.339.673,45 | 196.903,03 | | | |
| Maisons Centrales et Centres Pénitentiaires | 2.598.774 | 7.109 | 1.592.374 | 5.310 | 2 | 5.308 | 74 % | 1.400 | 384 | 654 | 212 | 2.293 | 28 | 29 | 246 | 64 | 13.896.348,51 | 6.725.564,45 | 5.318.797,92 | 751.246,50 | 751.644,27 | 255.757,36 | 93.338,01 | 6.163.780,20 | 1.007.003,86 | | |
| Établissements de Relégués | 321.325 | 877 | 210.154 | 700 | | 700 | 80 % | 167 | 33 | 68 | 12 | 360 | | 60 | | 1.773.414,19 | 1.153.346,56 | 471.518,83 | 52.607,42 | 52.607,48 | 31.264,85 | 12.069,05 | 536.195,36 | 83.872,27 | | | |
| TOTAUX de 1968. | 12.641.829 | 34.701 | 4.446.025 | 14.869 | 3.076 | 11.793 | 43 % | 4.865 | 872 | 792 | 2.928 | 4.725 | 36 | 99 | 291 | 331 | 10.712.186,27 | 15.807.907,13 | 11.254.446,07 | 1.456.918,00 | 1.462.378,01 | 524.632,74 | 205.904,32 | 12.922.728,40 | 1.981.550,74 | | |
| TOTAUX de 1967. | 12.271.145 | 33.632 | 4.296.773 | 14.333 | 3.221 | 11.112 | 42 % | 4.571 | 925 | 695 | 2.951 | 4.464 | 23 | 76 | 292 | 336 | 27.200.697,45 | 13.898.795,92 | 10.087.295,11 | 1.291.584,71 | 1.295.927,70 | 447.866,28 | 179.227,73 | 11.562.450,54 | 1.739.450,99 | | |
| DIFFÉRENCE EN PLUS | 370.684 | 1.069 | 149.252 | 536 | | 681 | 1 % | 294 | | 27 | | 261 | 13 | 23 | | | 3.511.488,82 | 1.909.111,21 | 1.167.150,96 | 165.333,29 | 166.450,31 | 76.766,46 | 26.676,59 | 1.360.277,86 | 242.099,75 | | |
| DIFFÉRENCE EN MOINS | | | | | | 145 | | | 53 | | 23 | | | 1 | 5 | | | | | | | | | | | | |
| DIFFÉRENCE EN POURCENTAGE | | | | | | | | | | | | | | | | | 12,90 % | 13,73 % | 11,57 % | 12,80 % | 12,84 % | 17,14 % | 14,88 % | 11,76 % | 13,91 % | | |

| DIRECTION RÉGIONALE | NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION | EFFECTIF MOYEN | NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUX OCCUPÉS POUR 300 JOURS DE TRAVAIL | RÉPARTITION DES DÉTENUX OCCUPÉS EN | | PROPORTION DES DÉTENUX OCCUPÉS | RÉPARTITION DES EMPLOIS EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUX EMPLOYÉS POUR 300 JOURS DE TRAVAIL DANS L'ANNÉE | | | | | | | | PRODUIT DU TRAVAIL | | | | | | PERCEPTION TOTALE DE L'ÉTAT | PERCEPTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | |
|------------------------|------------------------------------|----------------|----------------------------------|--|--|-----------|-----------------------------------|--|-----------|--------------------|-------------------------------------|----------|---------------------------------------|---------|------------------------------|--------------------|---------------------------------------|------------------|----------------|--|--|--------------------------------|---|--|--|
| | | | | | prévenus | condamnés | | service général | bâtiments | régie industrielle | travail concédé à l'intérieur en | | travail extérieur | | formation professionnelle | semi-liberté | MONTANT TOTAL des feuilles de paie | PART DES DÉTENUX | PART DE L'ÉTAT | REDEVANCE SPÉCIALE | | | | SÉCURITÉ SOCIALE | |
| | | | | | | | | | | | cellules | ateliers | pour le compte de l'Administration | concédé | | | | | | Caisse nationale Sécurité sociale | part de l'État | | | Caisse nationale Sécurité sociale | part de l'État |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Caisse nationale Sécurité sociale | | | part de l'État | Caisse nationale Sécurité sociale |
| Bordeaux | 558 870 | 1.527 | 102.685 | 476 | 113 | 363 | 31 % | 180 | 28 | | 62 | 181 | | | 25 | 712.267,72 | 391.736,56 | 244.317,65 | 31.698,18 | 31.698,36 | 9.083,74 | 3.733,23 | 279.749,24 | 40.781,92 | |
| Dijon | 645 807 | 1.764 | 170.430 | 568 | 135 | 433 | 32 % | 211 | 65 | | 188 | 79 | | | 25 | 1.177.786,61 | 626.348,89 | 436.103,95 | 44.629,06 | 44.629,28 | 18.144,74 | 7.930,69 | 488.663,92 | 62.773,80 | |
| Lille | 1.418 479 | 3.876 | 481.452 | 1.605 | 331 | 1.274 | 41 % | 503 | 132 | | 314 | 590 | | | 21 | 3.376.122,04 | 1.720.651,52 | 1.264.413,44 | 159.206,56 | 159.241,12 | 50.260,74 | 22.348,66 | 1.446.003,22 | 209.467,30 | |
| Lyon | 806.898 | 2.205 | 246.006 | 820 | 242 | 578 | 37 % | 342 | 11 | | 227 | 220 | | | 20 | 1.703.639,46 | 899.441,25 | 609.871,83 | 80.383,28 | 80.607,42 | 23.427,53 | 9.908,15 | 700.387,40 | 103.810,81 | |
| Marseille | 488.289 | 1.334 | 56.368 | 188 | 56 | 132 | 14 % | 134 | 21 | | 18 | 13 | | | 2 | 134.763,42 | 70.753,73 | 52.290,45 | 4.478,44 | 4.478,52 | 2.146,87 | 615,41 | 57.384,38 | 6.625,31 | |
| Paris | 741.104 | 2.025 | 239.537 | 798 | 420 | 378 | 39 % | 245 | | | 458 | 88 | | | 7 | 1.618.346,95 | 895.279,82 | 543.740,60 | 67.148,30 | 71.149,18 | 28.306,95 | 12.722,10 | 627.611,88 | 95.455,25 | |
| Rennes | 973.483 | 2.659 | 271.787 | 906 | 177 | 729 | 34 % | 302 | 19 | | 274 | 206 | 49 | 10 | 46 | 1.497.062,45 | 825.318,72 | 536.104,50 | 54.171,37 | 54.656,99 | 18.772,02 | 8.038,85 | 598.800,34 | 72.943,39 | |
| Strasbourg | 728.003 | 1.989 | 157.843 | 526 | 87 | 439 | 26 % | 190 | 52 | | 59 | 196 | | | 29 | 1.161.427,38 | 581.614,61 | 429.398,17 | 63.883,62 | 63.883,70 | 15.790,37 | 6.856,91 | 500.138,78 | 79.673,99 | |
| Toulouse | 475.324 | 1.299 | 87.125 | 290 | 81 | 209 | 22 % | 134 | 22 | | 49 | 80 | | | 5 | 427.457,81 | 220.877,77 | 166.372,83 | 14.586,56 | 14.903,43 | 7.653,25 | 3.063,97 | 184.340,23 | 22.239,81 | |
| TOTAUX | 6.836 257 | 18.678 | 1.853.233 | 6 177 | 1.642 | 4.535 | 33 % | 2.241 | 350 | | 1 649 | 1 653 | 49 | 31 | 204 | 11.808 873,84 | 6.232 022,87 | 4 282.613,42 | 520.185,37 | 525 248,00 | 173.586,21 | 75 217,97 | 4.883.079,39 | 693.771,58 | |

| ÉTABLISSEMENTS | NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION | EFFECTIF MOYEN | NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUIS OCCUPÉS pour 300 jours de travail | RÉPARTITION DES DÉTENUIS occupés en | | PROPORTION DES DÉTENUIS occupés | RÉPARTITION DES EMPLOIS EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUIS EMPLOYÉS pour 300 jours de travail dans l'année | | | | | | | | | | PRODUIT DU TRAVAIL. | | | | | | PERCEPTION TOTALE DE L'ÉTAT | PERCEPTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | |
|---|---------------------------------|----------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|-----------|---------------------------------|---|-----------|--------------------|----------------------------------|----------|------------------------------------|---------|---------------------------|--------------|------------------------------------|---------------------|----------------|--------------------------------------|----------------|--------------------------------------|----------------|-----------------------------|--|--|--|
| | | | | | prévenus | condamnés | | service général | bâtiments | régie industrielle | travail concédé à l'intérieur en | | travail extérieur | | formation professionnelle | semi-liberté | MONTANT TOTAL des feuilles de paie | PART des détenus | PART de l'État | REDEVANCE SPÉCIALE | | SÉCURITÉ SOCIALE | | | | | |
| | | | | | | | | | | | cellules | ateliers | pour le compte de l'Administration | concédé | | | | | | caisse nationale de Sécurité sociale | part de l'État | caisse nationale de Sécurité sociale | part de l'État | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Prisons de Fresnes | 1.072.716 | 2.931 | 214.769 | 716 | 234 | 482 | 24 % | 395 | 62 | | 5 | 232 | 8 | 14 | | | 1.277.630,17 | 654 864,32 | 507.523,46 | 42 720,18 | 42.720,42 | 28.071,72 | 10 730,07 | 560.973,95 | 70.791,90 | | |
| Prison de la Santé. . . . | 943.211 | 2.577 | 379.765 | 1.266 | 937 | 329 | 49 % | 293 | 37 | | 936 | | | | | | 922.883,26 | 540.972,14 | 290.582,39 | 35 819,75 | 35 819,36 | 13.971,21 | 5.718,41 | 332.120,16 | 49.790,96 | | |
| Prisons de Marseille | 657.172 | 1.796 | 107.329 | 358 | 63 | 294 | 19 % | 219 | » | | 100 | 35 | | 3 | | | 717.681,60 | 339.901,70 | 282 461,08 | 36.641,93 | 36.641,64 | 15.694,91 | 6.340,34 | 325.443,06 | 52 836,84 | | |
| Prison de la Roquette | 100 039 | 273 | 59.304 | 197 | 117 | 81 | 72 % | 63 | 6 | | 13 | 116 | | | | | 210 715,87 | 110.379,62 | 65.739,84 | 14.167,40 | 14.167,39 | 4 380,53 | 1.881,09 | 81.788,32 | 18.547,93 | | |
| | 2.773.138 | 7.577 | 761.167 | 2.537 | 1 351 | 1.186 | 33 % | 970 | 105 | | 1.054 | 383 | 8 | 14 | 3 | | | | | | | | | | | | |
| Prison de Fleury-Merogis (Etablissement ouvert le 1/5/1968) | 112 335 | 460 | 29.097 | 145 | 81 | 64 | 31 % | 87 | | | 1 | 36 | 21 | | | | 104 638,83 | 59.855,47 | 35.209,13 | 3.529,45 | 3.529,45 | 1.905,95 | 609,38 | 39.347,96 | 5.435,40 | | |
| TOTAUX | 2 885.473 | 8.037 | 790.264 | 2.682 | 1.432 | 1.250 | 33 % | 1.057 | 105 | | 1.055 | 419 | 8 | 21 | 3 | | 3 233 549,73 | 1.696.973,25 | 1.181.515,90 | 1.132.878,71 | 132.878,26 | 64.024,32 | 25.279,29 | 1.339.673,45 | 196.903,03 | | |

| ÉTABLISSEMENTS | NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION | EFFECTIF MOYEN | NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUS OCCUPÉS (pour 300 jours de travail) | RÉPARTITION DES DÉTENUS occupés en | | PROPORTION DES DÉTENUS OCCUPÉS | RÉPARTITION DES EMPLOIS EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUS EMPLOYÉS pour 300 jours de travail dans l'année | | | | | | | PRODUIT DU TRAVAIL | | | | | | PERCEPTION TOTALE DE L'ÉTAT | PERCEPTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | | | | | |
|--|------------------------------------|----------------|----------------------------------|---|--|-----------|-----------------------------------|--|-----------|--------------------|-------------------------------------|----------|---------------------------------------|---------|------------------------------|--------------|---------------------------------------|------------------|----------------|--|--------------------------------|---|-------------------|--|-------------------|--------------|--|--|
| | | | | | prévenus | condamnés | | service général | bâtiments | régie industrielle | travail concédé à l'intérieur en | | travail ex térieur | | formation professionnelle | semi-liberté | MONTANT TOTAL des feuilles de paie | PART DES DÉTENUS | PART DE L'ÉTAT | REDEVANCE SPÉCIALE | | | SÉCURITÉ SOCIALES | | | | | |
| | | | | | | | | | | | cellules | ateliers | Pour le compte de l'Administration | concédé | | | | | | caisse nationale sécurité sociale | | | part de l'État | caisse nationale sécurité sociale | part de l'État | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BEAUNE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CAEN | 142.139 | 388 | 108.102 | 360 | 360 | 92 % | 70 | 12 | | | 38 | 228 | | | 12 | | | 4.612,62 | 1.929,26 | 2.155,91 | 183,61 | 183,71 | 109,76 | 50,37 | 2.389,99 | 293,37 | | |
| CASABIANDA . . . | 70.434 | 192 | 58.739 | 192 | 192 | 100 % | 75 | 34 | 83 | | | | | | | | | 1.443.110,67 | 681.733,29 | 520.711,04 | 99.805,79 | 99.805,72 | 27.634,85 | 13.419,98 | 633.936,74 | 127.440,64 | | |
| CHATEAU-THIERRY . . | | | | | | | | | | | | | | | | | | 166.731,37 | 114.639,20 | 48.503,25 | | | 3.588,92 | | 48.503,25 | 3.588,92 | | |
| CLAIRVAUX | 197.643 | 540 | 151.564 | 505 | 505 | 93 % | 135 | 75 | 127 | | | 168 | | | | | | 1.166.995,98 | 585.732,59 | 508.594,48 | 23.582,62 | 23.582,44 | 21.545,63 | 3.958,22 | 536.135,14 | 45.128,25 | | |
| ECROUVES | 86.338 | 236 | 60.103 | 200 | 200 | 84 % | 41 | 10 | | | | 13 | | | 136 | | | 120.516,84 | 73.212,17 | 36.095,14 | 3.728,78 | 3.728,74 | 2.994,55 | 757,46 | 40.581,34 | 6.723,33 | | |
| ENSISHEIM | 100.307 | 275 | 66.350 | 221 | 221 | 80 % | 36 | 11 | 2 | 67 | 98 | | | | 7 | | | 966.604,04 | 463.203,84 | 366.700,67 | 59.291,87 | 59.291,86 | 12.460,46 | 5.655,34 | 431.647,87 | 71.752,33 | | |
| EYSSES | 179.459 | 490 | 99.076 | 330 | 330 | 67 % | 96 | 36 | | | 156 | | 13 | 29 | | | | 866.080,06 | 421.948,74 | 292.232,38 | 59.224,01 | 59.224,01 | 22.300,61 | 11.150,31 | 362.606,70 | 81.524,62 | | |
| HAGUENAU | 46.337 | 126 | 22.995 | 77 | 77 | 60 % | 11 | 42 | | 4 | 20 | | | | | | | 128.934,02 | 68.180,90 | 51.263,79 | 3.172,99 | 3.172,81 | 2.506,18 | 637,35 | 55.073,95 | 5.679,17 | | |
| LIANCOURT | 120.051 | 328 | 42.881 | 143 | 1 | 142 | 13 % | 89 | 26 | | 28 | | | | | | | 209.309,61 | 121.143,54 | 73.161,06 | 5.312,08 | 5.312,06 | 3.566,42 | 814,45 | 79.287,57 | 8.878,50 | | |
| LOOS | 146.716 | 400 | 72.105 | 240 | | 240 | 60 % | 83 | 33 | | 112 | | | | 12 | | | 684.812,74 | 331.572,00 | 237.857,38 | 49.266,41 | 49.266,38 | 11.796,67 | 5.053,90 | 292.177,66 | 61.063,08 | | |
| MAUZAC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| MELUN | 184.061 | 503 | 136.765 | 456 | 456 | 91 % | 59 | 27 | 198 | | 155 | | | | 17 | | | 1.722.921,12 | 875.966,99 | 690.238,28 | 60.726,11 | 60.725,70 | 29.009,21 | 6.254,83 | 757.218,81 | 89.735,32 | | |
| MULHOUSE | 92.950 | 254 | 48.664 | 162 | 162 | 64 % | 45 | | | 30 | 67 | | | | 20 | | | 709.495,57 | 369.927,52 | 261.275,79 | 33.351,53 | 33.351,63 | 8.075,58 | 3.513,52 | 298.140,94 | 41.427,11 | | |
| MURET | 224.064 | 612 | 102.479 | 342 | 342 | 56 % | 94 | 38 | | 30 | 176 | | | | 4 | | | 1.083.632,24 | 495.688,61 | 408.915,23 | 70.160,25 | 70.160,04 | 27.031,35 | 11.676,76 | 490.752,03 | 97.191,60 | | |
| NIMES | 187.345 | 512 | 123.643 | 412 | 412 | 80 % | 122 | 5 | 85 | | 200 | | | | | | | 1.152.136,44 | 500.703,02 | 505.192,20 | 62.743,84 | 62.743,66 | 16.754,99 | 3.998,73 | 571.934,59 | 79.498,83 | | |
| OERMINGEN | 80.774 | 221 | 44.983 | 150 | 150 | 67 % | 43 | 13 | | 2 | | | | | 92 | | | 58.706,04 | 42.306,58 | 15.136,89 | | | 1.262,57 | | 15.136,89 | 1.262,57 | | |
| POISSY | 249.814 | 683 | 150.310 | 501 | 501 | 73 % | 147 | 23 | 6 | | 325 | | | | | | | 1.639.719,12 | 795.376,44 | 556.027,20 | 123.025,32 | 123.024,85 | 28.689,23 | 13.576,08 | 692.628,13 | 151.714,55 | | |
| RENNES | 102.509 | 281 | 63.343 | 212 | 1 | 211 | 75 % | 50 | 19 | 15 | 127 | | | | 1 | | | 342.827,19 | 151.095,72 | 146.465,11 | 19.721,12 | 20.120,70 | 4.309,72 | 1.114,82 | 167.700,63 | 24.030,84 | | |
| RIOM | 141.731 | 387 | 111.424 | 371 | | 371 | 95 % | 120 | 10 | | 235 | | | | 6 | | | 538.980,53 | 224.783,28 | 223.609,26 | 39.558,20 | 39.558,21 | 8.063,36 | 3.408,22 | 266.575,69 | 47.621,56 | | |
| SAINT-MARTIN-DE-RE . | 33.739 | 92 | 18.331 | 61 | | 61 | 66 % | 6 | 8 | | 29 | | 15 | | | | | 76.057,83 | 38.825,35 | 32.107,91 | 1.842,17 | 1.842,16 | 960,16 | 480,08 | 34.430,15 | 2.802,33 | | |
| TOUL | 208.454 | 569 | 110.572 | 369 | | 369 | 64 % | 76 | 19 | 96 | 24 | 154 | | | | | | 814.164,48 | 367.595,41 | 342.554,95 | 36.549,80 | 36.549,59 | 23.097,14 | 7.817,59 | 386.922,13 | 59.646,94 | | |
| | 2.594.865 | 7.089 | 1.591.429 | 5.304 | 2 | 5.302 | 74 % | 1.398 | 384 | 654 | 208 | 2.293 | 28 | 29 | 246 | 64 | | | | | | | | | | | | |
| BEAUNE désaffecté le 1-7-68 | 3.909 | 20 | 945 | 6 | | 6 | 30 % | 2 | | | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAUX | 2.598.774 | 7.109 | 1.592.374 | 5.310 | 2 | 5.308 | 74 % | 1.400 | 384 | 654 | 212 | 2.293 | 28 | 29 | 246 | 64 | | 13.896.348,51 | 6.725.564,45 | 5.318.797,92 | 751.246,50 | 751.644,27 | 255.757,36 | 93.338,01 | 6.163.780,20 | 1.007.003,86 | | |

| ETABLISSEMENTS | NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION | EFFECTIF MOYEN | NOMBRE DE JOURNÉES DE TRAVAIL | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUIS OCCUPÉS pour 300 jours de travail | RÉPARTITION DES DÉTENUIS occupés en | | PROPORTION DES DÉTENUIS occupés | RÉPARTITION DES EMPLOIS EFFECTIF MOYEN DES DÉTENUIS EMPLOYÉS pour 300 jours de travail dans l'année | | | | | | | | | | PRODUIT DU TRAVAIL | | | | PERCEPTION TOTALE DE L'ÉTAT | PERCEPTION TOTALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE | | | |
|----------------------|---------------------------------|----------------|-------------------------------|---|-------------------------------------|-----------|---------------------------------|---|-----------|--------------------|----------------------------------|----------|------------------------------------|---------|---------------------------|--------------|------------------------------------|--------------------|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| | | | | | prévenus | condamnés | | service général | bâtiments | régie industrielle | travail concédé à l'intérieur en | | travail extérieur | | formation professionnelle | semi-liberté | MONTANT TOTAL des feuilles de paie | PART DES DÉTENUIS | PART DE L'ÉTAT | REDEVANCE SPÉCIALE | | | | SÉCURITÉ SOCIALE | | |
| | | | | | | | | | | | cellules | ateliers | pour le compte de l'Administration | concédé | | | | | | Caisse nationale sécurité sociale | part de l'État | | | Caisse nationale sécurité sociale | part de l'État | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Caisse nationale sécurité sociale | | | part de l'État | Caisse nationale sécurité sociale | part de l'État |
| Besançon | 9 969 | 27 | 4 718 | 16 | 16 | 55 % | | | | | 6 | | | | | | 10 | 87 619,15 | 60 970,62 | 25 548,12 | 397,92 | 397,97 | 203,06 | 101,46 | 26 047,55 | 600,98 |
| Eysses | 14 583 | 40 | 7 361 | 24 | 24 | 61 % | 8 | 1 | | | 15 | | | | | | | 61 500,25 | 36 126,31 | 14 501,30 | 4 576,17 | 4 576,17 | 1 146,87 | 573,43 | 19 650,90 | 5 723,04 |
| Lure | 15 639 | 43 | 10 069 | 34 | 34 | 78 % | 5 | 1 | | | 28 | | | | | | | 116 576,97 | 74 263,27 | 29 029,98 | 5 017,77 | 5 017,86 | 2 187,08 | 1 061,01 | 35 108,85 | 7 204,85 |
| Mauzac | 151 435 | 413 | 96 989 | 323 | 323 | 78 % | 86 | 16 | 68 | | 153 | | | | | | | 753 233,41 | 486 610,48 | 204 490,11 | 20 033,57 | 20 033,59 | 17 009,53 | 5 056,13 | 229 579,83 | 37 043,10 |
| Pelissier | 15 703 | 43 | 8 476 | 28 | 28 | 65 % | 5 | | | | 14 | | | | | | 9 | 152 352,86 | 100 278,24 | 38 192,76 | 5 737,52 | 5 737,41 | 1 637,44 | 774,49 | 44 704,66 | 7 374,96 |
| Rouen | 9 275 | 25 | 6 350 | 21 | 21 | 84 % | | | | | 6 | | | | | | 15 | 112 980,18 | 78 308,32 | 33 521,20 | 505,12 | 505,13 | 93,56 | 46,76 | 34 703,18 | 598,68 |
| Saint-Martin de Ré . | 88 957 | 243 | 66 597 | 222 | 222 | 91 % | 57 | 15 | | | 150 | | | | | | | 434 388,20 | 281 747,02 | 111 253,57 | 16 339,35 | 16 339,35 | 5 805,94 | 2 902,97 | 130 495,89 | 22 145,29 |
| Saint-Sulpice . . . | 15 764 | 43 | 9 594 | 32 | 32 | 74 % | 6 | | | | | | | | | | 26 | 54 763,17 | 35 047,30 | 14 981,70 | | | 3 181,37 | 1 552,80 | 16 534,50 | 3 181,37 |
| Total général . . | 321 325 | 877 | 210 154 | 700 | 700 | 80 % | 167 | 33 | 68 | 12 | 360 | | | | | | 60 | 1 773 414,19 | 1 153 346,56 | 471 518,83 | 52 607,42 | 52 607,48 | 31 264,85 | 12 069,05 | 536 195,36 | 83 872,27 |

REPARTITION DES FEUILLES DE PAIE PAR ACTIVITÉ
(non compris la cotisation « Accidents du travail »)

| DIRECTIONS RÉGIONALES | SERVICE GÉNÉRAL | BÂTIMENTS | RÉGIE INDUSTRIELLE | TRAVAIL concédé à l'intérieur | TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR | | FORMATION PROFESSIONNELLE | SEMI-LIBERTÉ |
|-------------------------------------|-----------------|------------|--------------------|-------------------------------|------------------------------------|-----------|---------------------------|--------------|
| | | | | | Pour le compte de l'Administration | concedé | | |
| Bordeaux | 48.564,34 | 17.698,99 | | 466.293,95 | | | | 166.893,47 |
| Dijon | 59.922,25 | 42.834,62 | | 855.173,48 | | | | 193.780,83 |
| Lille | 153.404,03 | 118.066,92 | | 2.769.498,87 | | | 5.702,50 | 276.840,32 |
| Lyon | 153.539,79 | 7.411,50 | | 1.302.944,56 | | | | 168.407,93 |
| Marseille | 28.051,30 | 12.931,00 | | 73.433,62 | | | | 17.585,22 |
| Paris | 127.207,22 | | | 1.398.026,55 | | | | 52.084,13 |
| Rennes | 105.084,97 | 14.348,00 | | 906.970,55 | | 49.818,49 | 4.583,07 | 389.446,50 |
| Strasbourg | 50.624,13 | 43.442,70 | | 797.250,29 | | | | 247.462,98 |
| Toulouse | 49.453,72 | 20.166,24 | | 313.887,77 | | | | 33.232,86 |
| TOTAUX EN 1968 | 775.851,75 | 276.899,97 | | 8.903.479,64 | | 49.818,49 | 10.285,57 | 1.543.734,24 |
| TOTAUX EN 1967 | 712.638,82 | 227.903,47 | | 7.472.311,32 | | 40.404,57 | 4.680,50 | 1.438.173,41 |
| Différence en plus | 63.212,93 | 48.996,50 | | 1.431.168,32 | | 9.413,92 | 5.605,07 | 105.560,83 |
| Différence en moins | | | | | | | | |
| Différence en pourcentage | 8,87 % | 21,49 % | | 19,15 % | | 23,29 % | 119,76 % | 7,35 % |

TRAVAIL PÉNAL
MAISONS D'ARRET (PARIS ET BAUMETTES)

Année 1968

REPARTITION DES FEUILLES DE PAIE PAR ACTIVITE

(non compris la cotisation « Accidents du travail »)

| ÉTABLISSEMENTS | SERVICE GÉNÉRAL | BATIMENTS | RÉGIE INDUSTRIELLE | TRAVAIL CONCÉDÉ à l'intérieur | TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR | | FORMATION PROFESSIONNELLE | SEMI-LIBERTÉ |
|---------------------------|-----------------|-----------|--------------------|-------------------------------|------------------------------------|---------|---------------------------|--------------|
| | | | | | Pour le compte de l'Administration | concédé | | |
| Prisons de Fleury-Mérogis | 28.395,25 | | | 68.820,25 | | | | |
| Prisons de Fresnes | 226.598,60 | 58.974,70 | | 944.279,68 | 5.193,40 | | 4.908,00 | |
| Prison de la Roquette | 27.838,75 | 4.475,60 | | 172.139,90 | | | 3.782,00 | |
| Prison de la Santé | 91.976,57 | 23.183,83 | | 788.033,24 | | | | |
| Prisons de Marseille | 136.980,01 | | | 536.903,66 | | | | 21.762,68 |
| TOTAUX EN 1968 | 511.789,18 | 86.634,13 | | 2.510.176,73 | 5.193,40 | | 8.690,00 | 21.762,68 |
| TOTAUX EN 1967 | 469.379,95 | 90.340,42 | | 2.568.602,39 | 8.568,60 | | 5.753,50 | 22.097,14 |
| Différence en plus | 42.409,23 | | | | | | 2.936,50 | |
| Différence en moins | | 3.706,29 | | 58.425,66 | 3.375,20 | | | 334,46 |
| Différence en pourcentage | 9,03 % | 4,10 % | | 2,27 % | | | 51,03 % | |

TRAVAIL PÉNAL
MAISONS CENTRALES ET CENTRES PENITENTIAIRES

Année 1968

REPARTITION DES FEUILLES DE PAIE PAR ACTIVITE

(non compris la cotisation « Accidents du travail »)

| ÉTABLISSEMENTS | SERVICE GÉNÉRAL | BATIMENTS | RÉGIE INDUSTRIELLE | TRAVAIL CONCÉDÉ à l'intérieur | TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR | | FORMATION PROFESSIONNELLE | SEMI-LIBERTÉ |
|---------------------------|-----------------|------------|--------------------|-------------------------------|------------------------------------|------------|---------------------------|--------------|
| | | | | | Pour le compte de l'Administration | concédé | | |
| Beaune | 411,00 | | | 4.041,49 | | | | |
| Caen | 43.168,22 | 11.036,80 | | 1.245.983,34 | | | | 101.867,48 |
| Casabianda | 45.769,76 | 30.258,61 | 71.212,87 | 15.901,21 | | | | |
| Clairvaux | 109.114,97 | 96.364,51 | 414.006,28 | 522.006,37 | | | | |
| Écrouves | 30.421,24 | 7.900,50 | | 46.616,89 | | | 31.826,20 | |
| Ensisheim | 25.191,84 | 13.946,80 | 6.422,20 | 833.321,35 | | | | 69.606,05 |
| Eysses | 58.539,18 | 41.298,91 | | 607.027,18 | 7.682,20 | 118.081,67 | | |
| Haguenau | 7.388,00 | 47.696,60 | | 70.705,89 | | | | |
| Liancourt | 65.945,77 | 22.116,92 | | 116.866,05 | | | | |
| Loos | 40.103,54 | 29.685,21 | | 591.198,37 | | | 6.975,05 | |
| Mauzac | | | | | | | | |
| Melun | 43.707,35 | 32.087,89 | 674.182,58 | 775.478,78 | | | | 162.200,48 |
| Mulhouse | 43.270,00 | | | 475.286,02 | | | | 179.400,45 |
| Muret | 42.736,73 | | 104.142,85 | 874.646,42 | | | | 23.398,13 |
| Nîmes | 64.226,33 | 4.226,09 | 326.484,36 | 736.445,94 | | | | |
| Oermingen | 20.891,59 | 9.987,14 | | 637,37 | | | 25.927,37 | |
| Poisay | 71.457,86 | 16.608,75 | 16.219,20 | 1.493.168,00 | | | | |
| Rennes | 29.119,45 | | 61.558,92 | 239.717,16 | | | | 7.007,12 |
| Riom | 41.610,40 | 7.079,63 | | 475.726,52 | | | 1.605,00 | 1.487,40 |
| Saint-Martin-de-Ré | 4.264,95 | 6.647,40 | | 40.528,01 | 14.454,80 | | | 8.722,43 |
| Toul | 48.763,73 | 18.417,50 | 275.359,55 | 440.708,97 | | | | |
| TOTAUX EN 1968 | 836.101,91 | 395.359,26 | 1.949.588,81 | 9.605.961,33 | 22.137,00 | 118.081,67 | 66.333,62 | 553.689,54 |
| TOTAUX EN 1967 | 782.967,22 | 386.592,86 | 1.691.460,40 | 8.525.338,41 | | | 65.461,35 | 381.157,43 |
| Différence en plus | 53.134,69 | 8.766,40 | 258.128,41 | 1.080.622,92 | 22.137,00 | 118.081,67 | 872,27 | 172.532,111 |
| Différence en moins | | | | | | | | |
| Différence en pourcentage | 6,78 % | 2,26 % | 15,26 % | 12,67 % | | | 1,33 % | 45,26 % |

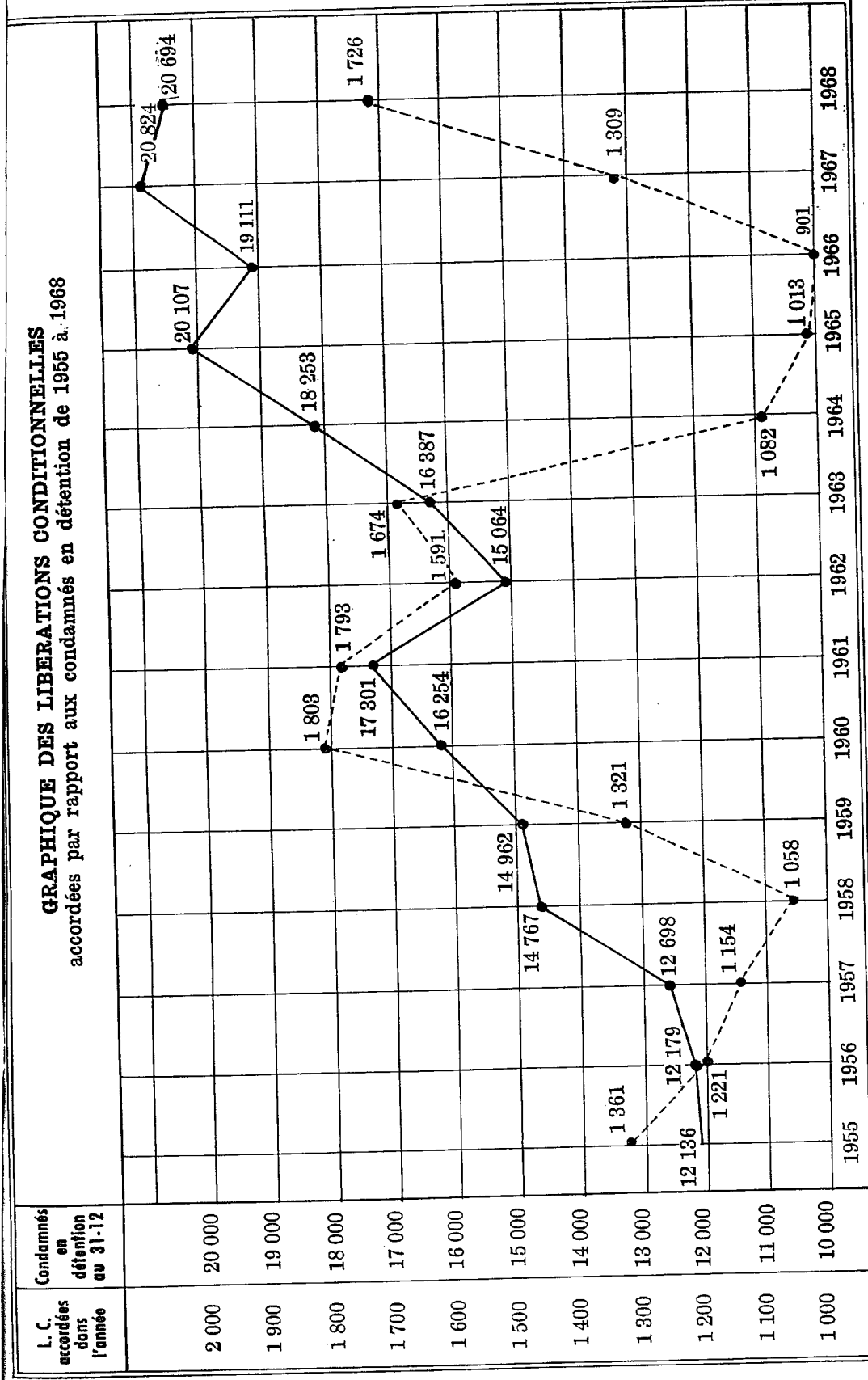
| ÉTABLISSEMENTS | SERVICE GÉNÉRAL | BATIMENTS | RÉGIE INDUSTRIELLE | TRAVAIL CONCÉDÉ à l'intérieur | TRAVAIL A L'EXTÉRIEUR | | FORMATION PROFESSIONNELLE | SEMI-LIBERTÉ |
|-------------------------------------|-----------------|-----------|--------------------|-------------------------------|------------------------------------|---------|---------------------------|--------------|
| | | | | | Pour le compte de l'Administration | concedé | | |
| Besançon | | | | 8.755,31 | | | | 78.559,32 |
| Eysses | 3.800,09 | 983,63 | | 54.996,23 | | | | |
| Lure | 2.505,50 | 430,00 | | 110.393,38 | | | | |
| Mauzac | 53.440,27 | 16.531,00 | 217.702,17 | 443.494,31 | | | | 77.079,13 |
| Pelissier | 4.011,75 | | | 68.350,05 | | | | 401.726,95 |
| Rouen | | | | 11.112,91 | | | | |
| Saint-Martin-de-Ré | 46.472,87 | 16.222,60 | | 362.983,82 | | | | 46.583,50 |
| Saint-Sulpice | 3.445,50 | | | | | | | |
| TOTAUX EN 1968 | 113.675,98 | 34.167,23 | 217.702,17 | 1.060.586,01 | | | | 303.948,90 |
| TOTAUX EN 1967 | 118.911,28 | 40.913,19 | 170.880,30 | 1.003.334,30 | 6.638,19 | | | 338.494,42 |
| Différence en plus | | | 46.821,87 | 56.651,71 | | | | |
| Différence en moins | 5.235,30 | 6.745,96 | | | 6.638,19 | | | 34.545,52 |
| Différence en pourcentage | 4,40 % | 16,48 % | 27,39 % | 5,64 % | | | | |

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

STATISTIQUE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES
Au cours de l'année 1968

| | JANV. | FEVR. | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILL. | AOUT | SEPT. | OCT. | NOV. | DEC. | TOTAL |
|--|-------|-------|------|-------|-----|------|--------|------|-------|------|------|------|-------|
| Propositions de L. C. (par les commissions locales) | 307 | 237 | 239 | 249 | 198 | 145 | 197 | 220 | 223 | 263 | 301 | 211 | 2 600 |
| L. C. accordées | 184 | 137 | 141 | 164 | 138 | 109 | 152 | 157 | 131 | 162 | 130 | 121 | 1 726 |
| Rejets | 86 | 71 | 64 | 44 | 39 | 23 | 33 | 49 | 60 | 57 | 44 | 58 | 628 |
| Ajournements | 37 | 29 | 34 | 41 | 21 | 13 | 12 | 14 | 32 | 44 | 27 | 32 | 336 |
| Nature des délits | | | | | | | | | | | | | |
| Vol simple | 84 | 70 | 77 | 90 | 65 | 50 | 69 | 72 | 60 | 96 | 79 | 67 | 879 |
| Vol qualifié | 31 | 19 | 27 | 19 | 29 | 23 | 22 | 34 | 20 | 24 | 14 | 23 | 285 |
| Escroquerie | 16 | 3 | 3 | 5 | 5 | 5 | 6 | 5 | 10 | 4 | 8 | 12 | 82 |
| Abus de confiance - Chèq. s. prov. | 7 | 5 | 7 | 11 | 4 | 6 | 2 | 9 | 8 | 9 | 7 | 5 | 80 |
| Autres délits contre les biens | 15 | 12 | 5 | 14 | 7 | 8 | 11 | 11 | 16 | 12 | 9 | 12 | 132 |
| Délits contre les moeurs | 29 | 17 | 22 | 24 | 25 | 17 | 35 | 19 | 10 | 15 | 11 | 14 | 238 |
| Proxénétisme | 1 | 2 | 3 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 19 |
| Homicide volontaire | 17 | 12 | 14 | 15 | 14 | 11 | 15 | 19 | 9 | 16 | 15 | 7 | 164 |
| Assassinat | 2 | 1 | 7 | 6 | 1 | 4 | 5 | 10 | 7 | 5 | 5 | 2 | 55 |
| Coups et blessures volontaires | 16 | 9 | 8 | 9 | 6 | 7 | 9 | 13 | 11 | 15 | 11 | 6 | 120 |
| Homicide involontaire | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 3 | 3 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 8 |
| Atteinte à la sûreté de l'Etat | | | | | | | | | | | | | |
| Divers | 20 | 22 | 18 | 15 | 22 | 9 | 22 | 13 | 15 | 20 | 15 | 14 | 205 |
| Durée des peines | | | | | | | | | | | | | |
| Emprisonnement ≤ à 1 an | 42 | 29 | 30 | 35 | 31 | 20 | 38 | 30 | 42 | 39 | 34 | 30 | 400 |
| Emprisonnement > à 1 an | 88 | 70 | 72 | 91 | 67 | 54 | 68 | 75 | 59 | 85 | 69 | 58 | 856 |
| Réclusion à temps | 54 | 38 | 39 | 38 | 40 | 35 | 46 | 52 | 30 | 38 | 27 | 33 | 470 |
| Réclusion perpétuelle | | | | | | | | | | | | | |
| Durée de la L. C. | | | | | | | | | | | | | |
| L. C. accord. entre 1/2 peine et 2/3 | 6 | 7 | 6 | 10 | 17 | 10 | 5 | 12 | 2 | 7 | 10 | 7 | 99 |
| — — — 2/3 — — 3/4 | 26 | 29 | 15 | 28 | 15 | 22 | 19 | 18 | 17 | 22 | 14 | 22 | 247 |
| — — — au 3/4 et au-delà | 118 | 81 | 94 | 101 | 80 | 57 | 100 | 99 | 81 | 100 | 71 | 69 | 1 051 |
| Prolong. de l'ass. ≤ 6 mois | 21 | 16 | 13 | 18 | 10 | 11 | 18 | 24 | 32 | 26 | 29 | 25 | 243 |
| Prolong. de l'ass. de 6 à 12 mois | 51 | 38 | 43 | 50 | 41 | 33 | 37 | 51 | 27 | 48 | 24 | 40 | 483 |
| Catégorie de condamnés | | | | | | | | | | | | | |
| Primaires | 122 | 94 | 88 | 100 | 82 | 66 | 81 | 95 | 71 | 96 | 69 | 66 | 1 030 |
| Récidivistes | 62 | 43 | 53 | 64 | 56 | 43 | 71 | 62 | 60 | 66 | 61 | 55 | 686 |
| L. C. accordées à des relégués | | | | | | | | | | | | | |
| Admis en cours de peine princ. | 19 | 14 | 12 | 10 | 10 | 8 | 9 | 16 | 18 | 13 | 18 | 10 | 157 |
| Admis pour la première fois | 15 | 6 | 14 | 15 | 16 | 12 | 19 | 12 | 13 | 20 | 17 | 13 | 172 |
| Ayant déjà bénéficié de la L. C. | | | | | | | | | | | | | |
| L. C. accordées aux étrangers | | | | | | | | | | | | | |
| Algériens : | | | | | | | | | | | | | |
| Expulsés ou extradés | 9 | 11 | 15 | 12 | 13 | 3 | 14 | 7 | 7 | 17 | 12 | 9 | 129 |
| Résident en France | | | 1 | 1 | | | | | | | 1 | | 3 |
| Autres nationalités : | | | | | | | | | | | | | |
| Expulsés ou extradés | 14 | 9 | 11 | 14 | 9 | 4 | 14 | 12 | 4 | 13 | 9 | 7 | 120 |
| Résident en France | | 1 | 1 | | 2 | | 1 | 3 | | 2 | | 1 | 11 |
| L. C. accordées per le ministre des Armées | | | 2 | | | | 1 | 1 | | | | | 4 |
| Conditions particulières de la L. C. | | | | | | | | | | | | | |
| Epreuve préalable de semi-liberté | 8 | 9 | 9 | 6 | 8 | 10 | 12 | 9 | 9 | 6 | 5 | 13 | 104 |
| F. P. A. | 2 | 3 | | 1 | 2 | 4 | 3 | 1 | 5 | | 4 | 2 | 28 |
| Héberg. par les sociétés de patron. | 20 | 24 | 27 | 18 | 24 | 12 | 19 | 27 | 16 | 18 | 17 | 16 | 238 |
| Abstention de bois, alcool, et non- fréquent. de débits de boissons | | 4 | 4 | 1 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 | 3 | | | 14 |
| Cures et traitements alcooliques | 12 | 10 | 10 | 15 | 8 | 5 | 6 | 5 | 5 | 7 | 7 | 6 | 96 |
| Soins d'hygiène mentale | 7 | 9 | 6 | 6 | 7 | 9 | 12 | 11 | 7 | 13 | 3 | 10 | 100 |
| Autres conditions médicales | 2 | | 4 | 4 | | 1 | 2 | 1 | 3 | 2 | 2 | | 17 |
| Conditions d'incorporation (armée) | 1 | 1 | | | | | | | | | | | 2 |
| Autres conditions | 14 | 4 | 12 | 8 | 11 | 7 | 4 | 3 | 5 | 3 | 4 | 6 | 81 |
| Révocations | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre total de révocat. prononc. | 35 | 18 | 18 | 22 | 15 | 9 | 28 | 14 | 11 | 27 | 14 | 11 | 222 |
| Relégués pour nouveau délit | 13 | 6 | 10 | 13 | 9 | 6 | 16 | 7 | 8 | 14 | 4 | 7 | 113 |
| — — — pour mauvaise conduite | 8 | 4 | 1 | 6 | 1 | 1 | 6 | 1 | 1 | 6 | 3 | 2 | 40 |
| Autres condamnés | 14 | 8 | 7 | 3 | 5 | 2 | 6 | 6 | 2 | 7 | 7 | 2 | 69 |
| Révocat. pour nouvelle condamn. | 22 | 12 | 15 | 16 | 14 | 7 | 23 | 11 | 10 | 21 | 9 | 9 | 169 |
| — — — pour autres motifs | 13 | 6 | 3 | 6 | 1 | 2 | 5 | 3 | 1 | 6 | 5 | 2 | 53 |
| — — — avant 1 an de L. C. | 11 | 6 | 11 | 6 | 6 | 2 | 7 | 7 | 4 | 10 | 6 | 6 | 82 |
| — — — 2 ans de L. C. | 9 | 4 | 3 | 5 | 1 | 2 | 8 | 4 | 5 | 5 | 2 | 2 | 50 |
| — — — après 3 ans de L. C. | 4 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 11 |
| — — — et au-delà | 2 | 2 | 1 | 3 | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | 2 | 1 | 1 | 17 |
| Révocations partielles | 9 | 5 | 3 | 8 | 7 | 3 | 7 | 1 | 2 | 9 | 6 | 2 | 62 |

GRAPHIQUE DES LIBERATIONS CONDITIONNELLES
accordées par rapport aux condamnés en détention de 1955 à 1968



7

SURIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE

**STATISTIQUE GENERALE DE LA PROBATION
AU 31 DECEMBRE 1968**

| | |
|--|---------------|
| EFFECTIF DE PROBATIONNAIRES PRIS EN CHARGE | |
| PAR LES COMITES | 18 515 |
| Hommes | 16 702 |
| Femmes | 1 813 |
| Probationnaires incorporés dans l'armée en cours d'épreuve | 629 |
| REPARTITION PAR AGE DES CONDAMNES | |
| Moins de 21 ans | 5 111 |
| De 21 à 25 ans | 3 758 |
| De 25 à 30 ans | 2 385 |
| De plus de 30 ans | 7 261 |
| NATURE DE LA JURIDICTION QUI A PRONONCE LA CONDAMNATION | |
| Cours d'assises | 314 |
| Cours d'appel | 1 963 |
| Tribunaux correctionnels | 16 238 |
| ANTECEDENTS DES CONDAMNES | |
| Sans condamnation | 12 841 |
| Condamnés avec sursis | 4 036 |
| Condamnés à une peine inférieure ou égale à 6 mois d'emprisonnement | 1 638 |
| NATURE DU DELIT | |
| Vol ou recel | 8 180 |
| Escroquerie, abus de confiance, chèques sans provision .. | 1 430 |
| Homicide, coups et blessures | 1 234 |
| Attentats aux mœurs | 1 190 |
| Abandon de famille | 2 929 |
| Vagabondage et mendicité | 125 |
| Autres délits | 4 031 |
| DUREE DE LA PEINE D'EMPRISONNEMENT PRONONCEE | |
| De 0 à 6 mois | 12 304 |
| De 6 mois à 1 an | 3 474 |
| De plus d'un an | 2 737 |
| DUREE DE LA MISE A L'EPREUVE | |
| De 3 ans | 11 492 |
| De 3 à 5 ans | 7 023 |
| OBLIGATIONS PARTICULIERES IMPOSEES AUX CONDAMNES | |
| 1° <i>Obligations prévues à l'article R. 58 du Code de procédure pénale :</i> | |
| 1) Exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle .. | 5 977 |
| 2) Etablir sa résidence en un lieu déterminé | 3 351 |
| 3) Mesures de contrôle de traitement ou de soins notamment aux fins de désintoxication | 4 128 |

| | |
|--|-------|
| 4) Contribuer aux charges familiales ou acquitter les pensions alimentaires | 3 499 |
| 5) Réparer les dommages causés par l'infraction .. | 3 575 |
| 2° Obligations prévues à l'article R. 59 : | |
| 1) Ne pas conduire certains véhicules déterminés par référence à l'article R. 124 du Code de la route | 1 367 |
| 2) Ne pas fréquenter certains lieux (débits de boisson, champs de courses, casinos, etc.) | 3 377 |
| 3) Ne pas engager de paris, notamment dans les maisons de paris mutuels | 1 183 |
| 4) S'abstenir de tout excès de boissons alcoolisées . | 3 077 |
| 5) Ne pas fréquenter certains condamnés, notamment les coauteurs ou complices | 1 509 |
| 6) S'abstenir de recevoir ou d'héberger à son domicile certaines personnes, notamment la victime de l'infraction s'il s'agit d'un attentat aux mœurs | 1 120 |
| INCIDENTS SURVENUS EN COURS D'ÉPREUVE | |
| Modifications, aménagements ou suppression d'obligations | 1 134 |
| Arrestations provisoires ordonnées | 397 |
| FIN DE LA PROBATION | |
| Par amnistie (loi du 18 juin 1966) | 2 130 |
| Par révocation automatique (art. 740, C.P.P.) | 986 |
| Par révocation judiciaire (art. 745, C.P.P.) | 371 |
| Par expiration du délai d'épreuve (art. 745, C.P.P.) | 715 |
| Par réhabilitation anticipée (art. 743, C.P.P.) | 60 |

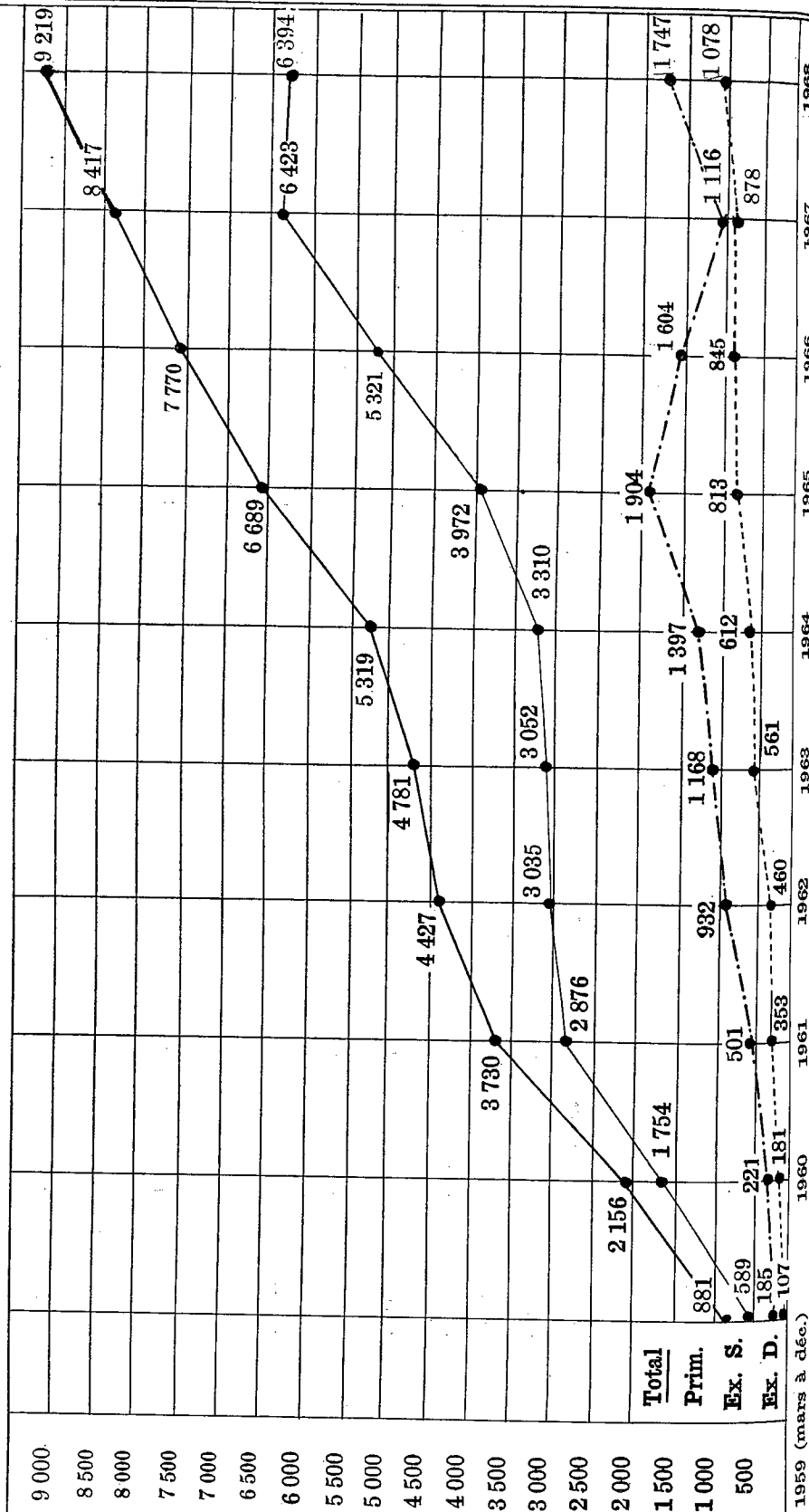
TABLEAU RECAPITULATIF PAR MOIS
des condamnations au sursis avec mise à l'épreuve
prononcées par les tribunaux au cours de l'année 1968

| CATÉGORIE de CONDAMNÉS | JANVIER | FÉVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DECEMBRE | TOTAL |
|------------------------|---------|---------|------|-------|-----|------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|-------|
| Primaires | 680 | 624 | 676 | 443 | 610 | 546 | 388 | 450 | 341 | 664 | 718 | 544 | 6 394 |
| Ex-détenus | 85 | 87 | 95 | 84 | 90 | 106 | 72 | 23 | 68 | 143 | 123 | 102 | 1 078 |
| Ex-sursitaires | 156 | 141 | 155 | 131 | 171 | 206 | 113 | 33 | 95 | 204 | 173 | 169 | 1 747 |
| TOTAL | 921 | 852 | 926 | 658 | 871 | 868 | 573 | 206 | 504 | 1 011 | 1 014 | 815 | 9 219 |

GRAPHIQUE DES CONDAMNATIONS AU SURSIS AVEC MISE A L'EPREUVE

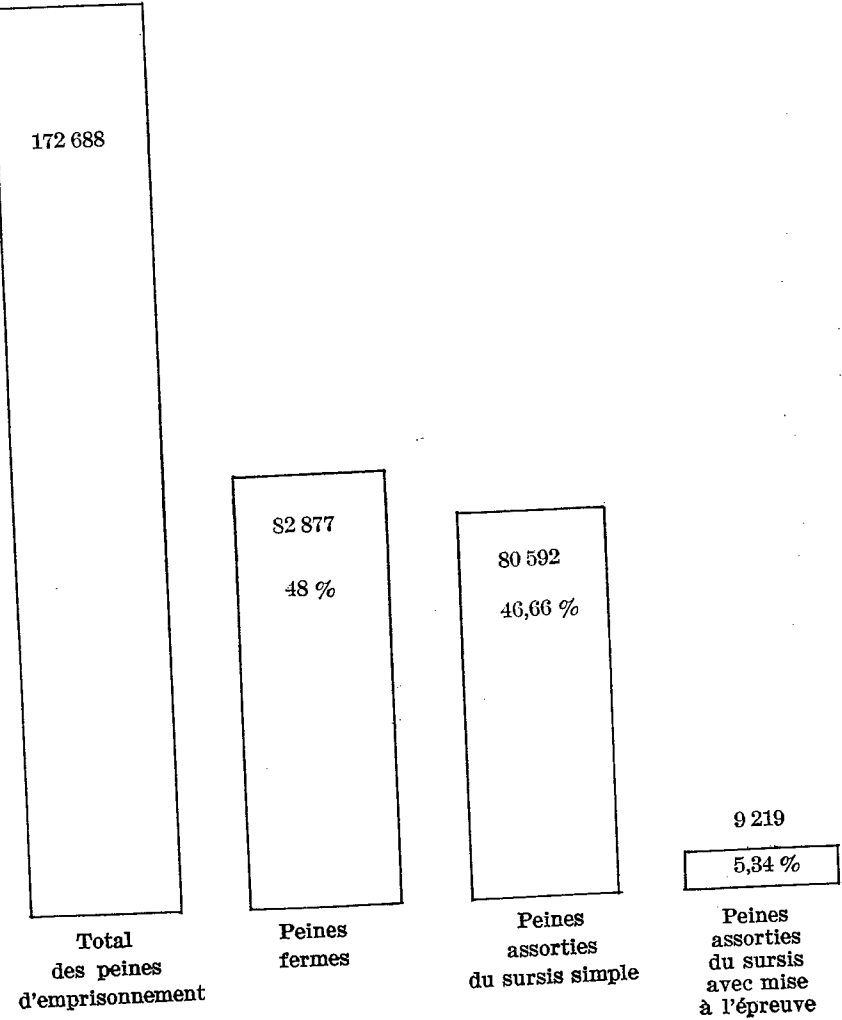
(primaires -- ex-détenus -- ex-sursitaires)

prononcées par les tribunaux de mars 1959 à décembre 1968



PEINES D'EMPRISONNEMENT PRONONCEES AU COURS DE L'ANNEE 1968

par les tribunaux correctionnels, les cours d'appel et les cours d'assises, assorties ou non du sursis simple ou de la mise à l'épreuve
(Proportion par rapport au total des peines d'emprisonnement)



**CONDAMNÉS AU SURSIS
AVEC MISE A L'ÉPREUVE**

Répartition par âge (année 1968)

Total
des
condamnés
18 515

Plus
de 30 ans
7 261
39 %

Moins
de 21 ans
5 111
28 %

de 21
à 25 ans
3 758
20 %

de 25
à 30 ans
2 385
13 %

Moins
de 25 ans
8 869
48 %

Plus
de 25 ans
9 646
52 %

**SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE
ANTECEDENTS DES CONDAMNÉS**
placés sous le contrôle des comités au 31 décembre 1968

Total
des
condamnés

Sans
condamnation
antérieure

69 %

Anciens
sursitaires

22 %

Anciens
détenus

9 %

Primaires

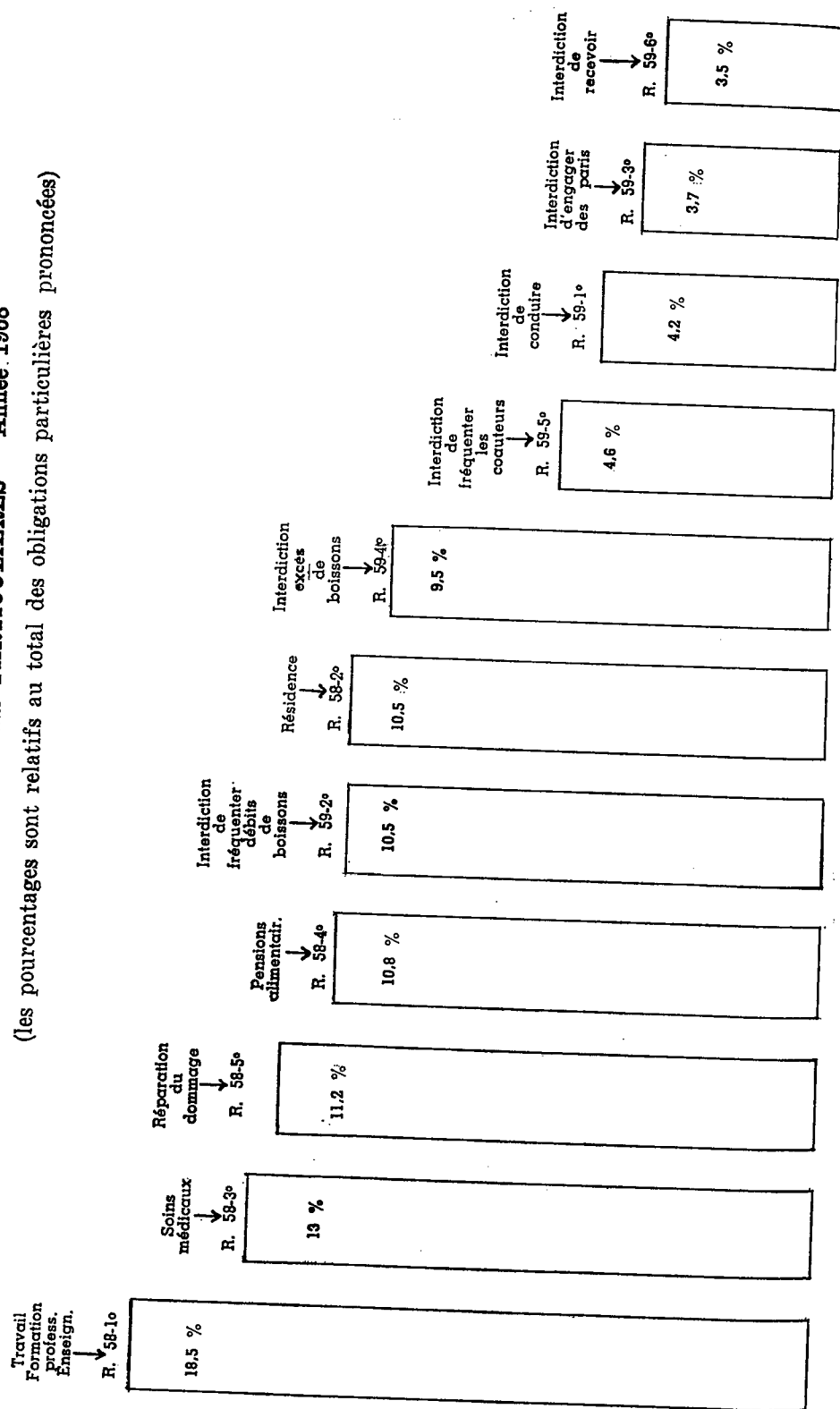
69 %

Récidivistes

31 %

OBLIGATIONS PARTICULIERES Année 1968

(les pourcentages sont relatifs au total des obligations particulières prononcées)



NOMBRE DES CONDAMNATIONS AU SURSIS AVEC MISE A L'EPREUVE

comparé au nombre des autres condamnations à l'emprisonnement
prononcées par les tribunaux au cours de l'année 1968
(récapitulation par ressorts de cours d'appel)

| COURS D'APPEL | PRISON ferme | Sursis simple | SURSIS AVEC MISE A L'ÉPREUVE | | | TOTAL | TOTAL GÉN. | % PAR RAPPORT au total général |
|------------------------|---------------|---------------|------------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|--------------------------------|
| | | | prim. | ex-dét. | ex-S. | | | |
| AGEN | 473 | 574 | 70 | 13 | 12 | 95 | 1.142 | 8,3 |
| AIX | 7.836 | 5.587 | 344 | 40 | 100 | 484 | 13.907 | 3,4 |
| AMIENS | 2.870 | 3.336 | 256 | 57 | 71 | 384 | 6.590 | 5,8 |
| ANGERS | 2.550 | 1.789 | 158 | 28 | 29 | 215 | 4.554 | 4,7 |
| BASTIA | 282 | 350 | 14 | 5 | 1 | 20 | 652 | 3 |
| BESANÇON | 1.217 | 1.496 | 95 | 10 | 32 | 137 | 2.850 | 4,8 |
| BORDEAUX | 2.060 | 2.066 | 176 | 40 | 41 | 257 | 4.383 | 5,8 |
| BOURGES | 1.037 | 1.134 | 34 | 9 | 23 | 66 | 2.237 | 2,9 |
| CAEN | 2.378 | 2.443 | 238 | 43 | 50 | 331 | 5.152 | 6,4 |
| CHAMBÉRY | 991 | 1.013 | 73 | 7 | 18 | 98 | 2.102 | 4,6 |
| COLMAR | 4.103 | 4.527 | 536 | 89 | 152 | 777 | 9.417 | 8,2 |
| DIJON | 1.799 | 1.797 | 174 | 27 | 31 | 232 | 3.828 | 6 |
| DOUAI | 5.601 | 7.906 | 817 | 165 | 270 | 1.252 | 14.759 | 8,4 |
| GRENOBLE | 1.536 | 1.661 | 76 | 14 | 33 | 123 | 3.320 | 3,7 |
| LIMOGES | 599 | 678 | 61 | 24 | 29 | 104 | 1.381 | 7,5 |
| LYON | 3.368 | 3.246 | 316 | 28 | 95 | 439 | 7.053 | 6,2 |
| MONTPELLIER | 1.617 | 1.374 | 106 | 20 | 42 | 168 | 3.159 | 5,3 |
| NANCY | 1.997 | 1.699 | 124 | 21 | 38 | 183 | 3.879 | 4,6 |
| NÎMES | 1.194 | 1.158 | 150 | 16 | 29 | 195 | 2.547 | 7,6 |
| ORLÉANS | 2.206 | 1.854 | 105 | 17 | 42 | 164 | 4.224 | 3,8 |
| PARIS | 18.133 | 19.975 | 1.080 | 187 | 288 | 1.553 | 39.661 | 3,9 |
| PAU | 970 | 865 | 84 | 13 | 35 | 132 | 1.967 | 6,6 |
| POITIERS | 1.532 | 1.719 | 149 | 20 | 30 | 199 | 3.450 | 5,7 |
| REIMS | 1.541 | 1.794 | 153 | 40 | 61 | 254 | 3.589 | 7 |
| RENNES | 7.072 | 3.814 | 485 | 76 | 71 | 632 | 11.518 | 5,5 |
| RIOM | 1.225 | 1.517 | 83 | 6 | 33 | 122 | 2.864 | 4,5 |
| ROUEN | 3.747 | 2.485 | 211 | 32 | 52 | 295 | 6.527 | 4,5 |
| TOULOUSE | 1.392 | 1.616 | 135 | 38 | 33 | 206 | 3.214 | 6,4 |
| TOTAL MÉTROPOLE | 81.326 | 79.483 | 6.303 | 1.075 | 1.739 | 9.117 | 169.926 | 5,3 |
| BASSE-TERRE | | | | | | | | |
| FORT-DE-FRANCE | 690 | 579 | 46 | 2 | 6 | 54 | 1.323 | 4 |
| SAINT-DENIS | 861 | 530 | 45 | 1 | 2 | 48 | 1.439 | 3,3 |
| TOTAL D.O.M. | 1.551 | 1.109 | 91 | 3 | 8 | 102 | 2.762 | 3,5 |
| TOTAL GENERAL | 82.877 | 80.592 | 6.394 | 1.078 | 1.747 | 9.219 | 172.688 | 5,9 |

**STATISTIQUE DES CONDAMNES
PLACES SOUS LE CONTROLE DES COMITES
au 31 décembre 1968**

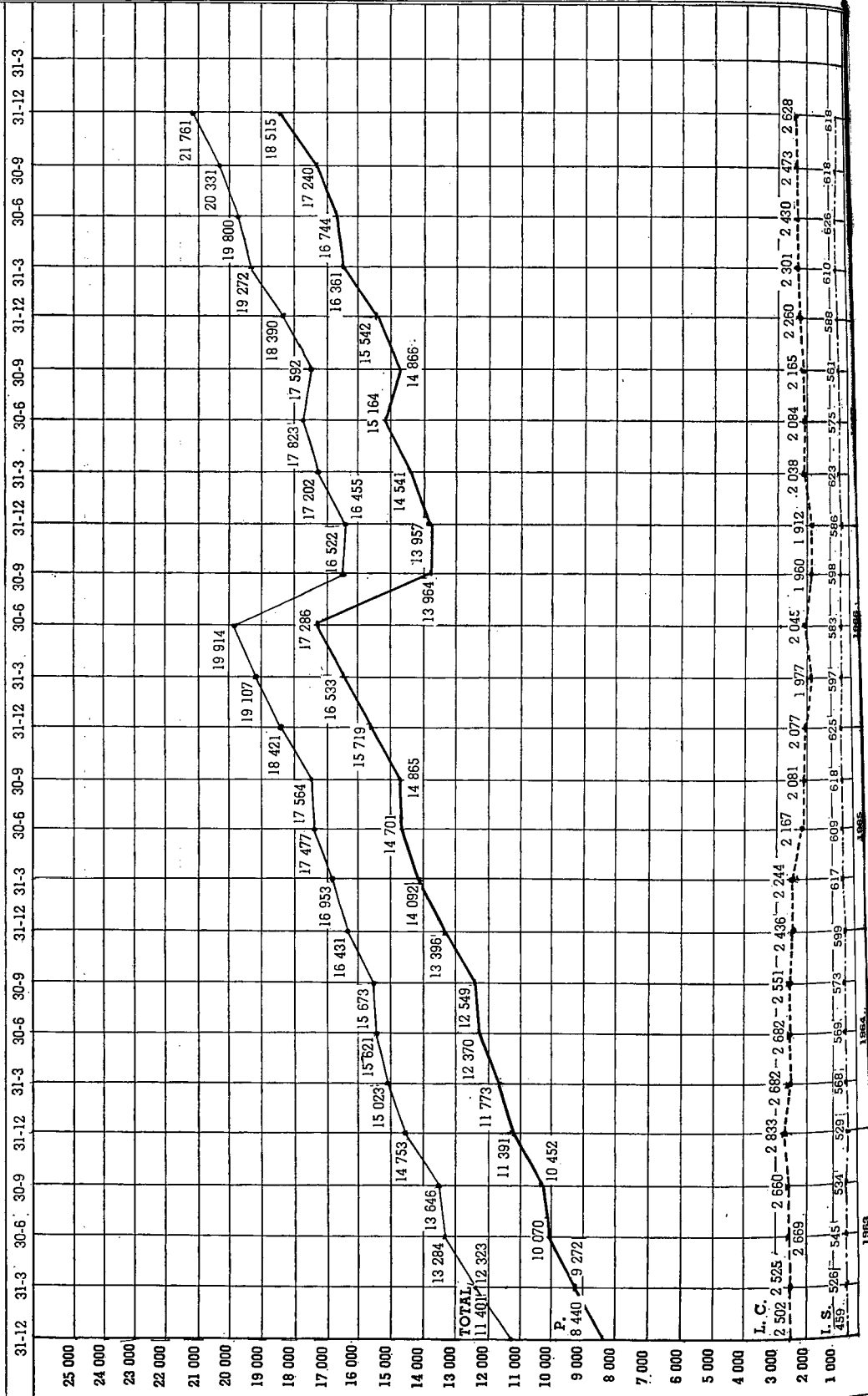
| COURS D'APPEL | COMITES | PRO. | L. C. | I. S. | TOTAL au 31-12-1968 |
|----------------|-----------------|------|-------|-------|---------------------------|
| AGEN | AGEN | 63 | 11 | 5 | 79 |
| | AUCH | 38 | 2 | 2 | 42 |
| | CAHORS | 106 | 9 | 2 | 117 |
| AIX | AIX | 96 | 20 | 1 | 117 |
| | DIGNE | 46 | 5 | 0 | 51 |
| | MARSEILLE | 415 | 44 | 7 | 466 |
| | NICE | 396 | 7 | 8 | 411 |
| | TOULON | 153 | 22 | 1 | 176 |
| AMIENS | AMIENS | 253 | 31 | 12 | 296 |
| | BEAUVAIS | 209 | 17 | 5 | 231 |
| | SOISSONS | 202 | 15 | 1 | 218 |
| ANGERS | ANGERS | 234 | 7 | 6 | 247 |
| | LAVAL | 73 | 5 | 0 | 78 |
| | LE MANS | 161 | 10 | 0 | 171 |
| BASTIA | BASTIA | 70 | 47 | 20 | 137 |
| BESANÇON | BELFORT | 49 | 6 | 4 | 59 |
| | BESANÇON | 160 | 88 | 3 | 251 |
| | LONS-LE-SAUNIER | 44 | 1 | 0 | 45 |
| | LURE | 66 | 6 | 1 | 73 |
| BORDEAUX | ANGOULEME | 61 | 3 | 0 | 64 |
| | BORDEAUX | 420 | 53 | 3 | 476 |
| | PERIGUEUX | 41 | 7 | 0 | 48 |
| BOURGES | BOURGES | 87 | 3 | 2 | 92 |
| | CHATEAUROUX | 28 | 7 | 1 | 36 |
| | NEVERS | 15 | 6 | 0 | 21 |
| CAEN | ALENÇON | 99 | 27 | 0 | 126 |
| | CAEN | 376 | 66 | 26 | 468 |
| | CHERBOURG | 130 | 5 | 0 | 135 |

| COURS D'APPEL | COMITES | PRO. | L. C. | I. S. | TOTAL au 31-12-1968 |
|----------------|------------------|------|-------|-------|---------------------------|
| CHAMBERY | ANNECY | 111 | 9 | 6 | 126 |
| | CHAMBERY | 67 | 5 | 9 | 81 |
| COLMAR | COLMAR | 166 | 53 | 11 | 230 |
| | METZ | 407 | 13 | 4 | 424 |
| | MULHOUSE | 277 | 91 | 61 | 429 |
| | SARREGUEMINES | 114 | 8 | 1 | 123 |
| | STRASBOURG | 413 | 35 | 24 | 472 |
| DIJON | CHALON-sur-SAONE | 143 | 7 | 1 | 151 |
| | CHAUMONT | 92 | 6 | 2 | 100 |
| | DIJON | 121 | 32 | 9 | 152 |
| DOUAI | ARRAS | 256 | 3 | 2 | 261 |
| | AVESNES | 161 | 5 | 0 | 166 |
| | BETHUNE | 483 | 14 | 7 | 504 |
| | BOULOGNE-sur-MER | 212 | 13 | 3 | 228 |
| | DOUAI | 345 | 6 | 2 | 356 |
| | DUNKERQUE | 132 | 2 | 0 | 134 |
| | LILLE | 852 | 115 | 17 | 984 |
| | VALENCIENNES | 132 | 6 | 0 | 138 |
| | | | | | |
| GRENOBLE | GAP | 12 | 1 | 2 | 15 |
| | GRENOBLE | 200 | 50 | 21 | 271 |
| | VALENCE | 58 | 10 | 2 | 70 |
| LIMOGES | GUERET | 31 | 2 | 0 | 33 |
| | LIMOGES | 68 | 13 | 10 | 91 |
| | TULLE | 66 | 7 | 2 | 75 |
| LYON | BOURG | 72 | 5 | 1 | 78 |
| | LYON | 373 | 77 | 10 | 460 |
| | ROANNE | 104 | 5 | 1 | 110 |
| | ST-ETIENNE | 191 | 61 | 4 | 256 |
| | | | | | |

| COURS D'APPEL | COMITES | PRO. | L. C. | I. S. | TOTAL CU 31-12-1988 |
|-------------------|----------------------|-------|-------|-------|---------------------------|
| MONTPELLIER | BEZIERS | 107 | 2 | 0 | 109 |
| | CARCASSONNE | 69 | 8 | 7 | 84 |
| | MONTPELLIER | 76 | 13 | 4 | 93 |
| | PERPIGNAN | 66 | 11 | 5 | 82 |
| | RODEZ | 61 | 2 | 0 | 63 |
| NANCY | BAR-LE-DUC | 57 | 3 | 0 | 60 |
| | EPINAL | 122 | 20 | 0 | 142 |
| | NANCY | 150 | 47 | 21 | 218 |
| NIMES | AVIGNON | 209 | 21 | 5 | 235 |
| | MENDE | 4 | 2 | 0 | 6 |
| | NIMES | 79 | 26 | 7 | 112 |
| | PRIVAS | 26 | 0 | 0 | 26 |
| | | | | | |
| ORLEANS | BLOIS | 148 | 5 | 1 | 154 |
| | ORLEANS | 85 | 7 | 6 | 98 |
| | TOURS | 122 | 21 | 6 | 149 |
| PARIS | AUXERRE | 56 | 18 | 2 | 76 |
| | CHARTRES | 162 | 31 | 2 | 195 |
| | CORBEIL | 284 | 36 | 3 | 323 |
| | MELUN | 163 | 32 | 16 | 211 |
| | PARIS | 2.603 | 258 | 29 | 2.890 |
| | PONTOISE | 461 | 33 | 4 | 498 |
| | VERSAILLES | 343 | 50 | 5 | 398 |
| | | | | | |
| PAU | BAYONNE | 85 | 0 | 10 | 95 |
| | MONT-DE-MARSAN | 69 | 4 | 0 | 73 |
| | PAU | 62 | 4 | 9 | 75 |
| | TARBES | 34 | 2 | 0 | 36 |
| POITIERS | LA ROCHELLE | 106 | 44 | 22 | 172 |
| | LA ROCHE-sur-YON | 21 | 7 | 1 | 29 |
| | NIORT | 40 | 4 | 0 | 44 |
| | POITIERS | 217 | 19 | 2 | 238 |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | CHARLEVILLE-MEZIERES | 143 | 5 | 0 | 148 |
| | TROYES | 189 | 36 | 25 | 250 |
| | CHALONS/MARNE | 110 | 12 | 5 | 127 |

| COURS D'APPEL | COMITES | PRO. | L. C. | I. S. | TOTAL CU 31-12-1988 |
|-----------------------------|----------------------|--------|-------|-------|---------------------------|
| RENNES | BREST | 36 | 5 | 4 | 45 |
| | LORIENT | 113 | 12 | 2 | 127 |
| | NANTES | 311 | 49 | 4 | 364 |
| | QUIMPER | 154 | 1 | 2 | 157 |
| | RENNES | 223 | 17 | 0 | 240 |
| | SAINT-BRIEUC | 109 | 5 | 2 | 116 |
| | | | | | |
| RIOM | AURILLAC | 25 | 1 | 1 | 27 |
| | CLERMONT-FERRAND | 153 | 88 | 5 | 246 |
| | MONTLUÇON | 79 | 10 | 2 | 91 |
| | LE PUY | 43 | 5 | 0 | 48 |
| ROUEN | EVREUX | 86 | 30 | 0 | 116 |
| | LE HAVRE | 239 | 16 | 12 | 267 |
| | ROUEN | 146 | 260 | 14 | 420 |
| TOULOUSE | ALBI | 54 | 44 | 11 | 109 |
| | FOIX | 26 | 1 | 1 | 28 |
| | MONTAUBAN | 26 | 6 | 2 | 34 |
| | TOULOUSE | 329 | 45 | 11 | 385 |
| | | | | | |
| | TOTAL MÉTROPOLE | 18.432 | 2.544 | 592 | 21.568 |
| Départements d'outre-mer | | | | | |
| BASSE-TERRE | BASSE-TERRE | 1 | 27 | 14 | 42 |
| FORT-DE-FRANCE | CAYENNE | 4 | 1 | 0 | 5 |
| | FORT-DE-FRANCE | 49 | 35 | 9 | 93 |
| SAINT-DENIS | SAINT-DENIS | 29 | 21 | 3 | 53 |
| | | | | | |
| | TOTAL D.O.M. | 83 | 84 | 26 | 193 |
| | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL | 18.515 | 2.628 | 618 | 21.761 |

GRAPHIQUE DES CONDAMNÉS PLACES SOUS LE CONTROLE DES COMITÉS
 (Probationnaires — Libérés conditionnels — Interdits de séjour)



COUT DE FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

TABLEAU I
COUT DE FONCTIONNEMENT EN 1966, 1967, 1968
DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES
GROUPES PAR CATEGORIES

| | EFFECTIF MOYEN DES DÉTENU | DEPENSES DE PERSONNEL (milliers de francs) | DEPENSES D'ENTRETIEN DES DÉTENU (milliers de francs) | AUTRES DEPENSES (milliers de francs) | TOTAL DES DEPENSES (milliers de francs) | REPARTITION POUR CENT des dépenses | | | COUT MOYEN D'UN DÉTENU | |
|--|------------------------------|--|--|---|---|--|--------------------------|--------------------|---------------------------|----------|
| | | | | | | Personnel | Entretien des détenus | Autres dépenses | par an | par jour |
| Maisons d'arrêt groupées dans les directions régionales | | | | | | | | | | |
| 1966 .. | 16 889 | 64 509 | 25 962 | 6 492 | 96 963 | 66,5 | 26,8 | 6,7 | 5.741 | 15,72 |
| 1967 .. | 17 224 | 65 433 | 20 421 | 14 748 | 100 603 | 65,0 | 20,3 | 14,7 | 5.844 | 16,01 |
| 1968 .. | 18 194 | 73 649 | 23 901 | 14 978 | 112 528 | 65,5 | 21,2 | 13,3 | 6.185 | 16,90 |
| Maisons d'arrêt autonomes | | | | | | | | | | |
| 1966 .. | 8 527 | 25 031 | 13 918 | 2 318 | 41 867 | 59,8 | 33,2 | 7 | 4.910 | 13,45 |
| 1967 .. | 8 884 | 25 503 | 12 639 | 6 824 | 44 966 | 56,7 | 28,1 | 15,2 | 5.059 | 13,86 |
| 1968 .. | 8 712 | 30 892 | 12 337 | 7 413 | 50 642 | 61 | 24,4 | 14,6 | 5.813 | 15,88 |
| Maisons centrales et Centres pénitentiaires | | | | | | | | | | |
| 1966 .. | 6 039 | 31 213 | 11 169 | 3 450 | 45 832 | 68,1 | 24,4 | 7,5 | 7.589 | 20,78 |
| 1967 .. | 6 765 | 34 389 | 10 035 | 7 984 | 52 408 | 65,6 | 19,2 | 15,2 | 7.749 | 21,23 |
| 1968 .. | 6 832 | 38 071 | 11 617 | 8 156 | 57 844 | 65,8 | 20,1 | 14,1 | 8.467 | 23,14 |
| Etablissements spécialisés | | | | | | | | | | |
| 1966 .. | 961 | 5 531 | 2 565 | 1 304 | 9 400 | 58,8 | 27,3 | 13,9 | 9.781 | 26,79 |
| 1967 .. | 945 | 5 659 | 1 786 | 1 993 | 9 438 | 60 | 19 | 21 | 9.472 | 25,95 |
| 1968 .. | 978 | 6 190 | 1 843 | 2 107 | 10 140 | 61 | 18,2 | 20,8 | 10 369 | 28,35 |
| Ensemble des établissements | | | | | | | | | | |
| 1966 .. | 32 416 | 126 284 | 53 614 | 14 164 | 194 062 | 65,1 | 27,6 | 7,3 | 5.987 | 16,40 |
| 1967 .. | 33 868 | 130 984 | 44 882 | 31 549 | 207 415 | 63,2 | 21,6 | 15,2 | 6.125 | 16,78 |
| 1968 .. | 34 716 | 148 802 | 49 698 | 32 654 | 231 154 | 64,4 | 21,5 | 14,1 | 6 658 | 18,21 |

L'étude comparative du présent tableau se trouve traduite dans les graphiques figurant en annexe.

TABLEAU II

COUT DE FONCTIONNEMENT DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES EN 1966, 1967, 1968 PAR JOURNEE DE DETENTION

| | NOMBRE DE JOURNEES DE DETENTION | | | EFFECTIFS MOYENS | | | DÉPENSES DE PERSONNEL ch. 31-21, 31-22, 31-91, 33-91, 33-92, 34-21 | | | DÉPENSES D'ENTRETIEN DES DÉTENUS ch. 34-23 | | | AUTRES DÉPENSES ch. 34-22 : Matériel 34-91 : Loyers 34-92 : Serv. Auto 35-21 : Entr. bât. | | | TOTALS | | | OBSERVATIONS | |
|---|---|------------|------------|------------------|--------|--------|--|-------|-------|--|------|-------|---|------|------|--------|-------|-------|--------------|------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1967 | 1968 |
| | Maisons d'arrêt groupées dans les Directions Régionales | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| BORDEAUX | 507.726 | 537.452 | 559.234 | 1.391 | 1.472 | 1.528 | 12,57 | 12,33 | 13,37 | 4,19 | 3,91 | 3,96 | 1,31 | 2,33 | 2,26 | 18,07 | 18,57 | 19,59 | 1,29 | 1,32 |
| DIJON | 666.441 | 681.524 | 675.324 | 1.826 | 1.867 | 1.845 | 9,56 | 9,67 | 10,40 | 4,04 | 3,18 | 3,72 | 0,90 | 2,63 | 2,81 | 14,50 | 15,48 | 16,93 | 1,41 | 1,47 |
| LILLE | 1.092.981 | 1.099.273 | 1.178.339 | 2.995 | 3.012 | 3.218 | 9,05 | 9,15 | 9,66 | 4,02 | 3,31 | 3,64 | 0,86 | 2,28 | 2,07 | 13,93 | 14,74 | 15,38 | 1,14 | 1,14 |
| LYON | 769.806 | 762.100 | 822.601 | 2.109 | 2.088 | 2.268 | 12,03 | 12,39 | 12,53 | 4,33 | 3,18 | 3,39 | 0,89 | 2,16 | 2,12 | 17,25 | 17,73 | 18,04 | 1,36 | 1,36 |
| MARSEILLE | 442.882 | 451.047 | 488.289 | 1.213 | 1.236 | 1.334 | 10,04 | 10,72 | 11,18 | 4,56 | 3,35 | 3,41 | 0,98 | 2,03 | 2, | 15,58 | 16,40 | 16,59 | 1,07 | 1,10 |
| PARIS | 691.756 | 715.325 | 751.712 | 1.895 | 1.960 | 2.054 | 9,76 | 9,74 | 11,24 | 3,91 | 3,30 | 3,74 | 1,64 | 2,89 | 2,75 | 15,31 | 15,93 | 17,73 | 1,24 | 1,37 |
| RENNES | 856.198 | 881.233 | 973.483 | 2.316 | 2.414 | 2.660 | 9,34 | 9,24 | 9,33 | 3,42 | 2,72 | 2,96 | 0,85 | 1,61 | 1,42 | 13,61 | 13,57 | 13,71 | 0,91 | 0,81 |
| STRASBOURG | 644.519 | 704.945 | 719.115 | 1.766 | 1.931 | 1.965 | 11,16 | 10,53 | 11,50 | 4,58 | 3,25 | 4,01 | 1,24 | 2,36 | 2,63 | 16,98 | 16,14 | 18,14 | 1,28 | 1,49 |
| TOULOUSE | 491.935 | 494.158 | 491.088 | 1.348 | 1.244 | 1.342 | 12,61 | 11,78 | 12,61 | 5,72 | 3,39 | 3,73 | 1,00 | 3,27 | 2,65 | 19,33 | 18,44 | 18,99 | 1,34 | 1,33 |
| TOTAUX et moyennes | 6.164.244 | 6.659.185 | 6.506.573 | 16.889 | 17.224 | 18.194 | 10,46 | 10,41 | 11,06 | 4,21 | 3,25 | 3,59 | 1,05 | 2,35 | 2,25 | 15,72 | 16,01 | 16,90 | 1,21 | 1,24 |
| Maisons d'arrêt autonomes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| FLEURY-MEROGIS | | | 112.865 | | | 308 | | | 16,96 | | | 4,97 | | | 8,22 | | | 30,15 | | 6,15 |
| FRESNES | 1.066.692 | 1.131.082 | 1.123.912 | 2.922 | 3.099 | 3.070 | 9,54 | 8,98 | 10,46 | 5,90 | 4,80 | 4,90 | 1,39 | 3,21 | 2,97 | 16,83 | 16,99 | 18,33 | 1,56 | 2,06 |
| MARSEILLE-Baumettes | 583.395 | 632.922 | 657.960 | 1.598 | 1.734 | 1.798 | 8,34 | 7,98 | 8,68 | 4,39 | 3,50 | 3,57 | 0,75 | 1,74 | 1,77 | 13,48 | 13,22 | 13,82 | 1,25 | 1,24 |
| LA SANTÉ | 1.108.155 | 1.124.029 | 943.854 | 3.036 | 3.079 | 2.579 | 5,59 | 5,58 | 7,53 | 3,18 | 3,30 | 2,66 | 0,22 | 0,98 | 1,22 | 8,99 | 9,86 | 11,41 | 0,75 | 1,23 |
| LA ROQUETTE | 94.871 | 106.909 | 99.481 | 260 | 293 | 272 | 18,44 | 17,42 | 21,33 | 4,40 | 2,74 | 3,83 | 5,28 | 2,76 | 2,76 | 28,12 | 22,92 | 72,92 | 1,59 | 1,94 |
| LOOS-Arrêt | 259.342 | 247.860 | 250.773 | 711 | 679 | 685 | 7,88 | 8,85 | 9,62 | 4,33 | 4,05 | 4,07 | 0,98 | 2,87 | 2,21 | 13,19 | 15,77 | 15,90 | 1,24 | 0,87 |
| TOTAUX et moyennes | 3.112.455 | 3.242.802 | 3.188.845 | 8.527 | 8.884 | 8.712 | 8,04 | 7,86 | 9,69 | 4,47 | 3,90 | 3,87 | 0,94 | 2,10 | 2,32 | 13,45 | 13,86 | 15,88 | 1,19 | 1,61 |
| Maisons centrales et centres pénitentiaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CAEN | 139.095 | 140.609 | 142.220 | 381 | 385 | 389 | 14,65 | 15,00 | 16,51 | 4,78 | 3,77 | 4,05 | 0,88 | 3,10 | 3,14 | 20,31 | 21,87 | 23,70 | 1,76 | 2,29 |
| CLAIRVAUX | 176.173 | 193.808 | 197.646 | 483 | 531 | 540 | 13,34 | 12,48 | 13,64 | 9,61 | 6,71 | 10,94 | 2,01 | 4,44 | 3,49 | 24,96 | 23,63 | 28,07 | 1,90 | 2,07 |
| ENSISHEIM | 103.230 | 97.347 | 100.307 | 283 | 269 | 274 | 16,82 | 18,18 | 19,78 | 4,79 | 4,55 | 4,04 | 1,26 | 3,73 | 5,14 | 22,87 | 26,46 | 28,96 | 2,09 | 2,09 |
| EYSSES | 178.299 | 188.753 | 194.042 | 489 | 517 | 530 | 12,34 | 11,56 | 11,81 | 4,51 | 4,20 | 3,88 | 1,34 | 2,97 | 3,28 | 18,19 | 18,73 | 18,97 | 1,51 | 1,62 |
| LOOS | 131.209 | 147.454 | 145.660 | 359 | 404 | 398 | 14,56 | 13,65 | 15,86 | 5,17 | 3,63 | 3,93 | 1,95 | 6,74 | 4,26 | 21,68 | 24,02 | 24,05 | 1,87 | 2,17 |
| MAUZAC | 154.425 | 160.858 | 151.435 | 423 | 441 | 414 | 14,05 | 14,01 | 16,99 | 4,76 | 3,67 | 4,09 | 1,35 | 3,33 | 3,78 | 20,16 | 21,01 | 24,86 | 1,82 | 1,93 |
| MELUN | 170.395 | 187.211 | 184.061 | 467 | 513 | 503 | 16,29 | 15,30 | 17,09 | 4,50 | 3,50 | 4,76 | 5,08 | 2,72 | 2,32 | 25,87 | 21,52 | 24,17 | 1,18 | 1,40 |
| MULHOUSE | 135.031 | 129.182 | 148.175 | 370 | 354 | 405 | 14,03 | 14,62 | 14,01 | 4,95 | 3,74 | 3,90 | 0,90 | 3,96 | 3,05 | 19,88 | 22,32 | 20,96 | 2,23 | 1,97 |
| MURET | | 182.037 | 224.064 | | 499 | 612 | | 14,65 | 13,35 | | 3,26 | 3,35 | | 2,48 | 2,81 | 20,39 | 19,51 | 19,51 | 1,97 | 2,35 |
| NIMES | 207.453 | 197.196 | 187.488 | 568 | 540 | 512 | 12,18 | 12,65 | 14,34 | 3,85 | 3,94 | 4,19 | 0,80 | 1,99 | 2,43 | 16,83 | 18,58 | 20,96 | 0,80 | 1,22 |
| POISSY | 249.828 | 254.707 | 249.814 | 684 | 698 | 683 | 10,28 | 10,28 | 11,46 | 4,44 | 4,40 | 4,75 | 0,99 | 2,38 | 2,96 | 15,71 | 17,06 | 19,17 | 1,35 | 1,44 |
| RENNES | 100.660 | 106.308 | 102.509 | 276 | 291 | 280 | 15,09 | 15,41 | 17,57 | 5,91 | 3,80 | 4,68 | 1,31 | 4,65 | 3,80 | 22,31 | 23,86 | 26,05 | 2,39 | 2,53 |
| RIOM | 142.428 | 151.174 | 141.731 | 390 | 414 | 387 | 13,31 | 12,65 | 15,88 | 3,86 | 3,28 | 3,50 | 0,92 | 1,77 | 2,30 | 18,09 | 17,70 | 21,68 | 1,24 | 1,29 |
| SAINT-MARTIN-DE-RÉ | 127.726 | 123.489 | 122.696 | 350 | 338 | 335 | 27,34 | 27,32 | 28,48 | 5,26 | 4,11 | 4,25 | 1,49 | 3,82 | 4,87 | 34,09 | 35,25 | 37,60 | 1,97 | 2,28 |
| TOUL | 188.269 | 208.514 | 208.454 | 516 | 571 | 570 | 11,34 | 10,58 | 12,27 | 4,98 | 3,87 | 4,07 | 1,50 | 2,57 | 3,15 | 17,82 | 17,02 | 19,49 | 1,31 | 1,57 |
| TOTAUX et moyennes | 2.204.221 | 2.468.647 | 2.500.302 | 6.039 | 6.765 | 6.832 | 14,16 | 13,93 | 15,23 | 5,06 | 4,07 | 4,65 | 1,56 | 3,23 | 3,26 | 20,78 | 21,23 | 23,14 | 1,63 | 1,83 |
| Etablissements spécialisés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| CASABIANDA | 70.876 | 71.901 | 70.477 | 194 | 197 | 193 | 7,95 | 8,87 | 9,79 | 6,07 | 4,44 | 4,97 | 3,19 | 4,52 | 4,52 | 17,21 | 17,83 | 19,28 | 2,02 | 2,09 |
| ÉCROUVES | 70.783 | 86.976 | 86.403 | 194 | 238 | 236 | 24,18 | 20,77 | 23,38 | 6,37 | 3,53 | 3,63 | 7 | 5,45 | 5,65 | 37,55 | 29,75 | 32,66 | 2,30 | 2,56 |
| LIANCOURT | 119.260 | 122.442 | 120.051 | 327 | 335 | 328 | 14,74 | 14,30 | 15,19 | 9,68 | 6,34 | 6,76 | 2,19 | 4,90 | 5,73 | 26,61 | 25,54 | 27,68 | 3,28 | 3,75 |
| OERMINGEN | 89.899 | 82.266 | 80.774 | 246 | 225 | 221 | 16,64 | 17,92 | 20,49 | 5,90 | 4,69 | 4,58 | 3,57 | 7,26 | 7,58 | 26,11 | 29,87 | 32,65 | 2,62 | 2,69 |
| TOTAUX et moyennes | 350.818 | 363.585 | 357.705 | 961 | 995 | 978 | 15,76 | 15,56 | 17,31 | 7,31 | 4,91 | 5,15 | 3,72 | 5,48 | 5,89 | 26,79 | 25,95 | 28,35 | 2,64 | 2,90 |
| TOTAUX et moyennes pour l'ensemble des établissements | 11.831.738 | 12.362.091 | 12.706.037 | 32.416 | 33.868 | 34.716 | 10,67 | 10,60 | 11,71 | 4,53 | 3,63 | 3,91 | 1,20 | 2,55 | 2,59 | 16,40 | 16,78 | 18,21 | 1,33 | 1,50 |

(*) Les chiffres de ces deux colonnes comprennent les dépenses de fonctionnement (portées pour mémoire dans la colonne « Observations » précédemment liées à l'entretien des détenus (chap. 34-23) et rattachées depuis le 1-1-1967 au chapitre

34-22 « Matériel » — Pour 1966, les dépenses de cette nature demeurent comprises dans les moyennes figurant au chapitre 34-23 « Entretien des détenus » du présent tableau.

TABLEAU III

DETAIL DES DEPENSES POUR L'ENTRETIEN DES DETE

| | ALIMENTATION | | | HABILLE | |
|--|--------------|------|------|---------|------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 |
| Maisons d'arrêt groupées | | | | | |
| BORDEAUX | 2,06 | 2,35 | 2,50 | 0,19 | 0,86 |
| DIJON | 2,02 | 2,16 | 2,58 | 0,18 | 0,33 |
| LILLE | 2,00 | 2,15 | 2,42 | 0,21 | 0,48 |
| LYON | 1,95 | 2,14 | 2,25 | 0,16 | 0,32 |
| MARSEILLE | 2,33 | 2,48 | 2,56 | 0,27 | 0,36 |
| PARIS | 2,21 | 2,43 | 2,83 | 0,20 | 0,56 |
| RENNES | 1,84 | 1,94 | 2,13 | 0,26 | 0,35 |
| STRASBOURG | 2,14 | 2,27 | 2,63 | 0,31 | 0,40 |
| TOULOUSE | 2,15 | 2,28 | 2,44 | 1,26 | 0,54 |
| MOYENNES | | 2,22 | 2,46 | | 0,45 |
| Maisons d'arrêt | | | | | |
| FLEURY-MÉROGIS | | | 3,25 | | |
| FRESNES | 2,57 | 2,84 | 3,19 | 0,33 | 0,68 |
| LOOS-ARRÊT | 2,09 | 2,23 | 2,39 | 0,31 | 0,65 |
| MARSEILLE-BAUMETTES | 2,31 | 2,55 | 2,50 | 0,17 | 0,30 |
| LA ROQUETTE | 1,83 | 1,81 | 2,46 | 0,19 | 0,30 |
| LA SANTÉ | 1,71 | 1,64 | 1,98 | 0,20 | 1,30 |
| MOYENNES | | 2,29 | 2,61 | | 0,80 |
| Maisons Centrales et | | | | | |
| CAEN | 2,27 | 2,52 | 2,84 | 0,25 | 0,75 |
| CASABIANDA | 3,70 | 3,36 | 3,98 | 0,39 | 0,91 |
| CLAIRVAUX | 2,00 | 2,04 | 2,78 | 4,76 | 3,92 |
| ÉCROUVES | 2,64 | 2,83 | 2,85 | 0,97 | 0,56 |
| ENSISHEIM | 1,92 | 2,47 | 2,42 | 0,27 | 0,94 |
| EYSSÈS | 2,00 | 2,25 | 2,26 | 0,24 | 0,35 |
| LIANCOURT | 4,28 | 4,06 | 4,16 | 0,24 | 0,25 |
| LOOS | 2,54 | 2,64 | 2,85 | 0,30 | 0,54 |
| MAUZAC | 2,41 | 2,66 | 2,98 | 0,19 | 0,59 |
| MELUN | 2,70 | 2,68 | 3,19 | 0,27 | 0,62 |
| MULHOUSE | 2,19 | 2,63 | 2,55 | 0,27 | 0,70 |
| MURET | | 2,32 | 2,69 | | 0,45 |
| NIMES | 2,27 | 2,75 | 2,63 | 0,26 | 0,87 |
| OERMINGEN | 2,57 | 2,85 | 3,07 | 0,65 | 1,50 |
| POISSY | 2,44 | 2,64 | 2,85 | 0,24 | 1,21 |
| RENNES | 1,83 | 2,06 | 2,11 | 0,25 | 0,86 |
| RIOM | 1,81 | 2,09 | 2,43 | 0,40 | 0,86 |
| SAINT MARTIN-DE-RÉ | 2,76 | 3,10 | 2,86 | 0,31 | 0,50 |
| TOUL | 2,54 | 2,50 | 2,76 | 0,45 | 1,04 |
| MOYENNES | | 2,60 | 2,81 | | 0,96 |
| MOYENNES POUR L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS | | 2,32 | 2,58 | | 0,66 |

NUS EN 1966, 1967, 1968 PAR JOURNEES DE DETENTION

| MENT | SOINS MÉDICAUX PHARMACIE | | | TOTAUX | | | |
|---------------------------------------|-----------------------------|------|------|--------|------|------|-------|
| | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 |
| dans les Directions Régionales | | | | | | | |
| | 0,74 | 0,65 | 0,70 | 0,72 | 2,90 | 3,91 | 3,96 |
| | 0,44 | 0,57 | 0,69 | 0,70 | 2,77 | 3,18 | 3,72 |
| | 0,41 | 0,73 | 0,68 | 0,81 | 2,94 | 3,31 | 3,64 |
| | 0,31 | 0,81 | 0,72 | 0,83 | 2,95 | 3,18 | 3,39 |
| | 0,39 | 0,76 | 0,51 | 0,46 | 3,36 | 3,35 | 3,41 |
| | 0,60 | 0,28 | 0,31 | 0,31 | 2,69 | 3,30 | 3,74 |
| | 0,37 | 0,44 | 0,43 | 0,46 | 2,54 | 2,72 | 2,96 |
| | 0,51 | 0,70 | 0,58 | 0,87 | 3,15 | 3,25 | 4,01 |
| | 0,55 | 0,61 | 0,57 | 0,74 | 4,02 | 3,39 | 3,73 |
| | 0,46 | | 0,58 | 0,67 | | 3,25 | 3,59 |
| autonomes | | | | | | | |
| | 1,45 | | | 0,27 | | | 4,97 |
| | 0,48 | 1,04 | 1,28 | 1,23 | 3,94 | 4,80 | 4,90 |
| | 0,52 | 0,78 | 1,17 | 1,16 | 3,18 | 4,05 | 4,07 |
| | 0,37 | 0,69 | 0,65 | 0,70 | 3,17 | 3,50 | 3,57 |
| | 0,38 | 0,75 | 0,63 | 0,99 | 2,77 | 2,74 | 3,83 |
| | 0,26 | 0,47 | 0,36 | 0,42 | 2,38 | 3,30 | 2,66 |
| | 0,42 | | 0,81 | 0,84 | | 3,90 | 3,87 |
| Centres Pénitentiaires | | | | | | | |
| | 0,58 | 0,45 | 0,50 | 0,63 | 2,97 | 3,77 | 4,05 |
| | 0,78 | 0,27 | 0,47 | 0,21 | 4,36 | 4,44 | 4,97 |
| | 7,55 | 0,75 | 0,75 | 0,61 | 7,51 | 6,71 | 10,94 |
| | 0,63 | 0,16 | 0,14 | 0,15 | 3,77 | 3,53 | 3,63 |
| | 0,95 | 0,64 | 1,14 | 0,67 | 2,83 | 4,55 | 4,04 |
| | 0,80 | 0,69 | 1,60 | 0,82 | 2,93 | 4,20 | 3,88 |
| | 0,40 | 1,74 | 2,03 | 2,20 | 6,26 | 6,34 | 6,76 |
| | 0,62 | 0,38 | 0,45 | 0,46 | 3,22 | 3,63 | 3,93 |
| | 0,56 | 0,42 | 0,42 | 0,55 | 3,02 | 3,67 | 4,09 |
| | 1,33 | 0,19 | 0,20 | 0,24 | 3,16 | 3,50 | 4,76 |
| | 0,85 | 0,35 | 0,41 | 0,50 | 2,81 | 3,74 | 3,90 |
| | 0,16 | | 0,49 | 0,50 | | 3,26 | 3,35 |
| | 1,27 | 0,36 | 0,32 | 0,29 | 2,89 | 3,94 | 4,19 |
| | 1,15 | 0,17 | 0,34 | 0,35 | 3,39 | 4,69 | 4,58 |
| | 1,31 | 0,39 | 0,55 | 0,59 | 3,07 | 4,40 | 4,75 |
| | 1,86 | 0,87 | 0,88 | 0,71 | 2,95 | 3,80 | 4,68 |
| | 0,72 | 0,28 | 0,33 | 0,35 | 2,49 | 3,28 | 3,50 |
| | 0,98 | 0,33 | 0,51 | 0,41 | 3,40 | 4,11 | 4,25 |
| | 1,00 | 0,30 | 0,33 | 0,31 | 3,29 | 3,87 | 4,07 |
| | 1,35 | | 0,61 | 0,55 | | 4,17 | 4,71 |
| | 0,65 | | 0,65 | 0,68 | | 3,63 | 3,91 |

TABLEAU III bis

**DETAIL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PRE
ET RATTACHEES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER**

| | CHAUFFAGE - ECLAIRAGE HYGIENE | | | ELECTRICITE - EAU GAZ | | |
|---|----------------------------------|------|------|--------------------------|------|------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 |
| Maisons d'arrêt groupées dans | | | | | | |
| BORDEAUX | 0,47 | 0,48 | 0,49 | 0,62 | 0,62 | 0,65 |
| DIJON | 0,66 | 0,69 | 0,73 | 0,40 | 0,50 | 0,51 |
| LILLE | 0,51 | 0,50 | 0,55 | 0,39 | 0,45 | 0,38 |
| LYON | 0,63 | 0,65 | 0,69 | 0,54 | 0,48 | 0,43 |
| MARSEILLE | 0,51 | 0,35 | 0,38 | 0,51 | 0,53 | 0,56 |
| PARIS | 0,59 | 0,58 | 0,68 | 0,41 | 0,45 | 0,47 |
| RENNES | 0,45 | 0,45 | 0,34 | 0,31 | 0,33 | 0,32 |
| STRASBOURG | 0,67 | 0,58 | 0,71 | 0,51 | 0,45 | 0,50 |
| TOULOUSE | 0,73 | 0,42 | 0,45 | 0,72 | 0,69 | 0,65 |
| MOYENNES | | 0,53 | 0,56 | | 0,48 | 0,47 |
| Maisons d'arrêt | | | | | | |
| FLEURY-MEROGIS | » | » | 1,74 | » | » | 4,02 |
| FRESNES | 0,64 | 0,55 | 0,62 | 0,94 | 0,69 | 1,06 |
| MARSEILLE-BAUMETTES | 0,28 | 0,26 | 0,26 | 0,69 | 0,74 | 0,70 |
| LA SANTÉ | 0,36 | 0,31 | 0,34 | 0,24 | 0,27 | 0,35 |
| LA ROQUETTE | 0,50 | 0,48 | 0,64 | 0,69 | 0,66 | 81 |
| LOOS-ARRET | 0,61 | 0,70 | 0,63 | 0,29 | 0,25 | 0,27 |
| MOYENNES | | 0,42 | 0,50 | | 0,52 | 0,81 |
| Maisons centrales et | | | | | | |
| CAEN | 0,78 | 0,77 | 0,84 | 0,62 | 0,58 | 1,05 |
| CASABIANDA | 0,35 | 0,27 | 0,33 | 0,36 | 0,71 | 0,54 |
| CLAIRVAUX | 0,83 | 0,76 | 0,70 | 0,19 | 0,16 | 0,28 |
| ECROUVES | 0,96 | 0,70 | 0,75 | 0,81 | 0,57 | 0,74 |
| ENSISHEIM | 1,01 | 1,02 | 0,83 | 0,67 | 0,72 | 0,84 |
| EYSSES | 0,42 | 0,43 | 0,41 | 0,66 | 0,52 | 0,55 |
| LIANCOURT | 1,49 | 1,57 | 1,82 | 1,20 | 0,97 | 1,10 |
| LOOS | 0,62 | 0,51 | 0,91 | 0,74 | 0,79 | 0,69 |
| MAUZAC | 0,55 | 0,58 | 0,60 | 0,70 | 0,73 | 0,80 |
| MELUN | 0,52 | 0,51 | 0,68 | 0,38 | 0,28 | 0,28 |
| MULHOUSE | 1,32 | 1,24 | 0,94 | 0,49 | 0,62 | 0,68 |
| MURET | » | 1,05 | 1,24 | » | 0,66 | 0,89 |
| NIMES | 0,23 | 0,25 | 0,27 | 0,41 | 0,38 | 0,55 |
| CERMINGEN | 1,12 | 1,41 | 1,51 | 0,74 | 0,55 | 0,38 |
| POISSY | 0,39 | 0,41 | 0,47 | 0,61 | 0,58 | 0,60 |
| RENNES | 1,74 | 1,11 | 1,27 | 0,79 | 0,86 | 0,80 |
| RIOM | 0,46 | 0,51 | 0,47 | 0,59 | 0,39 | 0,42 |
| ST - MARTIN-de-RE | 0,47 | 0,40 | 0,74 | 0,64 | 0,79 | 0,64 |
| TOUL | 0,93 | 0,61 | 0,79 | 0,39 | 0,35 | 0,40 |
| MOYENNES | | 0,69 | 0,78 | | 0,56 | 0,63 |
| MOYENNE POUR L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS | | 0,54 | 0,60 | | 0,51 | 0,59 |

**CEDEMENT LIEES A L'ENTRETIEN DES DETENUS
1967 AU CHAPITRE 34 - 22 « MATERIEL »**

| | REMUNERATION DE LA MAIN D'ŒUVRE PENALE | | | AUTRES DEPENSES | | | TOTAUX | | |
|----------------------------------|---|------|------|-----------------|------|------|--------|------|------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 |
| les directions régionales | | | | | | | | | |
| | 0,13 | 0,13 | 0,12 | 0,07 | 0,06 | 0,06 | 1,29 | 1,29 | 1,32 |
| | 0,13 | 0,15 | 0,16 | 0,08 | 0,07 | 0,07 | 1,27 | 1,41 | 1,47 |
| | 0,13 | 0,14 | 0,16 | 0,05 | 0,05 | 0,05 | 1,08 | 1,14 | 1,14 |
| | 0,17 | 0,20 | 0,20 | 0,04 | 0,03 | 0,04 | 1,38 | 1,36 | 1,36 |
| | 0,09 | 0,09 | 0,08 | 0,09 | 0,10 | 0,08 | 1,20 | 1,07 | 1,10 |
| | 0,18 | 0,17 | 0,17 | 0,04 | 0,04 | 0,05 | 1,22 | 1,24 | 1,37 |
| | 0,10 | 0,11 | 0,12 | 0,02 | 0,02 | 0,03 | 0,88 | 0,91 | 0,81 |
| | 0,21 | 0,21 | 0,21 | 0,04 | 0,04 | 0,07 | 1,43 | 1,28 | 1,49 |
| | 0,17 | 0,17 | 0,15 | 0,08 | 0,06 | 0,08 | 1,70 | 1,34 | 1,33 |
| | | 0,15 | 0,16 | | 0,05 | 0,05 | | 1,21 | 1,24 |
| autonomes | | | | | | | | | |
| | » | » | 0,30 | » | » | 0,09 | » | » | 6,15 |
| | 0,31 | 0,28 | 0,28 | 0,07 | 0,04 | 0,10 | 1,96 | 1,56 | 2,06 |
| | 0,23 | 0,22 | 0,21 | 0,02 | 0,03 | 0,06 | 1,22 | 1,25 | 1,23 |
| | 0,10 | 0,10 | 0,12 | 0,10 | 0,07 | 0,06 | 0,80 | 0,75 | 0,87 |
| | 0,28 | 0,28 | 0,33 | 0,16 | 0,17 | 0,16 | 1,63 | 1,59 | 1,94 |
| | 0,24 | 0,28 | 0,33 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 1,15 | 1,24 | 1,24 |
| | | 0,20 | 0,22 | | 0,05 | 0,08 | | 1,19 | 1,61 |
| centres pénitentiaires | | | | | | | | | |
| | 0,39 | 0,39 | 0,39 | 0,02 | 0,02 | 0,01 | 1,81 | 1,76 | 2,29 |
| | 0,95 | 0,94 | 1,10 | 0,05 | 0,10 | 0,12 | 1,71 | 2,02 | 2,09 |
| | 0,01 | 0,93 | 1,06 | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 2,10 | 1,90 | 2,07 |
| | 0,73 | 0,80 | 0,83 | 0,10 | 0,23 | 0,24 | 2,60 | 2,30 | 2,56 |
| | 0,26 | 0,34 | 0,40 | 0,02 | 0,01 | 0,02 | 1,96 | 2,09 | 2,09 |
| | 0,45 | 0,50 | 0,59 | 0,05 | 0,06 | 0,07 | 1,58 | 1,51 | 1,62 |
| | 0,67 | 0,70 | 0,75 | 0,66 | 0,04 | 0,08 | 3,42 | 3,28 | 3,75 |
| | 0,56 | 0,54 | 0,54 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 1,95 | 1,87 | 2,17 |
| | 0,42 | 0,45 | 0,48 | 0,07 | 0,06 | 0,05 | 1,74 | 1,82 | 1,93 |
| | 0,41 | 0,38 | 0,42 | 0,03 | 0,01 | 0,02 | 1,34 | 1,18 | 1,40 |
| | 0,32 | 0,36 | 0,34 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 2,14 | 2,23 | 1,97 |
| | » | 0,21 | 0,19 | » | 0,05 | 0,03 | » | 1,97 | 2,35 |
| | 0,29 | 0,34 | 0,37 | 0,03 | 0,03 | 0,03 | 0,96 | 0,80 | 1,22 |
| | 0,60 | 0,61 | 0,72 | 0,05 | 0,05 | 0,08 | 2,51 | 2,62 | 2,69 |
| | 0,34 | 0,35 | 0,36 | 0,03 | 0,01 | 0,01 | 1,37 | 1,35 | 1,44 |
| | 0,34 | 0,36 | 0,39 | 0,09 | 0,06 | 0,07 | 2,96 | 2,39 | 2,53 |
| | 0,30 | 0,31 | 0,37 | 0,02 | 0,03 | 0,03 | 1,37 | 1,24 | 1,29 |
| | 0,64 | 0,60 | 0,73 | 0,11 | 0,09 | 0,17 | 1,86 | 1,97 | 2,28 |
| | 0,29 | 0,31 | 0,33 | 0,08 | 0,04 | 0,05 | 1,69 | 1,31 | 1,57 |
| | | 0,47 | 0,51 | | 0,04 | 0,05 | | 1,76 | 1,97 |
| | | 0,24 | 0,25 | | 0,04 | 0,06 | | 1,33 | 1,50 |

TABEAU IV DEPENSES DE PERSONNEL PAR JOURNEE DE DETENTION
DANS LES MAISONS D'ARRÊT
GROUPEES PAR REGION PENITENTIAIRE

| RÉGIONS PÉNITENTIAIRES | NOMBRE DE MAISONS D'ARRÊT par région | | | EFFECTIF MOYEN DE L'ENSEMBLE des maisons d'arrêt par région | | | EFFECTIF MOYEN PAR MAISON D'ARRÊT | | | DÉPENSES DE PERSONNEL par journée de détention | | |
|-------------------------------------|--|------------|------------|--|---------------|---------------|--------------------------------------|------------|------------|--|--------------|--------------|
| | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 | 1966 | 1967 | 1968 |
| | Bordeaux | 15 | 15 | 15 | 1.391 | 1.472 | 1.528 | 93 | 98 | 102 | 12,57 | 12,33 |
| Dijon | 17 | 17 | 17 | 1.826 | 1.867 | 1.845 | 107 | 110 | 109 | 9,56 | 9,67 | 10,40 |
| Lille | 18 | 19 | 19 | 2.905 | 3.012 | 3.218 | 166 | 159 | 169 | 9,05 | 9,15 | 9,86 |
| Lyon | 21 | 20 | 20 | 2.109 | 2.088 | 2.248 | 100 | 104 | 112 | 12,03 | 12,39 | 12,53 |
| Marseille | 10 | 10 | 10 | 1.213 | 1.236 | 1.334 | 121 | 124 | 133 | 10,04 | 10,72 | 11,18 |
| Paris | 18 | 18 | 18 | 1.895 | 1.960 | 2.054 | 105 | 109 | 114 | 9,76 | 9,74 | 11,24 |
| Rennes | 20 | 20 | 20 | 2.346 | 2.414 | 2.660 | 117 | 121 | 148 | 9,34 | 9,24 | 9,33 |
| Strasbourg | 13 | 13 | 13 | 1.764 | 1.931 | 1.965 | 136 | 149 | 151 | 11,16 | 10,53 | 11,50 |
| Toulouse | 17 | 15 | 15 | 1.348 | 1.244 | 1.312 | 79 | 83 | 89 | 12,61 | 11,78 | 12,51 |
| TOTAUX et moyennes | 149 | 147 | 147 | 16.889 | 18.194 | 17.224 | 113 | 117 | 124 | 10,46 | 10,41 | 11,06 |

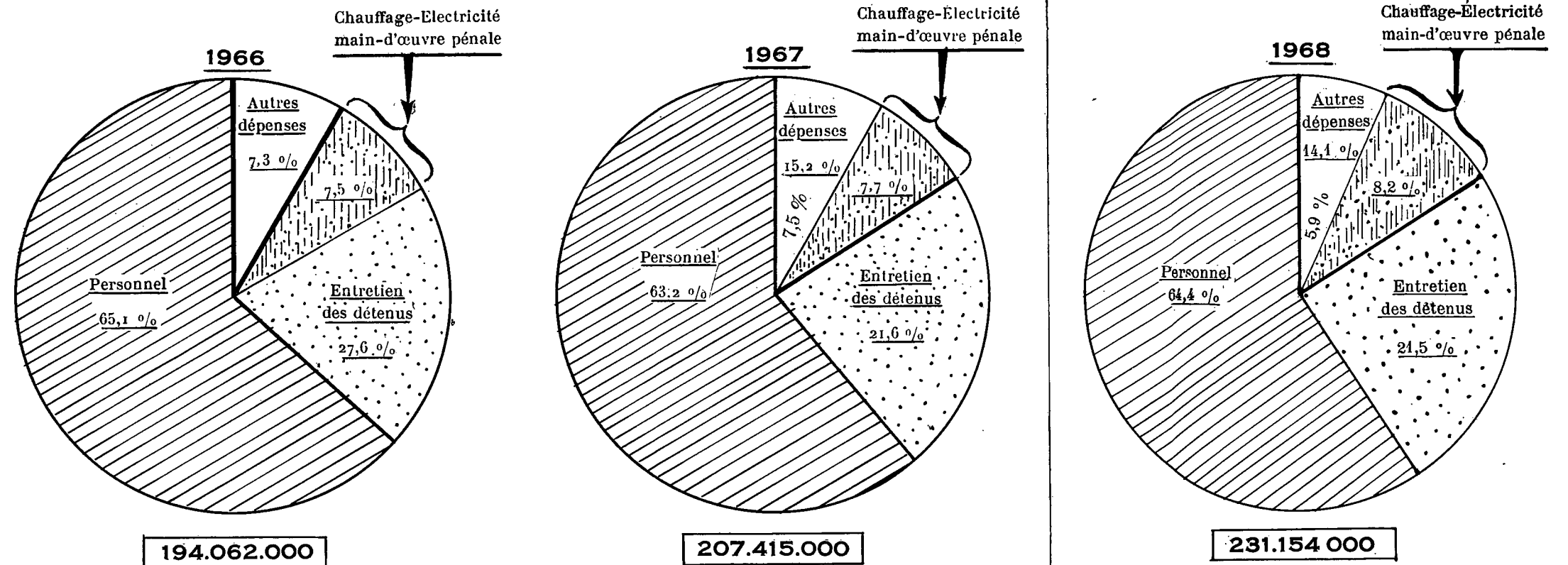
TABEAU V
DEPENSES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRE EN 1968

| | DÉPENSES DE PERSONNEL | DÉPENSES POUR L'ENTRETIEN DES DÉTENUÉS | AUTRES DÉPENSES | TOTAUX |
|--|--------------------------|--|--------------------|--------------------|
| Maisons d'arrêt groupées dans les Directions Régionales | | | | |
| BORDEAUX | 7.477.970 | 2.213.680 | 1.264.436 | 10 956 086 |
| DIJON | 7.021.430 | 2.513.236 | 1.901.450 | 11 436 116 |
| LILLE | 11.386.948 | 4 294 224 | 2.441.702 | 18.122.874 |
| LYON | 10.309.697 | 2.794.527 | 1.742.431 | 14.846.655 |
| MARSEILLE | 5.456.760 | 1.667.215 | 978.546 | 8 102 521 |
| PARIS | 8.446.209 | 2.814.186 | 2 070 491 | 13 330 886 |
| RENNES | 9.084.915 | 2.882.990 | 1.382.182 | 13 350 087 |
| STRASBOURG | 8.271.657 | 2 888 499 | 1.893.452 | 13.053.608 |
| TOULOUSE | 6.192.848 | 1.832.999 | 1.303.132 | 9 328 979 |
| | 73.648.434 | 23 901 556 | 14 977 822 | 112 527 812 |
| | 65,5 % | 21,2 % | 13,3 % | 100 % |
| Maisons d'arrêt autonomes | | | | |
| FLEURY-MEROGIS | 1.914.218 | 560.529 | 928.035 | 3 402 782 |
| FRESNES | 11.758.124 | 5 505 447 | 3 338 369 | 20.601.940 |
| LOOS | 2 411 812 | 1 022 455 | 554 148 | 3 988 415 |
| MARSEILLE-BAUM | 5.577.697 | 2.351.740 | 1 466 321 | 9 095 758 |
| LA ROQUETTE | 2.121.756 | 381.364 | 274.241 | 2 777 361 |
| LA SANTÉ | 7.108.781 | 2.514.971 | 1.152.093 | 10.775 845 |
| | 30.892.388 | 12.336.506 | 7 413 207 | 50 642 101 |
| | 61 % | 24,4 % | 14,6 % | 100 % |
| Maisons centrales et Centres pénitentiaires | | | | |
| CAEN | 2.347.538 | 575.860 | 446.693 | 3 370 091 |
| CLAIRVAUX | 2.696.789 | 2.162.430 | 689.976 | 5 549 195 |
| ENSISHEIM | 1.983.624 | 405.788 | 515.244 | 2 904 656 |
| EYSSES | 2.292.552 | 753.979 | 637.381 | 3 683 912 |
| LOOS | 2.309.608 | 573.321 | 620.823 | 3 503 752 |
| MAUZAC | 2.573.261 | 619.400 | 572.006 | 3 764 667 |
| MELUN | 3.145.327 | 877.578 | 427.923 | 4 450 828 |
| MULHOUSE | 2.076.153 | 578.400 | 451.264 | 3 105 817 |
| MURET | 2.991.959 | 751.294 | 630.121 | 4 373 374 |
| NIMES | 2.688.709 | 786.882 | 455.743 | 3 931 334 |
| POISSY | 2.861.899 | 1.186.206 | 739.675 | 4 787 780 |
| RENNES | 1.801.429 | 479.533 | 389.193 | 2 670 155 |
| RIOM | 2.250.346 | 495.808 | 326.486 | 3 072 640 |
| ST-MARTIN-DE-RÉ | 3.493.897 | 520.893 | 597.758 | 4 612 548 |
| TOUL | 2.557.760 | 849.728 | 656.056 | 4 063 544 |
| | 38.070.851 | 11.617.100 | 8.156.342 | 57.844.293 |
| | 65,8 % | 20,1 % | 14,1 % | 100 % |
| Etablissements spécialisés | | | | |
| CASABIANDA | 690.280 | 349.850 | 318.333 | 1.358 463 |
| LIANCOURT | 1.823.857 | 810.681 | 687.760 | 3.322 298 |
| ECROUVES | 2.020.506 | 313.597 | 487.812 | 2.821 915 |
| OERMINGEN | 1.655.435 | 368.910 | 612.473 | 2.636 818 |
| | 6.190.078 | 1.843.038 | 2.106.378 | 10.139.494 |
| | 61 % | 18,2 % | 20,8 % | 100 % |
| TOTAL GÉNÉRAL | 148.801.751 | 46.698.200 | 32.653.749 | 231.151.700 |
| | 64,4 % | 21,5 % | 14,1 % | 100 |

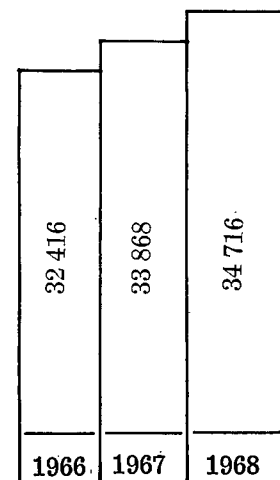
**TABEAU VI
PRODUITS DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**

| | VALEUR DES PRODUITS en 1968 | PRODUITS COMPARÉS PAR JOURNÉE DE DÉTENTION | | |
|---|-----------------------------------|---|-------------|-------------|
| | | 1966 | 1967 | 1968 |
| Maisons d'arrêt groupées dans les Directions Régionales | | | | |
| BORDEAUX | 327.005 | 0,62 | 0,60 | 0,58 |
| DIJON | 603.163 | 0,80 | 0,66 | 0,89 |
| LILLE | 1.280.059 | 1,20 | 0,99 | 1,09 |
| LYON | 890.082 | 1,04 | 1,08 | 1,08 |
| MARSEILLE | 138.967 | 0,27 | 0,23 | 0,28 |
| PARIS | 750.341 | 1,17 | 0,97 | 0,99 |
| RENNES | 688.984 | 0,66 | 0,67 | 0,71 |
| STRASBOURG | 604.055 | 0,85 | 0,80 | 0,84 |
| TOULOUSE | 259.154 | 0,63 | 0,55 | 0,53 |
| TOTAL et moyennes | 5 541.810 | 0,86 | 0,78 | 0,83 |
| Prisons du Département de la Seine, de Marseille et de Lille | | | | |
| FLEURY-MEROGIS | 53.860 | | | 0,48 |
| FRESNES | 889.967 | 1,08 | 0,89 | 0,79 |
| LOOS-ARRÊT | 412.758 | 1,72 | 1,28 | 1,65 |
| MARSEILLE-BAUMETTES | 461.017 | 0,92 | 0,78 | 0,70 |
| LA ROQUETTE | 130.236 | 1,46 | 1,26 | 1,32 |
| LA SANTÉ | 644.061 | 0,61 | 0,58 | 0,68 |
| TOTAL et moyennes | 2.591.896 | 0,95 | 0,72 | 0,84 |
| Maisons centrales et Centres pénitentiaires | | | | |
| CAEN | 677.616 | 4,28 | 4,45 | 4,77 |
| CASABIANDA | 175.439 | 1,66 | 2,01 | 2,51 |
| CLAIRVAUX | 717.879 | 3,05 | 3,20 | 3,64 |
| ÉCROUVES | 50.641 | 0,45 | 0,71 | 0,59 |
| ENSISHEIM | 476.238 | 4,26 | 4,57 | 4,76 |
| EYSSES | 439.239 | 1,87 | 1,99 | 2,26 |
| LIANCOURT | 103.097 | 0,68 | 0,72 | 0,86 |
| LOOS | 326.684 | 2,27 | 1,56 | 2,25 |
| MAUZAC | 301.667 | 1,40 | 1,55 | 2,00 |
| MELUN | 981.201 | 4,91 | 5,13 | 5,33 |
| MULHOUSE | 347.427 | 3,40 | 2,84 | 2,35 |
| MURET | 604.472 | — | 1,75 | 2,70 |
| NIMES | 698.844 | 2,81 | 3,21 | 3,74 |
| OERMINGEN | 28.641 | 0,47 | 0,37 | 0,36 |
| POISSY | 823.161 | 3,30 | 3,41 | 3,30 |
| RENNES | 213.732 | 2,16 | 1,82 | 2,09 |
| RIOM | 287.366 | 1,65 | 1,50 | 2,04 |
| St-MARTIN-de-RÉ | 208.025 | 1,36 | 1,55 | 1,70 |
| TOUL | 499.229 | 2,09 | 1,96 | 2,40 |
| THOL | — | — | — | — |
| TOTAL et moyennes | 7.960.598 | 2,51 | 2,49 | 2,73 |
| TOTAL et moyennes pour l'ensemble des établissements | 16.094.307 | 1,24 | 1,17 | 1,27 |

DÉPENSES EN POURCENTAGE

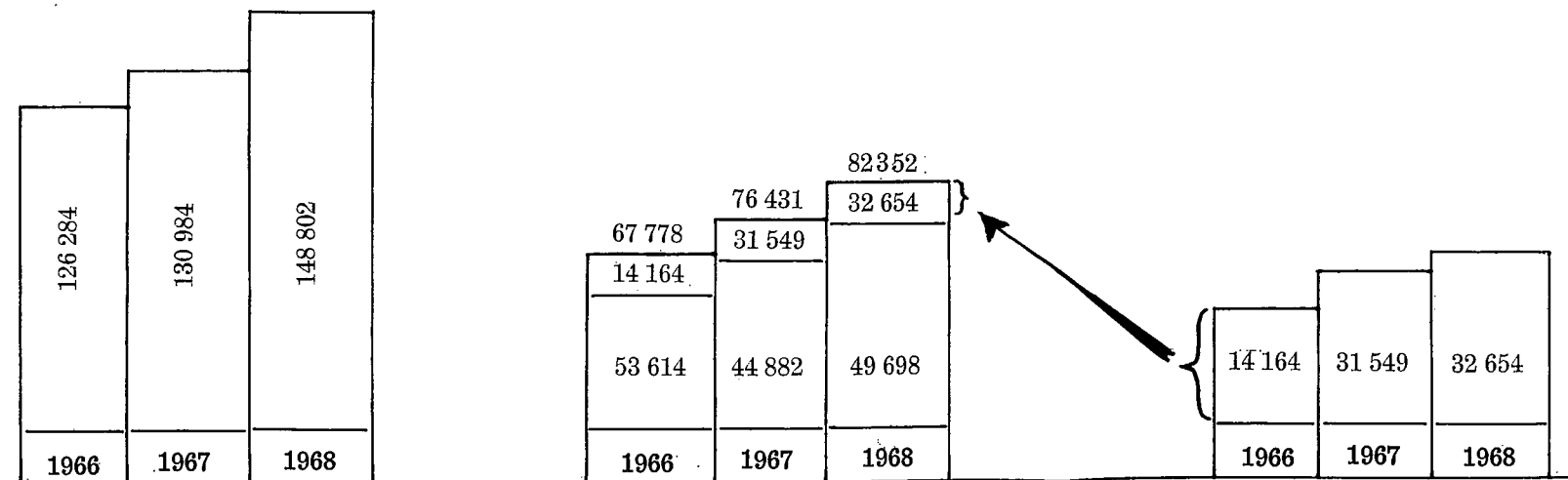


POPULATION PÉNALE



EFFECTIFS DES DÉTENUS

DÉPENSES EN MILLIERS DE FRANCS



PERSONNEL

ENTRETIEN DES DÉTENUS ET AUTRES DÉPENSES

AUTRES DÉPENSES

ANNEXE

**Conseil supérieur
de l'Administration pénitentiaire**

*Procès-verbal
de la réunion du 19 novembre 1968*



Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire

Séance du mardi 19 novembre 1968

*La séance est ouverte à 10 h 05
sous la présidence de M. CAPITANT, garde des sceaux*

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est ouverte.

Je salue les hautes personnalités qui constituent le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire et je les remercie d'avoir bien voulu venir cette année, comme les années précédentes, participer aux importantes délibérations qui permettent au ministère de la Justice de déterminer sa politique pénitentiaire.

Je donne tout d'abord la parole à M. Le Corno, directeur de l'Administration pénitentiaire, qui va nous présenter le rapport général.

M. LE CORNO, *directeur de l'Administration pénitentiaire*. — Ce n'est pas sans quelque appréhension que, pour la première fois, je suis amené à présenter devant cet éminent aréopage que constitue le conseil supérieur le rapport général sur l'Administration pénitentiaire.

Et tout d'abord devant vous, monsieur le Garde des sceaux, puisque vous avez bien voulu nous faire l'honneur de présider et de diriger les débats qui vont s'instaurer ;

Devant messieurs les Parlementaires, à qui je voudrais apporter les éléments d'appréciation nécessaires, surtout pendant cette période de discussions budgétaires ;

Devant les hauts magistrats, au premier rang desquels M. le procureur général Touffait, parce que l'Administration pénitentiaire est précisément chargée d'exécuter sous leur contrôle une partie de leurs décisions ;

En présence de messieurs les Aumôniers généraux et les Présidents des associations péni et postpénales, qui apportent quotidiennement un concours si précieux à cette administration, et à l'activité inlassable desquels je suis heureux de rendre un solennel et public hommage ;

En présence de messieurs les Professeurs, qui me donnent le sentiment de passer ce matin quelque nouvel examen ;

Et, enfin, sous le contrôle expérimenté de mes prédécesseurs, parqu'ils m'ont tracé la voie et ont connu des situations difficiles qu'ils ont surmontées en faisant preuve d'une maîtrise des événements et des hommes que je souhaiterais, si la nécessité m'en était imposée, pouvoir atteindre.

Comme vous l'aurez constaté, le rapport que j'ai l'honneur de présenter comporte à peu près les mêmes rubriques que le précédent ; j'ai en effet estimé qu'il valait mieux, pour permettre au conseil supérieur d'assurer son contrôle et cette confrontation nécessaire d'un exercice à l'autre, ne pas transformer la présentation de ce document.

Je ne reprendrai pas mon avant-propos du rapport général, en particulier parce qu'il évoque, dans sa première partie, les méthodes de traitement ; or, celles-ci sont liées à la réforme pénale et, dans un exposé oral, je craindrais de ne pas être assez nuancé et d'empiéter sur les attributions de mon collègue et ami M. Arpaillange.

Je parlerai donc essentiellement de l'équipement, du travail pénal et du personnel sous l'angle de la préparation du VI^e Plan.

Vous savez qu'enfin l'Administration pénitentiaire, avec l'ensemble de la Chancellerie, va être comprise dans le VI^e Plan, alors que jusqu'à maintenant seule l'Education surveillée avait été rattachée au Plan de développement économique et social.

En ce qui concerne l'équipement, c'est devenu un lieu commun de dire que l'Administration pénitentiaire est très en retard, sans doute parce qu'elle constitue un secteur résiduaire de l'Etat. Il est évident que, lorsque le directeur de l'Administration pénitentiaire doit défendre la construction d'une prison en face de ses collègues des Affaires sociales ou de l'Education nationale qui préconisent la création d'hôpitaux ou de lycées, la valeur de ses arguments est toute relative.

L'équipement de l'Administration pénitentiaire est donc très vétuste, inadapté et, dans une certaine mesure, inadaptable : quelques chiffres sont à cet égard révélateurs. Sur 145 maisons d'arrêt, il faudrait en fermer 35, ce soir, si c'était possible ; 26 devraient être désaffectées dans quatre ou cinq ans, 17 dans un délai maximum d'une dizaine d'années ; 29 doivent être modernisées ; et, en définitive, on peut considérer que 38 d'entre elles seulement sont en état.

Sur l'ensemble des établissements, c'est-à-dire les maisons d'arrêt comme les maisons centrales ou les établissements spécialisés : 106 ont le chauffage central, 66 ne sont pratiquement pas chauffés ; 53 ont un équipement sanitaire à peu près convenable, 119 en sont à peu près totalement dépourvus.

Et cependant, malgré les crédits limités qui ont été impartis à cette administration, il faut souligner l'effort fait depuis quatre ans. 5 maisons d'arrêt nouvelles ont pu être construites, plus Fleury-Mérogis, et 1 maison centrale : celle de Muret. 4 676 places nouvelles ont pu être, dans ces conditions, mises en service et 731 rénovées, en partie d'ailleurs grâce au travail pénal.

En face de ce bilan positif, il y a bien sûr le bilan négatif : les maisons étant tellement vieilles, il a fallu tout de même en fermer un certain nombre, et 1 570 places ont été supprimées.

Il est important aussi de voir comment ont évolué les places en commun par rapport aux places en cellule. En 1964, il y avait 10 900 places en commun et 15 600 places cellulaires ; en 1968, il n'y a plus que 10 700 places en commun et, en revanche, 19 600 places en cellule.

Cependant, au début de l'année, on pouvait considérer que le déficit entre les places et la population pénale se chiffrait à 6 000.

Ainsi, sur un plan quantitatif et qualitatif, malgré les efforts accomplis, l'Administration pénitentiaire est bien démunie.

S'agissant de l'avenir immédiat, une nouvelle maison centrale va être installée à Châteauroux et des maisons d'arrêt sont prévues dans la région parisienne, car il faut bien reconnaître que c'est dans cette immense agglomération que se posent les plus graves problèmes.

A cet égard, je voudrais dire que l'Administration pénitentiaire ne recommencera pas un deuxième Fleury-Mérogis. Non pas que cette réalisation ne soit pas imposante — j'allais dire presque grandiose — non pas qu'on ne soit pas parvenu, à la fois dans le style architectural comme dans le fonctionnement intérieur, à appliquer des idées nouvelles, mais il apparaît que, pour une maison d'arrêt destinée à héberger une population pénale extrêmement mouvante, l'incarcération dans un même établissement, comme on l'a prévu à Fleury-Mérogis, de plus de trois mille détenus soulève, pour la mise en œuvre de la mission pénitentiaire et même du seul point de vue humain, d'importantes difficultés.

Il n'est donc plus question d'envisager un Fleury-Mérogis Nord pour faire pendant à celui qui est installé maintenant dans le sud de Paris, mais d'implanter les nouvelles maisons d'arrêt de la région parisienne en fonction de l'organisation judiciaire qui, elle-même, s'est harmonisée avec la réorganisation administrative de cette région, c'est-à-dire avec la création des nouveaux départements.

Cependant, une politique d'investissement ne peut se définir seulement en fonction des structures territoriales, et il convient aussi d'apprécier l'évolution des décisions judiciaires en matière pénale.

Depuis quelques années, il apparaît qu'en matière de peines privatives de liberté les tribunaux infligent de plus en plus ce qu'il est convenu d'appeler des moyennes peines, c'est-à-dire d'une durée d'un an à trois ans de prison. Or, l'Administration pénitentiaire n'a aucune structure d'accueil pour les faire subir. En effet, il est évident que les condamnés à moins d'un an de prison peuvent être maintenus dans les maisons d'arrêt. Ceux qui, au contraire, sont assujettis à une longue peine sont tout naturellement dirigés vers les maisons centrales. Mais on ne devrait pas laisser les condamnés à une moyenne peine — comme il est nécessaire de le faire maintenant — dans les maisons d'arrêt nullement équipées, notamment en ateliers, pour soumettre à un régime approprié cette population pénale ; et il n'est pas question de diriger ces condamnés sur les maisons centrales où la promiscuité avec les réclusionnaires serait tout aussi dommageable que les contacts si souvent déplorés entre récidivistes et prévenus dans les maisons d'arrêt.

Depuis plusieurs années, les condamnés se répartissent à peu près par tiers entre longues peines, courtes peines et moyennes peines. C'est pourquoi il est nécessaire à l'avenir de créer des « maisons de correction régionales », qui seraient réservées à l'exécution des moyennes peines d'emprisonnement ; il en faudrait quatre en France.

Enfin, autre préoccupation pour l'avenir de l'équipement de l'Administration pénitentiaire, le problème crucial de la délinquance des jeunes. Les statistiques le démontrent, la population pénale rajeunit considérablement. Actuellement, 80 % des détenus ont moins de 40 ans, et 50 % moins de 30 ans. Le nombre des jeunes majeurs pénaux — c'est-à-dire ceux qui ont entre 18 et 21 ans — s'accroît d'une manière inquiétante ; ils sont aujourd'hui plus de trois mille.

Il était donc indispensable d'aménager de nouveaux centres de jeunes ; l'un a été mis en service près de Bordeaux, à Gradignan, cette année ; un autre va l'être à Rochefort prochainement ; la construction du centre de jeunes de Fleury-Mérogis est maintenant très avancée. L'ensemble de ces installations représente environ six cents places. Mais c'est sans doute dans ce domaine qu'il est le plus difficile de prévoir un plan d'équipement.

Ainsi, pour Gradignan, la capacité du centre de jeunes a été calculée en tenant compte de statistiques portant sur cinq ans et aux termes desquelles l'effectif des jeunes incarcérés au fort du Hâ, ancienne maison d'arrêt de Bordeaux, s'élevait en permanence à une centaine. Au vu d'une telle stabilité, cent places ont été prévues pour le centre. Or, actuellement, cent cinquante jeunes se trouvent

détenus à Gradignan... On comprend très bien d'ailleurs la réaction des juges, qui hésitent à incarcérer des garçons de 18 ans dans une prison aussi vétuste et inadaptée que le fort du Hâ, avec tous les inconvénients que suppose une telle détention, et qui ont maintenant la possibilité d'associer valeur rétributive de la sanction et réadaptation, en envoyant les jeunes délinquants dans ce « foyer » où ils sont soumis à un régime spécifique et suivis par des éducateurs.

Cet exemple montre qu'il n'est pas simple d'apprécier l'évolution de la population pénale lorsqu'il faut mettre en équation l'augmentation de la délinquance, le comportement des juges et, le cas échéant, les modifications de la législation pénale.

C'est cependant ce que souhaite obtenir de la Chancellerie le Commissariat général au Plan qui, dans une requête très ambitieuse, a demandé pour la préparation du VI^e Plan de prévoir la population pénale en 1971, en 1975 et même en 1985 !

Une première étude a été entreprise en extrapolant, grâce à la méthode dite des « moindres carrés », la courbe de la population pénale des dernières années, corrigée après défalcation des apports dus aux circonstances historiques momentanées ; cette projection permet de situer la population pénale au niveau de 38 000 détenus en 1971, 42 000 en 1975 et 50 000 en 1985.

Ces premières estimations vont être contrôlées par une deuxième étude rapprochant l'évolution de la population pénale de l'évolution démographique prévue par l'I.N.S.E.E. en mesurant notamment les conséquences, dans ce domaine, de la concentration urbaine.

La confrontation des résultats obtenus devrait permettre de mieux discerner les perspectives.

Avec actuellement un déficit de six mille places pour environ trente-quatre mille détenus, il est évident que si ces prévisions devaient se confirmer, l'effort de l'Administration pénitentiaire en matière d'équipement devrait être considérable.

Je voudrais maintenant aborder le deuxième point que je vous ai proposé tout à l'heure : celui du travail pénal.

Ce problème du travail pénal rejoint d'ailleurs celui de l'équipement, car on ne peut vraiment confier un travail intéressant et rémunérateur aux condamnés que dans des ateliers qu'il faut donc prévoir à côté des structures d'accueil proprement dites ; le travail pénal demeure en effet essentiel pour l'occupation du détenu comme pour son reclassement.

C'est précisément sur cet aspect du reclassement que je voudrais ce matin insister. Il est grave de constater que les détenus, lorsqu'ils sont libérés, ne peuvent pas, à 80 %, retrouver un travail correspondant à celui qu'ils ont effectué pendant qu'ils étaient en prison, sauf l'exception tout à fait remarquable de Melun, où les détenus

employés à l'Imprimerie administrative sont assurés d'être embauchés dans le secteur privé lorsqu'ils sortent de cette maison centrale.

Le problème est donc, pour l'Administration pénitentiaire, non seulement d'occuper les détenus, mais de les occuper dans des conditions telles qu'ils puissent, au moment de leur sortie, se réinsérer.

Et c'est là que surgissent les difficultés, car on ne peut pas les orienter vers des activités qui risqueraient de mettre en cause l'économie du secteur privé.

Je citerai l'exemple de la centrale de Muret, où il avait été envisagé d'installer un atelier de fabrication de cageots pour primeurs ; le ministère des Finances s'y est opposé parce que cette production aurait gêné trois entreprises de même nature installées dans le Midi.

Il est donc nécessaire de concilier d'une part le rapport qu'on peut tirer du travail pénal, et d'autre part la formation professionnelle. C'est dans cet esprit que la Chancellerie cherche à constituer un comité de contrôle et d'orientation de la régie, avec des représentants des ministères de l'Industrie, des Finances et des Affaires sociales, avec le Commissariat général au Plan, les syndicats patronaux, les professions industrielles et commerciales, pour être, à moyen terme, renseignée sur les secteurs de l'économie manquant de main-d'œuvre.

Le travail pénal pourrait être organisé en deux périodes : tant que le détenu serait éloigné de sa libération, il serait affecté aux travaux habituellement exécutés dans les établissements, et souvent destinés d'ailleurs à l'administration elle-même, les plus grands acheteurs de la régie étant les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation nationale.

Mais, par exemple à un an de leur sortie et compte tenu des perspectives signalées par le Plan, le ministère des Affaires sociales ou celui de l'Industrie, les détenus pourraient être regroupés dans certains établissements en vue de suivre une formation professionnelle accélérée qui leur permettrait de trouver du travail dans le secteur de l'économie où un besoin de main-d'œuvre serait prévisible à brève échéance.

Le problème se pose très spécialement pour les jeunes. L'Administration pénitentiaire dispose pour eux d'une prison-école ouverte, de deux prisons-écoles fermées et de quelques centres de formation ; mais si, comme les statistiques semblent le montrer, cette population pénale continue à augmenter dans les prochaines années, ces maisons seront insuffisantes ; elles le sont déjà malgré le nombre élevé des courtes peines infligées qui, à cet égard, ne favorisent pas la mise en œuvre d'un traitement adapté.

Il est sans doute paradoxal de la part d'un directeur de l'Administration pénitentiaire, qui a déjà trop de clientèle, de paraître regretter que les magistrats ne condamnent pas les jeunes à des peines suffisamment longues. En effet, une forte proportion de ceux qui relèvent de ces centres sont incarcérés trois mois ou quatre mois pour quelque vol de voiture ; or, ce délai ne permet pas de soumettre les intéressés à une formation professionnelle accélérée qui demande au minimum huit à neuf mois.

Je ne veux pas dire que les magistrats devraient absolument condamner les jeunes au moins à neuf mois de prison pour donner à l'Administration pénitentiaire le temps de les former, d'autant plus qu'en l'occurrence les places indispensables pour les accueillir feraient défaut, mais il est évident que la limite des possibilités est atteinte à partir du moment où il y a contradiction entre la rétribution de la sanction et la durée qu'implique tout effort de réadaptation.

Enfin, troisième partie de cette présentation du rapport général : les problèmes de personnel.

Au regard de cette population croissante, du problème du travail pénal, de celui des jeunes, l'administration ne peut remplir sa mission qu'avec un personnel nombreux et spécialisé. Dans ce domaine aussi la réalité ne correspond pas à la nécessité.

S'agissant du personnel de surveillance, chacun sait maintenant que la situation est devenue particulièrement critique, dans la mesure où tous les surveillants ne peuvent bénéficier du repos hebdomadaire et où les vacances annuelles doivent être étalées depuis le mois de février.

Certes, un avantage appréciable vient d'être accordé avec l'attribution de la prime de risque calculée en pourcentage du traitement, mais les heures supplémentaires sont effectuées en nombre si considérable qu'il a fallu, par un décret du mois de mai dernier, admettre une dérogation à la réglementation générale, afin que les personnels pénitentiaires puissent voir leurs heures supplémentaires rétribuées pour un quantum supérieur de plus d'un tiers à celui qui est autorisé pour l'ensemble des fonctionnaires.

Cette situation est due essentiellement au régime des surnombres qui a été imposé à l'Administration pénitentiaire depuis six ans. Ce système a pour conséquence d'interdire tout recrutement tant que les surnombres ne sont pas résorbés, c'est-à-dire tant que les effectifs réels ne correspondent pas à nouveau aux effectifs budgétaires par suite de départs à la retraite. Ainsi fallait-il attendre que les surnombres provoqués par le rapatriement des fonctionnaires d'Algérie disparaissent.

Or, les effectifs budgétaires sont restés très stables, alors que la population pénale a fortement augmenté. Non pas qu'il faille absolument lier le nombre des fonctionnaires de surveillance à celui des détenus, mais il est évident qu'à partir du moment où la population pénale passait en six ans de 29 000 à 34 000 individus, il eût été nécessaire d'en tenir compte dans le calcul des effectifs du personnel.

La suppression de tout recrutement avait par ailleurs pour conséquence une élévation de la moyenne d'âge des agents. Le ministère des Finances avait bien, depuis deux ans, autorisé un contingent de recrutement annuel, mais qui était loin de correspondre aux postes à couvrir.

Aussi est-il très important que M. le Garde des sceaux ait obtenu du ministère des Finances, au cours des arbitrages budgétaires, que ce régime soit supprimé. Quatre cent quatre-vingt-sept emplois en surnombre vont être transformés en postes budgétaires, et le recrutement régulier du personnel de surveillance a pu être repris depuis le mois d'octobre dernier.

Il est essentiel maintenant de rattraper le retard de six ans et de parvenir progressivement, compte tenu des impératifs budgétaires, à augmenter les effectifs du personnel.

Le ministère de la Justice a mis au point un programme de renforts étalé sur quatre ans pour lequel le ministère des Finances a donné son accord de principe. Cet étalement s'impose, car pour assurer un déroulement harmonieux de carrière aux agents, il convient de ne pas déséquilibrer numériquement les recrutements annuels. Il faudra donc concilier pour chaque promotion le remplacement des retraités, l'affectation aux postes afférents à la mise en service d'établissements nouveaux et les renforts.

L'application du statut de 1966 pose un autre problème. Ce statut a eu pour objet, d'une part de fixer la répartition des emplois d'encadrement et d'organiser la carrière en fonction des responsabilités assumées, d'autre part de créer un cadre administratif pour éviter que du personnel de surveillance ou, bien souvent, des détenus tiennent des fonctions dans les bureaux des établissements. Son application prévue en cinq ans a pris un retard de trois ans.

Ce que je dois dire en tout cas, c'est qu'il n'est plus possible de mettre en service des établissements ou quartiers nouveaux si les postes budgétaires nécessaires à leur fonctionnement ne sont pas accordés.

Cette situation devient antinomique eu égard à l'encombrement connu des prisons. Ainsi, la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, complètement construite maintenant, ne pourra fonctionner totalement qu'en 1970, car deux bâtiments de cet ensemble resteront inoccupés

l'an prochain, faute de personnel. Or, il n'est absolument pas question de prélever cent cinquante agents sur un certain nombre d'établissements en France pour utiliser ces deux « tripales », ce qui reviendrait à solliciter du personnel des maisons de province un effort supplémentaire qu'il n'est plus possible de lui demander.

Mais, dans sa mission d'ordre public, l'Administration pénitentiaire n'est pas seulement chargée d'assurer bonne garde des détenus dont elle a la responsabilité, elle a aussi l'ambition de les amender en les soumettant à un « traitement ». Il lui faut alors ces éducateurs et instructeurs techniques, encore en nombre insuffisant, pour mener une action si souhaitable, notamment auprès des jeunes délinquants.

De même, pour aider les magistrats qui animent les comités de probation, il faut disposer des délégués pour encadrer les probationnaires. En effet, il est évident qu'un tribunal aura quelque réticence à prononcer le sursis avec mise à l'épreuve si le coupable qu'il place sous ce régime doit se trouver insuffisamment contrôlé.

Une seule référence chiffrée permet de mesurer l'effort à consentir si l'on veut développer le système de la probation : dans les pays anglo-saxons un éducateur ou un agent de probation contrôle environ cinquante probationnaires ; en France, le rapport est encore de un pour cent cinquante.

Mais ce qui est, monsieur le Garde des sceaux, réconfortant, c'est que tous les fonctionnaires qui appartiennent à l'Administration pénitentiaire se sentent attachés à leur mission et sont conscients qu'ils doivent travailler ensemble. Vous en avez eu la preuve tout récemment avec les Journées de médecine pénitentiaire ; les médecins ont montré, au cours des débats qui se sont instaurés, qu'ils avaient le souci, en assumant leurs responsabilités quant à la santé des détenus, de ne pas mettre en cause par leurs prescriptions la discipline nécessaire dans les établissements.

Avec eux ont été organisés les centres médico-psychologiques qui sont une contribution essentielle de la médecine au fonctionnement des maisons d'arrêt importantes. En effet, autant les condamnés sont l'objet d'examen cliniques et techniques rigoureux au Centre national d'orientation avant d'être dirigés sur la maison centrale qui paraît la mieux adaptée à leur cas, autant pour les nouveaux écroués les renseignements de personnalité sont succincts, si encore ils sont connus.

Il importe cependant qu'un responsable de maison d'arrêt soit informé de la personnalité du nouvel arrivant, pour lui permettre de prendre, éventuellement, toute disposition de nature à garantir la sauvegarde de l'individu qui lui est confié.

Dans ces centres médico-psychologiques — je souhaiterais en créer au moins un par région — seraient pratiqués un diagnostic médical et caractériel, et même le début d'un traitement pour les psychopathes.

Enfin, à l'occasion de cette Journée de médecine pénitentiaire, vous savez, monsieur le Garde des sceaux, qu'a été évoqué un problème très important : celui de l'affiliation des détenus à la Sécurité sociale.

Il est de fait que la suppression des droits sociaux aux détenus porte atteinte à l'individualisation de la peine puisque alors, non seulement le chef de famille, mais aussi sa femme et ses enfants se trouvent sanctionnés.

L'étude d'une solution, et surtout de ses implications financières, est actuellement menée en liaison avec le ministère des Affaires sociales.

Si les médecins — comme vous vous plaisez à le dire, monsieur le Garde des sceaux — ont participé, ils ne sont pas les seuls, car cette participation, elle existe aussi avec les représentants syndicaux des personnels, tant à l'administration centrale que dans certains établissements.

A l'administration centrale, un groupe de travail se réunit déjà régulièrement depuis plusieurs mois et a abordé l'ensemble des problèmes qui intéressent le fonctionnement des services pénitentiaires. Et je dois rendre hommage aux représentants des syndicats, parce que si, tout naturellement, ils défendent dans ces réunions les intérêts matériels et moraux de leurs mandants, ils apportent avec droiture le concours de leur expérience professionnelle.

En province, deux groupes analogues ont été formés, à Valenciennes et à Muret, et l'expérience est tout à fait encourageante. Comme vous l'avez demandé, monsieur le Garde des sceaux, les juges d'application des peines et les médecins seront associés à ces groupes de travail. Des instructions vont être données dans ce sens.

Avec un équipement insuffisant, des effectifs restreints, il faut bien reconnaître que si l'Administration pénitentiaire accomplit sa tâche, c'est parce que tous les fonctionnaires qui en font partie ont conscience de contribuer, pour leur part, à assurer un meilleur exercice de la justice de notre pays.

Et, précisément parce qu'ils sont conscients de leur mission, je peux vous assurer, monsieur le Garde des sceaux, de leur dévouement.

(Applaudissements.)

M. CAPITANT, garde des sceaux. — Mesdames, Messieurs, j'ouvre la discussion sur le rapport de M. le Directeur de l'Administration

pénitentiaire, sur son rapport écrit que vous avez reçu voici déjà quelques mois, et sur le rapport oral complémentaire qu'il vient de faire devant vous.

La parole est à M. Sabatier.

M. SABATIER. — Je m'excuse de prendre la parole le premier.

Je suis convaincu que M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire a eu parfaitement raison d'analyser le problème très grave du manque de place pour les détenus dans les prisons. C'est là un problème assurément difficile à résoudre, malgré l'effort considérable qui a été entrepris depuis dix ans en matière de construction d'établissements pénitentiaires. Je n'ai plus les chiffres présents à l'esprit, mais je me souviens en tout cas que le chiffre multiplicateur d'augmentation des dépenses ces dernières années est très important.

Malgré cela, le problème demeure aussi grave, et tout d'abord parce que cette année, vous le savez, monsieur le Garde des sceaux, notre budget de la Justice en matière d'investissements marque un palier, cela pour des raisons évidentes dans l'esprit de chacun et qui sont encore plus précises depuis quelques jours. Et l'on peut d'ailleurs craindre que l'année prochaine notre budget ne reprenne pas une progression suffisante.

Le problème reste également grave, parce que le nombre des détenus ne cesse d'augmenter.

Alors, je me demande s'il ne conviendrait pas d'aborder enfin d'une façon déterminée le problème de la détention préventive, qui est souvent évoqué, mais qui n'a jamais débouché sur des conséquences pratiques.

C'est peut-être une façon de pallier cette insuffisance de place dans les prisons, quand en particulier on sait que l'an dernier — sauf erreur de ma part — il y a eu 38 % de détenus préventifs par rapport à l'ensemble des détenus. C'est un chiffre énorme.

Alors, pourquoi ne pas décider une bonne fois que le délinquant doit être maintenu en détention seulement s'il existe véritablement une raison de sécurité publique ou s'il y a un besoin évident d'incarcération pour la manifestation de la vérité (étant entendu que la détention ne doit jamais être un moyen de pression pour obtenir des aveux), et notamment lorsque la mise en liberté peut entraver la marche de la justice.

Il faudrait, me semble-t-il, décider une bonne fois que la détention est l'exception pour un délinquant et que la mise en liberté est la règle, que la peine de prison doit suivre la condamnation, et ne pas la précéder.

Ce problème a été souvent évoqué et discuté, mais on constate le manque de résultat et que même aucune décision de principe n'a été prise.

Un effort devrait être tenté dans cette direction, et alors peut-être assisterait-on à un début de solution. Si vraiment l'effort était énergique, c'est-à-dire si on arrivait à diminuer de la moitié et même des deux tiers le nombre des détenus préventifs, on pallierait en bonne partie le manque de place dans les prisons. Peut-être ferait-on aussi une application plus humaine encore de la justice.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — J'ai déjà annoncé à la Commission des Lois de l'Assemblée nationale — et les cloisons ne sont pas tellement étanches entre la Commission des Lois et celle des Finances que des bruits n'aient filtré de l'une à l'autre, M. Chazelle pourra confirmer ce que je dis — que j'ai l'intention de déposer un projet de loi relatif à la détention préventive lors de la session parlementaire du printemps prochain. M. Arpaillange, directeur des Affaires criminelles, travaille depuis longtemps et activement à la préparation de ce projet.

La parole est à M. Bonaldi.

M. BONALDI. — Le 1^{er} août 1968, dans son rapport général sur l'exercice 1967, M. Henri Le Corno, directeur de l'Administration pénitentiaire écrivait :

« La situation du personnel de surveillance pose le problème le plus aigu. En face de détenus plus nombreux et que leur jeunesse rend plus agressifs, une insuffisance alarmante des effectifs finit par mettre en cause le bon fonctionnement des établissements pénitentiaires et crée pour le personnel des conditions de travail particulièrement difficiles.

« Le recours aux heures supplémentaires est devenu systématique et la sécurité est assurée au prix d'un horaire surchargé qui entraîne la suppression de certains repos hebdomadaires. »

Le 19 novembre 1968, aujourd'hui, cette situation n'est plus alarmante, elle est devenue critique, et la dernière agression suivie d'une triple évasion, il y a trois jours, à la maison d'arrêt de Soissons, en porte l'indiscutable témoignage.

Nous avons tout lieu de penser, monsieur le Garde des sceaux, que cette situation se dégradera davantage encore dans les mois et les semaines qui viennent. Ce qui est en jeu désormais, ce n'est plus le fonctionnement des prisons, mais la sécurité publique.

En effet, dès lors que le crime est commis par le criminel, placé théoriquement hors d'état de nuire dans les locaux de détention, la sécurité publique est nécessairement atteinte et gravement perturbée.

Cet enchaînement fatal conduira, au terme d'une très grave aventure où, comme on le voit trop souvent, les jalons sont constitués de personnels mutilés ou assassinés, à l'insécurité permanente dans les prisons et hors des prisons.

La plupart du temps, sinon même toujours, la crise latente des effectifs dans le personnel pénitentiaire est à l'origine de cette insécurité. On peut, monsieur le Garde des sceaux, en ces cas, notamment quand ils sont douloureux pour l'intégrité physique et morale des agents, poser la question de la responsabilité.

Le problème des effectifs est une affaire de gouvernement. Il n'est pas possible, il n'est pas concevable que l'austérité budgétaire touche à l'essentiel de notre mission.

Votre collègue, M. le Ministre de l'Intérieur, a su, monsieur le Garde des sceaux, parce que les conséquences de sa politique sont plus perceptibles et plus vite appréhendées par l'opinion publique, forcer cette austérité budgétaire à lui concéder un nombre important de créations d'emplois, notamment dans les services de police. Pourquoi pas la justice ? Pourquoi pas l'Administration pénitentiaire ?

Il n'est pas de directeur de cette administration — et M. Le Corno ne déroge ni à la règle ni à la tradition pénitentiaire — qui n'ait réclamé avec insistance l'augmentation planifiée des crédits de personnel et très notoirement pour les besoins en effectifs.

Qu'en est-il advenu ? Cette année encore, sur une demande initiale et très largement justifiée dont vous avez bien voulu admettre le bien-fondé, monsieur le Garde des sceaux, lorsque, le 6 juin dernier, vous avez bien voulu recevoir les organisations syndicales pénitentiaires, sur mille postes demandés, cent vingt ont résisté à l'habituel laminage des crédits pour la justice !

On ne connaît les prisons que lorsqu'on y est ou qu'on en porte la responsabilité. Hors ces deux cas, on a tendance à oublier. Il s'agit cependant d'un véritable service public, aussi capital que tout autre qui relève de l'Etat.

C'est pourquoi notre organisation demande avec la plus grande insistance la création immédiate d'une commission ou d'une sous-commission, émanation du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire, composée de représentants de votre ministère, de celui des Finances, de parlementaires, de syndicalistes pénitentiaires et surtout de praticiens de notre métier, chargée d'élaborer un plan d'urgence à soumettre dans les plus brefs délais au gouvernement, en vue de régler l'angoissant problème des effectifs dans l'Administration pénitentiaire.

Sans cela, il n'y aura — nous le craignons et le disons solennellement — aucun moyen raisonnable de stopper l'insécurité totale à laquelle nous sommes inéluctablement conduits désormais.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Je vous remercie d'avoir rappelé ces faits incontestables.

Vous avez raison de dire que l'Administration pénitentiaire est un service public qui touche directement au maintien de l'ordre public. Je suis bien conscient de ces problèmes et des difficultés auxquelles le fonctionnement des établissements se heurte actuellement.

Je sais aussi que si l'Administration pénitentiaire arrive, malgré ces difficultés, à accomplir sa tâche, c'est grâce au dévouement — auquel il faut rendre hommage — de ce personnel qui travaille dans des conditions qu'aucun autre corps de fonctionnaires ne connaît.

Des réformes doivent être entreprises, des mesures doivent être prises. Vous avez parlé de la création de cent vingt postes supplémentaires ; c'est donc le début d'une politique de redressement qui a été engagée ; et vous devez y ajouter la « budgétisation » de près de cinq cents postes en surnombre.

Mais je suis tout prêt à reconnaître qu'en dépit de ces premières mesures, la situation reste assez grave.

Quant à la suggestion que vous venez de faire de créer, au sein de ce conseil supérieur, une commission, j'y suis tout à fait favorable. Hier même, je m'entretenais avec le directeur de l'Administration pénitentiaire de l'opportunité d'instituer la commission restreinte prévue par le Code de procédure pénale afin de permettre de prolonger l'action du conseil supérieur, de la diversifier aussi, et de mieux préparer cette grande séance annuelle qui se tient habituellement au printemps et cette fois-ci, exceptionnellement, en automne.

Par conséquent, j'accueille très favorablement votre proposition, et je demande à M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire de bien vouloir l'étudier et me faire aussi rapidement que possible des propositions.

La parole est maintenant à M. l'inspecteur général Petit.

M. PETIT, *inspecteur général*. — Je ne nierai pas du tout que la sécurité dans les prisons est affaire de personnel, bien sûr, mais je crois que c'est encore plus affaire d'équipement.

En effet, même si l'on doublait, triplait ou même décuplait les effectifs dans les établissements — comme celui de Nîmes, par exemple — la sécurité ne serait pas assurée pour autant.

Actuellement, on voit dans la centrale soixante-dix, quatre-vingts détenus, surveillés par un ou deux surveillants, aller sur les cours, aux réfectoires, aux dortoirs. Evidemment, il n'y a aucune sécurité : ils sont quatre-vingts contre un ou deux ; mais s'il restait quatre-vingts détenus en bloc contre dix surveillants, le problème resterait aussi à peu près identique.

Ce qui m'amène à conclure que le problème de l'équipement est plus important encore, en matière de sécurité, que les problèmes de personnel, et sans vouloir nullement minimiser ceux-ci.

Tant que nous aurons des centrales comme celle de Nîmes, nous ne pourrons pas assurer la sécurité dans les prisons.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Le plan prévoit la reconstruction de la maison d'arrêt, mais pas encore celle de la maison centrale.

La parole est à M. Pineault.

M. PINEAULT. — Mon intention n'était pas d'intervenir dans cette discussion, surtout après ce que vient de dire si brillamment mon collègue M. Bonaldi.

Mais, ayant entendu à l'instant M. l'inspecteur général Petit, je n'ai pu résister à la tentation de prendre la parole. Ce que je voudrais affirmer, c'est que le personnel de surveillance est constitué d'êtres humains avant toute chose. Lorsqu'on exige de lui qu'il travaille nuit et jour, sans repos hebdomadaire, lorsqu'on lui impose des conditions de travail anormales, il est réduit à l'état de bête humaine et finit par tomber. Or, c'est la situation que nous connaissons en ce moment, et je voudrais lancer un appel aux pouvoirs publics pour qu'ils comprennent dans quelle situation le personnel pénitentiaire se débat.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — J'entends votre appel lancé après celui de M. Bonaldi.

La parole est à M. Amor.

M. AMOR, *premier avocat général*. — Je voudrais d'abord, monsieur le Garde des sceaux, remercier M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire qui nous a soumis un rapport extrêmement documenté dont il a précisé à l'instant les points essentiels, et je tiens à souligner les efforts que lui-même et le personnel de son

administration accomplissent pour faire face à une situation qui s'avère extrêmement difficile.

M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire a indiqué que le nombre des places était insuffisant, que le travail était nécessairement inadapté au but poursuivi, c'est-à-dire essentiellement le reclassement social du détenu.

Il a mis l'accent — et chacun y insiste avec lui — sur l'insuffisance en nombre du personnel.

Si l'on considère le développement linéaire de l'augmentation de la population pénale dans les années à venir, ce sont là des problèmes qui paraissent insolubles. Aussi longtemps qu'il y aura une administration pénitentiaire, ces problèmes se poseront comme dans le passé. Voici vingt-cinq ans, le directeur que j'étais connaissait les mêmes problèmes, et depuis lors pourtant des efforts incessants ont été faits pour y trouver une solution, cela sans y parvenir.

Par conséquent, il faudrait peut-être trouver des solutions extrapénitentiaires.

On a dit, tout à l'heure, qu'il fallait réduire la détention préventive. Bien sûr ! Mais je crois qu'il serait possible de faire mieux : il est une institution en laquelle j'ai une foi profonde, c'est la probation. Or, il serait moins coûteux de développer cette institution et d'obtenir des résultats meilleurs en consacrant une bonne partie des crédits alloués à l'augmentation du nombre des agents de probation.

Vous avez dit tout à l'heure, monsieur le Directeur, qu'on avait mené à Lyon une expérience qui s'était révélée concluante. Pourquoi l'est-elle ? Parce qu'on a fourni à ce comité de probation les éléments et les possibilités de réussite. Dans ces conditions, pourquoi ne pas étendre ce système, aujourd'hui beaucoup plus adapté qu'il ne l'a jamais été, au genre de la population pénale à laquelle nous avons affaire ?

On assiste en effet présentement à un développement considérable de la délinquance parmi les jeunes. Or, n'est-ce pas précisément vis-à-vis de cette population que l'on peut avoir recours au système de la probation ? Par ailleurs, on dit qu'il faudrait renoncer autant que faire se peut à la détention préventive ; mais il faut aussi considérer l'autre aspect de la question : si on ne place pas les jeunes gens en détention préventive, ils peuvent présenter encore un danger si on les laisse continuer à vivre dans un milieu criminel.

Aussi, ne pourrait-on pas envisager, pour pallier les effets d'un maintien en liberté dans de telles conditions, recourir à un système du genre de la probation et qui s'appliquerait aux délinquants dès avant de comparaître devant le tribunal ? On aboutirait à un

système parfaitement coordonné. Le nombre des détenus diminuerait d'autant et les jeunes délinquants seraient préparés à un mode de traitement en milieu ouvert qui, à tous égards — je le dis et je le répéterai sans cesse — est infiniment préférable aux courtes peines.

Les courtes peines sont inutiles et dangereuses : vous l'avez dit très justement, monsieur le Directeur, on ne peut pas, en trois mois, donner une formation professionnelle ; et lorsque vous parlez de neuf mois, je crois que vous êtes optimiste, car les résultats obtenus au bout de neuf mois ne permettraient pas d'aboutir à un reclassement utile.

On doit organiser ce système qui consisterait à créer des centres médico-psychologiques par région, à réduire le nombre des détentions préventives et, en coordonnant cela avec le système de la probation, on parviendrait à pallier l'encombrement des prisons tout en aboutissant au résultat que nous recherchons tous. Il ne faut pas oublier que, parmi les délinquants, il y a beaucoup de récidivistes, et c'est en appliquant de telles mesures qu'on en limiterait le nombre.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Je remercie M. le Premier Avocat général, qui a été le promoteur de la réforme pénitentiaire au lendemain de la Libération et dont l'œuvre s'est marquée de façon si profonde.

Vous avez dominé la question dans son ensemble de telle sorte que vous marquez encore les étapes qui nous restent à franchir.

La parole est à Mgr Rodhain, aumônier général.

Mgr RODHAIN, aumônier général des prisons. — Je demande à faire deux remarques :

Primo : Le surnombre, l'entassement des détenus n'est pas seulement un problème de matériel et d'architecture.

Cela pèse sur le climat humain de la prison, et particulièrement chez les jeunes.

Cela paralyse le travail des aumôniers de prisons.

Cela ralentit leurs efforts de pédagogie et de rééducation.

Secundo : Les œuvres privées qui s'occupent des prisonniers et des familles de prisonniers ne devraient remplir qu'un rôle d'appoint, car le véritable service social des prisons relève des structures de l'Etat. Or, ces œuvres privées sont de plus en plus interpellées, en raison du nombre trop restreint des assistantes sociales des prisons. Leur recrutement semble stoppé pour des raisons budgétaires.

Conclusion : Dans les deux cas, on se heurte, paraît-il, à une impasse budgétaire. C'est un obstacle. Mais il ne m'impressionne pas outre mesure, car trop de problèmes humains sont en cause.

« Il y a une impasse budgétaire. Elle ne m'intimide pas. Evitons d'aller vers une impasse humaine. »

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Je vous demanderai, monsieur l'Aumônier général, de bien vouloir accepter d'appartenir à la commission qui sera constituée.

(Assentiment.)

La parole est à M. Charles.

M. CHARLES, *ministère des Affaires sociales*. — Monsieur le Garde des sceaux, les éléments d'information que contient le rapport écrit nous permettent de mesurer et d'apprécier les efforts de l'Administration pénitentiaire, de ses institutions, de ses services extérieurs, sur le plan de l'action éducative, préventive et, même, disons psychologique.

Mais peut-être serait-il bon de savoir quelle est l'action sociale menée par l'Administration pénitentiaire et sur quelles bases elle se fonde.

Selon un document qui porte la date du 1^{er} janvier 1968, on a recensé 18 524 hommes et 627 femmes de plus de 25 ans condamnés à des peines supérieures à trois mois.

Ne serait-il pas utile de savoir combien, parmi ces condamnés, sont mariés, quelle est leur situation de famille, combien ils ont d'enfants, et comment on met en jeu ces éléments, ces facteurs médico-psychologiques dans le but de favoriser leur reclassement ? Car chacun sait que la présence ou l'absence d'enfants est un élément que nous avons l'habitude d'utiliser dans le domaine de l'action sociale.

Pourrait-on savoir également comment sont assurées les liaisons — et je sais qu'elles existent et je m'en félicite — entre le service social de l'Administration pénitentiaire et les services sociaux officiels, en particulier les directions départementales d'Action sanitaire et sociale, pour protéger, s'il en est besoin, les enfants de ceux qui sont appelés à séjourner dans vos établissements pénitentiaires.

Voilà les quelques questions que je me permets, monsieur le Garde des sceaux, de vous demander de bien vouloir étudier dans le prochain rapport du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire.

M. LE CORNO, *directeur de l'Administration pénitentiaire*. — Monsieur le Directeur général, je répondrai d'abord au second point de votre intervention.

Lorsqu'un détenu signale à l'assistante sociale de la prison qu'un problème familial se pose pour sa femme ou ses enfants, cette assistante sociale prend immédiatement l'attache de l'assistante sociale familiale qui, elle, se met en rapport avec la famille du détenu. Je ne sache pas que cette méthode ait soulevé de difficulté.

Sur le premier point, il est exact que les statistiques concernant la population pénale, fournies tous les trois mois par les responsables d'établissements, ne comprennent pas cet élément d'information relatif au nombre des détenus mariés et au nombre d'enfants à leur charge.

Jusqu'à présent, il ne paraissait pas indispensable de réunir ces renseignements, puisque c'est au plan local entre assistantes sociales que les problèmes familiaux que l'incarcération pouvait poser aux détenus sont réglés.

Mais cet élément d'information va présenter un intérêt dans la poursuite des discussions avec le ministère des Affaires sociales — dont j'ai parlé tout à l'heure — en vue de l'affiliation des détenus à la Sécurité sociale.

J'ajoute qu'il ne paraît pas nécessaire de faire la statistique des prévenus chargés de famille qui, eux, conservent leurs droits sociaux.

Dans le même esprit, je voudrais compléter les renseignements que j'ai donnés dans mon rapport sur le travail pénal et la formation des détenus, en faisant part de la création, à l'initiative de M. le Garde des sceaux, d'une commission associant un certain nombre de personnalités qui s'attachent au reclassement des handicapés sociaux ou physiques dans les « communautés de travail ».

Il est évident qu'on ne peut constituer des communautés de travail uniquement avec des libérés ; il est infiniment probable que la majorité d'entre eux ne souhaiterait pas demeurer dans ces groupements où ils retrouveraient d'anciens codétenus, et quelques-uns risqueraient au contraire de mettre à profit leur rencontre pour préparer de nouveaux coups.

Mais on pourrait effectivement demander aux communautés de travail qui existent d'accueillir un certain nombre de détenus à leur libération pour permettre plus facilement leur reclassement et, s'ils ne souhaitent pas y demeurer, leur faciliter la recherche d'un emploi.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — La parole est à M. Touffait.

M. TOUFFAIT, *procureur général*. — Puisque vous avez bien voulu me donner la parole, monsieur le Garde des sceaux, je me

permettrai de vous dire que vous n'êtes guère favorisé de vous trouver placé à la tête du ministère de la Justice : à toutes les réunions qui se déroulent en votre Chancellerie, il vous est décrit la pénurie du personnel, la vétusté des palais de justice, leur équipement médiocre.

Aujourd'hui, j'ai entendu avec beaucoup d'émotion, notamment les représentants du syndicat, nous parler de la situation du personnel pénitentiaire.

Et si demain se tient ici une réunion consacrée à l'Education surveillée, vous vous trouverez également, monsieur le Garde des sceaux, devant une situation semblable.

Alors, nous nous félicitons de vous avoir à notre tête, monsieur le Garde des sceaux, parce que nous savons que vous avez la volonté et le courage de redonner à la justice la place qui doit être la sienne dans notre pays.

J'entendais tout à l'heure M. l'Aumônier général et je me permets de lui dire que je ne partage nullement son opinion. Mais, par contre, j'ai été très impressionné par les représentants des syndicats. Monsieur l'Aumônier général, cette impasse budgétaire — qui ne vous impressionne pas — me frappe, moi, car depuis vingt ans on nous l'oppose et, si elle se trouvait résolue, il est possible que beaucoup des problèmes auxquels nous ne parvenons pas à apporter de solutions ne seraient plus au nombre de nos préoccupations : que ce soit la détention préventive, que ce soit l'équipement des prisons, que ce soit le travail pénal. Tout se tient, et on a parfaitement conscience qu'aussi bien les réformes qui sont préparées sous votre contrôle, monsieur le Garde des sceaux, par M. le Directeur des Affaires criminelles, que celles qui sont mises en œuvre par tous les autres services ne forment qu'un tout.

Jusqu'ici, cette salle n'a pas eu l'habitude d'entendre parler un langage moderne, et j'apprécie infiniment qu'enfin la Chancellerie soit rattachée au VI^e Plan, ce qui va nous donner la possibilité de nous insérer dans une continuité d'action s'étageant sur plusieurs années : M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire nous l'a bien montré, puisqu'on lui demande déjà des prévisions pour 1985.

Alors, ce qu'il nous faut, monsieur le Garde des sceaux — et nous nous tournons tous vers vous avec un espoir fervent — c'est que vous nous obteniez des crédits. Il faudra vous battre, parce que toutes les solutions sont indiquées et que ce qui nous manque, en effet, c'est le nerf de la guerre pour les réaliser.

Et, sur ce point-là, monsieur l'Aumônier général, vous me permettez donc de ne point partager votre avis.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Monsieur le Procureur général, vous joignez votre appel à ceux que nous avons entendus tout à l'heure, mais avec une force et une autorité qui en accroissent singulièrement le poids.

Je me réjouis avec vous que l'inscription, au VI^e Plan, de l'Administration pénitentiaire et de toutes les autres directions qui composent le ministère de la Justice ait pu être réalisée. Le fait est en lui-même très important, et nous nous rendions compte tout à l'heure que les méthodes mêmes du Commissariat général au Plan nous obligeaient à considérer tous ces problèmes de plus haut, avec une prospective plus lointaine, et surtout avec certaines méthodes expérimentées depuis plusieurs années au Plan, mais qui n'avaient pas encore pénétré dans les habitudes de la Chancellerie.

Mes efforts et leur succès dépendront dans une large mesure de ceux qui se manifesteront au sein d'organismes comme celui-ci et de commissions semblables à celle dont j'ai proposé, il y a un instant, la constitution.

La parole est au docteur Colin.

M. LE DOCTEUR COLIN. — Au nom de mes confrères médecins des prisons, je voudrais demander si l'Administration pénitentiaire compte envisager l'urgence des résolutions qui ont été prises au terme de ces récentes journées de médecine pénitentiaire, en matière d'équipement, non seulement technique mais de personnel soignant (médecins, infirmiers, infirmiers-psychiatres et psychologues), en matière d'affiliation des détenus à la Sécurité sociale, en matière d'extension des centres médico-psychologiques dans tous les complexes pénitentiaires régionaux, en matière d'équipement des comités de probation.

Nous remercions vivement M. le Directeur général d'avoir fait un large écho à ces résolutions. Les médecins ont été sensibles au souci de l'administration de les intégrer beaucoup plus étroitement qu'auparavant au fonctionnement des institutions pénitentiaires, mais ils se doivent d'alerter sur le sous-équipement, le sous-développement du service médical pénitentiaire.

Et si l'on veut bien admettre que l'activité soignante, au sens le plus large — à la fois médical, psychologique et social — représente au même titre que le travail pénal, que la rééducation, que la formation professionnelle, un élément essentiel dans le reclassement du détenu, nous nous devons d'attirer très fortement l'attention sur l'importance des services cliniques.

Et puisqu'on vient d'évoquer la nécessité de créer des commissions destinées à étudier les problèmes relatifs au personnel de surveillance, je demanderai si on ne pourrait également envisager de faire fonctionner une commission des problèmes médicaux, psy-

chologiques et sociaux qui pourrait, sous l'égide de notre médecin inspecteur général, soutenir ses efforts et aider l'administration.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — J'attache, monsieur le Professeur, la plus grande importance aux conclusions qui se sont dégagées des journées que vous venez de tenir avec vos confrères exerçant à l'Administration pénitentiaire et qui m'ont donné l'occasion — je m'en suis félicité — de prendre contact avec l'ensemble des médecins et des autres personnalités qui y participaient.

Mon intention est bien, en effet, d'en tirer le plus tôt possible des conséquences pratiques, et M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire ne manquera pas de me faire des propositions sur ce point.

Mais je me demande si une commission spéciale doit être nommée.

M. LE CORNO, *directeur de l'Administration pénitentiaire*. — Monsieur le Garde des sceaux, il n'est pas nécessaire, je pense, de créer la commission strictement médico-sociale suggérée par M. le professeur Colin. C'est — à mon sens — en commun que ceux qui assument, à des degrés divers, des responsabilités dans le fonctionnement de l'Administration pénitentiaire doivent travailler. Comme je l'ai dit tout à l'heure, les médecins seront associés dans différentes commissions au personnel de l'Administration pénitentiaire ainsi qu'aux magistrats, et d'abord dans celle que vous avez décidé de former au sein du conseil supérieur. Même avec des optiques différentes, il faut aborder les problèmes ensemble.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Monsieur l'Aumônier général, estimeriez-vous utile d'intégrer les aumôniers dans cette commission ?

Mgr RODHAIN, *aumônier général des prisons*. — Un représentant de l'aumônerie sera à votre disposition si vous désirez l'y convoquer ; il sera très heureux de prendre part aux travaux.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — La parole est à M. Pastre.

M. PASTRE. — Monsieur le Garde des sceaux, secrétaire général du Syndicat national pénitentiaire C.G.T., je désire saisir l'occasion de ce débat pour marquer mon accord avec le rapport de M. le directeur Le Corno, dont les traits dominants, en ce qui concerne les problèmes fondamentaux, soulignent l'insuffisance des effectifs et les conditions de travail particulièrement difficiles.

Monsieur le Garde des sceaux, monsieur le Directeur, mesdames, messieurs, je voudrais revenir en quelques mots sur les problèmes

de la participation. Mon propos sera fort court, il sera consacré au statut du personnel pénitentiaire et aux œuvres sociales.

Pour l'étude des problèmes pénitentiaires comme de tous ceux qui touchent à l'avenir de notre administration, je voudrais, monsieur le Garde des sceaux, une collaboration active, apte à se manifester à tous les niveaux.

Cette volonté de participation dans le domaine professionnel, l'intérêt suscité dans les commissions et les groupes de travail constitués par l'Administration pénitentiaire sont un exemple et un témoignage.

Il y a dans ce dernier point un effort de concertation auquel les syndicats attachent la plus grande importance, dont ils vous sont redevables, ainsi qu'à M. le directeur Le Corno, et que je tiens à souligner.

Vous savez, monsieur le Garde des sceaux, que le statut du personnel pénitentiaire présenté par l'un de vos prédécesseurs a été adopté sans aucune consultation préalable des représentants du personnel.

Certes, il n'est pas question de mettre en doute les intentions louables des rédacteurs de ce statut, qui comporte des améliorations, mais comment serait-il facteur de progrès social dès lors que les intéressés n'ont pas été en mesure de formuler des propositions sur leur devenir ?

Il n'est pas douteux qu'une telle manière d'agir comporte des inconvénients nombreux sur lesquels il n'est pas nécessaire d'insister. Je me bornerai donc à souhaiter la participation syndicale aux travaux d'une commission consultative, dans le but de procéder à des modifications qui s'imposent, y compris dans l'intérêt de l'administration.

J'en viens aux œuvres sociales : le groupe de travail chargé de l'examen des problèmes à caractère social dans la fonction publique a été convoqué et s'est réuni le mardi 29 octobre. Dès l'ouverture de la séance, le président, M. Jouvin, conseiller d'Etat, a donné lecture d'une lettre en date du 4 octobre qui lui avait été adressée par le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, M. Malaud, lettre qui répond à des questions posées antérieurement par la délégation syndicale unanime.

Dans sa lettre du 4 octobre, le secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique a réexprimé la position du gouvernement. A défaut de la gestion par le personnel, est donc admise la participation à la gestion, ce qui dans notre esprit signifie la gestion paritaire. Le groupe de travail a toute latitude pour définir les modalités concrètes de cette participation ou même — et cela va tout à fait dans le sens de nos conceptions — pour établir la part entre la gestion

ministérielle et la gestion interministérielle, ainsi que pour couronner l'édifice par un organisme de coordination.

D'après M. Malaud, 25 millions de crédits supplémentaires serviront en quelque sorte de provision ou de crédit de démarrage pour les premières applications, en 1969, du plan que pourrait établir le groupe de travail.

Hélas, monsieur le Garde des sceaux, les réalisations sociales du ministère de la Justice en faveur des fonctionnaires — et j'en témoigne depuis plus de vingt ans — sont pratiquement inexistantes.

C'est pour cela que je me permets de vous prier de mettre en place des structures sociales, avec la création d'un organisme de coordination auquel participeraient tous les représentants du personnel dépendant du ministère de la Justice.

Je suis convaincu que de cette confrontation générale naîtra une meilleure connaissance des problèmes, une plus complète compréhension des intérêts en présence, lesquels, bien loin de se révéler contradictoires, devraient apparaître complémentaires et étroitement solidaires.

Par avance, je vous en remercie.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Je ne puis que me féliciter de constater quelle part les représentants des syndicats prennent aujourd'hui même aux délibérations du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire.

Je remercie particulièrement M. Pastre de ce qu'il vient de dire. La règle de la participation des fonctionnaires intéressés, et notamment de leurs organisations syndicales, aux différentes réformes a été posée par le gouvernement et elle est appliquée par toutes les directions de ce ministère.

Cette nouvelle règle a déjà porté certains fruits ; je suis persuadé qu'elle en portera d'autres encore.

S'agissant des œuvres sociales du ministère, j'avais déjà été saisi du problème par vous-même ou par certains de vos collègues, dès mon arrivée place Vendôme. Je sais que des propositions me sont soumises en ce moment même par M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire ; elles sont parvenues aux membres de mon cabinet et je ne manquerai pas de les examiner très vite.

La parole est à M. Léauté.

M. LE PROFESSEUR LÉAUTÉ. — Monsieur le Garde des sceaux, je pense aux relégués. Je sais combien vous-même vous en souciez, mais il me semble que l'équilibre des thèmes de ce conseil ne serait pas parfait si nous ne songions que survit, anachronique, une mesure adoptée au temps de Lombroso : la relégation des multirécidivistes.

Qu'une institution survive encore de nos jours lorsque, ayant changé de motif et de régime, elle est à la fois injuste et inutile, ne peut pas être acceptée, j'en suis convaincu, par un garde des sceaux si soucieux que vous, à la fois d'efficacité et de justice. Je crois savoir d'ailleurs qu'il est dans vos projets de réformer cette institution.

Je voudrais néanmoins insister sur l'état si particulier des relégués, de nos jours. Plus d'un millier de personnes dans les prisons françaises traînent aujourd'hui une existence sans utilité au cours de laquelle ils perdent les derniers ressorts de leur volonté et gâchent leurs ultimes chances de reclassement.

Un circuit s'est établi. Après avoir payé leur dette, ils commencent à rester longtemps en prison, par suite de dispositions du Code de procédure pénale mal adaptées. Ils y perdent toute habitude de la vie libre, toute possibilité de résister aux futures tentations de cette liberté pourtant attendue. Ils accèdent enfin à une liberté conditionnelle ou à une semi-liberté au cours de laquelle les deux tiers d'entre eux recommencent à commettre les infractions. Après quoi les voici retombés au bas de la montagne et, comme Sisyphe, ils remontent leur rocher jusqu'à la prochaine liberté conditionnelle ou semi-liberté, où de nouveau leur rocher tombe et devient source de délit.

Est-il juste que nous ne protégeons pas les honnêtes gens en laissant les relégués commettre de nouvelles infractions, et qu'en même temps nous laissons se consommer cette déperdition d'énergie, la force d'individus, au nom d'une présomption d'incorrigibilité archaïque ?

Contrairement au postulat dépassé qui sert de base à l'institution, il est loin d'être sûr que ces relégués soient différents des autres criminels. Nous les avons un peu étudiés au Centre d'études pénitentiaires, c'est presque le hasard qui est cause du fait que, pour avoir volé un quinzième lapin, on soit ensuite relégué alors que d'autres ne le sont pas. Je sais que vous vous souciez de remplacer cette mesure par une autre mieux adaptée à notre connaissance des causes de la délinquance, et moins désespérante. Je crois qu'une privation perpétuelle de liberté, fondée sur une présomption de positivisme, du XIX^e siècle, devrait être aujourd'hui remplacée au moins par une mesure temporaire renouvelable selon un contrôle judiciaire à périodes régulières, destiné à vérifier le caractère vraiment persistant de l'incorrigibilité. C'est pourquoi je me permets de souhaiter que le projet que vous étudiez puisse être déposé sur le bureau du Parlement à la prochaine session.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Je me suis engagé également devant les deux commissions compétentes ; des projets ou plutôt des avant-projets ont déjà été établis. Je me propose de les faire discuter par les spécialistes.

Vous ne manquerez pas d'être de ceux à qui ce projet sera soumis, et cela vous donnera la possibilité de fournir vos suggestions et vos observations.

Mais je suis conscient de la gravité de ce problème et aussi du caractère inadapté de la relégation, surtout dans les conditions où elle est de nos jours exécutée, bien différentes de celles qui étaient en vigueur au moment où le législateur a créé ce régime.

La Commission des Lois de l'Assemblée nationale a d'ailleurs fait plusieurs visites de prisons, ces dernières années, au cours desquelles elle s'est heurtée à ce problème. J'ai présidé l'une de ces missions, M. Chazelle a été l'animateur de la seconde ; des rapports ont été déposés.

C'est donc aussi sur initiative parlementaire que je suis saisi de la nécessité de présenter à la prochaine session le projet de loi dont je vous ai parlé.

La parole est à M. Bloch.

M. BLOCH. — Comme chacun ici parle non seulement des problèmes généraux, mais des problèmes particuliers qui intéressent son corps, je voudrais présenter deux observations :

Premièrement, il me semble que votre administration comme les plus grands criminologues accordent une importance considérable et font une grande confiance à la probation.

Mais sur ce point je voudrais savoir comment un juge qui fait exactement ce que font les autres juges et qui en même temps est juge de l'application des peines peut remplir efficacement cette dernière fonction. Il s'agit là d'un problème peut-être mineur de l'organisation judiciaire, mais qui touche à peu près l'ensemble de mes collègues.

Ma seconde observation sera limitée à mon territoire : je voudrais attirer l'attention du conseil, une fois de plus, sur la situation effroyable de la maison de correction de Versailles, car tout homme de cœur qui pénètre dans cette prison ne peut être que choqué et dégoûté.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — La reconstruction des deux maisons de Versailles est prévue dans le budget de 1969. Par conséquent, c'est en priorité que ces travaux seront exécutés.

Quant au juge de l'application des peines, dont la création a été certainement un grand progrès, j'ai bien conscience qu'il ne pourra remplir pleinement sa tâche que s'il dispose de suffisamment de temps à y consacrer et s'il est, dans une très large mesure, libéré des autres fonctions juridictionnelles qui lui sont imparties.

Mais précisément, la réforme envisagée, la concentration des tribunaux, l'augmentation par conséquent du nombre de leurs magis-

trats, doivent permettre de spécialiser les juges, et notamment de donner au juge de l'application des peines la possibilité de se consacrer à sa mission, au moins pendant les quelques années au cours desquelles il accepte ces fonctions.

Il est évident que devant des tribunaux plus réduits, devant l'insuffisance du personnel, si le contrôle de l'application des peines vient s'ajouter à une tâche judiciaire déjà écrasante, l'institution ne peut pas se développer ni porter complètement ses fruits.

La parole est à M. l'avocat général Schmelck.

M. SCHMELCK, *avocat général à la Cour de cassation*. — Je m'excuse de prendre la parole en dernier lieu, ce que je n'aurais certainement pas fait si parmi les problèmes qui ont été ici évoqués et pour lesquels des solutions ont déjà été esquissées et proposées ne me paraissait avoir été omise une question essentielle.

On a parlé de la relégation. Je suis bien d'accord avec M. le professeur Léauté pour dire que c'est un problème très important, crucial, et difficile à résoudre. On a parlé de la probation, et là je rejoins encore tout à fait ce que disait M. le premier avocat général Amor lorsqu'il affirmait que c'est un des moyens de régler ce difficile problème « pénitentiaire », au sens technique du terme qu'évoquait tout à l'heure M. Le Corno en disant combien, dans la perspective de l'avenir, il considérait — et c'était sa conclusion — que dans un très proche avenir on pouvait estimer que non seulement l'Administration pénitentiaire ne pourrait pas remplir sa mission vaille que vaille, comme elle le fait actuellement, mais qu'elle ne pourrait plus la remplir du tout puisqu'il n'y a pas d'espoir que soient mis à sa disposition moyens, équipements et personnels nécessaires.

Un point sur lequel je voudrais appeler votre attention, monsieur le Garde des sceaux, et qui me paraît tout aussi important que ceux qui ont été évoqués déjà — à savoir, la relégation, les peines de moyenne durée, dont M. Le Corno a lui-même parlé — c'est celui qui a trait aux peines de courte durée.

M. Le Corno vous a dit que sur le nombre total des condamnés un tiers à peu près représentait les peines de durée moyenne, un autre tiers les peines de courte et de très courte durée. A ces courtes peines il faut ajouter tous les prévenus ou un très grand nombre de prévenus dont la prévention se transformera en peine parce que les tribunaux confirmeront purement et simplement la détention préventive.

Ce qui fait qu'en réalité le nombre des personnes détenues au lieu d'une courte peine n'est pas de 30 %, mais, compte tenu des prévenus, de 60 % de la population pénale totale.

C'est dire l'importance du problème sur le plan pénitentiaire, c'est dire aussi son intérêt sur le plan pénal. On peut se demander — et M. l'avocat général Amor l'a souligné — si sur le plan de la prévention générale et sur celui de la prévention individuelle la prison est vraiment dans ce cas la meilleure formule. Ces détenus, qui ne sont pas justiciables d'une longue peine curative permettant l'amendement de l'intéressé, doivent-ils faire l'objet d'une courte peine ?

On pardonnera à un ancien directeur de l'Administration pénitentiaire de paraître attaquer le système dont il avait pour mission d'assurer l'application. Mais pour ma part je doute fort des effets salutaires de la courte peine d'emprisonnement.

Quelles sont les solutions ? Celle à laquelle faisait allusion M. le premier avocat général Amor : sursis avec mise à l'épreuve ? Mais ce n'est peut-être pas suffisant en soi et une remarque de M. Le Corno a retenu particulièrement mon attention : il s'est demandé si les juges n'avaient pas tort de ne condamner les jeunes délinquants, en particulier, à des peines peu sévères comme celle de trois mois de prison, le plus souvent infligée. Il se le demandait parce que ce temps de détention était insuffisant pour pouvoir soit les former, soit les éduquer, neuf mois étant pour le moins nécessaires pour leur donner une formation professionnelle.

Ainsi formulée, la question peut paraître quelque peu surprenante. Et pourtant je vous rejoins tout à fait, mon cher ami, parce que le juge, au lieu de condamner à trois mois ou à neuf mois de prison, devrait pouvoir prononcer purement et simplement l'obligation de se soumettre à la formation professionnelle ; or, il ne peut pas prendre directement une telle mesure et il ne peut pas non plus l'ordonner maintenant par le truchement de la probation, dès lors qu'il s'agit d'un récidiviste.

Ceci pour dire que le problème de ce qu'on a appelé, dans la doctrine pénale et pénitentiaire, le problème des substituts à la peine d'emprisonnement est, à mes yeux, fondamental et qu'il est devenu indispensable de s'attacher à lui trouver une solution comme on essaie de le faire dans d'autres pays.

Ne pourrait-on pas, c'est une suggestion que je me permets de présenter, envoyer une mission pour étudier, non seulement d'un point de vue théorique, mais également sur le plan pratique, les solutions qui ont été mises en œuvre en Suède, en Belgique et en Allemagne ?

Pour ma part, je pense qu'une telle mission d'études, par les horizons qu'elle ouvrirait, ne serait pas inutile.

Quoi qu'il en soit — et c'était là le seul but de mon propos — le problème posé par les courtes peines d'emprisonnement me paraît revêtir une importance primordiale et me paraît devoir être un de

ceux à traiter en priorité dans le cadre des projets de réforme en cours.

C'est sous le bénéfice de cette observation, monsieur le Garde des sceaux, que je terminerai cette intervention, en m'excusant d'avoir retenu aussi longtemps votre attention.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Monsieur l'Avocat général, je vous remercie de cette brillante et convaincante intervention qui a sans nul doute frappé tous les membres du conseil et toutes les personnalités qui assistent à sa séance.

La parole est à M^e Baudet.

M^e BAUDET. — L'avocat qui assiste pour la première fois, en remplaçant son bâtonnier, à une séance du conseil supérieur ne peut pas ne pas être frappé par ce qu'il vient d'entendre.

Il veut tout de même insister auprès de vous sur la nécessité d'agir aussi fortement que possible, et dès la prévention, sur l'esprit et la conscience des détenus.

Vous pouvez instaurer tous les régimes que vous voudrez, promouvoir toutes les réformes possibles, si avant tout vous n'aboutissez pas à la collaboration sincère de celui que vous voulez traiter, vous ne parviendrez à rien.

Or, monsieur le Garde des sceaux, il faut bien qu'on le sache, pendant la durée de la prévention les contacts du détenu avec qui que ce soit qui pourrait agir sur sa conscience sont des plus limités ; il voit de temps à autre une assistante sociale débordée souvent par les nécessités de la paperasse et il voit son avocat qui n'a pas toujours le goût d'agir sur la conscience de son client.

Dès lors, je pense que ces éducateurs que vous n'avez pas, que vous espérez, que vous voudriez avoir, que vous cherchez à obtenir, devraient avoir leur rôle dans la prévention. D'abord parce qu'on ne sait pas si finalement le prévenu sera condamné à une peine suffisamment importante pour qu'on puisse agir sur lui après sa condamnation et qu'on ne sait pas, par conséquent, si son passage en prison ne sera pas limité à la seule prévention.

Et ensuite parce que tout individu qui doit avoir à subir un jour une condamnation définitive, surtout si elle est lourde, doit être préparé à subir celle-ci avec fruit. Il n'est par conséquent pas trop tôt pour agir sur lui dès le moment de sa prévention, ne serait-ce que pour préparer la manière dont il envisagera son avenir de condamné définitif et la façon dont il acceptera le traitement dont il sera l'objet.

C'est pourquoi, dans la mesure des impératifs budgétaires et du recrutement possible de ces gens qui sont paraît-il si rares à

trouver, il faudrait envisager la possibilité, pour des éducateurs, d'agir dès le moment de la prévention sur l'esprit et sur la conscience des détenus.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Maître, votre intervention est très émouvante. Vous attirez notre attention sur un aspect nouveau de la participation, celle du détenu lui-même à son propre rachat et à sa réforme. Et en effet on ne peut guère concevoir que celle-ci soit possible si cette participation n'est pas obtenue ; il faut la provoquer, la rechercher.

Mais alors — et si vous le vouliez — nous pourrions ensuite prolonger votre intervention dans un dialogue. A quel personnel s'adresser ? Comment organiser cet aspect nouveau des choses dont j'aperçois bien l'importance ?

M. AMOR, *premier avocat général*. — En développant et en étendant l'esprit de la probation on pourrait, dès qu'un délit a été commis, surtout si c'est par un jeune, inviter un agent de probation à prendre contact avec lui et à entreprendre son travail sans attendre que la condamnation soit prononcée. S'il n'y a pas de condamnation, tant mieux, son intervention aura été néanmoins utile ; si une condamnation est prononcée, le travail se continuera par la suite si le jeune condamné est placé en probation.

Bien sûr, dès le début une des tâches de l'agent de probation sera de fournir du travail au prévenu s'il n'en a pas. Et je demande à monsieur le Garde des sceaux si on ne pourrait pas à ce moment-là envisager de placer le prévenu en formation professionnelle. C'est un des aspects de la rééducation.

On parle d'éducateurs, mais en vérité c'est l'agent de probation qui devrait être la cheville ouvrière d'un système de rééducation.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Le mot « éducateur » fait plus appel à l'idée de conscience que celui de « probation ».

M. AMOR, *premier avocat général*. — Cet agent pourrait prendre le nom d'éducateur quand il s'agit d'un prévenu et d'agent de probation s'il a affaire à un condamné, mais l'esprit doit être le même dans les deux cas.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — C'est un peu pour cela que j'ai cherché à obtenir le concours des communautés de travail, et M. le Directeur a bien voulu donner suite à ce qui n'était qu'une suggestion.

Les communautés de travail sont en général composées d'hommes animés d'un esprit non seulement communautaire mais moral assez

accentué ; sans doute pourraient-ils fournir une partie de ce contingent d'éducateurs, soit bénévoles, soit professionnels, je ne sais pas encore.

M. AMOR, *premier avocat général*. — Il est vrai qu'à l'heure actuelle nous n'avons pas un nombre suffisant d'agents de probation, mais il existe des comités de probation. L'agent de probation est assisté de bénévoles. L'agent de probation est une sorte de catalyseur dans un comité de probation où l'on trouve des gens qui ne sont pas des fonctionnaires, qui ne sont pas rétribués. Appelons-les éducateurs si l'on veut lorsqu'il s'agit de prévenus.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — J'aperçois M. le conseiller Vienne qui hier encore était premier président à Douai. Je lui donne la parole.

M. VIENNE. — J'aurais à présenter deux observations. La première concerne une question sur laquelle j'ai travaillé pendant de longues années à Loos, lorsqu'on y a formé le centre d'observation pour relégués. Pendant huit ans, j'y ai été juge de l'application des peines avant la lettre, puisque cela se passait entre 1948 et 1956.

A ce point de vue, je suis d'accord pour admettre qu'il faut complètement rénover cette vieille mesure de la relégation. Mais on doit procéder avec la plus grande prudence et ne pas supprimer les quelques réformes utiles que l'on a déjà pu y introduire, et je pense en particulier à la semi-liberté qui devrait être plus rapidement accordée aux relégués. Je pense aussi que devraient être supprimés les stages obligatoires, présentement effectués à Mauzac et Saint-Martin-de-Ré, auxquels M. le professeur Léauté s'est si justement attaqué et qui me semblent tout à fait inadaptés aux besoins des relégués.

Par contre, le système de la semi-liberté et celui de la suite extrêmement attentive du relégué en libération conditionnelle sont d'excellentes mesures qu'il faudrait maintenir et améliorer.

Deuxième observation, qui s'appliquera à ce qui a été dit ici sur la probation, en particulier par M. le premier avocat général Amor, je suis, moi aussi, un fervent de la probation et je suis tout à fait favorable à un meilleur aménagement du système, ainsi qu'on a essayé de le faire à Lyon.

Et lorsque l'an dernier — il y a un an à peu près jour pour jour — l'inspection générale de la Magistrature venait à la cour d'appel de Douai se pencher sur l'état de la question de mon ressort — j'étais alors premier président à Douai — j'avais indiqué à MM. les Inspecteurs généraux que je souhaitais vivement qu'une expérience semblable fût pratiquée dans tout le ressort de Douai.

Mais nous ne devons pas nous bercer d'illusions et croire que la probation suffira à satisfaire à tous les besoins. Je pense que nous allons assister dans les prochaines années à une augmentation extrêmement spectaculaire et plus importante proportionnellement que l'augmentation démographique, plus importante aussi en gravité, de la criminalité et spécialement de la grande criminalité.

Je suis tout à fait favorable à l'augmentation des crédits en vue de développer la probation, mais il me paraît que nous devons aussi songer au régime fermé qui s'imposera toujours, surtout pour les grands criminels que nous aurons très certainement dans les prochaines années à emprisonner, puis sans doute à reléguer en grand nombre.

Par conséquent, s'il ne faut pas négliger le traitement en liberté, il est indispensable de ne pas perdre de vue que c'est d'un traitement en milieu fermé, qui devra souvent se prolonger en milieu ouvert parce que les Anglo-Saxons appellent *l'after-care*, que relèveront dans les années à venir un nombre de plus en plus grand de délinquants.

M. LE GARDE DES SCEAUX. — Notre débat est maintenant épuisé. Je voudrais tirer une conclusion sur laquelle, d'ailleurs, a insisté tout à l'heure M. le procureur général Touffait : c'est la nécessité de considérer tous ces problèmes comme solidaires les uns des autres.

Au cours de cette discussion, une première solidarité est apparue : c'est celle qui unit l'Administration pénitentiaire et la direction des Affaires criminelles. Il est bien clair que la plupart des problèmes qui ont été soulevés exigent des mesures qui soient conjointement prises par les deux directions. La politique pénale et la politique pénitentiaire, la condamnation à la peine et l'exécution de la peine sont liées, et la création du juge de l'application des peines a été un des moyens d'unir dans leur fonctionnement ces deux directions, d'abord conçues comme tout à fait séparées quand votre direction appartenait encore au ministère de l'Intérieur, monsieur Le Corno.

Mais, assurément, les autres directions sont intéressées aussi, ne serait-ce que l'Administration générale qui, elle, va coordonner les problèmes de planification. Et les questions d'équipement, de crédits, de plan sont absolument essentielles.

La direction des Services judiciaires également, car les magistrats sont un des éléments de cette politique et la structure même des juridictions ; le fait qu'on les concentre ou non, qu'on favorise la spécialisation des juges, réagira sur l'application des réformes envisagées.

J'ajoute, pour terminer, que le ministère de la Justice lui-même ne peut pas réussir dans cette voie s'il ne tient pas étroitement le contact des ministères voisins également intéressés.

M. le directeur général Charles nous l'a dit dès le début de la discussion ; il est évident qu'il y a une œuvre sociale à accomplir auprès des prévenus comme auprès des condamnés et on n'imagine pas qu'elle puisse se développer, sinon comme un prolongement de la politique sociale du gouvernement, dont le ministre des Affaires sociales est évidemment le chef de file.

Mais ce que je dis est également vrai à l'égard du ministère de l'Education nationale ; l'Education surveillée n'est qu'un prolongement de l'Education nationale au sein du ministère de la Justice, et les problèmes d'éducation ne s'appliquent pas seulement aux jeunes, dans les services de l'Education surveillée, mais également aux prévenus ou aux condamnés plus âgés, d'abord à ces jeunes jusqu'à vingt-cinq ans qui ne sont plus des mineurs pénaux, mais qui font partie tout de même encore de la jeunesse ; et puis l'éducation devient permanente, notamment sous la forme d'une reconversion professionnelle.

Enfin, il est évident que nous devons rester très proches du ministère de l'Intérieur dont nous nous sommes émancipés — heureusement, sans doute, sur le plan pénitentiaire — ce qui ne signifie pas que nous ne devons pas maintenir avec lui les liens nécessaires, ne serait-ce que pour étendre plus complètement que cela n'a pu être fait, au personnel de l'Administration pénitentiaire, les augmentations de primes qui ont été accordées à la police. Nous avons tout de même la satisfaction d'avoir marqué ce mouvement, sinon complètement, tout au moins dans une certaine mesure, et sans renoncer à demander une assimilation plus complète des statuts de part et d'autre.

Une collaboration doit aussi s'instaurer avec le ministère des Finances. Est-ce une participation ? Oui ! Et c'est bien la participation primordiale. Hélas ! les problèmes de l'équilibre budgétaire, de l'impasse qui n'impressionnent pas M. l'Aumônier général restent pourtant une préoccupation permanente du ministère des Finances, et nous ne pouvons évidemment pas nous en extraire.

Il apparaît donc que le Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire comprend à juste titre un très large éventail d'experts éminents et de représentants des autres ministères que j'ai plaisir à saluer.

Je ne pense pas que nous puissions créer séance tenante la commission restreinte, mais M. le Directeur de l'Administration pénitentiaire va s'en préoccuper en prenant les contacts nécessaires, de façon que cette commission reflète la composition du conseil.

Dans une réunion ultérieure, nous pourrons alors prendre connaissance du rapport qui sera élaboré par cette commission dont les parlementaires, j'espère, voudront bien faire partie.

Personne ne demande plus la parole ?

Messieurs, je vous remercie, et je déclare levée la séance annuelle
du Conseil supérieur de l'Administration pénitentiaire.

La séance est levée à 12 h 15



**IMPRIMERIE
ADMINISTRATIVE**

MELUN

2607-1969